RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

N°11 - 2022

Publié le 18 novembre 2022 par mise à disposition du public

A l'Hôtel du Département

1 rue du Pont Moreau - METZ

SOMMAIRE GENERAL

COMMISSION PERMANENTE (DECISIONS)

ARRETES

PUBLICATION

La publicité de la conclusion des contrats est assurée mensuellement sur le site https ://marchespublics.moselle.fr/. Celle-ci précise notamment la date de signature, l'attributaire et le montant du marché. Par ailleurs, les marchés publics sont tenus à disposition des personnes intéressées dans les locaux des différentes directions mentionnées.

COMMISSION PERMANENTE

100 ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022
DELIBERATION (pdf)

1 CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE A GRAVELOTTE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

2 AIDES AGRICOLES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

3 SOULTE BIOLOGIQUE LIEE A L'ECHANGE DE PARCELLES CERTIFIEES "AGRICULTURE BIOLOGIQUE" CONTRE DES PARCELLES CONVENTIONNELLES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE, FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE DE VAHL-EBERSING
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

4 APPEL A PROJETS INNOVATION ENVIRONNEMENTALE EN MOSELLE – LAUREATS 2022
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

5 POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - MICRO-PROJETS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

6 POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - CONVENTION TRIPARTITE POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION ENS MICHEVILLE - SECTEUR ANCIENNES CARRIERES DE MICHEVILLE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

7 PROGRAMME 2022 EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT - POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - CONCOURS DEPARTEMENTAL POUR LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

8 ACCORD TRANSACTIONNEL – MAINTENANCE DE FIBRES MONOMODES
DELIBERATION (pdf)

9 ADHESION DU DEPARTEMENT A LA CENTRALE D'ACHAT DU RESAH ET SIGNATURE DE LA CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

10 AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@E - SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

11 ACCOMPAGNEMENT PREVENTIF PRECOCE - SOUTIEN A LA PARENTALITE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

12 APSIS EMERGENCE - AVENANT A LA CONVENTION MINEURS NON ACCOMPAGNES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

13 CONTRAT ETAT/DEPARTEMENT RELATIF A LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE 2022
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération A (pdf)
Annexe à la délibération B (pdf)

14 CONTRAT DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE (CDPPE) 2020-2022 Avenant 2022
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)

15 PROJET JARDIN'ÂGES : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LE SECOURS CATHOLIQUE DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE L'ANIMATION D'UN JARDIN INTERGENERATIONNEL A VOCATION SOCIALE A LA MAISON DU DEPARTEMENT DE BOULAY-MOSELLE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

16 SEGUR DE LA SANTE ET DU SOCIAL : REVALORISATIONS SALARIALES
DELIBERATION (pdf)

17 CENTRE D'AMELIORATION DU LOGEMENT DE LA MOSELLE - AVENANT A LA CONVENTION 2022
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

18 CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE (CFPPA)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)
Annexe à la délibération 5 (pdf)
Annexe à la délibération 6 (pdf)
Annexe à la délibération 7 (pdf)

19 ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – INNOVATION SOCIALE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)

20 PLAN DE RELANCE / DEPLOIEMENT DE LA TELEMEDECINE EN FAVEUR DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

21 Accompagnement des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active par les structures d'insertion par l'activité économique : ouverture d'une agence de travail temporaire d'insertion à Sarrebourg
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

22 FINANCEMENT 2022 DE L'ACTION "ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL DES GENS DU VOYAGE EN MOSELLE" : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION AVEC AMITIES TSIGANES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

23 Partenariat renforcé avec les structures porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) : participation accordée en contrepartie du financement FSE au CMSEA
DELIBERATION (pdf)

24 PROGRAMME HABITER MIEUX Agence nationale de l'habitat
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

25 PROGRAMME HABITER MIEUX Metz Métropole
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

26 SAS D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE : DISPOSITIF "PREMIERES HEURES EN CHANTIER"
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

27 ACTIONS EDUCATIVES COLLEGES ET ECOLES 2022
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)

28 CONVENTION DE FOURNITURE DE REPAS AVEC LA CUISINE CENTRALE ET LES SITES SATELLITES ET CONVENTION DE PARTAGE DE CHARGES AVEC LE COLLEGE DE VITRY SUR ORNE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

29 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SOUTIEN AUX COLLOQUES ET MANIFESTATIONS UNIVERSITE DE LORRAINE – LIEC CLUB METZ METROPOLE
DELIBERATION (pdf)

30 INSTITUT LAFAYETTE CONVENTION 2022-2024
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

31 PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT AUX ACTIVITES SPORTIVES PRATIQUEES EN EPLE
DELIBERATION - Délibération (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

32 SUBVENTIONS AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITES MOSELLANES EMPLOYEURS D'ASSISTANTS EDUCATIFS DE LANGUE ALLEMANDE - 2ND SEMESTRE 2022
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

33 ATTRIBUTION DE LOGEMENTS DANS LES COLLEGES
DELIBERATION (pdf)

34 SOUTIEN AUX PRATIQUES EN AMATEUR
DELIBERATION (pdf)

35 AVENANT A LA CONVENTION D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET L'ASSOCIATION DU SOUVENIR FRANÇAIS RELATIVE A LA CREATION DE LA MAISON DEPARTEMENTALE ET REGIONALE DU SOUVENIR FRANÇAIS.
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

36 AIDE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE
DELIBERATION (pdf)

37 CONVENTION DE DEPOT D'ARCHIVES DE LA CONGREGATION DES SŒURS DE L'ENFANCE DE JESUS ET MARIE (SAINTE-CHRETIENNE)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

38 SOUTIEN A UN PROJET PEDAGOGIQUE D'UNE ASSOCIATION PATRIOTIQUE
DELIBERATION (pdf)

39 MOSELLE JEUNESSE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

40 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT DE HAUT NIVEAU
DELIBERATION - Délibération (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

41 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS
DELIBERATION (pdf)

42 GARANTIE D'EMPRUNT - MOSELIS - CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SUR PLUSIEURS ADRESSES DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 200 000 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

43 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 50 LOGEMENTS A HOMBOURG-HAUT - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 989 480 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

44 POLITIQUE MOSELLANE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OCTROI DE SUBVENTIONS
DELIBERATION (pdf)

45 POLITIQUE MOSELLANE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OCTROI DE SUBVENTIONS NOELS DE MOSELLE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

46 SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL
DELIBERATION (pdf)

47 MANDAT SPECIAL - DEPLACEMENT A PARIS
DELIBERATION (pdf)

48 RECENSEMENT DES BESOINS ET DETERMINATION DES PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

49 DISPOSITIF D'AIDE MOSELLANE A L'INVESTISSEMENT DES TERRITOIRES 2015-2020 (AMITER)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

50 PROGRAMME D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE AMISSUR
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

51 AMBITION MOSELLE 2020-2025
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

52 MANDAT SPECIAL - DEPLACEMENT A L'UNIVERSITE PARIS SACLAY
DELIBERATION (pdf)

Arrêtés

2022-001631 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD « A l'Orée du Bois » anciennement « Bauer » à FORBACH
Arrêté (pdf)

2022-001632 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD LEMIRE à SAINT-AVOLD
Arrêté (pdf)

2022-001667 Annule et remplace l'arrêté N°2022 –DS- 001333 en date du 30/06/2022, portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune des établissements et services participant au CPOM de l'Association Fondation Bompard : Foyer d'Accueil Spécialisé (FAS), Foyer d'Accueil Médicalisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes (FAM-PHV), FAM à NOVEANT-SUR-MOSELLE, et FAM à JURY
Arrêté (pdf)

2022-001669 PORTANT ABROGATION DE L'ARRETE N° 2022-001287 du 14 juin 2022 ET COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE (CT) DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Arrêté (pdf)

2022-001676 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022 de l'EHPAD Les Jardins à SARREBOURG
Arrêté (pdf)

2022-001684 portant acceptation d'un emprunt long terme à taux fixe de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès du Crédit Mutuel
Arrêté (pdf)

2022-001685 portant acceptation d'un emprunt long terme à taux fixe de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès de La Banque Postale
Arrêté (pdf)
Annexe - caractéristiques du contrat de prêt (pdf)

2022-001686 portant acceptation d'un emprunt long terme à taux variable de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès de La Banque Postale
Arrêté (pdf)

2022-001707 portant abrogation de l'arrêté n° 2022-001360 en date du 1 juillet 2022 et modification de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 portant institution d'une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal
Arrêté (pdf)
Annexe (pdf)

2022-001728 portant clôture de la sous-régie à la régie de recettes auprès du Service Départemental d'Archives de la Moselle
Arrêté (pdf)

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

COMMISSION PERMANENTE

14 novembre 2022

Décisions

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d28b-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL
COMMISSION PERMANENTE

ORIGINE	DIRECTION GENERALE DES SERVICES Direction des Assemblées
OBJET	ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022
DOSSIER N°	| | 0 | 966 |
RAPPORTEUR	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MOSELLE

Séance du 14 novembre 2022

———

La séance est ouverte à 14 heures 30 à l'Hôtel du Département de la Moselle - salle des Délibérations - à METZ, sous la présidence de M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle.

Le secrétaire de séance est Mme ARNOLD, secrétaire.

Outre le Président du Conseil Départemental et le secrétaire de séance, sont présents : M. SUCK, Mme KUNTZ, M. CHABANE, Mme HAAG, M. SCHUH, Mme SCHNEIDER, M. KHALIFE, Mme MAGRAS, Mme ZIROVNIK, M. DICK, Vice-Présidents, M. CORRADI, Mme LORIA-MANCK, M. WEIS, autres membres/secrétaires, Mme AMBROSIN-CHINI, Mme BECKER, M. BENIMEDDOURENE, Mme BOHR, Mme BOUSCHBACHER, Mme CALCARI-JEAN, M. CUNAT, M. CUNY, M. DASTILLUNG, Mme FIRTION, M. FOURNIER, M. FRANÇOIS, Mme GOSSÉ, M. GRÉLOT, Mme HERZOG, M. KIEFFER, Mme KLEBER-MASET, Mme LAPAQUE, M. MULLER, Mme PASTOR, Mme PILI, Mme REBSTOCK, M. REICHHELD, Mme ROMILLY, M. SCHULER, M. TACCONI, Mme THIEL-MIESZKALSKI, Mme TONIN, Mme TRAN, Mme ZIMMERMANN, autres membres.

M. FREYBURGER, M. SIMON, Mme STEMART, M. SACCANI, Vice-Présidents, M. BOHL, M. THIL sont absents excusés.

Adopté, à l'unanimité Le Président

M. LEBEAU est absent.

M. FREYBURGER donne délégation de vote à Mme BOHR, M. SIMON à Mme HERZOG, Mme STEMART à M. KHALIFE, M. SACCANI à Mme BECKER, M. THIL à Mme ARNOLD.

Le nombre de conseillers départementaux en exercice est de 52.

Le quorum (27 présents ou représentés) est atteint.

*
* *

52 rapports sont inscrits à l'ordre du jour et présentés en séance, dont la liste figure ci-dessous :

ORDRE DU JOUR

1) Constitution d'une servitude à GRAVELOTTE

2) Aides agricoles

3) Soulte biologique liée à l'échange de parcelles certifiées « agriculture biologique » contre des parcelles conventionnelles dans le cadre de la procédure d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de VAHL-EBERSING

4) Appel à projets Innovation environnementale en Moselle – Lauréats 2022

5) Politique de valorisation du patrimoine naturel Mosellan – Micro-projets

6) Politique de valorisation du patrimoine naturel Mosellan – Convention tripartite pour la mise en œuvre du plan de gestion ENS Micheville – Secteur anciennes carrières de Micheville

7) Programme 2022 en faveur de l'environnement – Politique de valorisation du patrimoine naturel mosellan – Concours départemental pour les établissements scolaires

8) Accord transactionnel – Maintenance de fibres monomodes

9) Adhésion du Département à la centrale d'achat du RESAH et signature de la convention de service d'achat centralisé

10) Ambition Moselle – Transition numérique - Programme FUS@E - Subventions aux collectivités adhérentes au groupement de commandes

11) Accompagnement préventif précoce – Soutien à la parentalité

12) APSIS Emergence – Avenant à la convention Mineurs Non Accompagnés

13) Contrat Etat/Département relatif à la mise en œuvre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté 2022

14) Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (CDPPE) 2020-2022 – Avenant 2022

15) Projet Jardin'Âges – Convention de partenariat entre le Département et le Secours Catholique dans le cadre de la poursuite de l'animation d'un jardin intergénérationnel à vocation sociale à la Maison du Département de BOULAY-MOSELLE

16) SEGUR de la santé et du social – Revalorisations salariales

17) Centre d'Amélioration du Logement de la Moselle – Avenant à la convention 2022

18) Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA)

19) Economie sociale et solidaire – Innovation sociale

20) Plan de Relance – Déploiement de la télémédecine en faveur des personnes en perte d'autonomie

21) Accompagnement des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active par les structures d'insertion par l'activité économique – Ouverture d'une agence de travail temporaire d'insertion à SARREBOURG

23) Partenariat renforcé avec les structures porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) – Participation accordée en contrepartie du financement FSE au CMSEA

24) Programme Habiter Mieux - Agence Nationale de l'Habitat

25) Programme Habiter Mieux - Metz Métropole

26) Sas d'adaptation à la vie active – Dispositif « Premières heures en chantier »

27) Action éducatives collèges et écoles 2022

28) Convention de fourniture de repas avec la Cuisine Centrale et les sites satellites et convention de partage de charges avec le collège de VITRY-SUR-ORNE

29) Enseignement supérieur et recherche – Soutien aux colloques et manifestations Université de Lorraine-LIEC – Club de METZ Métropole

30) Institut Lafayette – Convention 2022-2024

31) Participation financière du Département aux activités sportives pratiquées en EPLE

32) Subventions aux communes et intercommunalités mosellanes employeurs d'assistants éducatifs de langue allemande – 2ndsemestre 2022

33) Attribution de logements dans les collèges

34) Soutien aux pratiques en amateur

35) Avenant à la convention d'engagements réciproques entre le Département de la Moselle et l'Association du Souvenir Français relative à la création de la Maison Départementale et Régionale du Souvenir Français

36) Aide à la restauration du patrimoine

37) Convention de dépôt d'archives de la congrégation des sœurs de l'Enfance de Jésus et Marie (Sainte-Chrétienne)

38) Soutien à un projet pédagogique d'une association patriotique

39) Moselle Jeunesse

40) Soutien et accompagnement au sport de haut niveau

41) Soutien et accompagnement aux évènements sportifs

42) Garantie d'emprunt – MOSELIS – Construction de 26 logements sur plusieurs adresses dans le département de la Moselle – Emprunt d'un montant global de 2 200 000 €

43) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M VIVEST – Réhabilitation de 50 logements à HOMBOURG-HAUT – Emprunt d'un montant global de 989 480 €

44) Politique mosellane de développement touristique – Octroi de subventions

45) Politique mosellane de développement touristique – Octroi de subventions Noëls de Moselle

46) Subventions d'ordre général

47) Mandat spécial – Déplacement à PARIS

48) Recensement des besoins et détermination des procédures de passation de marchés publics

49) Dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des Territoires 2015-2020 (AMITER)

50) Programme d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route (AMISSUR)

51) Ambition Moselle 2020-2025

52) Mandat spécial – Déplacement à l'Université Paris Saclay

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente a adopté les décisions ci-après, étant précisé que, concernant les points suivants :

- 2 : M. SUCK ne participe ni au débat ni au vote.
- 6 : M. WEIS ne participe ni au débat ni au vote.
- 10 : M. SCHUH ne participe ni au débat ni au vote.
- 12 : Mme KUNTZ ne participe ni au débat ni au vote.
- 18 : M. CHABANE et M. CUNY ne participent ni au débat ni au vote.
- 20 : M. SUCK ne participe ni au débat ni au vote.
- 25 : M. KHALIFE ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de Mme STEMART pour laquelle il a délégation de vote ;

Mme ARNOLD ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de M. THIL pour lequel elle a délégation de vote ;
Mme TRAN ne participe ni au débat ni au vote.

- 27 : M. FREYBURGER, absent, ayant donné délégation de vote à Mme BOHR, celle-ci ne vote pas pour lui.
- 31 : Mme CALCARI-JEAN, M. CHABANE, M. CORRADI, M CUNAT, M. CUNY, M. DICK, M. FOURNIER, Mme HAAG, M. MULLER, Mme ROMILLY, M. SCHULER, M. SUCK ne participent ni au débat ni au vote.

M. SACCANI, absent, ayant donné délégation à Mme BECKER, cette dernière ne vote pas pour lui ;
M. FREYBURGER, absent, ayant donné délégation à Mme BOHR, cette dernière ne vote pas pour lui.

- 32 : M. KHALIFE ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de Mme STEMART pour laquelle il a délégation de vote ;

Mme ARNOLD ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de M. THIL pour lequel elle a délégation de vote ;
M. CUNAT, M. CUNY, Mme FIRTION, Mme HAAG, M. KIEFFER, Mme ROMILLY, M. SCHUH, Mme TRAN ne participent ni au débat ni au vote.

- 35 : Mme BECKER ne participe ni au débat ni au vote.
- 42 : M. KIEFFER ne participe ni au débat ni au vote.
- 43 : M. MULLER et Mme HAAG ne participent ni au débat ni au vote.
- 44 : M. CHABANE ne participe ni au débat ni au vote.
- 45 : M. CHABANE, M. CUNY, M. DICK, Mme HAAG, Mme LORIA-MANCK, Mme ROMILLY, M. SUCK, Mme TRAN ne participent ni au débat ni au vote.

M. SIMON, absent, ayant donné délégation de vote à Mme HERZOG, cette dernière ne vote pas pour lui.
M. KHALIFE ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de Mme STEMART pour laquelle il a délégation de vote ; Mme ARNOLD ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de M. THIL pour lequel elle a délégation de vote.

- 46 : M. TACCONI ne participe ni au débat ni au vote
- 49 : Mme CALCARI-JEAN, M. CORRADI, M. CUNY, M. FOURNIER, M. KIEFFER, M. SCHUH, M. SUCK, M. WEIS, Mme ZIROVNIK ne participent ni au débat ni au vote.

M. SIMON, absent, ayant donné délégation de vote à Mme HERZOG, cette dernière ne vote pas pour lui.

- 51 : M. KHALIFE ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de Mme STEMART pour laquelle il a délégation de vote ;

Mme ARNOLD ne participe pas au débat et au vote ni en son nom ni en celui de M. THIL pour lequel elle a délégation de vote ;
Mme TRAN ne participe ni au débat ni au vote.

- 52 : M. KHALIFE ne participe ni au débat ni au vote.

Pour chacun des points précités, le quorum est atteint.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 15 heures.

La prochaine séance de la Commission Permanente est annoncée pour le lundi 5 décembre 2022 à 14 heures 30.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d093-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE A GRAVELOTTE

DOSSIER N° | | 1 | 925 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la constitution d'une servitude à GRAVELOTTE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de valider le projet d'acte de constitution de servitudes annexé à la présente décision,

- d'autoriser le Président à le signer ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération immobilière.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Du Rép

CONSTITUTION DE SERVITUDES

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX
Le

Maître Peggy JUND Notaire associé de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée "Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires associés", titulaire d'un office notarial à la résidence de SELESTAT (67600), 7 Boulevard du Général Leclerc, soussigné.

A REÇU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées

IDENTIFICATION DES PARTIES

PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT

La société anonyme ENEDIS au capital de 270.037.000,00€, immatriculée sous le numéro SIREN 444.608.442 au registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE (92000), dont le siège social est à PARIS LA DEFENSE CEDEX (92079) 34 Place des Corolles.

Ci-après désigné « ENEDIS. » D'UNE PART

PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT

Le Département de la Moselle ayant son siège 1 rue du Pont Moreau, identifié sous le numéro SIREN 225 700 012, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu d'une Décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 14 novembre 2022 dont un extrait demeure ci-annexé.

Ci-après désigné « le propriétaire » D'AUTRE PART

PRESENCE – REPRESENTATION

1) En ce qui concerne le propriétaire du fonds dominant :

- La société "ENEDIS", est représentée par Monsieur Jean-Marc BAIZE, Directeur de la Direction Régionale Lorraine agissant en conformité de sa délégation de pouvoirs en date du 1er janvier 2020, délivrée par le Directoire d'ENEDIS annexé à un acte reçu par Maître Peggy JUND, Notaire associé de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée "Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires associés" en date du 18 mai 2022 répertorié sous le numéro 215.

Monsieur Jean-Marc BAIZE susnommé, non présent, lui-même représenté par Madame Elisabeth SIFFER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à SELESTAT (67600) 7 boulevard du Général Leclerc, agissant conformément aux pouvoirs consentis selon une procuration en date à VILLERS LES NANCY le 10 mai 2022 dont l'original demeure annexé à un acte reçu par Maître Peggy

JUND, Notaire associé de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée "Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires associés" en date du 18 mai 2022 répertorié sous le numéro 215.

2) En ce qui concerne le propriétaire du fonds servant :

- Le Département de la Moselle est représenté par M. Patrick WEITEN, son Président, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu d'une séance de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 14 novembre 2022 dont un extrait demeure ci-annexé.

Monsieur Patrick WEITEN susnommé, non-présent, lui-même représenté par ……demeurant professionnellement à SELESTAT (67600) 7 boulevard du Général Leclerc, agissant conformément aux pouvoirs consentis selon procuration sous seing privé, en date à ……..le…… dont l'original demeure ci-annexé.

CAPACITE

Les contractants confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Ils déclarent en outre qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile ou commerciale susceptible de restreindre leur capacité ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens.

FONDS SERVANT

Sur la commune de .

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
1	64	Village		02	33

Cet immeuble sera désigné par la suite sous le terme 'FONDS SERVANT'.

En cours d'inscription au livre foncier de GRAVELOTTE suivant certificat de possession trentenaire ci-annexé.

Pour plus de précisions sur l'origine de propriété, les parties se réfèrent expressément aux annexes du Livre Foncier.

FONDS DOMINANT

Sur la commune de SCHERWILLER (67750) figurant au cadastre sous :

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
17	125/2	Giessen	sol, terre	1	07	56

Cet immeuble sera désigné par la suite sous le terme 'FONDS DOMINANT'.

Origine de propriété

Au livre foncier de Scherwiller, ouvert au nom d'ENEDIS

SERVITUDE D'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS

Par le présent acte il est conventionnellement constitué, conformément au plan ci-annexé, à la charge du fonds servant et au profit du fonds dominant, une servitude de pose d'équipement, c'est à dire autoriser l'installation, l'occupation et l'entretien, sur le fonds servant d'un poste de transformation d'énergie électrique dénommé « 57256P0002 ARS RTE » sur 15m² environ.

SERVITUDE DE PASSAGE

Par le présent acte il est conventionnellement constitué, conformément au plan ci-annexé, à la charge du fonds servant et au profit du fonds dominant, une servitude de passage, en amont comme en aval du poste, de toutes les canalisations électriques moyenne ou basse tension, et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité. Les ouvrages pourront être utilisés pour réaliser toutes les opérations nécessaires au besoin du service public (renforcement, raccordement, etc…).

SERVITUDE DE NON-AEDIFICANDI

Par le présent acte il est conventionnellement constitué, conformément aux plans ci-annexés, à la charge du fonds servant et au profit du fonds dominant, une servitude de non-aedificandi, consistant à ne faire, dans la bande concernée, aucune modification du profil du terrain, maintenir la zone libre de toute plantation ou dépôt, et plus généralement ne faire aucun travail ni établir aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des installations.

Il pourra toutefois

- Elever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage visé ci-dessus, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur.
- Planter des arbres de part et d'autres des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux (2) mètres des ouvrages.

SERVITUDE D'ACCES

Par le présent acte il est conventionnellement constitué, conformément au plan ci-annexé, à la charge du fonds servant et au profit du fonds dominant, une servitude de passage et d'accès aux installations électriques, à tout moment, de jour comme de nuit, à toute personne ou entreprise dûment habilitée, aux engins et matériels nécessaires, pour l'exercice de la servitude, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement, la rénovation des ouvrages électriques et la manutention du matériel.

Le propriétaire s'engage à garantir l'accès en laissant à disposition, en permanence, des dégagements ou chemins libres et non encombrés.

ENEDIS pourra demander au propriétaire de procéder aux aménagements qui seraient rendus nécessaires, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

PRISE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de ce jour pour la durée des ouvrages dont il est question et tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où les installations venaient à être définitivement désaffectées et déséquipées, rendant le lieu libre de toute occupation, ENEDIS fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

OBLIGATION D'INFORMATION

Les propriétaires s'engagent dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages notamment en cas de transfert de propriété, de création d'un règlement de copropriété ou de changement d'occupant ou de titulaire de droits (locataire etc…).

DIVISION DU FONDS SERVANT - MAINLEVEE EN VUE DE RADIATION

Dans l'hypothèse d'une division du fonds servant, les propriétaires demanderont à ENEDIS d'accepter la radiation ou le cantonnement des servitudes conventionnelles objet des présentes aux seules nouvelles parcelles effectivement grevées.

MODIFICATIONS

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires seront à la charge de la partie à l'origine du changement.

Compte tenu de l'évolution probable des besoins et des techniques de construction de poste, ENEDIS se réserve le droit de modifier ses installations, voire à le remplacer si nécessaire par un ouvrage différent de celui initialement installé, sans pouvoir augmenter l'emprise au sol et la hauteur actuelle du bâtiment de poste de transformation.

Dans le cas où le poste de transformation viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé rendant les lieux libres de toute occupation, et mettant ainsi fin à la présente convention, ENEDIS s'oblige à enlever à ses frais, dans les meilleurs délais les matériels et équipements techniques. Les canalisations souterraines seront mises hors tension et laissées dans le sous-sol.

DOMMAGES

ENEDIS prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs ou indirects qui résulteraient de son occupation ou des interventions, causés par son fait ou par ses installations. Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal du lieu de situation de l'immeuble.

INDEMNITE

La présente constitution de servitudes est réalisée moyennant un prix unique et forfaitaire de UN EURO (1,00€) symbolique.

Payé hors la comptabilité du notaire soussigné au propriétaire du fonds servant qui le reconnaît et en consent quittance.

DECLARATIONS D'ETAT CIVIL ET AUTRES

Les parties déclarent sous leur responsabilité exacte leur identification et qu’elles ne sont pas en cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire et qu'elles ne sont pas placées sous un régime d'incapacité légale.

PROJET

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

De convention expresse entre les parties, le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation du fonds servant.

EXECUTION FORCEE

Les parties se soumettent à l'exécution forcée immédiate sur tous leurs biens et droits pour l'exécution de toutes obligations résultant du présent acte selon le code de procédure civil local.

PUBLICITE FONCIERE

Les parties requièrent au préalable l'inscription du bien sis à GRAVELOTTE section 1 n°64 au nom du DEPARTEMENT DE LA MOSELLE suivant certificat de possession trentenaire demeuré ci-annexé.

Les parties requièrent l'inscription au Livre foncier de GRAVELOTTE de la servitude présentement constituée, à la charge du fonds servant et au profit du fonds dominant, selon l'inscription libellée comme suit :

Servitude foncière de pose de poste de transformation, de passage, de non-aedificandi et d'accès consistant en une restriction au droit de bâtir et de planter à la charge de l'immeuble sis à GRAVELOTTE cadastré sous Section 1 numéro 64.

Elles renoncent à la notification de tous avis d'inscription au Livre foncier contre remise d'un certificat conforme entre les mains du notaire soussigné.

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

La présente convention est exonérée de droits d'enregistrement en application des dispositions de l'article 1045 du code général des impôts.

PROJET

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de l'indemnité convenue et reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation de l'indemnité convenue.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état civil.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes seront à la charge d'ENEDIS qui s'y oblige.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

• les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.) ;

• les Offices notariaux participant ou concourant à l'acte ;

• les établissements financiers concernés ;

PROJET

• les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales ;

• le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 ;

• les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou faisant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière.

Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : peggy.jund@notaires.fr Si les parties estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

MENTION D'ANNEXES

Les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention signée par le notaire.

DONT ACTE sur SEPT (7) pages

FAIT en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an ci-dessus.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

Cet acte comprenant :
- Lettre(s) nulle(s) :
- Blanc(s) barré(s) :
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :
- Chiffre(s) nul(s) :
- Mot(s) nul(s) :
- Renvoi(s) :

PROJET

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d091-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET AIDES AGRICOLES

DOSSIER N° | | 2 | 923 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les aides agricoles,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'accorder une subvention pour un montant de 5 636 € au titre de la Priorité 2 de l'Enjeu 1 pour le dossier présenté en annexe 1 à la présente décision,
- D'accorder des subventions pour un montant total de 17 280 € au titre de la Priorité 6 de l'Enjeu 3 pour les 4 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision.
- D'accorder des subventions pour un montant total de 59 322 € au titre de la Priorité 7 de l'Enjeu 3 pour les 5 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision, de valider la convention afférente à l'un des dossiers présenté en annexe 2 à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à la signer.
- D'accorder des subventions pour un montant total de 32 096 € au titre de la Priorité 8 de l'Enjeu 3 pour les 5 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision, de valider la convention afférente à l'un des dossiers présenté en annexe 2 à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à la signer.
- D'accorder des subventions pour un montant total de 36 787 € au titre de la Priorité 15 de l'Enjeu 5 pour les 5 dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision, de valider la notification annuelle afférente à l'un des dossiers présenté en annexe 3 à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à la signer.

M. SUCK ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES AGRICOLES **ANNEXE 1**

Commission Permanente du 14/11/2022

Montant des aides présentées : 151 121 € (20 dossiers)

INVESTISSEMENT

Enjeu 1 Priorité 2 : PLANTATION DES HAIES ET DEVELOPPEMENT DE L'AGROFORESTERIE

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05453	EARL GRANDIDIER	LESSE / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	CREATION DE PARCELLES AGROFORESTIERES	7 045,00 €	7 045,00 €	HT	80,00%	5 636,00 €	5 636,00 €
			TOTAL	**7 045,00 €**	**7 045,00 €**			**5 636,00 €**	**5 636,00 €**

Enjeu 3 Priorité 6 : AIDE AUX INVESTISSEMENTS LORS DE L'INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05472	MOUROLIN ALEXIA	BISTEN-EN-LORRAINE / BOULAY-MOSELLE / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	CREATION D'UNE FROMAGERIE	10 587,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRID05454	SCEA BENOIT	VILLERS-SUR-NIED / LE SAULNOIS / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	AMENAGEMENT DE BATIMENTS BOVINS ET ACHAT D'UN SYSTÈME DE GUIDAGE DE SEMIS	10 996,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRID05455	GAEC DE LA FORGE	GROSTENQUIN / SARRALBE / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	ACQUISITION DE LOGICIEL INFORMATIQUE POUR ROBOTS DE TRAITE	7 000,00 €	6 700,00 €	HT	60,00%	4 020,00 €	0,00 €
AGRID05471	AUX JARDINS D'ETTING	ETTING / BITCHE / Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	ACHAT D'UN MINI TRACTEUR	9 150,00 €	8 700,00 €	HT	60,00%	5 220,00 €	1 200,00 €
			TOTAL	**37 733,00 €**	**28 800,00 €**			**17 280,00 €**	**1 200,00 €**

Enjeu 3 Priorité 7 : AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS EN FILIERES VEGETALES SPECIALISEES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05456	BUZEA GEORGIAN	ANCY-DORNOT / LES COTEAUX DE MOSELLE / Territoire de METZ-ORNE	ACHAT DE MATERIEL DE TRAITEMENT ET FERTILISATION	28 800,00 €	28 800,00 €	HT	15,00%	4 320,00 €	0,00 €
AGRID05457	SCHMITT THIERRY	NIEDERSTINZEL / SARREBOURG / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'IRRIGATION ET ACHAT D'UNE CHAMBRE FROIDE DE STOCKAGE	55 816,00 €	55 816,00 €	HT	25,00%	13 954,00 €	2 791,00 €
			TOTAL	**84 616,00 €**	**84 616,00 €**			**18 274,00 €**	**2 791,00 €**

Enjeu 3 Priorité 7 : AIDE A L'AUTONOMIE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05495	EARL GLAUDE	DISTROFF / METZERVISSE / Territoire de THIONVILLE	MISE EN PLACE D'UN TRACKER SOLAIRE	40 142,00 €	40 142,00 €	HT	30,00%	12 042,00 €	12 042,00 €
AGRID05501	SINDT JEAN MARC	KERLING-LES-SIERCK / BOUZONVILLE / Territoire de THIONVILLE	MISE EN PLACE D'UN TRACKER SOLAIRE	61 340,00 €	61 340,00 €	HT	30,00%	18 402,00 €	18 402,00 €
AGRID05502	GAEC BAGARD	AZOUDANGE / SARREBOURG / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	MISE EN PLACE DE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	35 348,00 €	35 348,00 €	HT	30,00%	10 604,00 €	10 604,00 €
			TOTAL	**136 830,00 €**	**136 830,00 €**			**41 048,00 €**	**41 048,00 €**

Enjeu 3 Priorité 8 : AIDE A LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05477	GAEC FERME DE LA SARRE	WIESVILLER / SARREGUEMINES / Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DE TRANSFORMATION LAITIERE	174 854,00 €	149 997,00 €	HT	5,00%	7 499,00 €	0,00 €
AGRID05475	SCEA DE GEROLDSECK	NIEDERSTINZEL / SARREBOURG / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	ACHAT DE MATERIEL DE TRANSFORMATION	47 130,00 €	47 130,00 €	HT	5,00%	2 356,00 €	0,00 €
AGRID05474	SCHMITT THIERRY	NIEDERSTINZEL / SARREBOURG / Territoire de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT DE TRI ET DE CONDITIONNEMENT DE FRUITS ET LEGUMES	106 467,00 €	100 000,00 €	HT	20,00%	20 000,00 €	5 000,00 €
			TOTAL	**328 451,00 €**	**297 127,00 €**			**29 855,00 €**	**5 000,00 €**

Enjeu 3 Priorité 8 : AIDE A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05476	GAEC FERME DE LA SARRE	WIESVILLER / SARREGUEMINES / Territoire de SARREGUEMINES - BITCHE	CREATION D'UN POINT DE VENTE A LA FERME	21 432,00 €	21 432,00 €	HT	5,00%	1 071,00 €	0,00 €
AGRID05479	FONDRETON MELANIE	SOLGNE / FAULQUEMONT / Territoire de METZ-ORNE	CREATION D'UN POINT DE VENTE A LA FERME	23 401,00 €	23 401,00 €	HT	5,00%	1 170,00 €	0,00 €
			TOTAL	**44 833,00 €**	**44 833,00 €**			**2 241,00 €**	**0,00 €**

Enjeu 5 Priorité 15 : AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE DURABLE

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05478	GAEC DU GRAUBERG	TENTELING / STIRING-WENDEL / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	ACHAT D'EQUIPEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DES PROTEINES VEGETALES	27 000,00 €	27 000,00 €	HT	15,00%	4 050,00 €	4 050,00 €
AGRID05498	PIERRET HUBERT	NOUSSEVILLER-SAINT-NABOR / STIRING-WENDEL / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	ACHAT DE MATERIEL DE GESTION DES SURFACES EN HERBE	30 954,00 €	10 318,00 €	HT	25,00%	2 579,00 €	2 579,00 €
AGRID05481	GAEC DE LA GROTTE	DIEBLING / STIRING-WENDEL / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	ACHAT DE MATERIEL DE GESTION DES SURFACES EN HERBE	30 954,00 €	10 318,00 €	HT	25,00%	2 579,00 €	2 579,00 €
AGRID05480	SCEA DE CADENBRONN	NOUSSEVILLER-SAINT-NABOR / STIRING-WENDEL / Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD	ACHAT DE MATERIEL DE GESTION DES SURFACES EN HERBE	30 954,00 €	10 318,00 €	HT	25,00%	2 579,00 €	2 579,00 €
			TOTAL	**119 862,00 €**	**57 954,00 €**			**11 787,00 €**	**11 787,00 €**

FONCTIONNEMENT

Enjeu 5 Priorité 15 : AIDE AUX MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES CLIMATIQUE A ENJEUX LOCALISES SUR LES VOSGES MOSELLANES ET DANS LES SECTEURS A ENJEUX LOCALISES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide	Part relevant du Plan de relance
AGRID05508	ASP DIR REGION GRAND EST	COMMUNES MULTIPLES / CANTONS MULTIPLES / TERRITOIRES MULTIPLES	MAEC 2022	100 000,00 €	100 000,00 €	TTC	25,00%	25 000,00 €	0,00 €
			TOTAL	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**			**25 000,00 €**	**0,00 €**

ANNEXE 2

CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET L'EXPLOITATION INDIVIDUELLE SCHMITT THIERRY RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'IRRIGATION, L'ACHAT D'UNE CHAMBRE FROIDE DE STOCKAGE, ET LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE TRI ET DE CONDITIONNEMENT DE FRUITS ET LEGUMES

Entre les soussignés :

Le **Département de la Moselle**, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par le Président du Département, **Monsieur Patrick WEITEN**, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du **14 novembre 2022**,

Ci-après dénommé "**le Département**",

D'une part,

Et l'**Exploitation Individuelle SCHMITT Thierry**, sise 15 rue de la Gare à 57930 NIEDERSTINZEL, représentée par son Chef d'exploitation, **Monsieur Thierry SCHMITT,**

Ci-après dénommée "**le Bénéficiaire**",

D'autre part,

PREAMBULE :

Le Département est reconnu en tant qu'acteur de proximité disposant d'une connaissance fine de ses territoires et de ses acteurs. Il est donc légitime dans ses rôles (historiques) d'animation, de coordination et de fédération des différents partenaires.

Ainsi par son engagement, le Département entend jouer pleinement son rôle de collectivité des solidarités au profit de ses territoires ruraux, en favorisant le maintien d'une agriculture durable, plus compétitive et résiliente, en assurant le lien entre villes et campagnes.

Le Schéma départemental en faveur de l'agriculture adopté par l'Assemblée Départementale le 1er février 2018 se décline autour des 6 enjeux suivants :

- Enjeu 1 : Maintenir et conforter l'agriculture sur les territoires,
- Enjeu 2 : Accompagner socialement l'emploi,
- Enjeu 3 : Développer une agriculture plus compétitive, garantissant une plus grande valeur ajoutée en faisant de l'installation des Jeunes Agriculteurs une priorité,
- Enjeu 4 : Définir une stratégie de développement des produits locaux pour un approvisionnement de proximité,
- Enjeu 5 : Faire connaître et reconnaître la Moselle par ses produits de qualité et son cadre de vie,
- Enjeu 6 : Construire et développer des partenariats.

Par ailleurs, dans le cadre du règlement d'aides adossé au Schéma départemental précité, la **Commission Permanente réunie le 14 mars 2022**, a octroyé au Bénéficiaire une **aide de 5 612 €** pour **la mise en place de chambres pour culture de champignons bruns, l'achat d'un sécateur électrique et l'installation de filets anti insectes**.

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre du soutien du Département au Bénéficiaire pour :

- la **mise en place d'un système d'irrigation et l'achat d'une chambre froide de stockage** au titre du règlement d'aides du Schéma départemental en faveur de l'agriculture – **Aide au développement et à la modernisation des exploitations en filières végétales spécialisées,**

  Ces investissements sont en adéquation avec le Schéma départemental en faveur de l'agriculture et notamment l'**Enjeu 3 / Priorité 7 ;**

- la **construction d'un bâtiment de tri et de conditionnement de fruits et légumes** au titre du règlement d'aides du Schéma départemental en faveur de l'agriculture – **Aide à la transformation des produits agricoles,**

  Ces investissements sont en adéquation avec le Schéma départemental en faveur de l'agriculture et notamment l'**Enjeu 3 / Priorité 8.**

ARTICLE 2 : SUBVENTION DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

2.1. Actions subventionnées et montant de la subvention

A la condition que le Bénéficiaire respecte toutes les clauses de la présente convention, le Département de la Moselle s'engage à lui apporter un soutien financier pour les investissements évoqués à l'article 1.

La subvention accordée par le Département pour le projet de **développement et modernisation** est calculée sur la base d'un taux d'intervention de **25 %,** pour un montant subventionnable plafonné à **55 816 € HT.**
Le montant total maximum de la subvention est de **13 954 €.**

La subvention accordée par le Département pour le projet de **transformation** est calculée sur la base d'un taux d'intervention de **20 %,** pour un montant subventionnable retenu de **100 000 € HT.**
Le montant total maximum de la subvention est de **20 000 €.**

2.2. Modalités de versement de la subvention

L'aide sera versée sur demande, sur présentation des justificatifs des dépenses réalisées.

Un acompte est possible à partir de la justification de 20% du montant subventionnable et dans la limite de 80% de ce même montant.

La demande de solde de la subvention devra parvenir au Département au plus tard au **30 avril 2025**.

La non-réalisation des travaux conformément au projet initialement validé ou dans les temps impartis expose le Bénéficiaire à une déchéance partielle voire totale des aides.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS DU BENEFICIAIRE

L'attribution d'une subvention par le Département engage le Bénéficiaire :

- à poursuivre son activité agricole sur le territoire de la Moselle pendant une durée minimale de 5 ans,
- à maintenir en bon état de fonctionnement et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides du Département pendant une durée minimale de 5 ans,
- à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée minimale de 5 ans,
- à respecter ses engagements lui ayant permis de bénéficier du taux d'intervention global de l'aide départementale (notamment ceux permettant de bénéficier d'une majoration de l'aide départementale de base),
- à répondre positivement à toute demande concernant le contrôle par le Département de l'utilisation de ses fonds,
- à autoriser le contrôleur à pénétrer sur son exploitation,
- à informer le Département en cas de modification du projet, du plan de financement et/ou de ses engagements.

ARTICLE 4 : CONTROLE DU DEPARTEMENT

Le Département pourra procéder à tous les contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou des organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le Bénéficiaire et du respect de ses engagements.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par lui-même ou pour son compte, le soutien apporté par le Département, notamment en apposant son logotype.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de sa notification au Bénéficiaire et prend fin au **30 avril 2025**. Elle ne pourra faire l'objet d'une prolongation de délai.

ARTICLE 7 : RESILIATION

7.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le Bénéficiaire, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.
La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation du Bénéficiaire.

7.2. Résiliation pour faute du Bénéficiaire

En cas de manquement par le Bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au Bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du Bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le Bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

En outre, le Bénéficiaire sera exclu du bénéfice de toute aide départementale pour une période de 3 ans.

7.3. Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement, par le Bénéficiaire, des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Le Bénéficiaire élira son siège social pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés en ce lieu.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté ou une seconde réunion pourra être envisagée durant laquelle, le cas échéant, la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ
Le

POUR
LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Le Président du Département

Patrick WEITEN

Fait à NIEDERSTINZEL
Le

POUR
L'EXPLOITATION INDIVIDUELLE
SCHMITT THIERRY
Le Chef d'exploitation

Thierry SCHMITT

ANNEXE 3

NOTIFICATION ANNUELLE N°8 PORTANT SUR LA CONVENTION CADRE DU 20/01/2017

relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des mesures du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) de la programmation 2014-2020

Entre

Le Département de la Moselle, sis 1 rue du Pont Moreau - C.S. 11096 - 57036 METZ - Cedex 1, représenté par son Président Patrick WEITEN, ci-après désigné sous le terme « le financeur »,

et

la Région Grand Est, sise 1 place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président Jean ROTTNER, ci-après désignée sous le terme « la Région »,

et

l'ASP, Agence de services et de paiement, Établissement public ayant son siège 2 rue du Maupas, 87 040 LIMOGES Cedex 1, représentée par son Président-directeur général, M. Stéphane LE MOING, ci-après désignée sous le terme « l'ASP ».

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des mesures SIGC du RDR3 conclue le 20/01/2017 entre le financeur, la Région et l'ASP ;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, ainsi que les règlements délégués et règlements d'exécution pris pour application ;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil, ainsi que les règlements délégués et règlements d'exécution pris pour application ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n°908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1511-1-1, L. 1511-1-2 et L.4221- 5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 313-1, L 313-2 et R 313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n° 2015-229 du 27 février 2015 relatif au comité national Etat-régions pour les fonds européens structurels et d'investissement et au comité Etat-région régional pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;

Vu le Cadre national transmis à la Commission européenne le 21/04/2015 et validé par la Commission européenne le 02/07/2015 ;

Vu le Programme de développement rural de la région Lorraine approuvé par la Commission européenne le 24/11/2015 ;

Vu la délibération 13SP-1617 du Conseil régional de Lorraine des 19 et 20 décembre 2013 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020;

Vu la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Lorraine conclue entre le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, la Région Lorraine et l'Agence de services et de paiement en date du 29/12/2014, et son avenant n°1 signé le 06/07/2016, et définissant notamment les circuits de gestion ;

Vu l'arrêté DPR n° 1422-2015 en date du 04 décembre 2015 relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2015 en région Lorraine ;

Vu la délibération n°16SP-4 du 4 janvier 2016 du Conseil régional de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, autorisant le Président du Conseil régional à signer tous les documents de mise en œuvre des fonds européens ;

Vu la révision du Cadre national du 18/08/2016,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er - Objet :

La présente convention a pour objet de définir les dispositions financières prises en application de l'article 7 de la convention cadre susvisée pour la gestion de **la campagne 2022 qui ne concerne que des prorogations d'une durée d'un an.**

Article 2 - Dispositions financières :

Le **montant total** des autorisations d'engagement affectées par le financeur au titre des mesures SIGC du RDR3 pour la **campagne 2022 est de 25 000 euros (vingt-cinq mille euros)**.

La répartition de ce montant entre les mesures et les modalités de financement de celles-ci sont définies dans le tableau suivant :

		Enveloppe financeur	Enveloppe Feader	Total
Mesure Agro-environnementale	Part cofinancée	25 000€	75 000 €	100 000€
	Top up	0 €		0 €
	Total	**25 000 €**	**75 000 €**	**100 000 €**

Les montants qui figurent dans ce tableau constituent le maximum de droits à engager pour le compte du financeur sur les mesures visées. Ils pourront être modifiés par voie d'avenant à la présente convention. Les montants modifiés ne pourront pas être inférieurs aux montants déjà engagés sur des dossiers.

Fait sur 2 pages, à METZ, le ……..

Le Président du Département

Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d08e-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET SOULTE BIOLOGIQUE LIEE A L'ECHANGE DE PARCELLES CERTIFIEES "AGRICULTURE BIOLOGIQUE" CONTRE DES PARCELLES CONVENTIONNELLES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE, FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE DE VAHL-EBERSING

DOSSIER N° | | 3 | 918 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la soulte biologique liée à l'échange de parcelles certifiées "Agriculture Biologique" contre des parcelles conventionnelles dans le cadre de la procédure d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental de la commune de VAHL-EBERSING,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du 24 avril 2017, adoptant les modalités de calcul de la soulte biologique en matière d'aménagement foncier,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de verser une soulte biologique d'un montant de 64 613,61 € en faveur du GAEC DU VIEUX SAULE,
- d'engager les crédits correspondants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
1	4,32	VAHL-EBERSING	Section 3 n° 141	0,2103	Prairie Temporaire	
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 142	0,1147		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 143	0,1708		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 144	0,1059		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 145	0,1059		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 146	0,1049		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 147	0,1066		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 148	0,1063		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 149	0,1071		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 29	0,1662		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 30	0,1058		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 31	0,1624		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 32	0,1092		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 33	0,0765		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 34	0,0783		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 35	0,2133		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 36	0,1073		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 37	0,1084		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 38	0,1044		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 39	0,1031		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 40	0,1056		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 41	0,1053		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 42	0,1055		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 43	0,0983		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 45	0,1663		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 46	0,1037		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 47	0,2969		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 48	0,1355		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 49	0,1098		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 50	0,3401		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 51	0,1114		
Total 1				**4,1458**		**3 731,22 €**
11	2,55	VAHL-EBERSING	Section 17 n° 93	0,3606	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 94	0,1433		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 95	0,2791		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 96	0,1247		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 97	0,2486		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 98	0,223		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 99	0,135		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 100	0,1326		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 101	0,1329		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 102	0,1494		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 103	0,1521		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 104	0,1506		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 105	0,1352		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 106	0,1356		
Total 11				**2,5027**		**2 252,43 €**
12	1,7	VAHL-EBERSING	Section 16 n° 103 (en partie)	0,051	MCR (Mélange de céréales ou pseudo céréales pures ou mélange avec des protéagineux non prépondérants)	
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 104 (en partie)	0,062		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 105 (en partie)	0,052		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 106 (en partie)	0,028		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 177	0,0692		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 178	0,0822		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 179	0,163		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 180	0,1243		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 181	0,1581		

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 182	0,1567		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 183	0,0791		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 184	0,0798		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 185	0,3859		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 186	0,2163		
Total 12				**1,7076**		**3 073,68 €**
13	0,15	VAHL-EBERSING	Section 9 n° 31	0,1163	Prairie Temporaire	
		VAHL-EBERSING	Section 9 n° 32	0,1156		
Total 13				**0,2319**		**208,71 €**
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 302	0,0339		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 303	0,042		
16	0,22	VAHL-EBERSING	Section 16 n° 304	0,1557	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 305	0,0203		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 321	0,053		
Total 16				**0,3049**		**274,41 €**
		VAHL-EBERSING	Section 10 n° 62	0,0994		
17	0,69	VAHL-EBERSING	Section 10 n° 63	0,0967	MCR (Mélange de céréales ou pseudo céréales pures ou mélange avec des protéagineux non prépondérants)	
		VAHL-EBERSING	Section 10 n° 64	0,1576		
		VAHL-EBERSING	Section 10 n° 65	0,1572		
Total 17				**0,5109**		**919,62 €**
		BIDING	Section 4 n° 167	0,1226		
		BIDING	Section 4 n° 168	0,1395		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 125	0,118		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 126	0,1207		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 127	0,0841		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 128	0,1043		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 129	0,1595		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 130	0,1587		
19	6,41	VAHL-EBERSING	Section 5 n° 131	0,1596	MCR (Mélange de céréales ou pseudo céréales pures ou mélange avec des protéagineux non prépondérants)	
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 132	0,1116		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 133	0,0555		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 134	0,0904		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 135	0,0878		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 136	0,0835		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 137	0,0832		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 138	0,0832		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 139	0,1008		
Total 19				**1,863**		**3 353,40 €**
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 253	0,0998		
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 255	0,0994		
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 257	0,0995		
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 259	0,0986		
21	1,13	VAHL-EBERSING	Section 8 n° 261	0,0973	Prairie Temporaire	
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 263	0,0968		
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 265	0,3773		
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 267	0,0702		
		VAHL-EBERSING	Section 8 n° 269	0,0509		
Total 21				**1,0898**		**980,82 €**
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 81	0,1102		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 82	0,1205		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 83	0,1192		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 84	0,1246		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 85	0,2824		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 86	0,1171		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 87	0,1361		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 88	0,1316		

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
28	11,8	VAHL-EBERSING	Section 5 n° 89	0,1418	MCR (Mélange de céréales ou pseudo céréales pures ou mélange avec des protéagineux non prépondérants)	
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 90	0,1477		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 91	0,2177		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 92	0,1086		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 93	0,2224		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 94	0,2224		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 95	0,1455		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 96	0,1444		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 97	0,1497		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 98	0,3845		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 99	0,1246		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 100	0,5801		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 101	0,1105		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 102	0,1162		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 103	0,1118		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 104	0,1633		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 105	0,0757		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 106	0,1144		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 107	0,1375		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 108	0,0938		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 109	0,2836		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 110	0,1459		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 111	0,1507		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 112	0,1405		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 113	0,3387		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 114	0,1662		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 115	0,1245		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 116	0,1048		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 117	0,2259		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 118	0,2289		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 119	0,0853		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 120	0,0428		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 121	0,0429		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 122	0,0564		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 123	0,2343		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 124	0,3557		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 204	0,1015		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 205	0,094		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 206	0,1321		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 207	0,1327		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 208	0,1241		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 209	0,1324		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 210	0,1022		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 211	0,1456		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 212	0,1594		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 213	0,1152		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 214	0,1192		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 215	0,1338		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 216	0,1123		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 217	0,2052		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 218	0,2314		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 224	0,1021		
		VAHL-EBERSING	Section 5 n° 227	0,0919		
		BIDING	Section 4 n° 169	0,0904		
		BIDING	Section 4 n° 170	0,0895		
		BIDING	Section 4 n° 171	0,1737		

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
		BIDING	Section 4 n° 224	0,181		
		BIDING	Section 4 n° 225	0,1851		
		BIDING	Section 4 n° 226	0,1849		
		BIDING	Section 4 n° 227	0,1813		
		BIDING	Section 4 n° 228	0,1771		
		BIDING	Section 4 n° 229	0,1775		
		BIDING	Section 4 n° 230	0,1551		
		BIDING	Section 4 n° 231	0,2193		
		BIDING	Section 4 n° 232	0,2006		
Total 28				**11,632**		**20 937,60 €**
37	0,35	VAHL-EBERSING	Section 6 n° 53	0,1449	MCR (Mélange de céréales ou pseudo céréales pures ou mélange avec des protéagineux non prépondérants)	
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 54	0,1099		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 55	0,1089		
Total 37				**0,3637**		**654,66 €**
38 + 42	7,33	VAHL-EBERSING	Section 3 n° 21	0,055	Prairie	
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 23	0,5054		
		VAHL-EBERSING	Section 3 n° 24	0,651		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 78	0,12		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 79	0,073		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 80	0,07		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 81	0,083		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 82	0,084		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 83	0,13		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 84	0,12		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 86	0,1032		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 87	0,1149		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 88	0,1139		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 89	0,151		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 90	0,0977		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 91	0,1261		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 92	0,1004		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 93	0,101		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 94	0,1023		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 95	0,1019		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 96	0,1034		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 97	0,1037		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 98	0,1044		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 99	0,1511		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 100	0,1466		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 101	0,1009		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 102	0,1278		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 112	0,0973		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 113	0,0944		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 114	0,286		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 115	0,1083		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 116	0,1089		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 117	0,2103		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 118	0,1023		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 119	0,1012		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 120	0,1854		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 121	0,1353		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 122	0,1758		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 123	0,1764		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 124	0,3173		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 125	0,0942		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 126	0,1238		

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 127	0,1029		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 128	0,2196		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 129	0,2296		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 134	0,052		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 135	0,0828		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 136	0,0835		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 137	0,0875		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 138	0,1462		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 139	0,1309		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 140	0,086		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 141	0,017		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 142	0,058		
Total 38 + 42				**7,4546**		**6 709,14 €**
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 1	0,7546		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 64	0,2259		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 65	0,3169		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 66	0,1582		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 67	0,1067		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 68	0,1074		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 69	0,1182		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 73	0,2661		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 74	0,0989		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 75	0,1031		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 76	0,1125		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 77	0,0654		
50	3,85	VAHL-EBERSING	Section 17 n° 78	0,0669	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 79	0,0859		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 80	0,0799		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 83	0,0892		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 109	0,0707		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 111	0,0782		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 113	0,1535		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 115	0,1555		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 117	0,1616		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 119	0,1236		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 121	0,1304		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 123	0,0976		
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 125	0,1662		
Total 50				**3,8931**		**3 503,79 €**
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 37	0,0364		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 44	0,0146		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 45	0,0064		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 46	0,0115		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 47	0,0973		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 48	0,1385		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 49	0,2841		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 50	0,3182		
59	1,97	VAHL-EBERSING	Section 12 n° 51	0,0906	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 52	0,1553		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 53	0,0904		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 54	0,0874		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 55	0,0862		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 56	0,2042		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 57	0,2037		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 58	0,1929		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 59	0,0947		

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
Total 59				**2,1124**		**1 901,16 €**
64	0,19	VAHL-EBERSING	Section 12 n° 91	0,2098	Prairie Naturelle	
Total 64				**0,2098**		**188,82 €**
77	0,46	VAHL-EBERSING	Section 2 n° 452	0,1848	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 453	0,002		
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 454	0,0935		
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 455	0,0008		
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 463	0,0778		
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 464	0,0799		
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 465	0,0153		
		VAHL-EBERSING	Section 2 n° 466	0,0018		
Total 77				**0,4559**		**410,31 €**
101	1,18	LIXING-LES-SAINT-AVOLD	Section 6 n° 30	0,8605	Prairie Temporaire	
		LIXING-LES-SAINT-AVOLD	Section 6 n° 31	0,1533		
		LIXING-LES-SAINT-AVOLD	Section 6 n° 32	0,2068		
Total 101				**1,2206**		**1 098,54 €**
114	0,41	VAHL-EBERSING	Section 17 n° 14	0,5093	Prairie Naturelle	
Total 114				**0,5093**		**458,37 €**
115	0,18	VAHL-EBERSING	Section 17 n° 20	0,2032	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 17 n° 21	0,1126		
Total 115				**0,3158**		**284,22 €**
133	0,3	VAHL-EBERSING	Section 6 n° 130	0,1748	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 131	0,1085		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 132	0,028		
Total 133				**0,3113**		**280,17 €**
139	0,21	VAHL-EBERSING	Section 4 n° 176 (en partie)	0,06	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 177 (en partie)	0,002		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 178	0,0463		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 179	0,0006		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 180	0,0379		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 181	0,0018		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 331	0,097		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 332	0,0023		
Total 139				**0,2479**		**223,11 €**
140	0,15	VAHL-EBERSING	Section 4 n° 7 (en partie)	0,13	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 152	0,0203		
		VAHL-EBERSING	Section 4 n° 153	0,0114		
Total 140				**0,1617**		**145,53 €**
144	1,97	VAHL-EBERSING	Section 12 n° 66	0,1552	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 67	0,1529		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 68	0,0765		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 69	0,0802		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 72	0,3379		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 73	0,0684		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 74	0,1035		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 75	0,1056		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 76	0,0388		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 77	0,1862		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 78	0,112		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 79	0,114		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 80	0,1184		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 81	0,1183		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 82	0,0875		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 83	0,0896		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 84	0,089		
Total 144				**2,034**		**1 830,60 €**

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
145	1,39	VAHL-EBERSING	Section 12 n° 94	0,1058	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 95	0,1093		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 96	0,0602		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 97	0,09		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 98	0,1164		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 99	0,1567		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 100	0,0714		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 101	0,1474		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 102	0,0831		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 103	0,0819		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 104	0,1171		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 105	0,2337		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 106	0,1164		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 107	0,1221		
Total 145				**1,6115**		**1 450,35 €**
146	0,25	VAHL-EBERSING	Section 12 n° 88	0,0657	Prairie Naturelle	
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 89	0,0625		
		VAHL-EBERSING	Section 12 n° 90	0,1567		
Total 146				**0,2849**		**256,41 €**
149	1,62	VAHL-EBERSING	Section 1 n° 437	0,0082	Prairie Temporaire	
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 442	0,0208		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 443	0,0314		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 448	0,023		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 449	0,0248		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 454	0,0275		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 455	0,0301		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 460	0,0514		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 461	0,0595		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 466	0,041		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 467	0,0442		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 472	0,08		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 473	0,0661		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 478	0,0864		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 479	0,1003		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 484	0,1167		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 485	0,0597		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 490	0,063		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 491	0,0741		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 497	0,0774		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 498	0,0784		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 508	0,0807		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 510	0,089		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 512	0,091		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 514	0,094		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 516	0,0681		
Total 149				**1,5868**		**1 428,12 €**
150	0,55	VAHL-EBERSING	Section 1 n° 457	0,055	Prairie Temporaire	
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 458	0,0693		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 463	0,0677		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 464	0,0404		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 469	0,0385		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 481	0,0464		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 482	0,0289		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 487	0,01		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 488	0,0055		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 493	0,0014		

LISTING DES PARCELLES CERTIFIEES "AGRICULTURE BIOLOGIQUE" DU GAEC DU VIEUX SAULE CONCERNEES PAR LA DEMANDE DE SOULTE BIOLOGIQUE

N° îlot PAC	Surface bio déclarée PAC (en Ha)	Commune	Références cadastrales (apport)	Surface d'apport (en Ha)	Type culture	Montant indemnisation
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 768	0,0634		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 770	0,0267		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 771	0,0071		
		VAHL-EBERSING	Section 1 n° 773	0,0566		
Total 150				**0,5169**		**465,21 €**
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 67	0,2037		
152	0,68	VAHL-EBERSING	Section 7 n° 68	0,1012	Céréales	
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 69	0,1002		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 70	0,3171		
Total 152				**0,7222**		**1 299,96 €**
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 12	0,0539		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 13	0,2164		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 14	0,2097		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 15	0,2156		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 141 (en partie)	0,067		
		VAHL-EBERSING	Section 6 n° 142 (en partie)	0,079		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 30	0,1137		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 31	0,067		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 32	0,1239		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 33	0,0828		
153	2,41	VAHL-EBERSING	Section 7 n° 34	0,098	Céréales	
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 35	0,0977		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 36	0,0982		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 37	0,0986		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 38	0,1389		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 39	0,2373		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 40	0,0991		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 41	0,1091		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 42	0,1083		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 43	0,1083		
		VAHL-EBERSING	Section 7 n° 44	0,1269		
Total 153				**2,5494**		**4 588,92 €**
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 192	0,1567		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 193	0,2031		
161	0,7	VAHL-EBERSING	Section 16 n° 194	0,2017	Prairie Temporaire	
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 195	0,102		
		VAHL-EBERSING	Section 16 n° 196	0,1027		
Total 161				**0,7662**		**689,58 €**
163	1,15	VAHL-EBERSING	Section 6 n° 27	1,1275	Prairie Temporaire	
Total 163				**1,1275**		**1 014,75 €**
Total général				**52,4441**		**64 613,61 €**

Annexe 2

Moselle
L'Eurodépartement

Engagement en vue du versement de l'indemnité validée par la commission communale d'aménagement foncier ou commission départementale d'aménagement foncier

L'exploitant ayant bénéficié du versement d'une indemnité pour l'attribution de parcelles conventionnelles en contrepartie de parcelles certifiées en agriculture biologique sur une surface de 52,4441 Ha, dans le cadre de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de Vahl-Ebersing s'engage à respecter le cahier des charges Agriculture Biologique au moins durant une période de 5 ans à compter de la date de versement de l'indemnité.

Dans le cas où l'exploitant ne respecterait pas ces engagements, le Département se réserve le droit de demander le remboursement de l'indemnité.

A Vahl-Ebersing le 06/09/22

M. Mme THIL J.Paul exploitant à Vahl-Ebersing

GAEC DU VIEUX SAULE

Signature :

GAEC DU VIEUX SAULE
69 Rue Principale
57660 VAHL EBERSING
☎ 06.81.43.93.42
Siret : 500 332 630 00010
TVA : FR17500332630

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d09a-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Ingénierie Territoriale et du Développement Durable

OBJET APPEL A PROJETS INNOVATION ENVIRONNEMENTALE EN MOSELLE – LAUREATS 2022

DOSSIER N° | | 4 | 940 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'appel à projets innovation sociale et environnementale 2022,

VU la décision de la Commission Permanente du 16 mai 2022, autorisant le lancement de l'appel à projets « Innovation environnementale »,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'approuver la liste des projets retenus figurant en annexe 1 à la présente décision et d'octroyer un montant global de 20 880 € de subventions,
- D'approuver le projet de convention-type figurant en annexe 2 à la présente décision et d'autoriser le Président à signer les conventions avec les bénéficiaires.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1 : Liste des projets

Liste des projets retenus

N° dossier	Bénéficiaire	Statut	Canton	Titre du projet	Descriptif	Montant Dépenses Estimées	Base	Montant Aide Demandée	Montant Aide Allouée
TERRITOIRE DE METZ ORNE									
DDBD05826	Maison des Alternatives Ecologiques et Citoyennes (MAEC)	Association	METZ	"Et si... on créait vraiment notre monde d'après ?"	Organiser un événement pour imaginer un futur possible, d'octobre 2022 à avril 2023. Objectif : Faire découvrir les enjeux de la transition écologique au grand public - Libérer les imaginations - Faciliter les échanges entre les citoyens (mobilisés depuis longtemps ou fraichement mobilisés) - Inspirer via des projections, des lectures, des débats... - Faire émerger des propositions des thématiques d'ateliers - Faire découvrir les associations adhérentes de la MAEC Les ateliers sont notamment des cafés philo, conférences, ateliers de création artistique, balades imaginaires, etc.	9 600,00 €	HT	5 600,00 €	2 000,00 €
DDBD05827	"you're talking to me"	Association	METZ	La forêt-jardin du ruisseau de Vallières	Création d'une Forêt-Jardin nourricière urbaine, dans le quartier de Metz-Vallières. La Forêt-Jardin du ruisseau de Vallières bénéficie d'un terrain de 340m² mis à disposition par la Ville de Metz sous l'appellation «Jardin partagé ». La méthode de culture s'inspire des techniques de permaculture et des expérimentations de l'anglais Robert Hart, pionnier des Forêts-Jardins en climat tempéré. Cette Forêt-Jardin est un prototype. Il s'agit d'un laboratoire dont les réalisations peuvent être transposées dans d'autres villes de Moselle. Un cofinancement est attendu de la Région Grand Est.	9 500,00 €	HT	2 500,00 €	970,00 €
DDBD05828	PC Solidaire	Association	METZ	L'inclusion numérique et la réduction des déchets informatiques	Les actions suivantes ont déjà fait l'objet d'un financement 2021 dans le cadre de l'AAP innovation sociale (Etendre la collecte d'ordinateurs sur les 5 territoires mosellans ; Disposer d'un progiciel de destruction des données). En complément, dans le cadre de l'AAP innovation environnementale, il est proposé de financer les actions suivantes : 1. Trier et déconstruire les ordinateurs impropres au reconditionnement, via l'acquisition d'un détecteur portable de polymères 2. Recycler et valoriser les polymères et les métaux rares et critiques : Les ressources tirées de la valorisation, tant des polymères que des métaux, vient renforcer le modèle économique de PC Solidaire et donc son objet social, tout en réduisant les déchets. 3. Sensibiliser les consommateurs à l'enjeu des déchets numériques à travers l'organisation d'ateliers numériques - un atelier par territoire - en partenariat avec les MJC des territoires à l'issue desquels, chacun des 10 participants repart avec l'ordinateur qu'il aura appris à nettoyer et réinitialiser pour augmenter sa durée de vie. Un tel atelier s'est déjà déroulé à Metz.	14 550,00 €	HT	8 730,00 €	2 910,00 €
DDBD05995	Centre Sauvegarde Faune Lorraine (CSFL)	Association	METZ	Prise en charge de la faune sauvage en détresse sur le département de la Moselle	Protection de la faune sauvage et de la biodiversité sur le territoire de la Moselle au travers de 4 pôles: • Le pôle centre de soins : le recueil , l'hébergement et le soin aux animaux sauvages en détresse, • Le pôle médiation faune sauvage : apporter des réponses aux questions des particuliers et des collectivités relatives à la faune sauvage et sa cohabitation avec l'Homme, • Le pôle étude et conservation des espèces protégées dans leur milieu • Le pôle animation : l'éducation à l'environnement et au développement durable à travers des sorties nature, d'interventions auprès de tous publics. Proposition de prise en charge d'une partie des frais de nourriture, vétérinaires et médicaments, dont les coûts augmentent en 2022, notamment en lien avec les intenses canicule et sécheresse estivales et leurs impacts sur la faune sauvage.	20 000,00 €	HT	8 000,00 €	8 000,00 €
TERRITOIRE DE THIONVILLE									
DDBD05829	Hélène Boucher THIONVILLE	Collège	THIONVILLE	« La cité de l'eau"	Faire prendre conscience aux élèves du respect et de la préservation de la ressource en eau, et la limitation des déchets : création de fontaines à eau, achat de gobelets réutilisables, vente de gourdes, et sorties en lien avec la préservation de la ressource en eau. La partie "sorties et transport des élèves" ayant reçu un financement de la Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur de 700 € pour 2021-2022 a été retirée. L'objectif du projet global est de limiter le gaspillage d'eau par une meilleure sensibilisation des élèves.	2 000,00 €	HT	1 200,00 €	1 060,00 €
DDBD05830	Jean Burger MOYEUVRE GRANDE	Collège	HAYANGE	"Vers une labellisation E3D"	Collecte de matériaux pour construire un hotel insectes via la SEGPA du collège, mise en place d'une table de don à la cantine, et impression d'affiches pour la collecte de piles	1 300,00 €	HT	780,00 €	693,00 €
DDBD05831	Evariste Galois ALGRANGE	Collège	ALGRANGE	"Du fer au Vert – Le collège Evariste Galois, un établissement Eco-responsable"	Le projet comprend : - Un clean up day (opération de nettoyage à visée écologique) - La création d'un établissement refuge pour la Ligue de Protection des Oiseaux Le projet de jardin pédagogique a été retiré (2500 €). Un composteur complétera ce projet.	3 300,00 €	HT	1 980,00 €	1 749,00 €
TERRITOIRE DE FORBACH SAINT-AVOLD									
DDBD05832	Paul Verlaine FAULQUEMONT	Collège	FAULQUEMONT	"Futurama"	Création d'animaux géants pour sensibiliser les collégiens à la 6ème extinction des espèces. Les coûts concernent l'achat des matériaux et le transport des productions.	6 600,00 €	HT	3 960,00 €	3 498,00 €
					TOTAL			32 750,00 €	20 880,00 €

ANNEXE 1 : Liste des projets

Liste des projets non retenus

Bénéficiaire	Bénéficiaire	Statut	Canton	Titre du projet	Descriptif	Montant Dépenses Estimées	Base	Montant Aide Demandée	Montant Aide Allouée
TERRITOIRE DE METZ ORNE									
	Paul Verlaine MAIZIERES LES METZ	Collège	METZ	"L'arbre de ma classe" - Plantation d'arbres	Création d'un parc à l'anglaise composé de 8 arbres résistants à la sécheresse et au réchauffement climatique. L'entretien des arbres sera assuré par les élèves éco-délégués des 6ème et les participants au club de jardinage. Ce projet rentre dans le cadre de la labellisation "Eco-école". **Projet retenu au titre d'un financement en lien avec les plantations durables.**	798,52 €	HT	479,11 €	Financement plantations durables
	Jules Lagneau METZ	Collège	METZ	Plantation d'une haie pour la biodiversité	Plantation d'une haie variée à proximité du collège. Cette plantation s'intègre à un projet plus global qui vise à reconnecter les élèves au vivant : un potager a été démarré cette année sur fonds propres, ainsi que l'installation d'une ruche par une apicultrice. **Projet retenu pour un financement en lien avec les plantations durables, sous réserve d'un projet finalisé** (choix des plantations, nombre et gestion à préciser).	1 015,07 €	HT	609,04 €	Financement plantations durables

ANNEXE 2

CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPUI FINANCIER POUR

La mise en place de projets environnementaux innovants 2022

ENTRE :

D'une part,

Le **Département de la Moselle**, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096, 57036 METZ Cedex 1, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, agissant en sa qualité de Président, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente du 14 novembre 2022,

désigné ci-après par « **le Département** »,

Et d'autre part,

L'association sise, à X (code postal), n° SIRET X / collège / établissement d'enseignement supérieur **……..,** représenté(e) par Madame/Monsieur **……**, agissant en sa qualité de …,

désigné ci-après par « **le bénéficiaire** »,

***

Vu les délibérations de la Commission Permanente les 16 mai 2022 et 14 novembre 2022, relatives au lancement et conditions d'éligibilité de l'appel à projets, et à la liste des bénéficiaires de l'aide.

Vu le dossier de candidature à l'Appel à Projets Innovation Environnementale déposé par le bénéficiaire.

***

Il a été arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de Moselle Durable, la politique de développement durable départementale, le Département a lancé un appel à projet « Innovation environnementale », en faveur des associations, des collèges et des établissements d'enseignement supérieur, en complémentarité de l'appel à projet « innovation sociale ».

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation du Département de la Moselle et du bénéficiaire « X » pour la mise en oeuvre et le développement du projet « X » dans le cadre de l'appel à projets « Innovation Environnementale ».

Article 2 – Engagements du bénéficiaire de l'aide

Le bénéficiaire s'engage à mettre tout en oeuvre pour permettre la réalisation et le développement du projet « X ». Il devra notamment :

- faire connaître le soutien du Département lors des actions de relations avec la presse (dossier, communiqué de presse, conférences de presse, etc.),
- apposer sur tout document informatif relatif au projet financé, les logos « Moselle, L'Eurodépartement » et « Moselle Durable »,
- autoriser le Département à communiquer sur le projet bénéficiaire de l'aide,
- communiquer au Département tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle du dossier de demande d'aide.

Article 3 – Montant de l'appui financier

Le montant de l'appui financier au titre de la présente convention est de « X » euros, dans la limite de 60 % du montant HT des dépenses de fonctionnement, hors frais de personnel, et dans la limite de l'enveloppe disponible.

Article 4 – Modalités de versement

Le projet devra avoir démarré le jeudi 1er décembre 2022 au plus tard.

Un acompte de 50% sera alors versé sur signature de la présente convention reçue au lundi 5 décembre 2022 au plus tard, attestant notamment du démarrage du projet.

Le solde du montant fixé à l'article 3 de l'appui financier sera versé au bénéficiaire par le Département de la Moselle, après réception des justificatifs suivants :
- Un état récapitulatif des dépenses réalisées hors taxe (hors frais de personnel), signé par le trésorier du bénéficiaire ou la personne habilitée, et les justificatifs des factures correspondantes
- Un rapport de réalisation (bilan, photos, communication, etc.).

Ces justificatifs devront être réceptionnés le vendredi 30 juin 2023 au plus tard.

La contribution donnera lieu à un ou plusieurs versements sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire.

Article 5 – Clause de reversement et de résiliation

Le remboursement des aides perçues sera exigé en cas de :
- Non-respect, sauf cas de force majeure dûment justifié, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris,
- Non utilisation ou utilisation des aides perçues pour une action autre que celle prévue dans le cadre de l'aide attribuée,
- Fausse déclaration fournie lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement ou lors de la demande de solde.

Article 6 – Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.
En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires à …, le

Le Président du Département de la Moselle	Le Président / Chef d'établissement de

Patrick WEITEN

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d09d-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - MICRO-PROJETS

DOSSIER N° | | 5 | 948 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la politique de valorisation du patrimoine naturel mosellan - financement de micro-projets relatifs au cadre de vie et à l'environnement,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'attribuer deux subventions pour un montant total de 4 519 € au titre du dispositif micro-projets pour les projets détaillés en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

N° Dossier	Bénéficiaire	Canton	Objet de la subvention	Montant Travaux	Montant Subvention-nable	Base	Taux	Montant Aide
TERRITOIRE DE SARREBOURG – CHATEAU-SALINS								
CDVD05448	MORVILLE-SUR-NIED	LE SAULNOIS	RESTAURATION PAYSAGERE D'UNE PARCELLE EN FRICHE	6 471 €	6 471 €	HT	40 %	2 588 €
TERRITOIRE DE METZ - ORNE								
CDVD05727	SAULNY	ROMBAS	MISE EN PLACE D'UNE GESTION DIFFERENCIEE DES ESPACES VERTS	6 437 €	6 437 €	HT	30 %	1 931 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d08a-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
[[Service de l'Environnement et du Développement Durable]]

OBJET POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - CONVENTION TRIPARTITE POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION ENS MICHEVILLE - SECTEUR ANCIENNES CARRIERES DE MICHEVILLE

DOSSIER N° | | 6 | 913 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la valorisation du patrimoine naturel mosellan – Convention tripartite pour la mise en œuvre du plan de gestion ENS Micheville – secteur anciennes carrières de Micheville,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider les termes de la convention annexée à la présente décision,
- D'autoriser Monsieur le Président à la signer.

M. WEIS ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

CONVENTION DE PARTENARIAT

Espace Naturel Sensible
« Anciennes carrières de Micheville »
Mise en œuvre du plan de gestion et de valorisation.

Entre les soussignés,

Le Département de la Moselle, représenté par son président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par la délibération n°…… de la Commission Permanente du …/…/20…

Le Département de Meurthe-et-Moselle, représenté par sa présidente, Madame Chaynesse KHIROUNI, dûment habilitée par la délibération n°…… de la Commission Permanente du …/…/20…

L'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) Alzette Belval, représenté par son directeur, Monsieur Damien NERKOWSKI, dûment habilité par la délibération n°…… du conseil d'administration du …/…/20…

Vu :

- La délibération du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle du 6 février 2006, lors du vote du Budget Primitif, définissant l'objectif de développer le partenariat avec les collectivités et les associations,

- La délibération du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle du 11 décembre 2006, relative au vote du nouveau règlement ENS et autorisant le Président à signer toute convention de partenariat sur les sites ENS,

- La délibération du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle du 25 juin 2012 sur le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et la partition de la Taxe d'Aménagement.

- La convention-cadre de partenariat pour la gestion et la valorisation de l'Espace Naturel Sensible des « Anciennes carrières de Micheville » entre l'EPA Alzette Belval, le Département de la Moselle et le Département de la Meurthe-et-Moselle, signée le 16/06/2017.

Considérant :

- L'arrêté préfectoral N°2012-DREAL-RMN-52 du 7 février 2012 autorisant le Département de la Moselle à déroger à l'interdiction de capture et d'enlèvement, de destruction et de perturbation intentionnelle d'espèces animales protégées ainsi que de destruction, altération, dégradation d'aires de repos ou de sites de reproduction de spécimens d'espèces animales protégées
- L'arrêté préfectoral n°2012-DREAL-RMN-51 du 7 février 2012 autorisant le Département de Meurthe-et-Moselle à déroger à l'interdiction de capture et d'enlèvement, de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ainsi que de destruction, altération, dégradation d'aires de repos ou de sites de reproduction de spécimens d'espèces animales protégées

Préambule

<u>L'ENS des « Anciennes Carrières de Micheville »</u>

La création de l'ENS des « Anciennes Carrières de Micheville » en 2012 est le fruit d'une action conjointe des Départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle visant à compenser les impacts du projet routier « Liaison A30-Belval ».

En effet, la mise à jour des études de la faune, de la flore et des habitats réalisée sur ce site dans le cadre du chantier routier en 2010 met en évidence une richesse naturelle exceptionnelle pour la Région Grand-Est.

Cet ENS s'étend sur 463 hectares répartis sur les Département de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle. Il s'agit d'un ancien site industriel sidérurgique qui comprend, notamment d'anciennes plateformes industrielles et une ancienne mine à ciel ouvert. Ce site s'est progressivement végétalisé depuis la fin des années 80 pour devenir aujourd'hui un réservoir de biodiversité hébergeant de nombreuses espèces animales et végétales protégées.

La maîtrise foncière de l'ENS est actuellement assurée de part et d'autre de la limite départementale, sur les secteurs où les enjeux environnementaux sont les plus importants : la majeure partie du foncier initialement sous propriété de l'EPA Alzette Belval a ainsi été acquise par chacun des deux Départements.

L'EPA Alzette Belval est néanmoins resté propriétaire de certaines parcelles. Il y poursuit son projet d'urbaniser une partie de la friche industrielle et de préserver et valoriser les autres espaces, qui ont un intérêt remarquable pour la biodiversité et en tant que poumon vert de l'agglomération transfrontalière.

Pour ces différentes raisons, les deux Départements et l'EPA Alzette Belval coordonnent leurs moyens et interventions pour assurer une gestion globale et cohérente de l'ENS et de la partie non urbanisée de l'EPA Alzette Belval. Les modalités de ce partenariat sont définies par la convention cadre précitée.

Une première convention spécifique a permis la réalisation, entre 2017 et 2019, d'un plan de gestion et de valorisation s'appliquant pour 6 ans sur l'ENS, et de préconisations de gestion concordantes pour les terrains naturels de l'EPA hors ENS.

La politique ENS portée par le Département de Meurthe-et-Moselle

Depuis plus de vingt ans, le Département de Meurthe-et-Moselle s'est engagé dans une politique ambitieuse en faveur de la biodiversité et des paysages. À partir de son lancement à la fin des années 90, la politique ENS du Département de Meurthe-et-Moselle s'est progressivement étayée, au fil de la montée en puissance de l'expertise départementale en la matière et de l'imprégnation de la dynamique auprès des partenaires locaux. L'inventaire départemental des ENS compte ainsi actuellement plus de 160 sites. Une douzaine d'entre eux est gérée et valorisée directement par le Département, avec une vocation de « sites vitrines ». Ils permettent en effet la promotion de cette politique et apportent une illustration technique des modalités de sa mise en pratique. Les autres sites faisant l'objet d'actions de préservation et de valorisation sont gérés par des acteurs territoriaux, collectivités ou associations spécialisées, qui bénéficient du soutien technique et financier du Département de Meurthe-et-Moselle pour ce faire.
En 2015, le Département de Meurthe-et-Moselle a créé la Cité des Paysages, service spécifiquement dédié aux missions de valorisation et de sensibilisation sur les thèmes liés à la transition écologique. Cet outil novateur se concrétise à la fois par un espace culturel et pédagogique situé sur la colline de Sion, et par le déploiement dans tout le territoire départemental d'évènements et d'animations pour le grand public, de programmes pédagogiques à destination des scolaires, ou encore de formations et de temps d'échanges pour les professionnels, élus et associatifs.

La politique ENS portée par le Département de la Moselle

La politique ENS du Département de la Moselle a récemment fait l'objet d'une profonde révision afin de répondre aux objectifs forts de la collectivité en la matière. Elle s'inscrit désormais dans le cadre plus large d'une Politique de Valorisation du Patrimoine Naturel Mosellan votée en 1ère réunion trimestrielle de 2019 et qui se décline en 3 enjeux :

- Enjeu 1 : mettre en place une politique reposant sur des sites « découverte » dans chacun des territoires mosellans, vitrines de l'action départementale, à destination des mosellans et des visiteurs
- Enjeu 2 : contribuer au maintien et à la valorisation du cadre naturel plébiscité par les visiteurs et les mosellans
- Enjeu 3 : favoriser la sensibilisation au développement durable pour tous et promouvoir l'action du département en sa faveur

La présente convention permettra, au-delà de la mise en œuvre du plan de gestion, de répondre aux enjeux de valorisation des Espaces Naturels portés par le Département de la Moselle.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités opérationnelles de partenariat pour la mise en œuvre des opérations prévues dans le plan de gestion et de valorisation (PGV) de l'ENS interdépartemental des « Anciennes carrières de Micheville ».
Y sont ajoutées des actions complémentaires portant sur la valorisation des patrimoines du site (environnemental, paysager, minier, industriel, historique) et sur la sensibilisation des visiteurs aux enjeux qui y sont liés.

Article 2 – Nature des opérations

Les opérations prévues au titre de la présente convention sont détaillées et chiffrées en annexe 1. Elles se déclinent en 3 types d'actions :

1. Actions de gestion écologique

Les opérations de gestion sont conformes aux recommandations du PGV et contribuent à préserver ou à améliorer les habitats de certaines espèces remarquables.

2. Actions de suivis

Des suivis de population de diverses espèces sont programmés sur toute la durée de la convention afin de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité des modes de gestion mis en place.

3. Actions de valorisation et de sensibilisation

Un programme d'animations est prévu afin de valoriser cet ENS interdépartemental qui a pour vocation de devenir un véritable outil de sensibilisation à destination du grand public.

Article 3 - Maîtrise d'ouvrage des opérations

Les parties désignent le Département de Meurthe-et-Moselle en qualité de maître d'ouvrage pour la mise en œuvre de l'ensemble des opérations détaillées en annexe 1.

La maîtrise d'ouvrage d'une opération pourra cependant être déléguée à un cosignataire n'assurant normalement pas ce rôle, sur demande expresse de sa part.

En concertation avec les deux autres structures cosignataires, la réalisation de chaque action pourra être assurée en régie par des agents du maître d'ouvrage, et/ou être confiée à un prestataire mandaté par ce dernier.

Article 4 - Modalités financières

Chaque opération listée en annexe 1 est préfinancée par la structure qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

La clé de répartition appliquée (hors maitrise d'ouvrage) est la suivante :

- Abattage de résineux défavorables à la biodiversité et reconversion des surfaces en pelouses sèches (opérations TU3 et TU3 bis) : financement à 100% par la structure propriétaire de la parcelle concernée
- Gestion des parcelles compensatoires attenantes à l'ENS (opération TE2) : financement à 100% par l'EPA Alzette Belval, portant sur ces terrains un projet de parc naturaliste hors périmètre ENS
- Autres opérations :

	Taux de participation
Département de Meurthe-et-Moselle	45%
Département de la Moselle	45%
EPA Alzette Belval	10%

Lorsqu'une structure assure la maîtrise d'ouvrage d'une opération, afin de tenir compte des charges qui y sont liées, les autres parties concernées lui versent à contributions égales l'équivalent de 10% du coût réel de l'opération, en supplément de leurs parts respectives.

Lorsque des actions sont réalisées en régie, le système de correspondances suivant est utilisé pour calculer l'équivalence financière de la mobilisation des agents :

Agent	Equivalence : forfait journalier
Ingénieur ou cadre A	440 €/j
Technicien de niveau B	260 €/j
Technicien de niveau C	190 €/j

Pour chaque année d'exercice, un programme prévisionnel est convenu entre les parties. Il détaille les estimations financières de chaque opération commune à mener, sur la base des tarifs couramment appliqués pour les prestations et achats de matériels, et d'une évaluation des moyens humains à y consacrer pour les actions en régie.
Une année d'exercice correspond à une année civile.

Sauf accord de l'ensemble des parties, aucun versement d'avance n'est prévu.

Afin d'obtenir les sommes dues par les partenaires pour les éventuels versements d'acomptes ou pour le versement du solde de chaque programme annuel, le préfinanceur (maître d'ouvrage de l'opération) émet un titre de recettes, accompagné d'un bilan financier et d'un rapport d'activité, au maximum 3 mois après la fin de l'exercice concerné.

Le budget total prévisionnel est de l'ordre de 777 048 € TTC, 56 % environ étant affecté aux actions de valorisation et de sensibilisation, 35 % environ aux actions de gestion écologique et 9 % environ aux actions de suivis écologiques.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et arrive à échéance à la fin de l'année n+4.
Un bilan d'étape sera effectué en fin d'année n+2, afin de pouvoir adapter la convention à d'éventuelles évolutions contextuelles, pratiques ou techniques.

Article 6 - Obligations en matière de communication

L'ensemble des supports de communication produits dans le cadre de la mise en œuvre des opérations listées en annexe 1 devra faire apparaître les logos et noms de l'ensemble des parties à la présente convention.

Article 7 - Suivi de la convention et de son exécution

Le suivi de la présente convention est exercé conjointement par les Présidents des Conseils départementaux de Moselle et de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'EPA Alzette Belval, ou leurs représentants respectifs.

Un comité technique composé des représentants des services des structures signataires se réunit au minimum une fois par an pour examiner le bilan qualitatif et quantitatif des actions menées et élaborer le programme d'actions prévisionnel de l'année à venir.

Une analyse des résultats obtenus est établie dans le cadre du comité de pilotage tel que défini à l'article 2 de la convention-cadre.

Article 8 - Modification

Toute modification de la présente convention au cours de son application donnera lieu à un avenant approuvé entre les parties signataires.

Toutefois, pour les ajustements mineurs et d'un commun accord entre les signataires, des modifications pourront être apportées sans qu'il soit nécessaire de les formaliser par avenant.

Article 9 - Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Un décompte de résiliation sera dans ce cas établi d'un commun accord par les parties. Il pourra éventuellement faire l'objet d'un versement complémentaire ou de l'émission d'un titre de recette.

Article 10 - Règlement des litiges

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution des prestations de la présente convention. Elles disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie pour aboutir à une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, les parties porteront le litige devant le tribunal administratif de NANCY.

Fait à Le

POUR LE DEPARTEMENT
DE LA MOSELLE
Le Président

Patrick WEITEN

Fait à Le

POUR LE DEPARTEMENT DE LA
MEURTHE-ET-MOSELLE
La Présidente

Chaynesse KHIROUNI

Fait à Le

POUR L'ETABLISSEMENT PUBLIC
D'AMENAGEMENT (EPA)
ALZETTE-BELVAL
Le Directeur

Damien NERKOWSKI

ANNEXE 1 - Détail et chiffrage des opérations

		Montant estimé		Clé de répartition (hors maîtrise d'ouvrage)			Part maîtrise d'ouvrage (+10%)			TOTAL		
Code	**Opération**	**Total** (HT)	**Total retenu** (T	**CD54**	**CD57**	**EPA**	**CD54**	**CD57**	**EPA**	**CD54**	**CD57**	**EPA**
TE1	Fauche des pelouses calcaires	70 000,00 €	84 000,00 €	37 800,00 €	37 800,00 €	8 400,00 €	- €	3 500,00 €	3 500,00 €	37 800,00 €	41 300,00 €	11 900,00 €
TU1	Reconversion de secteurs enfrichés en pelouses sèches	58 600,00 €	58 600,00 €	26 370,00 €	26 370,00 €	5 860,00 €	- €	2 930,00 €	2 930,00 €	26 370,00 €	29 300,00 €	8 790,00 €
TU2	Réhabilitation des couloirs de déplacement de papillons	12 900,00 €	12 900,00 €	5 805,00 €	5 805,00 €	1 290,00 €	- €	645,00 €	645,00 €	5 805,00 €	6 450,00 €	1 935,00 €
TU5	Création d'îlots de non-intervention sur les habitats forestiers	5 000,00 €	6 000,00 €	2 700,00 €	2 700,00 €	600,00 €	250,00 €	- €	250,00 €	2 950,00 €	2 700,00 €	850,00 €
TE2	Gestion des parcelles compensatoires attenantes à l'ENS (en cohérence avec le PGV)	2 700,00 €	3 240,00 €	- €	- €	3 240,00 €	- €	- €	270,00 €	- €	- €	3 510,00 €
TE3	Limitation de la prolifération de plantes invasives : Renouée du Japon et Solidago	7 500,00 €	9 000,00 €	4 050,00 €	4 050,00 €	900,00 €	- €	375,00 €	375,00 €	4 050,00 €	4 425,00 €	1 275,00 €
TU3	Réduction de la surface des massifs de résineux en créant des pelouses sèches - propriétés CD54	9 118,00 €	9 118,00 €	9 118,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	9 118,00 €	- €	- €
TU3 bis	Réduction de la surface des massifs de résineux en créant des pelouses sèches - propriétés EPA	8 000,00 €	8 000,00 €	- €	- €	8 000,00 €	- €	- €	800,00 €	- €	- €	8 800,00 €
C2	Plantation de haie champêtre avec essences locales pour effet écran entre les sentiers de découverte et les habitations	8 000,00 €	8 000,00 €	3 600,00 €	3 600,00 €	800,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	3 600,00 €	4 000,00 €	1 200,00 €
TU4	Préservation de la qualité des habitats de reproduction des amphibiens	40 000,00 €	40 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	4 000,00 €	- €	2 000,00 €	2 000,00 €	18 000,00 €	20 000,00 €	6 000,00 €
AD1	Conventionnement avec les propriétaires de parcelles privées	8 000,00 €	9 600,00 €	4 320,00 €	4 320,00 €	960,00 €	400,00 €	- €	400,00 €	4 720,00 €	4 320,00 €	1 360,00 €
TE4	Maintien d'une gestion des prairies favorable à la faune remarquable	1 600,00 €	1 920,00 €	864,00 €	864,00 €	192,00 €	80,00 €	- €	80,00 €	944,00 €	864,00 €	272,00 €
TU1*	Défrichement de fonds de vallons humides	2 000,00 €	2 000,00 €	900,00 €	900,00 €	200,00 €	- €	100,00 €	100,00 €	900,00 €	1 000,00 €	300,00 €
AD2	Réalisation d'un rapport d'activité annuel	4 400,00 €	4 400,00 €	1 980,00 €	1 980,00 €	440,00 €	- €	220,00 €	220,00 €	1 980,00 €	2 200,00 €	660,00 €
SE1	Suivi de papillons : Damier de la succise, Azuré du serpolet et Cuivré des marais	14 900,00 €	17 880,00 €	8 046,00 €	8 046,00 €	1 788,00 €	- €	745,00 €	745,00 €	8 046,00 €	8 791,00 €	2 533,00 €
SE2	Suivi des pelouses et secteurs défrichés	7 500,00 €	9 000,00 €	4 050,00 €	4 050,00 €	900,00 €	- €	375,00 €	375,00 €	4 050,00 €	4 425,00 €	1 275,00 €
SE3	Suivi de l'état de conservation de la flore patrimoniale	6 700,00 €	8 040,00 €	3 618,00 €	3 618,00 €	804,00 €	- €	335,00 €	335,00 €	3 618,00 €	3 953,00 €	1 139,00 €
SE4	Suivi des mares (Végétation et Amphibiens)	9 600,00 €	11 520,00 €	5 184,00 €	5 184,00 €	1 152,00 €	- €	480,00 €	480,00 €	5 184,00 €	5 664,00 €	1 632,00 €
SE5	Suivi triennal des populations d'oiseaux rupestres	11 900,00 €	14 280,00 €	6 426,00 €	6 426,00 €	1 428,00 €	- €	595,00 €	595,00 €	6 426,00 €	7 021,00 €	2 023,00 €
TE5	Entretien des sentiers de découverte du site	4 000,00 €	4 800,00 €	2 160,00 €	2 160,00 €	480,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	2 160,00 €	2 360,00 €	680,00 €
TU8	Aménagement de nouveaux sentiers et du franchissement de la route	200 000,00 €	200 000,00 €	90 000,00 €	90 000,00 €	20 000,00 €	- €	10 000,00 €	10 000,00 €	90 000,00 €	100 000,00 €	30 000,00 €
TU6	Sécurisation des falaises et mise en place d'un accès aux secours par une barrière	55 000,00 €	55 000,00 €	24 750,00 €	24 750,00 €	5 500,00 €	- €	2 750,00 €	2 750,00 €	24 750,00 €	27 500,00 €	8 250,00 €
TU7	Aménagement de supports signalétiques aux principales entrées du site et information des usagers	32 200,00 €	32 200,00 €	14 490,00 €	14 490,00 €	3 220,00 €	- €	1 610,00 €	1 610,00 €	14 490,00 €	16 100,00 €	4 830,00 €
C1	Animations ludiques, évènements dédiés à l'environnement, balades et randonnées, découvertes et ateliers pratiques	50 000,00 €	60 000,00 €	27 000,00 €	27 000,00 €	6 000,00 €	- €	2 500,00 €	2 500,00 €	27 000,00 €	29 500,00 €	8 500,00 €
C3	Lutte contre les nuisances et dégradations diverses, et travaux de remise en état correspondants	35 000,00 €	42 000,00 €	18 900,00 €	18 900,00 €	4 200,00 €	- €	1 750,00 €	1 750,00 €	18 900,00 €	20 650,00 €	5 950,00 €
				320 131,00 €	**311 013,00 €**	**80 354,00 €**	**730,00 €**	**31 510,00 €**	**33 310,00 €**	**320 861,00 €**	**342 523,00 €**	**113 664,00 €**
	TOTAL	**664 618,00 €**	**711 498,00 €**		**711 498,00 €**			**65 550,00 €**			**777 048,00 €**	
				45%	44%	11%	1%	48%	51%	41%	44%	15%

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d09e-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET PROGRAMME 2022 EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT - POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - CONCOURS DEPARTEMENTAL POUR LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

DOSSIER N° | | 7 | 952 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le concours départemental pour les établissements scolaires;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de changer le nom du concours de « Je Fleuris la Moselle à l'Ecole » par « Moselle Durable à l'Ecole » ;
- de valider une édition 2022-2023 du concours avec un calendrier adapté à l'année scolaire en cours ;
- de valider une édition annuelle du concours « Moselle Durable à l'Ecole » programmée dans le cadre de la politique environnementale du Département ;
- de valider le dossier de candidature comprenant le règlement du concours « Moselle Durable à l'Ecole » annexé à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Moselle
L'Eurodépartement



MOSELLE

DURABLE

A L'ECOLE

ACADÉMIE
DE NANCY-METZ
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de la Moselle

AD 57
Coopérons dès l'École

MOSELLE DURABLE A L'ECOLE

Inscription de l'établissement

Nom de l'établissement porteur du projet :

Nom de l'établissement : ……

Prénom – Nom - Qualité du Responsable de l'établissement :
……

☐ Je reconnais avoir lu et pris connaissance du règlement du concours
Date et Signature

Adresse complète :
- Rue : ……
- Code Postal : ……Nom de la commune : ……

Téléphone et Adresse électronique de l'école : ……
……

Nom de l'établissement (ou des établissements) associé(s) à l'établissement porteur du projet :
……
……

Référent du projet au sein de l'établissement :

Nom Prénom : ……
Fonction : ……
Téléphone et Adresse électronique : ……
……

Le groupe d'élèves impliqués dans le projet **:**

CLASSES	NOMBRE D'ENFANTS	PRENOM NOM DU PROFESSEUR REFERENT ET MATIERE ENSEIGNEE	NOM ETABLISSEMENT
PERISCOLAIRE TRANCHE D'AGE		PRENOM NOM ANIMATEUR ET SPECIALITE	

PROJET NATURE ENVIRONNEMENT

Intitulé du Projet : ……

La présentation du projet à transmettre :

La présentation de votre projet est libre. Elle doit faire apparaître distinctement les éléments suivants :

- Une présentation du projet (la genèse du projet, le contexte, les phases du projet …).
- La ou les thématiques environnementale(s) retenue(s) et déclinée(s) dans le projet (les motivations du choix de la thématique, les inclinations des élèves à découvrir ou approfondir une thématique …).
- Les objectifs pédagogiques (les fiches pédagogiques réalisées…).
- L'implication des élèves dans le projet (la part d'initiatives de chacun, les conseils d'élèves, un travail en équipes ou entre plusieurs classes, le tutorat…).
- La coopération entre les élèves (la répartition des rôles de chacun, la planification des actions, le travail en mode projet...) et le cas échéant avec des partenaires pédagogiques ou techniques ou encore des acteurs locaux (les familles, les habitants…).
- Les actions, les activités et les supports développés pour le projet (l'aménagement d'un espace vert, le développement d'une étude, un cahier d'expérience, le montage d'une exposition, la prise de photographies, le dessin de croquis...).

Mentions d'information
La participation au concours est gratuite.
Les renseignements contenus dans ce document sont à l'usage exclusif des organisateurs du concours. Pour plus de renseignements sur la protection de vos données personnelles, merci de vous référer au règlement du concours.
Conformément au cadre juridique sur la protection des données personnelles en vigueur (Règlement Général de Protection des Données - RGPD et Loi « informatique et libertés » modifiée du 6 janvier 1978), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation des informations qui vous concernent. Vous pouvez définir le sort de vos données après votre décès et, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement sauf si ce droit a été écarté par une disposition réglementaire. Le règlement complet du concours est disponible sur demande aux coordonnées ci-dessus par email moselle-durable@moselle.fr ou par téléphone au 03 87 34 75 39

Vous avez une question sur le concours
Contacter le Service Environnement et Développement Durable du Département en privilégiant l'envoi de mails.
Tél : 03 87 34 75 39 ou Mail : moselle-durable@moselle.fr

ANNEXE 1 - REGLEMENT DU CONCOURS

Article 1 – Organisation du concours « Moselle durable à l'école »

Dans le cadre de sa politique environnementale, le Département de la Moselle (ci - après nommé « le Département ») sis au 1 rue du Pont Moreau à METZ organise chaque année un concours départemental « Moselle durable à l'école » à l'intention des écoles, des collèges, des établissements périscolaires et spécialisés en partenariat avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) et l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE).

Le présent règlement définit les règles applicables à ce concours. La participation au concours entraîne l'acceptation pleine et entière du règlement et de toutes ses dispositions.

Article 2 – Objet du concours

Le concours « Moselle durable à l'école » a pour objet de permettre à la communauté éducative mosellane, établissements scolaires et périscolaires, de présenter et de valoriser un projet pédagogique construit sur les thèmes de la sensibilisation à la protection de l'environnement et autour des valeurs du vivre ensemble dans le respect du patrimoine et des milieux naturels.

Article 3 – La participation au concours

Ce concours est ouvert aux établissements et structures du Département de la Moselle selon les catégories suivantes :

- catégorie 1, les écoles maternelles,
- catégorie 2, les écoles élémentaires,
- catégorie 3, les collèges, établissements d'éducation spécialisée et SEGPA,
- catégorie 4, les structures périscolaires,
- catégorie 5, les structures mixtes (projets présentés conjointement par plusieurs établissements),

Le concours concerne un groupe d'élèves ou des groupes d'élèves (classes, club nature, etc.) encadré(s) par un référent identifié dit « référent du projet » (enseignant, professeur, animateur, …) au sein d'une structure (scolaire, périscolaire ou spécialisée) ou de plusieurs structures.

Le référent peut impliquer dans son projet des acteurs locaux, publics (la commune de l'établissement) ou privés (les habitants, les familles, les associations, les bénévoles) pour l'accompagner dans son projet.

Article 4 – Les caractéristiques des projets déposés

En relation avec la protection de l'environnement, notamment du patrimoine naturel de la Moselle, le projet doit être construit autour d'une ou plusieurs thématiques environnementales choisies par le référent du projet et les élèves (le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité…) en lien avec les programmes et les référentiels de l'Education Nationale.

Présenté lors de la visite du jury départemental, le projet, pluridisciplinaire le cas échéant, doit comprendre impérativement deux volets :

- **une partie théorique** en utilisant des supports selon les besoins (exposés, carnets d'expériences, blogs, arts plastiques, études etc.) ;

- **une partie pratique** que les enfants se sont appropriée en participant à sa conception et à son animation.
  Il peut s'agir de l'étude et/ou de l'aménagement d'un espace (un jardin pédagogique en permaculture, une observation d'un espace naturel tel qu'une marre…), d'activités d'éveil scientifique ou d'expériences scientifiques (une étude d'un écosystème spécifique à la Moselle), d'expressions artistiques (une exposition ou un spectacle sur la nature…).

Article 5 – L'établissement du palmarès

Les projets sont examinés par un jury composé de représentants du Département et de ses partenaires institutionnels à savoir la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) et l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE).

Le jury se réunit lors d'une réunion préparatoire pour effectuer une présélection des dossiers portant sur la qualité du dossier de candidature (intérêt général et opportunité du projet, qualité de la description du projet et du développement d'une ou plusieurs thématiques environnementales).

Au vu des dossiers retenus, le jury visite les établissements sélectionnés pour découvrir les projets développés selon les deux modalités suivantes :

- une présentation par les enfants, guidés par les adultes encadrants, de leur projet, en salle ou en extérieur. Tous les formats sont possibles, depuis la présentation au tableau, une exposition jusqu'à la pièce de théâtre. Cette présentation peut durer jusqu'à 30 minutes.
- un échange sur leur projet entre les enfants et les membres du jury.

A l'issue de sa visite, le jury attribue une note sur 20 à chaque projet et établit un palmarès pour chaque catégorie du concours (1e prix, 2ème prix, 3ème prix, des encouragements le cas échéant) selon les critères suivants :

- l'appréciation globale sur le projet et la conduite du projet (présentation du projet et des phases du projet, articulation du projet avec les disciplines et les référentiels de l'Education Nationale), 5 points
- l'intégration de la thématique ou des thématiques environnementales retenues dans le projet, 5 points
- la coopération dans le projet (la participation individuelle et collective des enfants dans la réalisation et la présentation du projet, la restitution du projet lors de la visite du jury), 5 points
- la qualité des activités et des outils pédagogiques proposés et développés dans le cadre de ce projet, 5 points.

Les prix attribués correspondent à des lots en nature remis lors d'une cérémonie de remise des prix organisée avant la fin de l'année scolaire. Les établissements s'engagent à être présents, ou représentés, pour la communication des résultats du concours.

Les prix restent disponibles au Département pendant 30 jours dans le cas où l'établissement serait empêché de participer à la remise des prix.

Les lots correspondent à des dotations en nature (ouvrages pédagogiques, outils de jardinage, matériel scientifique, sortie découverte dans un site partenaire) qui ne peuvent excéder les montants suivants :

- 450 € pour le 1er prix,
- 300 € pour le 2ème,
- 250 € pour le 3ème,
- 150 € pour les encouragements.

Article 6 – Le calendrier du concours et les démarches à suivre

ETAPE 1 : le 31 août de l'année N : lancement de l'édition du concours pour la prochaine année scolaire.

ETAPE 2 : **Préinscription**
Jusqu'au 31 décembre de l'année N : réception des demandes de pré-inscriptions dûment complétées, par mail à **moselle-durable@moselle.fr**. Un accusé de réception sera envoyé (le formulaire fait l'objet de l'annexe 2).

ETAPE 3 : **Les modalités de dépôt de dossier**
La date limite de réception des dossiers de candidature au concours est fixée au 31 mars de l'année N+1 inclus (date de clôture du concours).

Le projet complet doit être adressé de préférence de manière dématérialisée en un mail unique à **moselle-durable@moselle.fr** en indiquant l'objet suivant : « MNEE – COMMUNE - NOM ETABLISSEMENT » (Exemple : « MNEE – METZ – COLLEGE VICTOR HUGO ») ;

Le mail peut renvoyer vers le lien d'une plateforme telle que https://www.grosfichiers.com/fr/ ou https://wetransfer.com/ pour permettre l'accès à des dossiers volumineux.

Un envoi est également possible par la voie postale à l'adresse ci-dessous :

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE
Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires
Service de l'Environnement et du Développement Durable
Concours « Moselle durable à l'école »
1 rue du Pont Moreau
CS 11096
57036 METZ Cedex 1

Les dossiers incomplets ou adressés hors délais ne seront pas examinés

La mise en œuvre du projet peut se prolonger au-delà du dépôt de dossier. Les activités à réaliser devront être stipulées dans le dossier lors de son dépôt. Mais elles devront être achevées lors de la visite du jury.

ETAPE 4 : Etude et sélection des projets
Avril de l'année N+1 : acceptation, étude et sélection des dossiers de candidature par le jury départemental rattaché au concours. Les établissements retenus par le jury sont contactés par mail pour les informer que leur dossier est sélectionné et convenir d'un rendez-vous pour la visite du jury entre le 10 avril et le 15 juin.

ETAPE 5 : **Cérémonie de remise des prix**

Avant la fin de l'année scolaire en cours : une remise des prix a lieu lors d'une cérémonie (tous les établissements visités par le jury seront conviés à la cérémonie de remise des prix et recevront un lot).

Article 7 – Protection des données personnelles

Les informations collectées, directement ou indirectement, sont traitées de manière sécurisée par le Département de la Moselle, responsable de traitement, dans le cadre du Concours « Moselle durable à l'école ». Ce traitement relève d'une mission d'intérêt public du Département.

Les finalités de ce traitement sont :

- les organisations d'une part du concours « Moselle durable à l'école » à proprement dit et d'autre part de la journée de la remise des prix du concours ;
- la valorisation des programmes pédagogiques construits sur le thème de l'environnement impliquant les enfants, les enseignants et les acteurs locaux dans le concours « Moselle durable à l'école » ;
- l'illustration des supports de communication des éditions futures et de communication interne et externe (photos).

Les données d'identification de l'élève, de ses responsables légaux (nom, prénom, coordonnées) et du responsable d'établissement sont transmises par l'établissement scolaire. Les informations sont destinées aux services habilités du Département de la Moselle. Elles sont obligatoires et nécessaires à la validation de l'inscription de l'école, collège ou établissement périscolaire audit concours. Le défaut de réponse entraînera une invalidation de son inscription. Les informations sont conservées :

- 2 mois pour les candidatures non-retenues ;
- jusqu'à la clôture du concours pour les candidatures retenues.

Elles sont ensuite conservées conformément aux prescriptions des Archives Départementales dans le respect du code du patrimoine. Le traitement du dossier ne fait pas l'objet d'une décision automatisée.

Conformément à la loi n°78-17 et au règlement (UE) 2016/679, les personnes concernées (l'élève, ses représentants légaux et le responsable d'établissement) ont un droit d'accès et de rectification des données ainsi qu'un droit de limitation et d'opposition de leur traitement, dans les conditions prévues par ces textes. Enfin, elles peuvent définir le sort de leurs données après leur décès.

Les personnes peuvent exercer leurs droits en contactant le Délégué à la protection des données, par courrier (Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau, C.S. 11096 - 57036 METZ Cedex 1). Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Article 8 – Exploitation des photos et des documents

Chaque photo ou document reçu par le Département, chaque photo prise au cours des visites des jurys, est susceptible d'être diffusée, à des fins non commerciales sur le réseau internet, sous toutes formes et/ou tous supports connus à ce jour, pour une durée maximale de 36 mois, pour des actions d'information, de promotion et de valorisation des activités pédagogiques de sensibilisation à la protection de l'environnement pratiquées dans le cadre scolaire et périscolaire en Moselle.

A cet effet, une demande d'autorisation parentale ou des représentants légaux de l'élève sera envoyée par le Département aux structures candidates. Celles-ci s'engagent alors à diffuser ces autorisations aux parents et responsables légaux des enfants concernés. Il conviendra aux établissements concernés de veiller à ce que seuls les enfants autorisés soient présents lors des prises de photos.

La Collectivité s'engage et s'interdit expressément de procéder à une exploitation susceptible de porter atteinte à la vie privée ou toute autre exploitation préjudiciable selon les lois et règlementations en vigueur. La diffusion de l'image et des travaux ne pourront donner lieu à aucune rémunération ou contrepartie sous quelque forme que ce soit. Cette acceptation expresse est définitive et exclue de toute demande de rémunération ultérieure.

Le Département s'engage à indiquer la mention « Concours départemental – Moselle durable à l'école – Édition année scolaire ANNEE N / ANNEE N+1 » suivie du nom de l'établissement concerné sans indication nominative pour toute utilisation ultérieure de ces éléments.

Article 9 – Réserves et litiges

Le Département se réserve le droit :

- d'écourter, de prolonger ou d'annuler le concours sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait, et sans indemniser les participants. Le cas échéant, le Département informera les participants par courrier électronique et/ou postal,
- d'exclure de la participation au présent concours toute structure troublant le déroulement du concours.

Tout litige pouvant intervenir sur l'interprétation du présent règlement sera expressément soumis à l'appréciation souveraine du Département et si nécessaire à l'appréciation des tribunaux compétents.

ANNEXE 2 – LA PRE INSCRIPTION AU CONCOURS

Nom de l'établissement porteur du projet :

Nom de l'établissement : ……

Type d'établissement (maternelle, élémentaire, collège, périscolaire) : ……

Prénom – Nom - Qualité du Responsable de l'établissement :
……

Adresse complète :
- Rue : ……
- Code Postal : ……Nom de la commune : ……

Téléphone et Adresse électronique de l'école : ……
……

Nom de l'établissement (ou des établissements) associé(s) à l'établissement porteur du projet :
……
……

Référent du projet au sein de l'établissement :

Nom Prénom : ……
Fonction : …… ……
Téléphone et Adresse électronique : ……
……

Le groupe d'élèves impliqués dans le projet **:**

CLASSES	NOMBRE D'ENFANTS	PRENOM NOM DU PROFESSEUR REFERENT ET MATIERE ENSEIGNEE	NOM ETABLISSEMENT
PERISCOLAIRE TRANCHE D'AGE		PRENOM NOM ANIMATEUR ET SPECIALITE	

Le à Nom du Responsable d'établissement
Signature

Mentions d'information
La participation au concours est gratuite.
Les renseignements contenus dans ce document sont à l'usage exclusif des organisateurs du concours. Pour plus de renseignements sur la protection de vos données personnelles, merci de vous référer au règlement du concours.
Conformément au cadre juridique sur la protection des données personnelles en vigueur (Règlement Général de Protection des Données - RGPD et Loi « informatique et libertés » modifiée du 6 janvier 1978), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation des informations qui vous concernent. Vous pouvez définir le sort de vos données après votre décès et, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement sauf si ce droit a été écarté par une disposition réglementaire. Le règlement complet du concours est disponible sur demande aux coordonnées ci-dessus par email moselle-durable@moselle.fr ou par téléphone au 03 87 34 75 39

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d09c-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX

OBJET ACCORD TRANSACTIONNEL – MAINTENANCE DE FIBRES MONOMODES

DOSSIER N° | | 8 | 947 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un accord transactionnel pour la maintenance de fibres monomodes,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver l'accord transactionnel d'un montant total de 209 193,60 € ayant pour objet de mettre fin au litige qui oppose le Département de la Moselle à la société MOSELLE TELECOM dans le cadre de la maintenance des fibres monomodes assurée par cette société,

- d'autoriser le Président à signer le protocole transactionnel figurant en annexe au rapport.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d09b-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX

OBJET ADHESION DU DEPARTEMENT A LA CENTRALE D'ACHAT DU RESAH ET SIGNATURE DE LA CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE

DOSSIER N° | | 9 | 945 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le recours à la Centrale d'Achat du RESAH en application des articles L 2113-2 et L 2113-4 du Code de la Commande Publique,

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver l'adhésion du Département de la Moselle à la Centrale d'Achat du RESAH pour un coût annuel de 300 € net de taxe ;
- d'approuver la convention de service d'achat centralisé relative à la fourniture de services opérés de télécommunications et prestations associées (Accord-cadre n° 2020-005), annexée à la présente décision et d'autoriser le paiement de la contribution annuelle afférente de 2 750 € net de taxe ;
- d'autoriser le Président à signer ladite convention de service d'achat centralisé.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Convention n° 2020-005
reçue le

CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE

ACCORD-CADRE N° 2020-005

FOURNITURE DE SERVICES OPERES DE TELECOMMUNICATIONS ET PRESTATIONS ASSOCIEES

ENTRE D'UNE PART :

LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN ou son représentant

SIRET : 225 700 012 00019

Ci-après « **le signataire** »

Le signataire agit pour le compte du (ou des) bénéficiaire(s) listé(s) en annexe 1.

IMPORTANT **: En cas de groupement de bénéficiaires (ex : GHT), le signataire peut agir pour son compte et/ou pour le compte des bénéficiaires identifiés en annexe 1. Lorsque le signataire agit pour son compte, il remplit l'annexe 1 avec les données le concernant. Lorsque le signataire agit pour le compte de bénéficiaires, il remplit l'annexe 1 avec les données concernant le ou les bénéficiaire(s) pour le compte duquel(desquels) il agit.**

ET D'AUTRE PART :

Le Groupement d'intérêt public « Réseau des acheteurs hospitaliers » (GIP Resah)

Représenté par son directeur général, Monsieur Dominique LEGOUGE ou son représentant

SIRET : 130 005 010 00025

Ci-après « **le Resah** »

Vu l'article L. 2113-2, 2° du code de la commande publique ;

Vu la convention constitutive du GIP Resah approuvée par l'arrêté interministériel du 13 juin 2017 et notamment son article 2 aux termes duquel le Resah peut agir en tant que centrale d'achat ;

Vu l'accord-cadre n° 2020-005 relatif à la fourniture de services opérés de télécommunications et prestations associées,

Vu l'adhésion du signataire et des bénéficiaires à la centrale d'achat du Resah ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET

Par la présente convention, le signataire demande au GIP Resah, agissant en tant que centrale d'achat au titre de l'article L. 2113-2, 2° du code de la commande publique, de mettre à disposition du(des) bénéficiaire(s) identifié(s) en annexe 3, l'accord-cadre n° 2020-005 portant sur la fourniture de services opérés de télécommunications et prestations associées.

L'accord-cadre susvisé comporte 2 lots :

- Lot 1 : Téléphonie fixe, VPN, internet et services opérés complémentaires ;
- Lot 2 : Téléphonie mobile, IoT, Machine to Machine, Services opérés complémentaires.

Le ou les lots choisis par le signataire sont précisés en annexe 3 de la présente convention.

Par ailleurs, la convention vise également à définir les conditions dans lesquelles le ou les bénéficiaires peuvent exécuter l'accord-cadre précité.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DU SIGNATAIRE ET DU OU DES BENEFICIAIRES

Le signataire s'engage à :

- Transmettre au Resah toutes les informations et documents nécessaires à la mise à disposition de l'accord-cadre pour le compte des bénéficiaires ;
- Préserver la confidentialité des informations dont il pourrait avoir connaissance (ex : offre du titulaire de l'accord-cadre), sous réserve des dispositions relatives au droit d'accès aux documents administratifs prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à :

- Respecter vis-à-vis du fournisseur, titulaire de l'accord-cadre mis à disposition, l'exclusivité de ses commandes dès la date de début d'exécution précisée en annexe 3 de la présente convention ;
- Signaler toute anomalie dans l'exécution de l'accord-cadre ;
- Mettre à la disposition du Resah tous les éléments et informations nécessaires au suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Procéder au paiement des prestations exécutées par le titulaire ;
- Assurer l'exécution de l'accord-cadre conformément à ses dispositions contractuelles, à l'exception des actes mentionnés à l'article 3 de la présente convention qui sont réalisés par le Resah ;
- Préserver la confidentialité des informations dont il pourrait avoir connaissance (ex : offre du titulaire de l'accord-cadre), sous réserve des dispositions relatives au droit d'accès aux documents administratifs prévus par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DU RESAH

Le Resah s'engage à :

- Remettre au(x) bénéficiaire(s) tous les éléments lui(leur) permettant d'exécuter l'accord-cadre ;
- Prendre en charge, au titre de l'exécution de l'accord-cadre, les opérations suivantes et les transmettre au(x) bénéficiaire(s) : les actes modificatifs de l'accord-cadre (avenants et certificats administratifs), la reconduction et si nécessaire, la résiliation de l'accord-cadre ;
- Accroître en continu la qualité du service qu'il rend au signataire et au(x) bénéficiaire(s) à travers le suivi de leur satisfaction.

Article 4. CONTRIBUTION ANNUELLE FINANCIERE ET MODALITES DE REGLEMENT

En contrepartie des services rendus au titre de la présente convention, une contribution financière **annuelle** est versée au Resah. Celle-ci est définie à l'annexe financière de la présente convention (annexe 1).

Le signataire communique au Resah, la présente convention complétée, signée et accompagnée du bon de commande relatif à son engagement financier. Dans le cas d'un groupement de bénéficiaires (ex : GHT), il bénéficie d'une remise supplémentaire précisée en annexe 1 (annexe financière). Chaque bénéficiaire peut également communiquer au Resah le bon de commande relatif à son engagement financier.

Il est précisé que le bon de commande du signataire ou de chaque bénéficiaire doit reprendre le montant de l'engagement sur la durée totale de la mise à disposition de l'accord-cadre indiquée en annexe 3 (annexe administrative).

Le premier titre de recettes est envoyé dès le début de la mise à disposition de l'accord-cadre définie en annexe 3 de la convention (début d'exécution). Les suivants sont envoyés au premier trimestre des années civiles suivantes jusqu'à la fin de la période d'exécution définie en annexe 3. Pour le cas où les bénéficiaires ont des dates de début d'exécution différentes, la première date sert de point de départ à la facturation. En cas d'ajout d'un bénéficiaire, un avenant est conclu à la présente convention et précise, le cas échéant, la nouvelle contribution financière applicable (notamment dans le cadre de la contribution prévue pour les GHT).

ARTICLE 5. DUREE ET DATE D'EFFET

La présente convention prend effet dès sa signature et se termine à la date de fin d'exécution des marchés mis à disposition, telle que prévue dans l'annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 6. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives aux traitements des données notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ainsi que le Règlement Général de Protection des Données n°2016/679. Chacune des parties s'engage notamment, concernant les traitements de données à caractère personnel dont elle est responsable, à effectuer les formalités requises, à assurer la sécurité et la confidentialité des données et à respecter les droits des personnes concernées. Le Resah n'est nullement responsable de traitement, co-responsable de traitement ou sous-traitant dans le cadre de l'exécution des commandes passées par son entremise.

Article 7. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel né de l'application des dispositions de la présente convention.

La présente convention a été établie en un exemplaire original conservé par le signataire et une copie conservée par le Resah.

Fait à Paris, le (ne pas remplir)	
Pour le signataire, **Le Président du Département** **Patrick WEITEN**	**Pour le Resah,** **Le directeur général, Dominique LEGOUGE, ou son représentant**

La convention peut être signée grâce à un certificat de signature électronique.

Dans ce cas, les documents sont à envoyer à l'adresse mail de la région des bénéficiaires :

Auvergne Rhône-Alpes : centrale-achat-aura@resah.fr	Bourgogne-Franche-Comté : centrale-achat-bfc@resah.fr	Bretagne : centrale-achat-bretagne@resah.fr
Centre-Val de Loire : centrale-	Corse : centrale-achat-paca-	Grand Est : centrale-achat-

achat-cvl@resah.fr | corse@resah.fr | grandest@resah.fr

Hauts-de-France : centrale-achat-hdf@resah.fr | Ile de France : centrale-achat-idf@resah.fr | Nouvelle Aquitaine : centrale-achat-na@resah.fr

Normandie : centrale-achat-normandie@resah.fr | Occitanie : centrale-achat-occitanie@resah.fr | Outremer : centrale-achat-outremer@resah.fr

Pays de la Loire : centrale-achat-paysdelaloire@resah.fr | Provence Alpes Côte d'Azur : centrale-achat-paca-corse@resah.fr

En cas de signature manuscrite, les documents sont à envoyer à : Resah - Centrale d'achat, 47 rue de Charonne, 75011 Paris

ANNEXE 1 - DEVIS - CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE - ACCORD-CADRE N° 2020-005

Merci de cocher dans le tableau ci-dessous l'hypothèse correspondant à votre situation afin de déterminer le montant annuel de la contribution qui vous est applicable (cf annexe 2) :

EHPAD / ESAT / CLIC / CENTRE DE SANTE / MAS / IME / APAJH / ADAPEI	☐	☐ Lot 1 ☐ Lot 2
EPS / ESPIC / SDIS / Organisme d'habitations à loyer modéré	☐	☐ Lot 1 ☐ Lot 2
GCSMS	☐	☐ Lot 1 ☐ Lot 2
Département	☒	☒ Lot 1 ☒ Lot 2
GHT de 2 à 4 Bénéficiaires	☐	☐ Lot 1 ☐ Lot 2
GHT de 5 à 9 Bénéficiaires	☐	☐ Lot 1 ☐ Lot 2
GHT à partir de 10 Bénéficiaires	☐	☐ Lot 1 ☐ Lot 2
Autres structures	Nous contacter	Nous contacter

Merci de cocher vos modalités de facturation (pour les groupements de bénéficiaires, tels que les GHT) :

Modalité 1	Chaque bénéficiaire envoie son bon de commande et le Resah facture annuellement chaque bénéficiaire, conformément aux bons de commande fournis (il appartient aux établissements de définir la clé de répartition de paiement de la contribution annuelle) ;	☒
Modalité 2	Le signataire envoie un bon de commande unique et le Resah facture chaque année le signataire du montant total de la contribution. Dans ce cas, une remise est appliquée comme indiqué en annexe 2.	☐

Merci de préciser dans la case ci-dessous le montant annuel de votre contribution (lot 1 et lot 2) au regard de vos choix précisés ci-dessus et des montants indiqués en annexe 2 [1] :

Ce montant est | **2 750 €** | **pour une période de 12 mois. Si la dernière période est inférieure à 12 mois la contribution sera proratisée sur le dernier titre de recettes envoyé par le Resah[2].La facturation de la première période ne peut en aucun cas être proratisée, même si cette dernière est inférieure à 12 mois.**

[1] Si vous avez coché « autres structures », merci de contacter nos équipes pour l'établissement d'un devis.

[2] La proratisation s'effectue de la façon suivante :

• Nombre de mois complets + nombre de jours du mois incomplet divisé par 30 (1 mois=30 jours) arrondi au centième près

•Nombre de mois obtenu * coût d'accès au marché / 12

ANNEXE 2

MONTANT DES CONTRIBUTONS - CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE - ACCORD-CADRE N° 2020-005

Les tarifs indiqués ci-dessous sont pour des périodes de 12 mois.

Contribution au titre des conventions signées à compter du 1er novembre 2020 si modalité de facturation 1[3]

Typologie des bénéficiaires	Lot 1	Lot 2
EHPAD / ESAT / CLIC / CENTRE DE SANTE / MAS / IME / APAJH / ADAPEI	150 €	150 €
EPS / ESPIC / SDIS / Organisme d'habitations à loyer modéré / GCSMS	1 000 €	750 €
Département	**1 500 €**	**1 250 €**
GHT de 2 à 4 bénéficiaires	1 500 €	1 250 €
GHT de 5 à 9 bénéficiaires	1 500 €	1 250 €
GHT à partir de 10 bénéficiaires	2 000 €	2 000 €
Autres structures	Nous contacter	Nous contacter

Contribution au titre des conventions signées à compter du 1er novembre 2020 si modalité de facturation 2[4]

Typologie des bénéficiaires	Lot 1	Lot 2
EHPAD / ESAT / CLIC / CENTRE DE SANTE / MAS / IME / APAJH / ADAPEI	NON CONCERNE	NON CONCERNE
EPS / ESPIC / SDIS / Organisme d'habitations à loyer modéré/ Département	**NON CONCERNE**	**NON CONCERNE**
GCSMS	900 €	675 €
GHT de 2 à 4 bénéficiaires	1350 €	1150 €
GHT de 5 à 9 bénéficiaires	1350 €	1150 €
GHT à partir de 10 bénéficiaires	1800 €	1800 €
Autres structures	Nous contacter	Nous contacter

[3] Chaque bénéficiaire envoie son bon de commande et le Resah émet autant de titres de recette que de bénéficiaire (cf. annexe 1).
[4] Le signataire envoie un bon de commande unique et le Resah émet un seul titre de recette annuel (Cf. annexe 1).

ANNEXE 3

ANNEXE ADMINISTRATIVE A LA CONVENTION DE SERVICE D'ACHAT CENTRALISE - ACCORD-CADRE N° 2020-005

REMPLIR AUTANT D'ANNEXES QUE DE BENEFICIAIRES

***IMPORTANT* : En cas de groupement de bénéficiaires (ex : GHT), le signataire peut agir pour son compte et/ou pour le compte des bénéficiaires. Lorsque le signataire agit pour son compte, il remplit la présente annexe avec les données le concernant. Lorsque le signataire agit pour le compte de bénéficiaires, il remplit la présente annexe avec les données concernant le ou les bénéficiaire(s) pour le compte duquel(desquels) il agit.**

Nom complet du bénéficiaire	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Adresse postale	1 RUE DU PONT MOREAU CS 11096 57036 METZ CEDEX 1
SIRET	2 2 5 7 0 0 0 1 2 0 0 0 1 9

Contacts[5]	Référent cellule des marchés [6]	Référent technique
Civilité	Madame	Monsieur
Nom	DJENAOUI	LEFORT
Prénom	NORA	ERIC
Fonction	Chef du bureau des achats	Directeur de la DDSI
Téléphone	03 87 37 81 12	03 87 37 81 78
Mail	Nora.djenaoui@moselle.fr	Eric.lefort@moselle.fr

5 Les noms, prénoms et adresses de messagerie personnelles recueillis dans le cadre de ce formulaire sont conservées et traitées dans un fichier par le GIP Resah afin d'être réutilisées pour vous adresser des informations sur les marchés du Resah et ses actualités. Pour les besoins d'exécution du marché, elles peuvent être transmises au titulaire du marché. Conformément à la règlementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez adresser une demande à GIP Resah, à l'attention du délégué à la protection des données, 47 rue de Charonne, 75011 Paris.

[6] Seul destinataire par email du lien de téléchargement des pièces du marché. Il est recommandé d'indiquer une adresse email **collective** pour anticiper les absences en cas de notification éventuel d'un avenant au marché

Choix des lots et services mis à disposition :

Lots	Intitulé des services	Accès au service	Date de début d'exécution : Veuillez indiquer une date de début d'exécution, merci de la préciser dans ces cases	Date de fin de l'accord-cadre : 31/07/2024 Si vous souhaitez une date de fin d'exécution anticipée, merci de la préciser également dans ces cases
LOT 1	Téléphonie fixe, et services opérés complémentaires	☒ OUI ☐ NON	01/02/2023	
LOT 1	VPN, internet et services opérés complémentaires	☒ OUI ☐ NON	01/02/2023	
LOT 2	Téléphonie mobile, IoT, Machine to Machine, Services opérés complémentaires	☒ OUI ☐ NON	01/07/2023	

**La durée de l'accord-cadre se termine le 31 juillet 2024 mais les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'au 31 juillet 2026.*

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d097-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX

OBJET AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@E - SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES

DOSSIER N° | | 10 | 931 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Règlement d'Octroi des subventions présenté en 3ème Réunion Trimestrielle 2020 (annexe au rapport I-6 – FUS@É création d'une autorisation de programme et règlement d'octroi des subventions) :

DECIDE

- D'attribuer des subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É ayant déposé un dossier techniquement et financièrement prêt pour un montant total de **23 173 €**, telles que figurant en annexe à la présente décision.

M. SCHUH ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

PROPOSITON D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É
Année 2022 - CP du 14 novembre 2022

ANNEXE

Territoire	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/classes concernées	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Forbach Saint-Avold	27-49	2022-005719	NOUSSEVILLER-SAINT-NABOR	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	4 113,00 €	45%	Non	1 851,00 €
Forbach Saint-Avold	27-214	2022-0005734	MORSBACH	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	30%	Non	2 485,00 €
Forbach Saint-Avold	27-229	2022-0005738	VARSBERG	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	600,00 €	35%	Non	210,00 €
Forbach Saint-Avold	27-230	2022-0005737	VARSBERG	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	9 510,00 €	45%	Non	4 279,00 €
Metz Orne	27-170	2022-0005720	ENNERY	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	16 948,00 €	45%	Non	7 627,00 €
Sarreguemines-Bitche	27-222	2022-0005735	GROS-REDERCHING	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,00 €	19%	Oui	1 574,00 €
Sarreguemines-Bitche	27-223	2022-0005736	GROS-REDERCHING	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 185,00 €	19%	Oui	605,00 €
Sarreguemines-Bitche	27-234	2022-0005748	GOETZENBRUCK	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	3 600,00 €	35%	Non	1 260,00 €
Sarrebourg Château-Salins	27-243	2022-0005749	VIEUX-LIXHEIM	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 995,00 €	45%	Non	1 798,00 €

Territoire	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/classes concernées	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Sarrebourg Château-Salins	27-244	2022-0005750	VIEUX-LIXHEIM	CP/CE1/CE2/CM1/CM2 Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	4 947,20 €	30%	Non	1 484,00 €
		10 dossiers	7 communes		**TOTAL**	**63 466,60 €**			**23 173,00 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d07b-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Direction Enfance et Famille - Sous-Direction de l'Évaluation et des Actions Préventives Enfants Parents

OBJET ACCOMPAGNEMENT PREVENTIF PRECOCE - SOUTIEN A LA PARENTALITE

DOSSIER N° | | 11 | 839 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Schéma " Enfance, Jeunesse, Familles " 2019 - 2023, adopté par l'Assemblée Départementale lors de la 1ère Réunion Extraordinaire du 19 mars 2019,

VU le Rapport du Président portant sur une subvention d'accompagnement préventif précoce,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De confier au Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (CMSEA), dans le cadre du soutien à la parentalité, l'accompagnement précoce des familles,
- D'attribuer une subvention de 95 000 € au CMSEA pour l'année 2022,
- D'approuver la convention annexée à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION DEF N°839/22

RELATIVE A L'ACTION

« Prévention, soutien et accompagnement des parents dans l'éveil du jeune enfant »

en application de la décision du Conseil Départemental
lors de la Commission Permanente du 14 novembre 2022

ENTRE : **Le Département de la Moselle,** représenté par son Président, M. Patrick WEITEN habilité par délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022
ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

ET : **L'Association Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes**
représentée par M. Gilles THEPOT, son Président,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Président du Département de la Moselle a érigé la protection de l'enfance en grande cause départementale.

Le nouveau Schéma Départemental Enfance, Jeunesse, Familles 2019-2023 a défini des orientations visant à placer l'enfance et la famille au cœur des préoccupations du Département et des modalités d'accompagnement. A ce titre, le renforcement et la diversification des modalités d'intervention en prévention constituent une orientation majeure du schéma.

Le développement des actions de soutien à la parentalité est l'un des axes essentiels de la politique de prévention en faveur des enfants et de leurs familles.

Le Département souhaite contribuer à offrir aux familles mosellanes des actions susceptibles de les aider dans leur fonction éducative en tenant compte des besoins de leur enfant.

L'action « Prévention, soutien et accompagnement des parents dans l'éveil du jeune enfant » s'inscrit dans ces priorités.

ARTICLE 1 Objectifs et descriptif de l'action

La présente action a pour objet de soutenir les parents dans leur fonction parentale à travers un accompagnement à domicile dans l'éveil du jeune enfant.

Cet accompagnement, co-construit avec la famille, dans le cadre d'un Projet pour l'Enfant (PPE), s'effectue sur orientation et en coordination avec les services des Centres Moselle Solidarités de Metz et dans un rayon de 5 kilomètres autour de Saint-Julien-lès-Metz dont les communes suivantes : Metz, Vantoux, Le Ban Saint Martin, Mey, Chieulles, Vany, La Maxe, Nouilly, Woippy, Montigny les Metz, Malroy.

Les éducateurs de jeunes enfants (EJE) peuvent accompagner une famille en dehors de leur périmètre d'intervention par mesure de prévention si un besoin a été repéré par les services du Département.

Les EJE pourront contribuer à l'évaluation d'une Information Préoccupante (IP) sur sollicitation du cadre Evaluation Actions Préventive Enfant Parent du Territoire de Metz Orne, dès lors que les éléments d'inquiétude entrent dans leur champ de compétences.

ARTICLE 2 Public concerné

L'action s'adresse aux familles pour lesquelles les services territorialisés de la Direction de la Solidarité ont pu repérer un besoin spécifique ou une demande dans le cadre d'un accompagnement.

Les familles d'enfants âgés de 0 à 6 ans, sont volontaires pour participer à l'action. L'accompagnement éducatif s'inscrit dans le cadre de l'action administrative en prévention protection de l'enfance.

ARTICLE 3 Coordination

Les actions devront être coordonnées dans le cadre du Projet pour l'Enfant (PPE) avec celles menées par les autres services appelés à intervenir en prévention auprès des familles de manière institutionnelle ou ceux intervenant sur mandat judiciaire.

ARTICLE 4 Financement

L'association percevra pour une période entendue entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022, une subvention d'un montant de 95 000 € pour la mise en place de l'action précitée, par décision de la Commission Permanente du 14 novembre 2022.

ARTICLE 5 Modalités de versement

Le versement s'effectue en une seule fois, à la signature de la convention, par les cosignataires.

ARTICLE 6 Suivi et évaluation de l'action

L'association rendra régulièrement compte aux services départementaux des actions définies à l'article 1.

A cet effet, et à l'issue de la période de convention, un bilan des actions menées sera présenté au plus tard le 1er mars de l'année n+1 et comportera les informations suivantes :

- une évaluation à la fois qualitative et quantitative de la population aidée,
- une évaluation des actions menées, permettant de faire ressortir les points positifs et les difficultés rencontrées,
- une appréciation générale sur l'adaptation du dispositif aux besoins des personnes.

Au regard des bilans intermédiaires et des résultats du bilan quantitatif, qualitatif, financier et comptable annuel, les termes d'une nouvelle convention seront négociés avec l'association pour les années à venir dans l'objectif d'optimiser le dispositif.

ARTICLE 7 Contrôle financier

L'association doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention départementale. Le compte rendu financier est déposé au Département dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Enfin, l'association adressera au Département dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de résultat et les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes ainsi que le rapport de ce dernier.

Sur simple demande du Département, l'association communiquera tout document administratif financier ou comptable aux périodes couvertes par la présente convention. En outre, l'association mettra à disposition ses documents comptables et de gestion des 3 années précédentes.

ARTICLE 8 Régularisation

Les frais réels seront justifiés à la fin de l'action au terme de l'exercice 2022 au vu du bilan financier visé à l'article 7 – L'engagement du Département ne pourra être supérieur à la somme prévue par la présente convention. Par contre, une régularisation au profit du Département interviendra si l'action financée ne s'est pas déroulée selon les modalités prévues, notamment si les frais réels sont inférieurs aux prévisions.

ARTICLE 9 Responsabilités - Assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

ARTICLE 10 Communication

L'association s'engage à apposer sur toutes les publications inhérentes à la présente opération financée par le Département de la Moselle la mention suivante "avec le soutien financier du Département de la Moselle". Pour toute publicité écrite, le logo départemental de la Moselle doit être utilisé. L'association est tenue de se conformer à la charte d'utilisation du logo départemental.

ARTICLE 11 Durée

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour l'exercice 2022.

ARTICLE 12 Résiliation de la convention

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité, en cas de liquidation judiciaire ou en cas de cessation d'activité de l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention, unilatéralement un mois après mise en demeure par lettre recommandée, en cas de non-respect des obligations précitées.

ARTICLE 13 Règlement des litiges

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les deux parties signataires s'engagent à rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux. En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, à Metz, le :

Pour le bénéficiaire Le représentant légal, Nom, fonction, cachet et signature	Pour le Département de la Moselle Le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d08c-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Service des Etablissements Sociaux

OBJET APSIS EMERGENCE - AVENANT A LA CONVENTION MINEURS NON ACCOMPAGNES

DOSSIER N° | | 12 | 915 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'avenant à la convention APSIS EMERGENCE pour l'accueil de Mineurs Non Accompagnés (MNA),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de prendre acte de l'extension de la capacité d'accueil à 45 MNA (+ 10 places) de l'association APSIS EMERGENCE ;
- d'approuver l'avenant n° 3 à la convention DS-205/2018 du 24 juillet 2018 relative à la prise en charge des MNA annexé à la présente décision ;
- d'autoriser le Président à le signer et à engager les crédits correspondants.

Mme KUNTZ ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

AVENANT N°3 A LA CONVENTION N° DS-205/2018 du 24 juillet 2018
RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES MINEURS NON ACCOMPAGNES (MNA)

VU l'article L. 221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU l'article L.112-3 du CASF ;

VU la circulaire du 31 mai 2013 relative aux modalités de prise en charge des jeunes isolés étrangers : dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation ;

VU la circulaire interministérielle du 25 janvier 2016 relative à la mobilisation des services de l'Etat auprès des Conseils Départementaux concernant les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et les personnes se présentant comme tels ;

VU le Schéma « Enfance, Jeunesse, Famille » 2019-2023 adopté par l'Assemblée Départementale lors de la Réunion Extraordinaire du 19 mars 2019 ;

VU le cahier des charges relatif au dispositif d'hébergement et de suivi des Mineurs Non Accompagnés (MNA) de janvier 2017 ;

VU le rapport portant sur la fixation du taux des diverses indemnités versées au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) adopté annuellement par l'Assemblée Départementale ;

VU la décision de la Commission Permanente du 11 juin 2018 relative à la signature d'une convention entre le Département et l'Association APSIS Emergence ;

VU la convention N° DS-205/2018 du 24 juillet 2018 relative à la prise en charge des MNA et ses avenants ;

¤ ¤ ¤ ¤ ¤ ¤ ¤ ¤ ¤ ¤

Entre le Département de la Moselle, représenté par son Président, Patrick WEITEN, et désigné sous le terme le " Département ", d'une part,

Et

L'Association dénommée " APSIS Emergence ", régie par la loi locale de 1908, dont le siège social est situé 6, rue du Cygne – BP 20425– 57105 THIONVILLE, représentée par sa Présidente, Nicole DUMAY, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Le présent avenant vient modifier les articles 2 et 5 de la convention susvisée ainsi :

Article 2 : Modalités de fonctionnement

L'Association APSIS Emergence s'engage à participer à la politique départementale de Protection de l'Enfance sous la tutelle du Président du Département.

Elle accompagne 35 MNA âgés de 15 à 17 ans en structures de semi-autonomie (appartements partagés ou individuels) situés sur l'agglomération thionvilloise.

Pour l'année 2022, une montée en charge progressive de 10 places supplémentaires est prévue, organisée comme suit :

- 3 places au 1er mars,
- 7 places au 1er juillet pour un accompagnement de 45 MNA après cette date.

Article 5 : Facturation auprès du Département de la Moselle

Le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget départemental, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

Le tarif journalier applicable à APSIS Emergence est fixé au 1er janvier 2021 à 46 € par jour et par jeune.

Pour l'exercice 2022, la dotation globale annuelle s'élève à 689 126 € compte tenu de l'augmentation progressive du nombre de places.

Déduction faite des sommes déjà perçues (538 679,13 €) pour la période du 1er janvier 2022 au 30 novembre 2022 sur la base de 35 places, le versement mensuel de décembre 2022 est de 150 446,87 €

Pour l'exercice 2023, la dotation globale annuelle s'élève à 755 550 €. La fraction forfaitaire mensuelle est égale à 1/12ème de la dotation globale de financement, soit 62 962,50 €.

Cette somme sera versée entre le 20 et le 25 de chaque mois.

La rédaction de la suite de cet article n'est pas modifiée.

Article 2

Tous les autres articles de la convention N° DS-205/2018 relative à la prise en charge des MNA restent inchangés.

Etabli en double exemplaire, à Metz, le

Le Président du Département	La Présidente d'APSIS Emergence
Patrick WEITEN	Nicole DUMAY

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d075-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE

OBJET CONTRAT ETAT/DEPARTEMENT RELATIF A LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE 2022

DOSSIER N° | | 13 | 767 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président du Président portant sur la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi 2022,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5) portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'autoriser le Président à signer la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi 2022 et ses annexes, figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

PRÉFET
DE LA MOSELLE
Liberté
Égalité
Fraternité

Moselle
L'Eurodépartement

CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI (CALPAE)

ANNEE 2022

Entre

L'État, représenté par Laurent TOUVET, préfet du département de la Moselle, et désigné ci-après par les termes « le préfet », d'une part,

Et

Le Département de la Moselle, représenté par Patrick WEITEN, président du conseil départemental *de la* Moselle, et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part,

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022

Vu l'instruction n°DGCS/SD1/2019/24 du 04 février 2019 relative à la mise en œuvre territoriale de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans son volet « Contractualisation entre l'Etat et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

Vu l'instruction n°DGCS/SD1B/2019/196 du 25 septembre 2019 relative à la mise en œuvre des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

Vu l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/SD PAE/2020/28 du 12 février 2020 relative à la poursuite de la mise en œuvre territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté notamment dans son volet « contractualisation d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi »

Vu l'instruction n°DGCS/SD1B/DIPLP/2020/181 du 20 octobre 2020 modificative relative aux avenants 2020 aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi

Vu l'instruction N°DIPLP/DGCS/SD1B/DGEFP/SDPAE/DPE/2021/23 du 19 mars 2021 modificative relative aux avenants aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour 2021

Vu l'instruction N°DIPLP/DGCS/SD1B/DGEFP/SDPAE/DPE/2022/19 du 19 janvier 2022 modificative relative aux avenants aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour 2022

Vu la précédente convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021, signée le 30 juin 2019 entre l'Etat et le Département de la Moselle,

Vu les avenants 2020 et 2021 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021, signés respectivement les 25 novembre 2019, 9 décembre 2020, 3 février 2021, 10 décembre 2021, 16 décembre 2021.

Vu la délibération de la commission permanente du département de la Moselle en date du 14 novembre 2022 autorisant le président du conseil départemental à signer la présente convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté a prévu dès 2019 la conclusion de conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) avec les Départements, pour une durée de trois ans, de 2019 à 2021. Afin de prolonger cette dynamique, de tenir compte des retards pris durant la crise sanitaire et d'atteindre les cibles fixées pour 2022, le ministre des Solidarités et de la Santé et la ministre chargée de l'insertion ont décidé la prolongation d'un an de la contractualisation avec les conseils départementaux, les métropoles et les conseils régionaux. Aussi, la présente convention s'inscrit dans la continuité de la contractualisation Etat-Département 2019-2021. Si l'organisation de la convention annuelle en deux volets reste inchangée par rapport à la précédente convention triennale, d'un côté des mesures socles communes à tous les départements et de l'autre des actions consacrées à des initiatives portées par les départements dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, une mesure socle sort néanmoins du périmètre de la convention 2022, la mesure relative à la prévention de toute sortie sèche pour les jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le préfet et le président du conseil départemental de la Moselle définissent des engagements réciproques relevant de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Ces engagements réciproques se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats, permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, le Département mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec l'État, ses partenaires et des personnes concernées.

Cette convention fixe également l'engagement de l'État et du Département sur le plan financier.

Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DU DÉPARTEMENT ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant du Département que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par l'État et le Département dans le cadre d'un dialogue avec les autres collectivités locales (et notamment les communes et leurs centres communaux et intercommunaux d'action sociale ainsi que la région), les partenaires associatifs et des personnes concernées ; dans cette perspective les acteurs de la protection sociale et de l'emploi (Pôle emploi, CNAF, CCMSA, CNAM, CNAV) seront mobilisés.

Les partenaires territoriaux peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part à la convention, avec l'accord de l'État et du Département.

2.1. Les engagements concourant à la mise en œuvre de la stratégie

La convention porte sur un socle commun d'objectifs. Chaque mesure socle comporte des indicateurs de suivi que le Département renseigne annuellement dans un tableau correspondant. Ces engagements sont décrits dans l'annexe A : cette annexe contient un tableau des engagements du socle commun et l'ensemble des fiches actions.

Au-delà de ce socle d'engagements, le Département s'engage à réaliser des actions, également accompagnées d'indicateurs de résultats, qu'il propose et qui s'inscrivent dans les orientations de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ces engagements sont décrits dans l'annexe B, contenant le tableau des engagements à l'initiative du département et les fiches actions.

2.2. Les engagements financiers de l'État et du Département

L'État apporte son soutien financier au Département dans le cadre de la présente convention, pour la réalisation des actions décrites à l'article 2.1.

Au titre de l'année 2022, le soutien financier de l'État s'élève à un montant de 2 282 121,72 €, dont 690 158,13 € correspondant aux crédits non consommés en 2021 et 1 591 963,59 € de crédits nouvellement attribués.

Le Département s'engage sur des montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif annexé à la présente convention.

Le Département s'engage à transmettre l'ensemble des fiches-actions et à préciser celles qui seraient modifiées ou nouvellement créées, par rapport à la précédente convention 2019-2021.

2.3. Suivi et évaluation de la convention

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par le Département et l'État, avec une périodicité au moins annuelle. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies entre le préfet de département et le conseil départemental, en lien avec le préfet de région.

Le Département est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Ce rapport contient un bilan financier des actions mises en œuvre et décrit les résultats obtenus ainsi que l'atteinte des objectifs fixés, il précise en annexe l'exécution budgétaire des crédits contractualisés dans un tableau financier et le renseignement de la matrice des indicateurs des engagements contractualisés. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le département et ses partenaires sur le territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une délibération départementale en vue d'une transmission au préfet de région et au préfet de département au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant la réalisation des actions. Il est mis en ligne sur l'espace numérique de travail de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et présenté lors d'une conférence régionale des acteurs.

A l'issue du processus d'évaluation de l'exécution des actions déployées du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, le Département s'engage à compléter la matrice des indicateurs annexée à la convention, des résultats obtenus.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

La contribution fera l'objet d'un versement annuel.

La contribution financière sera créditée sur le compte du Département de la Moselle.

Les versements seront effectués à :

Dénomination sociale : DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Code établissement : 30001

Code guichet : 00529

Numéro de compte : C5750000000

Clé RIB : 40

IBAN :

BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la Moselle.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 19 « Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté », sous-action 01 « Mesures relevant de la contractualisation avec les collectivités territoriales », du budget de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ». Les contributions financières du fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi sont versées sous réserve de la disponibilité des crédits.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

Elle peut faire l'objet d'un avenant en cours d'année, portant sur les montants financiers alloués et le cas échéant sur les engagements respectifs de l'État et du Département et les actions en découlant.

ARTICLE 5 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard le 31 décembre de chaque année au préfet. Le Département reste soumis aux obligations résultant de l'article 4 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution de la convention.

ARTICLE 6 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg après la recherche d'une résolution amiable.

Fait à Metz, le

Le président du conseil départemental de la Moselle	Le préfet de la Moselle
Patrick WEITEN	Laurent TOUVET

Pour visa, le directeur régional des finances publiques de la région Grand Est.

	Thème de la contractualisation	Imputation chorus *(code chorus - description longue)*	Fiche action N°	Intitulé de l'action	*Pour rappel plafond max pré-notification*	A **Participation État notifiée pour 2022** (nouveaux crédits Etat 2022)	B **Crédits Etat 2021 reportés sur 2022**	C **Crédits CD affectés pour 2022**	*Dont valorisation CD*	D **Crédits CD 2021 reportés sur 2022** *(le cas échéant)*	E **Participation d'autres financeurs le cas échéant**	F **Budget global de l'action prévu en 2022** (A+B+C+D+E)
	1- Report ASE		1.1	*Accès aux logements semi-autonomes pour les jeunes sortant du dispositif ASE*		0,00 €	57 500,00 €	0,00 €	*0,00 €*	57 500,00 €	0,00 €	115 000,00 €
Engagements des mesures socle			1.2	*Droit au retour des jeunes sortants du dispositif ASE*		0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	100 000,00 €
			Sous -total		***0,00 €***	**0,00 €**	**107 500,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**107 500,00 €**	**0,00 €**	**215 000,00 €**
	2 - Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles –**Premier accueil social inconditionnel de proximité**	0304 50 19 19 03 - 1er accueil social inconditionnel	2.1	*1er accueil social inconditionnel de proximité*		87 774,61 €	98 577,34 €	87 774,61 €	0,00 €	98 577,34 €	0,00 €	372 703,90 €
			Sous total		***110 000,00 €***	**87 774,61 €**	**98 577,34 €**	**87 774,61 €**		**98 577,34 €**	**0,00 €**	**372 703,90 €**
	3 - Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles –**Référent de parcours**	0304 50 19 19 04 - Référents de parcours	3.1	Référent de Parcours		0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €	60 000,00 €
			Sous total		***80 000,00 €***	**0,00 €**	**30 000,00 €**	**0,00 €**		**30 000,00 €**	**0,00 €**	**60 000,00 €**
	4 - Insertion des allocataires du RSA –**Orientation et parcours des allocataires**	0304 50 19 19 07 - Garantie d'activité et insertion des BRSA	4.2	*Indemnité compensatrice aidant à la reprise d'emploi (ICARE) (fusionnée avec Accompagnement des formations de remise à niveau BRSA)*		111 227,90 €	88 772,10 €	111 227,90 €	0,00 €	88 772,10 €	0,00 €	400 000,00 €
			4.3	*Orientation et accompagnement des BRSA les plus employables*		31 164,50 €	31 723,50 €	31 164,50 €	0,00 €	31 723,50 €	0,00 €	125 776,00 €
			Sous total			**142 392,40 €**	**120 495,60 €**	**142 392,40 €**		**120 495,60 €**	**0,00 €**	**525 776,00 €**
	5 - Insertion des allocataires du RSA –**Garantie d'activité**		5.1	Accompagnement dans l'emploi des BRSA		244 307,00 €	- €	244 307,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	488 614,00 €
			5.2	*Accompagnement Global Renforcé*		290 696,50 €	32 810,00 €	290 696,50 €		32 810,00 €	614 250,00 €	1 261 263,00 €
			5.3	*Action Retravailler Lorraine*		150 000,00 €	- €	150 000,00 €	0,00 €	0,00 €		300 000,00 €
			5.4	*Premières heures: SAS d'adaptation à la vie active*		60 000,00 €	- €	60 000,00 €				120 000,00 €
			Sous total			**745 003,50 €**	**32 810,00 €**	**745 003,50 €**	**0,00 €**	**32 810,00 €**	**614 250,00 €**	**2 169 877,00 €**
			Sous-total RSA		***1 501 322,00 €***	**887 395,90 €**	**153 305,60 €**	**887 395,90 €**	**0,00 €**	**153 305,60 €**	**614 250,00 €**	**2 695 653,00 €**
	6 - Mise en place du **plan de formation des travailleurs sociaux** des conseils départementaux	0304 50 19 19 02 - Formation travail social CD contract	6.1	*Plan de formation CNFPT*		18 100,00 €	7 365,00 €	18 100,00 €	0,00 €	7 365,00 €	0,00 €	50 930,00 €
			Sous total		***29 841,00 €***	**18 100,00 €**	**7 365,00 €**	**18 100,00 €**	**0,00 €**	**7 365,00 €**	**0,00 €**	**50 930,00 €**
	7 - **Développer la mobilité des demandeurs d'emploi**	Développer la mobilité des demandeurs d'emploi	7.1	*Mobilités solidaires*		98 200,00 €	98 132,07 €	15 000,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	211 332,07 €
			Sous total		***98 132,00 €***	**98 200,00 €**	**98 132,07 €**	**15 000,00 €**	**15 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**211 332,07 €**
			Sous-total engagements des mesures socle		***1 819 295,00 €***	**1 091 470,51 €**	**494 880,01 €**	**1 008 270,51 €**	**15 000,00 €**	**396 747,94 €**	**614 250,00 €**	**3 605 618,97 €**
Engagements à l'**initiative du département**	0304 50 19 19 10 - Initiatives locales		1	*AAP Innovation Sociale et ESS*		50 000,00 €	- €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
			2	*Accès à l'autonomie des jeunes ASE – Cap Liberté*		0,00 €	90 000,00 €	0,00 €	0,00 €	90 000,00 €	0,00 €	180 000,00 €
			3	*Job'Ulis*		25 000,00 €	- €	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €	130 000,00 €	180 000,00 €
			4	*Santé psychique et précarité -Formation INFIPP*		0,00 €	*34 950,00 €*	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	34 950,00 €
			5	*RSA mieux communiquer avec et en faveur des BRSA*		20 000,00 €	- €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 000,00 €
			6	*Groupe d'analyse des pratiques*		20 000,00 €	- €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 000,00 €
			7	*Journée d'étude pauvreté*		20 393,50 €		20 393,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 787,00 €
			8	*Accompagnement des bénéficiaires du RSA sans domicile stable*		87 837,88 €	31 328,12 €	87 837,88 €	0,00 €	31 328,12 €	0,00 €	238 332,00 €
			9	*Accompagnement des travailleurs non salariés*		36 000,00 €	39 000,00 €	75 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	150 000,00 €
			10	*Dipositif Ecole de la 2nd chance pour les BRSA de 26-30 ans*		64 995,00 €	- €	64 995,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	129 990,00 €

		11	*Accompagnement Social spécifique, individualisé et renforcé des BRSA (ASSIR)*		19 470,00 €	- €	19 470,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	38 940,00 €
		12	*Amitiés tziganes*		130 500,00 €	0,00 €	130 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	261 000,00 €
		13	*Action « Agent de propreté et d'hygiène » APEF*		26 296,70 €	0,00 €	26 296,70 €	0,00 €	0,00 €	210 373,58 €	262 966,98 €
		Sous total engagements à l'initiative du département		***686 204,00 €***	**500 493,08 €**	**195 278,12 €**	**539 493,08 €**	**0,00 €**	**121 328,12 €**	**340 373,58 €**	**1 696 965,98 €**
TOTAUX FINANCIERS				***2 505 499,00 €***	**1 591 963,59 €**	**690 158,13 €**	**1 547 763,59 €**	**15 000,00 €**	**518 076,06 €**	**954 623,58 €**	**5 302 584,95 €**

Annexe A – Tableau des engagements du socle

Mesures	Indicateurs	Commentaires et Eléments de définition	Situation au 31 déc. 2018	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020 et situation au 31 dec. 2020 pour la mesure mobilité	Résultat atteint en 2021 *(1/01/21 au 31/12/21)*	Résultat atteint au 1er semestre 2022 *(1/01 au 30/05/22)*	Résultat attendu en 2022 *(objectif fixé)*
2. Renforcer les compétences des travailleurs sociaux								
2.1. Premier accueil social inconditionnel de proximité	Taux de couverture de premier accueil social inconditionnel par département accessible à moins de 30 minutes	Cf référentiel du premier accueil social inconditionnel qui en définit les conditions. A minima présence d'une personne en capacité d'assurer une première orientation. Formation de la compétence pour assurer un premier niveau d'écoute et d'orientation.			100%	100%	100%	100%
	Nombre de structures (hors dispositif du CD) ou lieux qui sont engagés dans la démarche de premier accueil inconditionnel	Maisons départementales, MSAP, CCAS, communauté de communes, centres sociaux			112	112	112	112
	Nombre de personnes reçues par les structures de premier accueil social inconditionnel des CD uniquement	Depuis la dernière remontée d'informations			356 705	349819	144 090	non défini
	Nombre de personnes reçues au sein des autres structures de premier accueil social inconditionnel				non mesurable	non mesurable	non mesurable	non mesurable
2.2. Référent de parcours	Nombre d'intervenants sociaux formés ou	Cf référentiel pour qualifier ce qu'est un référent de parcours.			200	50	50	60

	sensibilisés à la démarche du référent de parcours							
	Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours	Ensemble des personnes bénéficiant d'un référent de parcours	0	nd	0	6	20	50
3. Insertion des allocataires du RSA								
3.1. Orienter et accompagner les allocataires du RSA	Nombre de nouveaux entrants	Depuis la dernière remontée d'informations			13662	12250	5367	nd
	Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	Date d'entrée = date de transmission CAF quotidienne. Date de notification de l'orientation. Concerne ceux qui ont fait la demande de RSA. L'objectif est de réduire ce délai à un mois.			non disponible	4948	1280	nd
	Nombre total de 1ers rendez-vous d'accompagnement fixés	L'objectif est de deux semaines à compter de la date d'orientation. Concerne le social et le socio pro donc hors pôle emploi.			368	351	458	nd
	Nombre de 1ers rendez-vous à 2 semaines ou moins fixés				368	166	458	nd
	Nombre total de 1ers contacts d'engagements réciproques	Concerne les nouveaux entrants donc non compris les renouvellements			128	2942	975	nd
	Nombre de 1ers contrats d'engagements réciproques dans les 2 mois	A partir de la notification d'orientation			128	624	390	nd
3.2. Garantie d'activité	Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité départementale -> cela concerne uniquement les nouveaux entrants de l'année dans le RSA -> c'est HORS accompagnement global	Flux. Entre deux remontées d'informations			nd	1890	463	nd
	Nombre de bénéficiaires du RSA en cours d'accompagnement par la garantie départementale	Stock			256	353	218	nd

	HORS accompagnement global							
	Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers l'accompagnement global (reporting pouvant être assuré indiquer les chiffres transmis par pôle emploi)	Conseiller = binôme pôle emploi / département. Rappel de l'objectif : 70 personnes par binôme			nm	625	628	50%
	Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par l'accompagnement global (reporting chiffres Pôle emploi renseignés par le CD)				nm	1298	1285	nd
	Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global (reporting chiffres Pôle emploi renseignés par le CD)				nm	64,9	65,2	nd
	Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global (reporting chiffres Pôle emploi renseignés par le CD)	L'objectif à atteindre est de moins de 3 semaines. Les départements s'engagent sur un objectif intermédiaire de réduction et atteindre cet objectif en 2020			nm	nm	nm	nm
4. Formation des travailleurs sociaux								
4.1. Exécution du plan de formation	**Nombres de personnes formées par des formations figurant sur le catalogue CNFPT, par thématique :**							
	Numérique							
	Participation des personnes							
	Développement social							
	Aller vers	Depuis la dernière remontée d'informations						
	Territoires							
	Insertion socio-professionnelle	Depuis la dernière remontée d'informations						

	Nombre de personnes formées par des formations faisant l'objet d'un financement spécifique, par thématique:							
	Numérique							nd
	Participation des personnes					80	32	nd
	Développement social					30		nd
	Aller vers					75	24	nd
	Territoires							nd
	Insertion socio-professionnelle							nd
5. Mobilités à des fins d'insertion professionnelle								
5.1 Mobilités à des fins d'insertion professionnelle	Nombre de personnes accompagnées par la plateforme de mobilité à des fins d'insertion professionnelle							
	Nombre de mesures de diagnostics et d'accompagnement à la mobilité prescrites par le conseil départemental							

Annexe A : Fiche action 1.1

Thème de la contractualisation : Report des actions en lien avec l'Aide Sociale à l'Enfance

Intitulé de l'action : Accès à l'autonomie des jeunes sortants ASE

Description de l'action :

OBJECTIFS
Permettre aux jeunes majeurs sortant ASE de pouvoir accéder à une autonomie dans la vie quotidienne en leur permettant de se loger au sein d'appartements semi-autonome.

DEFINITION

Les appartements en semi-autonomie à l'extérieur des MECS sont un bon outil pour amener les jeunes confiés à l'ASE vers l'autonomie et l'accès au logement de manière progressive, après des parcours généralement passés au sein d'un accueil collectif.

Répartition des appartements semi-autonome : Les MECS Le Grand chêne, le CAAA, La Versée, le DADT augmentent leur capacité en ayant recours à des appartements extérieurs à raison de :

- 1 appartement pour la MECS Le Grand Chêne,
- 1 appartement pour le CAAA,
- 1 appartement pour La Versée,
- 2 appartements pour le DADT.

PUBLIC CIBLE

Jeunes confiés à l'ASE

MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE FONCTIONNEMENT

Date de mise en place de l'action : 2022

Partenaires et co-financeurs : L'Etat est sollicité comme co-financeur au titre du Plan Pauvreté.

Budget détaillé sur 2022 :

	2022
CD57	57 500 €
Etat	57 500 €
Total	115 000 €

Objectifs et progression :

Indicateur	2022
Nombre de jeunes bénéficiant de location en appartements semi-autonome	

Annexe A : Fiche action 1.2.

Thème de la contractualisation : Enfants et jeunes – Prévenir toute « sortie sèche » pour les Jeunes sortants de l'ASE

Intitulé de l'action : Droit au retour des jeunes sortants du dispositif ASE

Description de l'action : Permettre à des jeunes majeurs ayant fait le choix de ne pas poursuivre l'accompagnement au-delà des 18 ans, ayant interrompu un accompagnement jeune majeur ou n'ayant pu bénéficier de cette prise en charge du fait de leur comportement, d'être hébergés et de disposer d'un soutien lorsqu'ils en émettront la demande après leur sortie.

Mobilisation de **20 places** à partir de janvier 2021 via l'Association est accompagnement (AEA) qui a été retenue suite à l'appel à projets pour la prévention des sorties dites « sèches » de l'ASE. Constitution d'une démarche d'évaluation dès les premiers jours de la prise en charge.

Date de mise en place de l'action : mise en place au dernier trimestre 2020 pour ouverture en janvier 2021

Durée de l'action : indéterminée, à évaluer annuellement

Partenaires et co-financeurs :

Partenaires associatifs de l'accompagnement des jeunes du type sur la base d'un appel à projets.

Co-financement du Département par valorisation des dépenses de prise en charges des jeunes majeurs les plus vulnérables en MECS.

Budget détaillé sur 2019-2022 :

	2022 (en €)
ETAT	50 000 €
DEPARTEMENT	50 000 €
Total	100 000 €

Objectifs et progression :

Indicateur	2019	2020	2021	2022
Nombre de jeunes ayant pu bénéficier du dispositif	5	5	20	20

Annexe A : Fiche action 2.1

Thème de la contractualisation : Renforcer les compétences des travailleurs sociaux

Intitulé de l'action : Premier accueil social inconditionnel de proximité

L'objectif est de parvenir à la mise en place d'un accueil social de qualité, accessible et répondant aux besoins de tous publics en difficultés sociales. Il s'agit d'aider au mieux les personnes en améliorant leur prise en charge sociale dès l'accueil dans les Centres Moselle Solidarités (CMS), au plus près des habitants. Constitué d'un réseau de 30 CMS permanents et de 50 lieux de permanence, le dispositif d'accueil social du Département de la MOSELLE répond à la cible d'un lieu d'accueil à moins de 30 minutes de tout usager.

Description de l'action :

Les constats :

- les personnes accueillies sont en augmentation et leurs demandes de plus en plus variées et complexes,
- un public d'origine étrangère en constante évolution dans certains CMS, ne maitrisant pas le Français et méconnaissant le système de protection sociale,
- des personnes rencontrant des difficultés dans la réalisation des démarches administratives,
- la difficulté du public dans l'usage de l'outil numérique rendu incontournable par les administrations (CAF, impôts…) qui peut engendrer un non-recours,
- les non recours aux droits sont toujours présents,
- les professionnels chargés de l'accueil assurent un prétraitement de la demande concomitamment à d'autres missions ne leur permettant pas une disponibilité suffisante pour un entretien approfondi ou pour réaliser un accompagnement dans les démarches administratives ou numériques,
- une coordination difficile des différents services et administrations et une méconnaissance des missions de chacun, ainsi que les dispositifs développés,

Les principes :

- L'accueil de tous les publics en difficultés d'ordre social
- L'écoute attentive et bienveillante de la demande
- La prise en compte de la globalité de la situation de la personne
- L'apport d'une réponse de qualité selon une formulation adaptée de façon à être bien compris par l'usager. Elle peut être suivie soit d'un traitement immédiat, d'une proposition de rendez-vous à l'une des permanences de proximité de l'agent, d'un rendez-vous avec un Travailleur Social, d'une orientation accompagnée vers le secrétariat d'un pôle interne ou vers un service externe compétent
- L'accompagnement dans l'usager dans ses démarches et le renseignement de formulaires, ainsi que dans l'usage de l'outil numérique et son apprentissage. Ces soutiens s'effectuent en entretiens individuels ou par le biais d'actions collectives dans les différents sites de proximité.

- Un accueil inscrit dans une coordination et communication partenariale avec un engagement réciproque.

Le projet

Face au succès de ce dispositif d'accueil sur 4 CMS urbains et au regard des besoins d'un accompagnement des usagers dans l'accès au droit et vers une autonomie dans l'usage du numérique, le Département étend la démarche aux 2 territoires ruraux de Sarrebourg et Sarreguemines en renforçant l'accueil social inconditionnel par 2 postes d'agent d'accueil social (1 poste par territoire). Ces agents dotés d'outils informatiques nomades auront la spécificité de proposer des temps d'accueil et de soutien numérique sur les différents sites du Territoire (départementaux, communaux ou associatifs).

Le projet nécessite l'engagement formalisé des partenaires et une coordination pilotée par le Département.
Il vise au renforcement de l'accueil dans des sites choisis en fonction des difficultés particulières des publics accueillis ainsi que de la densité du nombre d'accueils d'usagers effectués, par des agents dédiés au primo-accueil et par un accueil de 2ème niveau approfondi. Il ambitionne également de développer un soutien dans les démarches administratives et numériques au plus proche de la population.
Les agents engagés dans l'action sont formés par le Département ainsi que par les partenaires institutionnels du territoire, à la fonction d'accueil, aux droits sociaux ainsi qu'aux outils numériques afin de lutter contre la fracture numérique.
Les Centres Moselle Solidarités concernés doivent aussi offrir un espace d'accueil équipé d'un poste informatique «libre-service», permettant aux usagers un accès au numérique accompagnés si besoin par un agent, en veillant à un usage selon les recommandations de la CNIL. Sur certains territoires, les agents disposent de matériel informatique nomade (type tablette) adaptés au fonctionnement itinérant et favorisant l'apprentissage et l'autonomie des personnes dans l'utilisation de leurs propres outils numériques.

Date de mise en place de l'action : mise en place en 2020**,** renforcement sur les territoires ruraux dès le 2e semestre 2021

Durée de l'action : expérimentation sur 3 ans

Partenaires et co-financeurs :

Etat, Département
Les partenaires contribuent à la formation sur leurs missions propres

Budget détaillé sur 2019-2021 :

	2022
CD57*	186 351, 95 €
Etat	186 351, 95 €
Coût Total	372 703, 90 €

***** Valorisation des postes de SMS sur les 6 sites : 1 ETP par site, soit 6 ETP

1 poste informatique complet avec imprimante par site ou un équipement nomade (téléphone, ordinateur portable et tablette pour mise à disposition du public).
Des espaces dédiés ou mutualisés au niveau de l'accueil par site.
Formation des agents contribuant à l'accueil.

Action déjà financée au titre du FAPI : non

Objectifs et progression :

Indicateur	2019	2020	2021
-Augmentation de la satisfaction des personnes des conditions de l'accueil (100% la 3ème année)	40%	70%	100%
-Augmentation du nombre de personnes ayant atteint une autonomie dans l'usage du numérique (+30% par an)	30%	60%	90%

Annexe A : Fiche action 3.1

Thème de la contractualisation : Renforcer les compétences des travailleurs sociaux

Intitulé de l'action : Référent de parcours

Description de l'action :

Le référent de parcours n'est pas un nouveau dispositif, mais une démarche, une méthodologie d'intervention. Cette démarche est destinée à proposer un accompagnement renforcé aux personnes en grandes difficultés sociale en améliorant la coopération entre les professionnels et en associant activement la personne à la prise de décision. Cette démarche peut concerner tous les types d'accompagnement.
L'objectif de l'action est de développer sur l'ensemble les 5 territoires mosellans, la démarche de référent de parcours.
Ce développement sera étayé par une action d'accompagnement des pratiques « Devenir et être référent de parcours et monter en puissance collectivement »
Les constats :

- les personnes accompagnées ont des problématiques de plus en plus complexes et présentent des difficultés cumulées,
- les interventions sociales peuvent être morcelées voire juxtaposées ce qui engendre une incompréhension de la part des personnes ou des familles sur le sens des interventions et une perte d'efficacité,
- la difficulté supplémentaire de certains publics dans l'usage de l'outil numérique rendu incontournable par les administrations (CAF, impôts…)
- une coordination difficile des différents services et administrations qui complexifient la prise en compte des situations,
- des personnes à mobiliser davantage dans la résolution de leurs difficultés et à impliquer dans le projet

Les principes :

- La personne est associée à chaque étape de la construction de son projet. Elle doit pouvoir **choisir son référent de parcours si elle le souhaite**, participer à toutes les instances d'élaboration de son projet en présence de l'ensemble des professionnels impliqués dans son parcours et prendre part à la prise de décision ;
- La **coordination des professionnels** se regroupant lors d'instances de suivi des situations, en présence des personnes accompagnées, leur permet de disposer d'une vision globale des parcours et de se concerter avec la personne accompagnée sur le projet élaboré ;
- La **collégialité des décisions** prises lors des instances de suivi garantit une meilleure appréhension de la situation, une prise en compte des besoins réels de la personne et une déclinaison d'objectifs concertés apportant davantage de cohérence entre les interventions ;
- Le **référent de parcours assure le rôle d'interlocuteur privilégié** de la personne accompagnée et de **facilitateur de la démarche**, ce qui favorise une meilleure

compréhension de l'information pour la personne et permet d'assurer la continuité de son parcours en concertation avec les autres professionnels concernés ;
- La démarche du référent de parcours **ne modifie pas l'accompagnement réalisé par chaque professionnel**. Chaque service et professionnel conserve et assure les responsabilités qui lui sont propres.

Le projet
Cette action est orientée vers le public dont les problématiques relèvent de l'insertion sociale ou professionnelle avec des accompagnements multiples (emploi, logement, gestion budgétaire, santé, éducation-parentalité…).
Le principe du référent de parcours nécessite un consensus entre les intervenants et la désignation du référent par la personne accompagnée.

Le référent a pour mission la continuité du parcours et la cohérence des actions développées dans chacun des domaines, le partage d'information et la coordination des intervenants. Il est garant de la participation des personnes. Les travailleurs médico sociaux engagés dans la démarche et participant à l'action d'accompagnement s'engageront dans le suivi de personnes en acceptant le principe.
Par ailleurs, sa bonne connaissance du Territoire et de ses ressources, sa posture de recul devront lui permettre l'observation des problématiques de la population accompagnée sur le Territoire, pouvant donner lieu à des réponses de type actions collectives, et de DSL.

Pour optimiser l'accompagnement global, un renforcement des équipes de travailleurs sociaux a été financé dès 2019 sur 2 CMS dont les indicateurs de précarité sont prégnants (2 postes de travailleurs sociaux sur les Centres Moselle Solidarités FORBACH et WOIPPY). L'absence de candidature a retardé ce renfort.

La Direction de la Solidarité a organisé le 25 novembre 2020 un colloque en webinaire qui a réuni 200 travailleurs médico-sociaux. Dédié à la démarche de référent de parcours, l'objectif était de sensibiliser les agents sur cette notion et d'échanger autour de la thématique et à partir des retours d'expérience des départements du Bas-Rhin et de la Meuse et d'échanges. 70% des participants se sont dits prêts à s'engager dans la démarche.

Aussi, la Direction de la Solidarité souhaite développer cette démarche et étayer cet engagement sur les 5 territoires et auprès de tous les professionnels médico sociaux intervenant en faveur des personnes tout en maintenant le renfort sur les 2 sites les plus sensibles. Une action d'accompagnement des travailleurs médico sociaux volontaires est souhaitée.

L'accompagnement proposé devra répondre à plusieurs enjeux :

- Devenir et être référent de parcours
- Considérer toutes les difficultés professionnelles
- Monter en puissance collectivement
- Trouver et prendre sa place de référent auprès de ses pairs

Les partenaires de l'accompagnement social des personnes seront associés dans un second temps dans cette mise en œuvre.

Date de mise en place de l'action : action à mettre en place à compter du 1er trimestre 2021

Durée de l'action : expérimentation sur 1 an

Partenaires et co-financeurs : ETAT, Département

Budget détaillé sur 2022-2023 :

Groupe d'accompagnement « Devenir et être référent de parcours et monter en puissance collectivement »

	2022-2023
CD57*	30 000 €
Etat	30 000 €
Coût total	60 000 €

***** Valorisation des postes de travailleurs sociaux des différentes lignes métiers du Département en qui interagissent dans l'accompagnement des usagers
Formation des travailleurs médico sociaux des Territoires sur la notion de référent de parcours, au DSL…

Objectifs et progression :

Indicateur	**2022-2023**
Nb de personnes accompagnées par les référents de parcours	**50**
Proportion des situations qui évoluent positivement au regard des objectifs posés	**30 %**

Annexe A : Fiche action 4.2.

Thème de la contractualisation : orientation et parcours des BRSA

Intitulé de l'action : Indemnité Compensatrice Aidant à la Reprise d'Emploi (ICARE)

Description de l'action :

L'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA est une priorité départementale. Dans un contexte de précarité, il peut représenter un coût important pouvant constituer un frein à l'accès ou au maintien dans l'emploi. La garde d'enfants (cantine, centre aéré, mode de garde…), le transport, la réparation du véhicule sont parfois difficiles à financer dans l'attente du versement du premier salaire et plus globalement dans le trimestre qui suit la prise d'emploi. Le soutien apporté aux bénéficiaires du RSA pendant cette période contribue donc à la réussite de son parcours d'insertion. Ce besoin a été notamment et particulièrement identifié dans les travaux consacrés au Plan Départemental d'Insertion (PDI).

OBJECTIFS

Il est proposé la création d'un dispositif financier principalement dédié à l'aide à la mobilité et à la garde d'enfants visant à soutenir l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA. Ce dispositif consiste au versement d'une aide forfaitaire attribuée exclusivement aux bénéficiaires du RSA éligibles (cf. infra).

La demande est faite directement par le bénéficiaire et étudiée sur la base des documents produits. Dans le cas des salariés en IAE, la structure cosignera la demande ce qui lui permettra d'accompagner l'usager dans l'utilisation du forfait qu'il percevra.

En outre, ce fonds sera également accessible afin de résoudre des problématiques diverses, freinant objectivement l'accès à l'emploi, et ne pouvant trouver réponse dans les solutions existantes (ex : financement d'une formation non prise en charge ou devant intervenir hors calendrier standard). Dans ce cas, un exposé argumenté devra être établi et l'aide sera octroyée suite à la validation d'une commission d'attribution mixte composée de représentants de l'Etat, de Pôle Emploi et du Département.

DEFINITION

Les aides financières individuelles « aide à la mobilité et garde d'enfant(s) » visent à soutenir :

- la reprise d'un emploi, dans l'attente du versement du 1er salaire,
- le parcours vers l'emploi : accès et/ou suivi d'une formation qualifiante, d'une formation de remise à niveau,
- le parcours professionnel : accès et/ou suivi d'une action d'insertion professionnelle,
- le parcours social : accès et/ou suivi d'une action d'insertion sociale

Elles sont facultatives et non systématiques. Elles sont étudiées au cas par cas au regard de la situation personnelle du demandeur et font l'objet d'une évaluation sociale et des capacités financière du foyer. En complément des aides de droit commun, elles ciblent :

- les frais de déplacement (indemnité kilométrique, location d'un moyen de locomotion, abonnement de transport),
- les frais de repas,
- les frais de garde d'enfant(s) âgé(s) de moins de 12 ans (garde, cantine, périscolaire).

En outre, ICARE vise à solutionner toute autre action évaluée comme nécessaire au parcours d'accès à l'emploi, sur des cas spécifiques, et validée par la commission d'attribution mixte composée de représentants de l'Etat et du Département.

PUBLIC CIBLE

Cette aide est exclusivement réservée aux bénéficiaires du RSA orientés en champ professionnel ou champ social à visée professionnelle.

MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE FONCTIONNEMENT

Les aides sont mobilisables par :

- les travailleurs sociaux du département, de l'UDAF et des CCAS conventionnés avec le département au titre d'une délégation d'accompagnement,
- les prestataires financés par le département dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement à l'emploi ou une action collective d'insertion sociale ou professionnelle,
- les Développeurs d'Emploi de Moselle Attractivité

Elles sont ensuite transmises au Pôle territorial RSAJDI concerné, via les chargés d'insertion, qui vérifient l'éligibilité et la recevabilité de la demande.

Date de mise en place de l'action : mise en œuvre à partir 1er janvier 2021.

Durée de l'action : suite à la 1ère expérimentation « aide à la mobilité et garde d'enfant » qui a débuté en juillet 2019.

Partenaires et co-financeurs : financement départemental. L'Etat est sollicité comme co-financeur au titre du plan pauvreté.

Budget détaillé sur 2019-2022 :

	2022-2023
CD57	200 000 €
Etat	200 000 €
Total	400 000 €

Objectifs et progression :

Indicateur	2020	2021	2022
Nombre de BRSA ayant bénéficié d'ICARE	0	287 sur un an, soit 143 sur 6 mois (lancement en juillet 2021)	287
Dont nombre de BRSA accédant à l'emploi durable via le dispositif.	0	115 sur un an, soit 57 sur 6 mois	115
Dont nombre de BRSA accédant à une formation ou un emploi de transition via le dispositif	0	172 sur un an, soit 86 sur 6 mois	172

Annexe A : Fiche action 4.3.

Thème de la contractualisation : orientation et parcours des BRSA

Intitulé de l'action : Orientation et accompagnement des nouveaux bénéficiaires du RSA les plus employables

Description de l'action :

Le dispositif actuel relatif à l'orientation et aux parcours des BRSA date d'il y a 10 ans (mise en place du RSA). Il a été revu en profondeur et par phases successives depuis fin 2019 pour répondre aux enjeux du retour à l'emploi, priorité de l'Etat et du Département pour la mise en œuvre du Plan Pauvreté.

Tout nouveau bénéficiaire du RSA, après l'accès au droit, bénéficie d'un entretien avec un agent spécialisé dans le diagnostic social et professionnel. Cet entretien est essentiel car il doit permettre au Département de détecter les nouveaux bénéficiaires pour lesquels un parcours vers le retour à l'emploi peut être immédiatement mis en œuvre.

Cette action vise à mobiliser des ressources humaines permettant de qualifier les profils de BRSA au regard des missions suivantes :

1. Etablir un diagnostic social et professionnel des bénéficiaires du RSA lors d'entretiens téléphoniques, éventuellement physiques.
2. Procéder à l'orientation administrative des BRSA vers l'un des trois dispositifs d'accompagnement possible (champ professionnel, champ social à visée professionnelle et champ social).
3. Repérer les personnes directement employables à partir des données recueillies.
4. Analyser et qualifier les compétences de ces personnes.
5. Orienter les personnes relevant du champ professionnel vers les Développeurs d'Emploi de Moselle Attractivité.

Il est proposé le maintien de 4 postes pérennes de Chargés d'Orientation, professionnels de l'analyse de profils au regard de l'emploi, dans les services du Département.

Cela permettra de garantir un niveau de service suffisant et qualitatif pour traiter les nouvelles entrées sur la durée, tout en menant une opération de régulation volontariste afin de traiter le retard pris ces dernières années.

Par ailleurs, le Département a développé un outil d'assistance informatique à l'orientation, baptisé TEMPO. Grâce à cet outil, le Département sera en mesure d'orienter l'ensemble des BRSA devant l'être, voire de cibler les nécessités de réorientation des BRSA déjà orientés..

Date de mise en place de l'action : action à mettre en place sur le 2nd semestre 2019.

Durée de l'action : prolongement de l'action expérimentée depuis fin 2019 suite à son succès.

Partenaires et co-financeurs : L'Etat est sollicité comme co-financeur au titre du plan pauvreté.

Budget détaillé sur 2019-2021 :

	2021	2022-2023
CD57	62 888 €	62 888 €
Etat	62 888 €	62 888 €
Total	125 776 €	125 776 €

L'année 2022 se recentre sur les 4 postes pérennes de Chargés d'Orientation pour une valorisation à hauteur de 125 776 €.

Objectifs et progression :

Indicateur	**2021**	**2022**
Part des offres d'emploi traitées par les acteurs du placement dans l'emploi ayant reçues une proposition de profil par les Chargés d'Orientation	80 %	80 %
Nombre de BRSA orientés en 1 mois		

Annexe A : Fiche 5.1

Thème de la contractualisation : Insertion des BRSA/ Garantie d'activité

Intitulé de l'action : ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI DES BENEFICIAIRES DU RSA

Description de l'action :

Le retour à l'emploi est la meilleure solution dans la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

Le Département de la Moselle a expérimenté un dispositif prospectif d'accompagnement et de placement professionnel des Bénéficiaires du RSA dans l'emploi par la mobilisation de 5 postes de Développeurs d'Emploi intervenue lors du 2nd semestre 2018. Cette expérimentation avait d'ores et déjà permis à plus de 200 bénéficiaires[1] du RSA d'accéder à l'emploi, par la structuration d'un service spécialisé auprès du public BRSA.

Avec un effet démultiplicateur et en prolongement à la démarche d'accompagnement global renforcée portée par le Département et Pôle Emploi (1000 bénéficiaires par an) et du suivi personnalisé de 3000 BRSA par an en partenariat avec l'UDAF de Moselle, l'ambition de cette action est de constituer un dispositif professionnalisé, retenu **au travers d'un appel à projet**, visant à proposer une **offre d'accompagnement et de placement dans l'emploi spécialisée sur le public des bénéficiaires du RSA**.

Se construisant en complémentarité avec l'offre d'accompagnement de Pôle Emploi dont les stratégies de placement sont ouvertes à tous les demandeurs d'emploi, cette mission recherche une forte articulation avec les acteurs économiques avec un objectif de 1700 placements dans l'emploi sur la durée de la convention. Le développeur d'emploi réalise un travail de coordination avec les dispositifs notamment ceux de Pôle Emploi.

Cette mission doit s'appuyer sur une équipe qualifiée de 8 professionnels du placement dans l'emploi des Bénéficiaires du RSA (les Développeurs d'Emploi), avec une ressource d'encadrement et une assistance dédiée. Elle est organisée sur les territoires de Moselle, avec une pondération selon le poids économique des territoires, pour être en proximité avec les bénéficiaires du RSA et les employeurs.

De janvier à août 2020, 141 placements dans l'emploi ont été effectué dont 64 en emploi durable. La crise sanitaire a fortement impacté ces résultats.

[1] Chiffres au 1er juin 2019

Missions définies :

- la veille et la prospection sur les besoins en main d'œuvre des entreprises et notamment sur les métiers dits en tension,
- la proposition aux entreprises ayant des besoins de main-d'œuvre, des personnes en insertion, bénéficiaires du RSA, susceptibles d'accéder aux emplois à pourvoir,
- Accompagnement à la prise de poste

Date de mise en place de l'action : action à mettre en place sur le dernier trimestre 2019.

Durée de l'action : 3 ans et éventuelle reconduction au regard des résultats sur la baisse effective des BRSA en Moselle.

Partenaires et co-financeurs : financement départemental. L'Etat est sollicité comme co-financeur au titre du plan pauvreté.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022
CD57	244 307 €
Etat	244 307 €
Total	488 614 €

Objectifs et progression :

Indicateur	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Nombre de BRSA ayant accédé à l'emploi durable par l'action des Développeurs	48	400	650	650	300

Annexe A : Fiche action 5.2.

Thème de la contractualisation : Insertion des BRSA/ Garantie d'activité

Intitulé de l'action : Accompagnement Global Renforcé

Description de l'action :

Augmenter la capacité de prise en charge du public au sein de l'AGR en finançant davantage d'ETP de Travailleurs Sociaux afin d'assurer le binôme avec les Conseillers Pôle Emploi.

Le Département maintiendra les capacités de prise en charge du dispositif.

Ainsi, un financement 2022 à hauteur de 1 261 263 € est programmé dans le cadre du DOB :

- 647 013 € de crédits départementaux (dont 50 % de crédits apportés par l'Etat)
- 614 250 € de crédits FSE-REACT.

Cela permet de maintenir l'équilibre nécessaires à l'équilibrage des binômes entre Pôle Emploi et l'UDAF qui porte ces postes.

Date de mise en place de l'action : 1er trimestre 2022

Durée de l'action : convention annuelle, renouvelable

Partenaires et co-financeurs : Fonds Social Européen- REACT

Budget détaillé sur 2022 :

	2022
CD57	323 506.50 €
ETAT	323 506.50 €
FSE-REACT	614 250 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	2021	2022
Pourcentage de participants BRSA	50 %	50%
Nombre de participants	1670	2000

Annexe A : Fiche action 5.3.

Thème de la contractualisation : Insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Re-travailler Lorraine

Description de l'action :

Expérimentation de 12 mois sur le territoire de Metz. Un accompagnement sur 9 mois basé sur 4 piliers d'actions mobilisés en fonction des besoins des bénéficiaires :

Accompagnement individuel en trois étapes :

1- Entretien d'accueil et de diagnostic 1h à 1h30

Accueil, évaluation du besoin, contractualisation du plan d'actions et de l'accompagnement.

2- Accompagnement individualisé 1h par mois sur 7 mois

Remobilisation, travail sur les freins périphériques à l'insertion professionnelle (santé, handicap, soins, fracture numérique, mobilité, garde d'enfants, logement, budget, hygiène, alimentation…), recherche de solutions, mises en relation… Construction d'un projet professionnel Accompagnement à la recherche d'emploi.

3- Entretien de bilan final 1h à 1h30

Retour sur le parcours du bénéficiaire, rédaction de la synthèse des actions réalisées, valorisation des progrès et construction du plan d'actions post-accompagnement.

Coaching Prévention Santé

Coaching et diagnostic de prévention santé réalisés par un professionnel en santé (médecin ou infirmier).

Ateliers collectifs

Sous forme d'ateliers de 3 heures, réalisés par des intervenants spécialisés pluridisciplinaires (psychologue, formateurs savoirs de base numérique, conseiller en insertion professionnelle).

Permanence emploi

Accès salle coworking tous les jours aux horaires d'ouverture

Accès à du matériel informatique et à des ressources en lien avec la recherche d'emploi. Travail entre pairs.

La veille du Chargé de relations entreprise 1 jour par semaine

- Transmission d'offres d'emploi du territoire.
- Échanges avec les bénéficiaires sur les attentes des employeurs, aide à la réponse à des offres, mises en relations.
- Organisation d'évènements entreprises.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022-2023
CD57	150 000 €
Etat	150 000€
Total	300 000 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	**2022-2023**
Nombre de BRSA accompagnés	100

Annexe A : Fiche action 5.4.

Thème de la contractualisation : Insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Premières heures : SAS d'adaptation à la vie active

Description de l'action :

Le programme Premières Heures en chantier s'adresse aux personnes en situation de grande exclusion, principalement sans abri, très éloignées de l'emploi, qui ne pourraient pas accéder directement aux ACI. Il leur permet de se remobiliser sur leur projet de vie, de reprendre confiance en elles et de se réapproprier les codes du monde du travail.

L'intégration se fait sur la base de la motivation, sans sélection ni prérequis

L'objectif est une remobilisation par le travail : pas d'attente de productivité, un suivi social et un accompagnement en interne par un encadrant socio-éducatif. La durée de l'accompagnement modulable, au cas par cas.

Aussi, le programme Premières Heures s'adapte aux besoins et capacités de la personne, de 4h à 20h par semaine.

Le dispositif sera déployé sur les territoires de Metz en collaboration avec le CMSEA et Forbach en collaboration avec l'ASBH.

Budget 2022 :

	2022-2023
CD57	60 000 €
Etat	60 000€
Total	120 000 €

Annexe A : Fiche action 6.1.

Thème de la contractualisation : Formation des Travailleurs sociaux **-**

Intitulé de l'action : Plan de formation – catalogue CNFPT

Description de l'action :

Dans le cadre de son plan de formation annuel, la Direction de la Solidarité projette un ensemble de formations dont certaines par leur thématique s'inscrivent dans le cadre des objectifs du plan pauvreté
Objectif : Il s'agit de faire évoluer et renforcer les pratiques professionnelles favorables à une amélioration de la qualité de l'accompagnement des personnes par la formation. Les thématiques prioritaires de la stratégie de prévention de la pauvreté sont les suivantes:

- participation des personnes accompagnées,
- développement social et travail social collectif,
- travail social et numérique,
- aller vers,
- travail social et territoires,
- insertion socio-professionnelle

Partenaires et co-financeurs :

ETAT, au titre du plan pauvreté.

Concernant la part départementale, 50% au titre de la réalisation du plan de formation

Budget détaillé pour 2022:

	2022 (en €)
ETAT	25 465 €
DEPARTEMENT	25 465 €
TOTAL	50 930 €

Annexe A : Fiche action 7.1.

Thème de la contractualisation : Insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Mobilités Solidaires

Cette action aspire à expérimenter un dispositif de "mobilités solidaires" sur le territoire de Forbach-Saint Avold, qui consiste en un accompagnement vers la mobilité des publics en insertion.

L'objectif est de répondre avec efficacité aux difficultés des personnes en leur proposant un accompagnement personnalisé et adapté à leur situation, avec des solutions mobilisables rapidement.

L'expérimentation repose sur le déploiement de 2 référents mobilité sur le territoire de Forbach/Saint-Avold et d'une enveloppe spécifique afin de proposer des solutions mobilités immédiates et graduées.

Deux structures ont été sollicitées pour mener à bien ce projet : l'UDAF pour son implantation déjà existante au sein du Département de la Moselle pour accompagnement des publics en insertion et WIMOOV, acteur de la mobilité fortement implanté en Moselle Est depuis plusieurs années et ayant une expertise du sujet traité.

La complémentarité des structures est recherchée afin de construire les réponses les plus adaptées possibles au profil des situations rencontrées et à la diversité des cas.

Budget détaillé pour 2022 :

	2022
ETAT	196 332,07 €
CD57 (valorisation)	15 000 €
TOTAL	211 332,07 €

Annexe B – Tableau des engagements à l'initiative du département

	Montant exécuté (si action antérieure à 2022)			Montant prévisionnel	**Référentiel ou note de cadrage s'il y a lieu**	**Indicateur(s) possible(s)**	**Objectif(s)**
	2019	2020	2021	**2022**			
1. AAP Innovation Sociale et ESS	-	100 000 €	100 000 €	**100 000 €**		Nombre de projets mis en place	Promouvoir des projets d'économie sociale et solidaire se situant dans son champ de compétence et encourageant la réponse à des besoins de territoire non couverts
2. Accès à l'autonomie des jeunes ASE – Cap Liberté	-	400 000 €	143 700,76 €	**180 000 €**		Nombre de jeunes accompagnés	Permettre aux jeunes et jeunes majeurs sortant de l'ASE (15 à 20 ans) d'accéder à une autonomie sociale dans l'ensemble du département.
3. Job'Ulis	-	-	50 000 €	**50 000 €**		Nombre de jeunes en situation de handicap accompagnés	Accompagnement en amont de la sortie du système scolaire pour gagner en efficience sur la transition vers le monde du travail.
4. Santé psychique et précarité - Formation INFIPP	-	-	15 450 €	**34 950 €**		Nombre d'agents formés par l'organisme de formation	Former les professionnels du Département au repérage des troubles psychologiques et à l'adaptation de prise en charge des usagers en faisant appel à l'organisme de formation INFIPP
5. RSA mieux communiquer avec et en faveur des BRSA	-	-	-	**40 000 €**		Nombre de BRSA interrogés	Mieux communiquer avec les BRSA
6. Groupe d'analyse des pratiques	-	-	40 000 €	**40 000 €**		Nombre de professionnels participant au groupe	Proposer un espace privilégié aux professionnels pour poser et résoudre ce qui les met en difficulté dans l'exercice de leurs missions

7. Journée d'étude pauvreté	-	-	-	**40 787 €**			Organiser une journée d'étude sur le Travail Social et la pauvreté.
8. Accompagnement des bénéficiaires du RSA sans domicile stable	-	-	-	**238 332,00 €**			Mise en œuvre d'un accompagnement qui est destiné aux SDS par l'UDAF57
9. Accompagnement des travailleurs non-salariés	-	-	-	**150 000,00 €**			Accompagnement vise à mobiliser un enchainement d'étapes et de mobilisation d'outils en faveur des BRSA déclarés Travailleurs Non-Salariés
11. Dispositif Ecole de la 2ème chance pour les BRSA de 26-30 ans	-	-	-	**129 990,00 €**			Accompagnement destinés à des bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs, âgés de 26 à 30 ans révolus, sans qualification
13. Accompagnement Social spécifique, individualisé et renforcé des BRSA (ASSIR)	-	-	-	**38 940,00 €**			L'ASSIR a pour objectif de proposer un accompagnement intensif à la résolution de problématiques lourdes (organisation quotidienne, gestion budgétaire, autonomie administrative, logement, éducation des enfants...).
14. Amitiés tziganes	-	-	-	**261 000,00 €**			L'objectif est de garantir un accès effectif aux Gens du Voyage aux droits fondamentaux en mobilisant le savoir-faire d'Amitiés Tsiganes
15. Action « Agent de propreté et d'hygiène » APEF	-	-	-	**262 966,98 €**			Proposer une réponse concrète et en lien direct avec le terrain pour accompagner les publics en insertion vers l'emploi au sein d'entreprises de nettoyage.

Annexe B : Fiche action 1

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales

Intitulé de l'action : APPEL à Projets Innovation Sociale et ESS

Description de l'action :

Contexte :

L'économie sociale et solidaire représente 12 % de l'emploi en Moselle. L'ESS constitue un secteur porteur d'innovations dont l'offre de services et de produits a souvent vocation à répondre à des besoins sociaux non satisfaits ou de manière partielle par le secteur marchand et générateur d'emplois non délocalisables. Engagé dans le soutien à l'ESS, le département réaffirme son ambition de mettre l'économie sociale et solidaire au service de la solidarité humaine et territoriale par un nouvel appel à projet « innovation sociale et ESS » qui sera proposé à la 3ème Réunion Trimestrielle 2019. En effet, le territoire compte de fortes dynamiques de projets relevant aujourd'hui d'une dimension transversale répondant à un besoin sociétal et favorisant le développement d'activités et de lien social sur les territoires, qui nécessitent un effet de levier dans l'émergence et la structuration des projets en lien avec les priorités du Département.

Appel à projet « Innovation sociale et ESS »
Le Département souhaite par ce dispositif promouvoir des projets d'économie sociale et solidaire se situant dans son champ de compétence et encourageant la réponse à des besoins de territoire non couverts en soutenant la phase d'émergence[1] de projets ancrés sur leur territoire, favorisant la mobilisation des habitants/bénéficiaires dans la construction du projet, et s'appuyant sur un diagnostic partagé de l'expression des besoins.
Ces projets doivent permettre de créer de l'activité sur les territoires et de favoriser la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social, à la promotion des solidarités et de la cohésion territoriale.

L'appel à projet sera lancé à l'automne 2019, avec une sélection programmée des projets en décembre 2019, sur la base de propositions d'un jury ouvert aux partenaires.

Lien avec la stratégie pauvreté :

En articulation avec le plan pauvreté et en lien avec les compétences du Département, une attention particulière sera portée sur les projets qui contribuent notamment :

- Au renforcement du lien social et/ou familial, à la lutte contre les inégalités sociales,
- À favoriser la médiation sociale et interculturelle pour l'autonomie des personnes
- notamment en situation d'exclusion,
- Au bien-être et à l'insertion sociale et professionnelle des personnes
- A promouvoir le numérique comme support d'inclusion sociale,

[1] Sont identifiés les projets en phase d'émergence, le soutien à la phase d'ante-création ou d'amorçage d'une nouvelle activité.

Cette action doit donc contribuer à la fois à l'engagement 4 de la stratégie par le soutien aux projets d'inclusion numérique et à l'engagement 5 de la stratégie par le soutien à l'autonomie des personnes, à la structuration d'activités nouvelles notamment dans l'IAE.

Date de mise en place de l'action : l'action sera mise en place à compter du deuxième semestre 2019.

Durée de l'action : Appel à projet annuel pendant 4 ans.

Partenaires et co-financeurs :
L'ensemble des partenaires de l'émergence des projets ESS seront sollicités en vue de la finalisation de l'Appel à projets et dans l'analyse des projets.

L'Etat est sollicité comme co-financeur de l'Appel à Projet au titre du plan pauvreté

Budget détaillé sur 2019-2022 :

L'appel à projet est estimé à 100 k€ annuels pour le soutien aux projets. L'ingénierie et la communication de l'appel à projets est assurée par le CD57.

	2021	2022
CD57	50 000 €	50 000 €
Etat	50 000 €	50 000 €
Total	100 000 €	100 000 €

En fonction des résultats de la première édition de l'Appel à Projets, le montant total ou sa répartition pourront être amenés à évoluer.

Annexe B : Fiche action 2

Thème de la contractualisation : Enfants et Jeunes – Prévenir toute « sortie sèche » pour les Jeunes sortants de l'ASE

Intitulé de l'action : Accès à l'autonomie des jeunes sortants ASE – Cap liberté

Description de l'action :

OBJECTIFS
Permettre aux jeunes majeurs sortant ASE de pouvoir accéder à une autonomie dans la vie quotidienne.

DEFINITION

Cap Liberté

Il s'agit de permettre aux jeunes et jeunes majeurs sortant de l'ASE (15 à 20 ans) d'accéder à une autonomie sociale dans l'ensemble du département.
Le dispositif Cap liberté expérimenté depuis 3 ans sur Thionville permet de travailler avec l'ensemble des dispositifs de droit commun d'un territoire (boutique logement, mission locale, CPAM, CAF…). Le bilan de cette action a démontré toute sa pertinence, elle sera étendue à l'ensemble du département. Dans ce cadre, 4 CESF seront embauchées (une pour Sarrebourg et Sarreguemines et 3 pour les 3 autres territoires). Tous les jeunes de 16-18 ans confiés à l'ASE intégreront le dispositif Cap Liberté qui sera coordonné par la CESF recrutée.
Les CESF soutiendront dans le cadre du PPE le travail vers l'autonomie en lien avec le référent ASE. Le parcours vers l'autonomie (qui intégrera des enjeux comme la formation, la santé, ou le logement) associera chaque mission locale du territoire et acteurs de droits communs locaux.
Les Missions Locales s'engagent à consacrer 5 ETP de conseillers d'insertion professionnelle chargés de faire le lien avec les travailleurs sociaux de l'ASE.

PUBLIC CIBLE

50 jeunes par an en ce qui concerne le dispositif Cap Liberté (action collective)
100 jeunes majeurs en suivi individuel.
5 jeunes majeurs occupants actuellement maintenu en MECS

MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE FONCTIONNEMENT

Date de mise en place de l'action : 2020-2022

Durée de l'action : expérimentation initiale sur 18 mois, reconductible pendant la durée du plan en cas de succès.

Partenaires et co-financeurs : MECS Le Grand chêne, le CAAA, La Versée, le DADT

Budget pour Cap liberté : embauche de 4 CESF temps plein (45 000 € / CESF) = 180 000 €

L'Etat est sollicité comme co-financeur au titre du Plan Pauvreté.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022-2023
CD57	90 000 €
Etat	90 000 €
Total	180 000 €

Objectifs et progression :

Indicateur	2020	2021
Nombre de Jeunes bénéficiant du dispositif	100	150

Annexe B : Fiche action 3

Thème de la contractualisation : Initiatives Départementales

Intitulé de l'action : JOB'ULIS

Description de l'action :
Le projet vise une intervention en amont de la sortie du système scolaire pour gagner en efficience sur la transition vers le monde du travail. Il consiste en un accompagnement conjoint de la chargée de mission JOB'ULIS de l'Académie Nancy-Metz et du partenaire Pyramide Est par la mise à disposition d'un chargé d'insertion professionnelle spécialisé.

OBJECTIFS :
Accompagner les jeunes en situation de handicap, scolarisés en Moselle en LP (Lycée Professionnel) et notifié en dispositif ULIS (Unité Localisée d'Inclusion Scolaire) LP par la MDPH, lors de leur dernière année de solarisation afin d'éviter une désinsertion professionnelle à la sortie de leur scolarité

CONTEXTE :
Statistiques :
Au niveau académique en 2015 (Etude SAIO Académie Nancy-Metz)
24,3% des élèves sortis des ULIS LP sont en emploi (10,8% en milieu ordinaire et 13,5% en milieu spécialisé)
Au niveau du Bassin d'Education & Formation Hayange-Thionville-Rombas depuis 2014
16% des élèves sortis des ULIS LP ont trouvé un CDD – aucun CDI et 46% sont en recherche d'emploi.
A compter de 2015 : 90% des élèves des dispositifs ULIS sortis des LP de l'Académie Nancy-Metz sont sans emploi en milieu ordinaire (10% sont embauchés en milieu spécialisé en ESAT)
La quasi-totalité des jeunes n'étaient pas accompagnés dans leurs démarches d'accès à l'emploi.
Le bilan 2021 montre que 33 jeunes ont été identifiés pour entrer dans le dispositif. Mais seulement 23 jeunes ont pu bénéficier du suivi sur l'année scolaire, les 10 autres ayant refusés d'intégrer le dispositif. Par ailleurs, 12 jeunes sont entrés dans la vie active : 3 ont signé un CDI, 8 ont signé un CDD et 2 se sont orientés vers un emploi en ESAT.
Depuis la mise en place de JOB'ULIS en 2019, 51 jeunes ont été accompagnés dans leur projet professionnel et leurs démarches d'accès à l'emploi, seulement 4 abandons sont à signaler en cours de processus.

PUBLIC CIBLE :
40 jeunes sortant ULIS LP sur les BEF (Bassin Education Formation) de Thionville- Hayange-Rombas (2 ULIS LP Thionville et Hayange) et Metz (4 ULIS LP : Metz centre – Metz nord – Marly – Montigny-les-Metz)

CONTENU

Préparer les élèves en amont, la sortie du système scolaire et la confrontation avec le monde du travail :

- Présentation des acteurs Droit commun et spécialisés SPE,
- Identification des besoins spécifiques de compensation : Job'Ulis / Expertise chargé de mission PYRAMIDE-Est
- Modules de Préparation à l'Emploi par des ateliers collectifs
  Organisation du parcours et identification du futur référent emploi (Cap emploi, pôle emploi, mission locale, dispositif alternance… afin de sécuriser les parcours en aval de la scolarisation. Définitions et validation du projet professionnel :
  Les projets professionnels ont été validés par les professionnels de l'Education Nationale en amont de Job'Ulis. Il s'agira pour l'intervenant pyramide est de valider le projet des jeunes présents sur Job'Ulis : expertise du chargé de mission, mobilisation des outils spécifiques, stages en entreprise, accompagnement sur les forums….

Adapter la pédagogie et la certification :

- Référentiels d'activités professionnelles de l'Education nationale adaptés pour correspondre aux capacités des élèves et à la réalité des métiers.
- Individualisation de la formation et de l'attestation des compétences

Accompagner vers et dans l'entreprise et les employeurs :

✓ Pendant la scolarisation :

Le professionnel de Pyramide-Est mobilisera son réseau d'employeurs déjà constitué. Seront proposés : visites en entreprises, rencontre avec des employeurs, participation aux forums emploi mis en place par les acteurs du SPE avec accompagnement de Cap emploi, participation aux forums spécifiques mis en place pour le public en situation de handicap

✓ Accompagnement dans la recherche et préparation au stage en entreprise :

Ces outils seront adaptés à ce public spécifique : ateliers de technique de recherche d'emploi (TRE) spécifiques Job'Ulis, entretiens individuels, communication via les réseaux sociaux utilisés par les jeunes.

Après acquisition des compétences et des attitudes professionnelles, ils pourront participer avec un accompagnement adapté aux ateliers classiques utilisés habituellement, afin de faciliter et augmenter leur employabilité.

L'objectif est de cibler des entreprises qui ont des besoins futurs en terme de recrutement (à court, moyen ou long terme) et de les rendre handi-accueillantes si les freins rencontrés sont importants.

✓ Assurer le suivi en stage (visites entreprises, suivi du stagiaire) :

Le suivi du stage sera fait conjointement par la chargée de mission Education Nationale et le chargé de mission Pyramide-Est

L'objet de l'intervention de Pyramide-Est sera centré sur l'adaptation poste/handicap, et l'évaluation des écarts entre l'attendu de l'employeur et la réalisation du stagiaire. Ce diagnostic pourra permettre la création et la mise en place d'outils spécifiques facilitant l'intégration dans une future entreprise.

✓ Préparer la suite du parcours : bilan de stage partenarial :

L'intérêt majeur de cette expérimentation est d'éviter toute rupture de parcours. Une fois le diplôme obtenu (ou non), les suites de parcours seront prévues, auront recueilli l'adhésion du jeune, et l'accompagnement se poursuivra via les mêmes adaptations que celles prévues durant la scolarisation.

Sécuriser le passage de relais aux partenaires du Service PE :

- ✓ Démarches d'inscription à Pôle Emploi
- ✓ Présentation des dispositifs
- ✓ Bilan de sortie du dispositif / identification des besoins complémentaires
- ✓ Accompagnement projet de vie et des démarches administratives

NB : un relais vers les dispositifs d'Emploi Accompagné du territoire pour certains jeunes avec la limite des places disponibles à ce jour et de l'équité de traitement pour l'ensemble du public potentiellement concerné par l'emploi accompagné.

Le relais vers les partenaires de droit commun (Pôle emploi, Mission Locale) ou de droit spécifique (Cap emploi, Dispositif Alternance, Emploi Accompagné) sera fait en fonction des capacités et des besoins des jeunes accompagnés, et de leur évolution durant la phase initiale. Dans tous les cas, s'il est nécessaire que le jeune s'inscrive à Pôle emploi, il sera accompagné dans cette démarche et dans le suivi de son espace emploi.

Date de mise en place de l'action : Janvier à décembre 2022

Durée de l'action : 12 mois

Partenaires et Co-financeurs :

Education nationale-Etat-département

MDPH 57, Etablissements et services médico sociaux, pole emploi, cap emploi, dispositif alternance 57, dispositif emploi accompagné….

Budget détaillé sur 2019-2022 :

Dépenses pour Pyramide Est : 50 000 euros

(Mise à disposition du personnel et charges afférentes)

	2022
CD57	25 000€
Etat	25 000€
Education nationale	Valorisation des postes (2 etp) et frais annexes 130 000,00€

Objectifs et progression :

Eviter que cette population devienne des invisibles pour les dispositifs en aval

Sécuriser le projet professionnel

Lutter contre la paupérisation du public concerné

Perspective **:** Etendre le dispositif vers les autres ULIS LP en Moselle-Est.

Faire monter en compétence les parties prenantes à partir de ce projet pour favoriser une prise en charge préventive de ce public

Annexe B: Fiche action 4

Thème de la contractualisation : Réduction des inégalités sociales, culturelles et de santé

Intitulé de l'action : Santé psychique et précarité

Description de l'action :

Les troubles psychiques et les souffrances psychologiques génèrent une altération des aptitudes sociales, économiques et relationnelles. Le repérage de ces troubles par les professionnels médico-sociaux du Département et le maillage territorial de prise en charge de ces souffrances sont des facteurs d'amélioration des accompagnements médico sociaux, de réduction des inégalités sociales et de santé et d'amélioration de la fluidité des parcours.

L'objectif de cette action est de former les professionnels du Département au repérage des troubles psychologiques et à l'adaptation de prise en charge des usagers en faisant appel à l'organisme de formation INFIPP.

Date de mise en place de l'action : 2022

Durée de l'action : 12 mois reconductible

Financement de l'action : 2022-2023

	2022
CD57	0 € (valorisation du temps agent passé en formation)
Etat	34 950 €
Total	34 950 €

Indicateurs :

Indicateurs :	2022
Nombre de formation réalisées	
Nombre de travailleurs sociaux formés	

Annexe B: Fiche action 5

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales

Intitulé de l'action : Mieux communiquer avec et en faveur des bénéficiaires du RSA

Description de l'action :

Cette action se décline en deux volets :

1) Le premier volet concerne les stéréotypes négatifs qui entravent l'insertion professionnelle des personnes sans emploi dont notamment les BRSA. En effet, plusieurs études de testing ont prouvé qu'à compétences égales, les candidats ayant un emploi sont favorisés dans le cadre du processus de recrutement car les personnes sans emploi sont perçues comme moins compétentes et sociables.

Afin de pallier cette problématique et ainsi favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi, l'objectif est de mieux comprendre ce phénomène et proposer des solutions concrètes comme une campagne de communication positive à destination des entreprises, mais également de la population en général.
La question du chômage étant un sujet sensible, il semble important de réaliser une étude auprès des entreprises et de la population afin de tester différents types de messages et ainsi sélectionner le contenu ayant le plus d'impact positif.

2) Le deuxième volet concerne plus spécifiquement la communication à destination des BRSA, notamment dans le cadre des courriers envoyés par le Département de la Moselle qui font souvent l'objet d'une incompréhension de la part de ces derniers. Cette incompréhension engendre parfois la suspension des droits des BRSA qui ne réalisent pas les démarches demandées.

Afin de mieux comprendre les raisons de l'incompréhension des BRSA, il semble judicieux de les interroger directement dans le cadre d'entretien semi-directif et/ou de questionnaire.
Pour mener ce travail, il est prévu une collaboration avec l'Université de Lorraine (Laboratoire PErSEUS) qui mettra à disposition un chargé de recherche sur une durée de 12 mois.
Date de mise en place de l'action : janvier 2023

Durée de l'action : 12 mois

Partenaires et co-financeurs : Université de Lorraine

Budget détaillé 2022 :

	2022
CD57	20 000 €
Etat	20 000 €
Total	40 000 €

Objectifs poursuivis et progression :

Proposition d'outils et de messages clés pour mieux communiquer avec les BRSA. Sélection de messages pour la mise en place d'une communication positive concernant les personnes sans emploi afin de favoriser leur insertion professionnelle.

Annexe B : Fiche action 6

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – renforcer les compétences des travailleurs sociaux

Intitulé de l'action : Groupes d'analyse des pratiques professionnelles pour les assistants de service social du Service Social Polyvalent

Description de l'action : Mise en place de 9 groupes, composés chacun de 10 personnes au maximum, qui suivront un cycle de 10 séances dont la durée est de 2 heures.

Il s'agit de proposer un espace privilégié aux professionnels pour poser et résoudre ce qui les met en difficulté dans l'exercice de leurs missions.

Les constats :

- les professionnels accompagnent des personnes qui présentent des problématiques de plus en plus complexes ainsi que de multiples difficultés à résoudre

- La crise sanitaire a largement intensifié la massification des vulnérabilités et la complexification des situations

- La souffrance psychologique et/ou l'agressivité sont de plus en plus présentes, ce qui complique l'intervention des professionnels

- Les professionnels ont besoin d'un espace pour réfléchir à leurs pratiques et trouver de nouvelles pistes d'intervention

Les objectifs :

L'animation de ces groupes va grandement contribuer à l'efficacité et l'effectivité de l'action référent de parcours.

Elle vise à créer les conditions de la coopération entre tous :

- pour permettre des compréhensions nouvelles des vécus et pratiques des professionnels en rapport avec leurs publics.

- pour déterminer des pistes, des ajustements, se préparer pour retrouver une puissance d'agir à propos de ce qui peut être délicat, difficile, exigeant dans les pratiques des professionnels.

La finalité est bien sûr de proposer une analyse réflexive des interventions des Assistants de Service Social afin, par ricochet, d'optimiser la qualité des accompagnements qu'ils développent auprès des différents publics.

Date de mise en place de l'action : janvier 2022

Durée de l'action : 10 séances mars 2022-mars 2023 pour chacun des 9 groupes constitués

Partenaires et co-financeurs :

Budget détaillé sur 2021-2022 :

	2021-2022
CD57	20 000
Etat	20 000
TOTAL	40 000

Objectifs et progression :

Indicateurs	**2021-2022**
- Nombre d'AS participant à cette action - Nombre de situations exposées par les AS	

Annexe B : Fiche action 7

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales

Intitulé de l'action : Journée d'étude : *« Le travail Social confronté aux nouveaux défis de la pauvreté »*

Description de l'action :

Le Département de la Moselle, en partenariat avec les services de l'Etat et l'Université de Lorraine – Master *Ingénierie et Expertise des Politiques Sociales,* se propose d'organiser une journée d'étude sur le Travail Social et la pauvreté.

Adressée aux travailleurs sociaux mosellans ainsi qu'aux associations caritatives et aux autres organismes d'action sociale de la Moselle et des Départements du GE, cette journée vise à apporter à ces professionnels un temps de formation et de prise de distance quant aux enjeux de leurs métiers dans un contexte marqué par la pauvreté et la crise sanitaire.

Les communications favoriseront les regards croisés avec des apports théoriques issus de la sociologie et des approches plus opérationnelles dont celle de « l'aller vers », encouragée par la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qui oppose à la logique de guichet distributeur des prestations, une logique davantage préventive et qui renvoie au cœur de métier du Travail social et de l'intervention sociale.

De même, elles mettront en valeur des initiatives locales d'entraide inédites ainsi que des expériences inspirantes issues des pratiques professionnelles des Travailleurs Sociaux (Cf. programme de la journée p.2).

Date de mise en place de l'action :

Vendredi 21 octobre 2022

Durée de l'action :

1 journée

Partenaires et co-financeurs :

Partenaires :

Université de Lorraine – Master IEPS

Co-financeurs **:**

Département de la Moselle

Etat (Stratégie Nationale de prévention et de Lutte contre la pauvreté)

Le travail social face aux nouveaux défis de la pauvreté

Journée d'étude

Centre de Convention de Metz Technopole

Metz, le 21 octobre 2022

PROGRAMME PROVISOIRE

8H30 Accueil

9H00 **OUVERTURE** (Auditorium)
Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle

9H15 Allocution – Services de l'Etat (à confirmer

9H30 Organisation de la journée
Jean-Yves TREPOS, Professeur émérite de Sociologie, Université de Lorraine.

9H40 ***"La pauvreté dans la crise sanitaire : de l'impact sur les populations aux leçons pour l'avenir de l'intervention sociale."***
Nicolas DUVOUX, Professeur de sociologie, Université PARIS 8, Président du Comité Scientifique du CNLE.

10H30 **Echanges**

11h00 ***« Pauvreté et crise sanitaire en Moselle »***
Etude réalisée en Moselle dans le cadre de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la pauvreté.

Anne FERNANDES, Docteure en Sociologie. Chargée d'études à l'Observatoire de l'Action Sociale Départementale de la Moselle.

Carola ORTEGA-TRUR, Docteure en Sociologie, Responsable de l'Observatoire de l'Action Sociale Départementale de la Moselle.

11H40 **Echanges**

12H00-13H00 PAUSE DEJEUNER.

13h00 ***Les contours incertains du travail social : un facteur de perte de sens.***
(Auditorium)
Marcel JAEGER, Professeur émérite au CNAM, ancien titulaire de la Chaire de Travail Social.

13H30 ***Impact de la crise sanitaire sur les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux***

(Auditorium)
Haut Conseil du Travail Social (à confirmer)

14H00-16H30 **3 PANELS (Inscription préalable obligatoire)**
Auditorium et salles 2 et 3

PANEL N° 1
(AUDITORIUM)
LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, QUELS ENJEUX POUR LE TRAVAIL SOCIAL ET LES POLITIQUES SOCIALES ?
Modérateur : Jean-Yves TREPOS, Professeur émérite de Sociologie, Université de Lorraine.
Grand témoin : Vice-Présidente du Département de la Moselle.

Cyprien Avenel, Sociologue, Chargé de Mission Analyse Stratégique et Prospective, Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS).

Didier LESUEUR, Délégué Général de l'Observatoire National de l'Action Sociale (ODAS).

Laurent PUECH, Assistant de Service Social, Formateur, fondateur et animateur du blog protections-critiques.org.

Emmanuel JOVELIN, Professeur des universités en sociologie, titulaire de la Chaire de Travail Social au CNAM.

Haut Conseil du Travail Social (à confirmer)

ECHANGES

PANEL N° 2 :
(SALLE 2)
LE TRAVAIL EN RESEAU AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Modérateur : Hervé LEVILAIN, Maître de conférences HDR en sociologie, Université de Lorraine. »
Grand témoin : Vice-Présidente du Département de la Moselle.

Marcel JAEGER, Professeur émérite au CNAM, ancien titulaire de la Chaire de Travail Social : *« Les enjeux du travail en réseau dans le Travail Social ».*

RETOUR D'EXPERIENCES

Moselle : La commission de coordination des aides alimentaires de la Moselle

Alexis GARNIER, Délégué, Secours Catholique.

Isabelle GUILLAUME, Déléguée du Territoire de Metz-Orne – Département de la Moselle.

Nathalie MEYER, Assistante Sociale - SUMPPS, Université de Lorraine.

Marie-Françoise THULL, Présidente du Secours Populaire de la Moselle.

Les Restos du Cœur- Moselle Ouest.

ECHANGES

PANEL N°3
(SALLE 3)

L'INTERVENTION SOCIALE D'INTERT COLLECTIF : LA PARTICIPATION DES PERSONNES ACCOMPAGNEES COMME VECTEUR DE METAMORPHOSE DU TRAVAIL SOCIAL.

Modérateur : **Frédérique STREICHER**, Sociologue, ex-directrice du Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale à l'IRTS de Lorraine, chercheure et enseignante à l'Université de Lorraine.
Grand témoin : Vice-Présidente du Département de la Moselle.

Maurice BLANC, Professeur Emérite de sociologie à l'Université de Strasbourg. *La participation des personnes en difficulté, une vieille notion à réinventer ? L'exemple du Travail Social Communautaire en Allemagne et de la Prévention Spécialisée en France*

RETOUR D'EXPERIENCES

- ***Moselle*** :
  Le jardin solidaire de la maison du Département de Saint Avold

Christiane ALLARD, Délégué du Territoire de Forbach-Saint Avold, Département de la Moselle : *« Lien social et projets d'action collective en Travail Social. L'exemple du Jardin solidaire de la Maison du Département »*.

- ***Meurthe et Moselle*** :
  Projet Les mots pour demain – Communauté des Communes du Sel et Vermois

Isabelle GUEDEL, Titulaire du Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social et du DESS Développement Local et Formation (Université de Lorraine), Responsable de la Maison des Solidarités du Sel et Vermois, Département de Meurthe et Moselle.
Bakhta BELABBES, Assistante Sociale Polyvalente. Département de Meurthe et Moselle, titulaire du Master I – Ingénierie et Expertise en Politiques Sociales.

ECHANGES

16H30 ***Conclusion***
(Auditorium)
Cyprien Avenel, Sociologue, Chargé de Mission Analyse Stratégique et Prospective, Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS).

16h45 Clôture

Martine ARTZ DDETS ? (Confirmation en attente)
Laurent ZAKRZEWSKI, Directeur Général Adjoint, chargé de la Solidarité.

Budget détaillé sur 2022 :

	2022
CD57	20 393,50
Etat	20 393,50

Récapitulatif des dépenses

DEPENSES	TOTAL
INTERVENANTS (Rémunérations et FD)	
Extérieur	
N DUVOUX	1000
MP COLS	755
M. JAEGGER	800
L. PUECH	800
D. LESUEUR	300
I. GUEDEL	50
B. BELABBES	50
M. BLANC	50
Université Lorraine	
JY TREPOS (Modérateur)	0
Hervé LEVILAIN (Modérateur)	0
F STREICHER (Modérateur)	50
Département	
Anne FERNANDES	0
Carola ORTEGA-TRUR	0
WEB-CONFERENCE	
Idéal CO	4000
COORDINATION / ANIMATION	
Animation de la journée: Franck RUYER	200
Coordination : Carola ORTEGA-TRUR (1/8 TT 6 mois)	4330
SALLE	
Location Centre de convention Metz	21 402
Buffet déjeunatoire (350 participants)	7000
TOTAL	**40787**

Annexe B : Fiche action 8

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Action spécifique d'insertion du public Sans Domicile Stable (SDS)

Description de l'action :

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement à l'insertion des bénéficiaires du RSA, le Département de la Moselle conventionne depuis 2015 avec l'UDAF, la mission spécifique d'insertion du public Sans Domicile Stable (SDS) séjournant sur le territoire de la commune de METZ.
L'action s'adresse à un public **SDS, sans enfant à charge, de plus de 25 ans** séjournant sur le territoire de la commune de METZ.
La mission d'accompagnement est destinée à des SDS BRSA dont l'UDAF a effectué l'instruction administrative de demande de RSA et l'orientation.
Ainsi, l'UDAF a pour mission d'assurer auprès de ce public :
• l'instruction administrative des demandes de RSA qui vise à assurer l'accueil physique des personnes et la diffusion d'informations relatives à la législation RSA et au cadre des droits inhérents au dispositif et à établir la demande de RSA.
• leur orientation dans un parcours d'insertion qui consiste à établir les diagnostics sociaux et professionnels, les contrats d'orientation et de réorientation, à saisir si besoin les équipes pluridisciplinaires et en finalité à les orienter vers le champ social relevant du Département ou le champ professionnel relevant de Pôle Emploi ou le champ social à visée professionnelle relevant de l'UDAF.
• la mise en œuvre d'un accompagnement qui est destiné aux SDS dont elle a assuré l'instruction administrative de demande de RSA et l'orientation. Cet accompagnement a pour objectif de définir les étapes d'un projet d'insertion, de lever les freins qui y font obstacle (difficultés liées au logement, à la santé, à la mobilité …), de dynamiser la personne dans ses démarches et de la responsabiliser dans son parcours et son projet socioprofessionnel, de viser, in fine, l'accès à l'emploi ou à une formation.
L'accompagnement est contractualisé via l'établissement d'un contrat d'engagement réciproque.
En 2022, cette mission est destinée à accompagner 300 SDS maximum en portefeuille, contre 250 en 2021 au regard de l'activité observée en 2021.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022	2023
CD57	119 166 €	119 166 €
Etat	119 166 €	119 166 €
Total	238 332 €	238 332 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	2022	2023
Nombre de BRSA accompagnés	300	300
Nombre d'ouverture de droits RSA	150	150
Nombre d'orientations réalisées,	150	150
Nombre de Contrats établis,	210	210
Nombre de BRSA ayant participé à l'atelier collectif « médiation animale »,	30	30
Nombre de sorties du dispositif pour emploi ou formation	60	60

Annexe B : Fiche action 9

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Accompagnement des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) déclarés Travailleurs Non-Salariés

Description de l'action :

Mise en œuvre par France Active Lorraine, cette action vise à pallier l'absence d'offre d'accompagnement pertinente pour ce public en créant un outil adapté aux BRSA déclarés Travailleurs Non-Salariés dans le but :

- d'apporter son expertise du domaine de l'entreprise au Département et aux BRSA, pour une aide à la décision,
- d'établir un diagnostic de la viabilité des activités du Travailleur Non-Salarié, et de l'accompagner sur cette base.

Un accompagnement vise à mobiliser un enchainement d'étapes et de mobilisation d'outils en faveur des BRSA déclarés Travailleurs Non Salariés dans le but :

- d'apporter son expertise du domaine de l'entreprise au Département et aux BRSA, pour une aide à la décision,
- d'établir un diagnostic de la viabilité des activités du Travailleur Non Salarié, et sur cette base, accompagner le Travailleurs Non Salarié :
  - vers un développement de son activité, dans la perspective d'une sortie du Dispositif de Revenu de Solidarité Active,
  - vers la cessation de son activité dans le respect des procédures juridiques et comptables, tout en l'accompagnant dans la définition d'une poursuite de son parcours vers une insertion professionnelle. Si le bénéficiaire est considéré comme employable, il sera alors réorienté en champ professionnel via un Contrat de Réorientation et une transmission du profil à Moselle Attractivité sera opérée via une fiche navette afin de maximiser ses chances d'insertion professionnelle.

Ainsi, sur prescription de la Direction de l'Insertion et de l'Habitat, les bénéficiaires du RSA concernés bénéficieront :

- d'un accompagnement par une ressource humaine dédiée qualifiée, avec en appui, le soutien de la structure France Active et/ou de ses partenaires.
- d'un service rendu au plus près des usagers avec des permanences sur des sites en fonction des besoins (MDS par exemple).
- d'une durée de l'accompagnement limitée à 1 année (2 contrats d'insertion de 6 mois).
- d'entretiens sur rendez-vous (voire sans rendez-vous dans le cadre de permanences), de visites sur le lieu d'exercice de l'activité ou sur entreprise.
- d'actions collectives.

Enfin, un suivi grâce à une base de données commune avec les services du Département (SOLIS).

La personne sera vue, une fois par mois dans un premier temps, puis au minimum une fois par trimestre. Un dossier individuel sera ouvert à l'accueil avec des éléments de suivi à chaque entretien. Des bilans intermédiaires seront générés pour les comités de suivi et un bilan de fin de mesure sera transmis à terme.
France Active Lorraine ayant la qualité de Référent Unique au sein du champ social à visée professionnelle ; dans un premier temps, la personne bénéficiera d'une écoute et d'une évaluation globale de la situation. Par la suite, un projet personnel sera défini ce qui permettra de formaliser un plan d'action repris dans le contrat d'engagements réciproques à visée professionnelle.
Suite à cela, une évaluation du plan d'action et des objectifs fixés objectivera la progression de la personne et des mesures correctives pourront être mises en place si besoin.
En fonction de l'évolution de la situation de la personne, une jonction avec des acteurs spécialisés concernés par le projet sera opérée dans une logique permanente de sécurisation de parcours afin d'éviter les ruptures de prise en charge.
De cette définition de l'accompagnement découle plusieurs documents de suivis justifiant de la réalisation effective de l'accompagnement :

- fiche de prescription
- feuille d'émargement retraçant les dates de l'ensemble des contacts entre France Active Lorraine et la personne BRSA.
- Diagnostic à l'entrée
- Bilans intermédiaires trimestriels nominatifs
- Contrats d'Engagements Réciproques
- Bilan de fin de mesure comportant au moins une préconisation de poursuite de parcours travaillée avec la personne BRSA.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022
CD57	75 000 €
Etat	75 000 €
Total	150 000 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	2022	2023
Nombre de BRSA TNS accompagnés	100	200
Nombre de BRSA TNS ayant augmenté leurs ressources	30	60
Nombre de sorties du RSA	20	40
Nombre de BRSA ayant changé de projet professionnel	30	60

Annexe B : Fiche action 12

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Mesures d'accompagnement de bénéficiaires du RSA dans le cadre du dispositif « Ecole de la 2ème Chance (E2C) »

Description de l'action :

Le Département de la Moselle, au titre de sa politique d'insertion professionnelle, développe des actions qui visent à renforcer l'employabilité du public bénéficiaire du RSA.

L'école de la 2ème Chance est un dispositif d'accompagnement rémunéré qui s'adresse à l'origine aux jeunes de 16 à 25 ans sans diplôme et sans qualification afin de leur permettre de s'insérer professionnellement et socialement.

La Moselle compte 4 écoles de ce type. Elles sont implantées à FORBACH, WOIPPY, MONTIGNY LES METZ et THIONVILLE. En Lorraine, plus de 60 % des participants trouvent un emploi ou une formation dans le cadre de ce dispositif.

L'Ecole de la 2ème Chance permet via des parcours individualisés de développer l'autonomie des personnes ainsi que des compétences de base et plus poussées. Cela en fait un outil performant de construction de parcours vers l'emploi. Des apprentissages pratiques et techniques (en centre de formation et en entreprise) ainsi qu'un encadrement de grande proximité assurent une sécurisation de l'accès à la formation qualifiante, voire à l'emploi.

Le Département de la Moselle a souhaité expérimenter en 2020 la méthodologie développée par les Ecoles de la 2ème Chance auprès de **30 bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs, âgés de 26 à 30 ans révolu**s, sans qualification, sur les secteurs de FORBACH et WOIPPY.

En date du 9 mars 2020, la Commission Permanente a autorisé le financement de cette expérimentation à hauteur de 129 990 € soit 4 333 € par bénéficiaire pour un accompagnement de 7 mois.

Au 31 décembre 2020, le bilan faisait état de 6 accompagnements réalisés sur les 30 prévus ; le fonctionnement de l'action ayant été impacté par le contexte de la crise sanitaire.

Par décision en date du 17 mai 2021, un avenant de prolongation de la période d'exécution de la convention 2020 a été autorisé jusqu'au 31 décembre 2021 pour permettre la réalisation de l'ensemble des 30 accompagnements prévus.

Au 31 décembre 2021, le bilan fait état de :

- 21 accompagnements réalisés auprès de bénéficiaires du RSA âgés de 26 à 30 ans (9 hommes et 12 femmes),
- 6 accompagnements démarrés en 2020 et 15 en 2021,
- 18 accompagnements réalisés sur FORBACH, 1 sur WOIPPY et 2 sur THIONVILLE,
- 17 accompagnements clôturés en 2021, tous avec succès : 10 accès à une formation qualifiante, 6 accès à un CDD de 2 à 6 mois et 1 création d'entreprise,
- 4 accompagnements toujours en cours au 31 décembre 2021 arrivant à terme début 2022.
- 9 accompagnements non réalisés.

Afin de poursuivre le soutien de cette action, tout en tenant compte de la réalisation constatée, il est proposé de renouveler en 2022 le partenariat conventionnel et financier avec l'Ecole de la 2ème Chance pour la mise en œuvre de 30 accompagnements identifiés comme suit :

- 9 correspondant aux accompagnements déjà financés mais non réalisés dans le cadre de la 1ère convention 2020,
- 21 correspondant à des accompagnements nouvellement financés dans le cadre de la convention 2022 proposée.

La convention 2022 relative à la mise en œuvre de 30 accompagnements, portera sur un engagement financier correspondant exclusivement aux 21 accompagnements précités. A raison de 4 333 € par accompagnement, l'engagement financier 2022 proposé s'élève à 90 993 €.

Les 30 accompagnements à réaliser sont destinés à des bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs, âgés de 26 à 30 ans révolus, sans qualification, sur les secteurs de FORBACH, WOIPPY et THIONVILLE.

Afin de garantir la réalisation de cette opération, la durée conventionnelle portera sur 2 ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022- 2023
CD57	64 995 €
Etat	64 995 €
Total	129 990 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	**2022 - 2023**
Nombre de BRSA accompagnés	30
Nombre de BRSA ayant accédé à un emploi ou une formation dans le cadre de ce dispositif.	18

Annexe B : Fiche action 13

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Financement 2022 du dispositif "Appui social spécifique individualisé renforcé (ASSIR)" destiné aux bénéficiaires du RSA

Description de l'action :

Le dispositif « Appui Social Spécifique Individualisé Renforcé (ASSIR) » existe depuis 2002 (il s'agissait alors d'un dispositif de l'Etat) et a été repris par le Département en 2009 lors de la mise en place du RSA.
Il s'adresse aux bénéficiaires du RSA (BRSA) accompagnés par les Assistants Sociaux du Département (orientation en champ social). L'ASSIR a pour objectif de proposer un accompagnement intensif à la résolution de problématiques lourdes (organisation quotidienne, gestion budgétaire, autonomie administrative, logement, éducation des enfants...). C'est un premier palier d'accompagnement vers l'insertion visant également l'élaboration d'un projet socioprofessionnel.
En 2021, 6 structures ont été conventionnées pour la mise en œuvre du dispositif : les associations CASSIS,
HESIO, CAP EMPLOI, FENSCH COUP DE MAIN, TREMPLIN et la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE DIEUZE. 43 mesures ont été mises en œuvre. Les mesures clôturées au cours de l'année affichent un taux de réalisation de 25 % d'accès à un emploi ou à une formation correspondant à l'objectif de résultat assigné aux structures. Ce taux se décompose en 15 % d'accès à l'emploi et 10 % d'accès à une formation.
Pour 2022, 5 structures (les associations CASSIS, CAP EMPLOI, FENSCH COUP DE MAIN, TREMPLIN et MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE DIEUZE) ont adressé au Département une demande de subvention pour poursuivre la mise en œuvre de mesures ASSIR.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022
CD57	19 470 €
Etat	19 470 €
Total	38 940 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	2022
Nombre de BRSA accompagnés	44
Nombre d'accès à l'emploi ou à une formation	11
Nombre d'orientations vers un autre dispositif d'insertion ou de droit commun.	17

Annexe B : Fiche action 14

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – insertion des BRSA

Intitulé de l'action : Amitiés Tsiganes : Accompagnement socioprofessionnel des Gens du voyage en Moselle

Description de l'action :

Les conditions d'accès aux droits des Gens du voyage et leurs conditions de vie restent difficiles. La spécificité de leur mode de vie impose de rechercher et de mettre en œuvre des solutions adaptées pour leur permettre d'exercer leur citoyenneté et de réaliser leur projet de vie.

L'action « Accompagnement socioprofessionnel des Gens du voyage en Moselle » s'inscrit dans le dispositif global mis en œuvre par le Département, notamment dans le cadre du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de Moselle. Elle est proposée et réalisée par l'association Amitiés Tsiganes.

Le Département de la Moselle et l'association Amitiés Tsiganes agissent, en complémentarité avec les services de l'Etat et des partenaires de droit commun, par une action spécifique d'accompagnement. L'objectif est de garantir un accès effectif des Gens du voyage aux droits fondamentaux en mobilisant le savoir-faire d'Amitiés Tsiganes sur les domaines suivants :

- l'accès et le maintien aux droits en général,
- l'habitat et à l'accompagnement dans le parcours résidentiel,
- la santé et l'accès aux soins,
- la scolarisation et la formation,
- l'insertion sociale et professionnelle en lien avec les partenaires locaux,
- la protection de l'enfance et de la famille,
- la culture,
- l'amélioration des relations de ces personnes avec les services publics.

L'action proposée par l'Amitiés Tsiganes est répartie au sein de deux grandes typologies d'accompagnement : l'accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et l'accompagnement social généraliste.

a. Accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

Ce type accompagnement s'adresse exclusivement aux personnes dites « Gens du voyage », bénéficiaires du RSA et domiciliés sur le territoire du département de la Moselle (et donc non-exclusivement chez Amitiés Tsiganes). Ces personnes peuvent être sédentaires ou non-sédentaires.

Il vise à constituer une file active de 250 bénéficiaires du RSA accompagnés sur l'année.

L'action consiste à une prise en charge globale permettant l'insertion socioprofessionnelle.
Les objectifs sont les suivant :

- contribuer à l'appropriation des règles liées au RSA (déclaration de l'ensemble des ressources perçues, changement de situation familiale, changement d'adresse, etc.)
- augmenter le nombre de personnes BRSA qui accèdent au droit commun,
- consolider les activités économiques du public bénéficiaire par le biais d'une meilleure prise en charge de la gestion, d'une augmentation du volume d'activité d'une amélioration du résultat,
- faciliter l'intégration de la personne dans le tissu social local, notamment via l'accès et la pratique de la culture,
- adapter les conditions d'habitat au projet personnel,
- faciliter l'accès à l'emploi pour les personnes qui en sont le plus proche.

Sur prescription du Département, les BRSA concernés bénéficieront :

- d'un accompagnement par une ressource humaine dédiée qualifiée, avec en appui, le soutien de la structure Amitiés Tsiganes,
- d'un service rendu au plus près des usagers,
- d'une durée de l'accompagnement d'un an renouvelable, visant néanmoins un accès au droit commun,
- d'entretiens sur rdv (voire sans rdv dans le cadre de permanences), de visites à domicile ou sur entreprise,
- d'actions collectives,
- d'un suivi grâce à une base de données commune avec le Département (SOLIS),
- la personne sera vue au minimum une fois tous les 3 mois, soit 4 rendez-vous sur une année glissante. Il est à noter, que compte-tenu de la spécificité du public, un de ces rendez-vous pourra se dérouler par téléphone (ou visioconférence).

Dans un premier temps, la personne bénéficiera d'une écoute et d'une évaluation globale de la situation. Par la suite, un projet personnel sera défini ce qui permettra de formaliser un plan d'actions repris dans le contrat d'engagements réciproques.

Suite à cela, une évaluation du plan d'action et des objectifs atteignables et personnalisés objectivera la progression de la personne et des mesures correctives pourront être mises en place si besoin.

En fonction de l'évolution de la situation de la personne, une jonction avec des acteurs spécialisés concernés par le projet sera opérée dans une logique permanente de sécurisation de parcours afin d'éviter les ruptures de prise en charge.

Rôle de Référent Unique
Au titre des accompagnements qui lui sont confiés par le Département et conformément au code de l'action sociale et des familles, l'association est désignée comme référent unique au titre du Champ Social à visée professionnelle (CSVP). Chaque prescription du Département doit déboucher sur une prise en charge par Amitiés Tsiganes, quitte à ce que la personne soit réorientée par la suite.

Des réunions d'échanges préalables peuvent être tenues afin de permettre la bonne compréhension et la bonne prise en charge de chaque situation.

Par ailleurs, des orientations peuvent être effectuées en complémentarité et directement par France Active Lorraine, porteur d'une convention spécifique dédiée à l'accompagnement des Travailleurs Non-Salariés.

Il s'agit pour le référent unique de mettre en œuvre un accompagnement global par objectifs, adaptés aux besoins des BRSA, en articulant interventions individuelles et collectives.

Les personnels de l'association affectés à la mission sont référents uniques (RU) dans le cadre du RSA. Ils formalisent pour chaque accompagnement un contrat d'engagements réciproques « social à visée professionnelle » qui reprend les axes à travailler pour que les bénéficiaires puissent, à terme, sortir du dispositif.

Dans cette logique, le Département et Amitiés Tsiganes conviennent de travailler sur les points suivants dans une logique d'amélioration continue :

- la contractualisation,
- la mobilisation de l'offre de droit commun au profit des Gens du voyage et la réorientation vers un RU adapté lorsque le projet de l'allocataire le permet,
- la participation des personnels affectés à la mission aux réunions territoriales avec d'autres RU et des partenaires sociaux.
-

b. Accompagnement social généraliste

Il s'agit d'une mission de service social généraliste d'accompagnement des Gens du voyage, sans critère de sélection du public bénéficiaire. Cet accompagnement vise environ 600 personnes sur l'année civile.

L'accompagnement de service social généraliste est mis en place pour répondre aux attentes et aux besoins des Gens du voyage.

Les interventions sont liées :

- à la domiciliation,
- à l'action sociale,
- à l'insertion professionnelle,
- à l'habitat et au stationnement,
- à la scolarisation et à la formation,
- à la culture,
- à la santé
- à la lutte contre la fracture numérique
- à la parole donnée à certains publics

Les personnels affectés à la mission sont par ailleurs chargés :

- de faciliter les relations des Gens du voyage avec les services publics en leur apportant conseil et informations afin de les orienter vers les partenaires sociaux,
- de favoriser leur autonomie en développant des projets d'insertion au sens large, notamment autour de l'insertion professionnelle et de l'habitat,
- de s'inscrire dans une approche de proximité et de territorialité.

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022
CD57	130 500 €
Etat	130 500 €
Total	261 000 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	2022
Nombre de BRSA accompagnés au titre de l' accompagnement social et professionnel	250
Nombre de personnes accueillies dans le cadre de l'accompagnement social généraliste	600

Annexe B : Fiche action 15

Thème de la contractualisation : Initiatives départementales – insertion des BRSA

Intitulé de l'action : MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION « AGENT DE PROPRETE ET D'HYGIENE » PAR L'APEF 57

Description de l'action :

Le secteur d'hygiène et de propreté ne connaît pas de baisse d'activité, surtout depuis le début de la pandémie de la Covid-19, tout en faisant partie des domaines professionnels les plus recherchés par les publics en insertion, y compris les BRSA. Ces publics ont cependant souvent besoin d'accompagnements spécifiques pour accéder à un emploi et s'y maintenir.

L'action « Agent de Propreté et d'Hygiène » portée par l'Association Promotion Emploi Formation 57 (APEF 57) propose une réponse concrète et en lien direct avec le terrain pour accompagner les publics en insertion vers l'emploi au sein d'entreprises de nettoyage. Elle consiste à accompagner des publics en insertion, y compris des BRSA, vers l'emploi d'agent de propreté et d'hygiène au sein d'entreprises de nettoyage partenaires.

Le point de départ de l'action est le recrutement des candidats en concertation avec les entreprises de nettoyage, afin d'optimiser le taux d'embauche à l'issue du parcours. Les parcours des candidats seront construits d'une façon individualisée, chacun bénéficiera de modules de formation ciblés en fonction de son profil.

La formation visera l'acquisition de compétences techniques ainsi que des savoir-être. La partie théorique sera complétée par la mise en pratique au sein de plateaux techniques en entreprise. La formation sera ouverte à tous les secteurs en tension du bassin messin autrement dit BTP, HRT, Transport & Logistique, Propreté & Hygiène, Aide à la personne, Industrie, etc
La finalité du projet est de permettre l'accès à l'emploi durable en proposant un « parcours vers les métiers en tension ».

Budget détaillé sur 2022-2023 :

	2022-2023
CD57	26 296.70 €
Etat	26 296.70 €
Financement Région	210 373,58 €
Total	262 966,98 €

Objectifs et progression :

Indicateurs	2022-2023
Nombre de BRSA accompagnés	
Taux d'accès à l'emploi	

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d076-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE

OBJET CONTRAT DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE (CDPPE) 2020-2022 Avenant 2022

DOSSIER N° | | 14 | 776 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président relatif à l'avenant 2022 au Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (CDPPE),

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5) portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'autoriser le Président à signer l'avenant 2022 au Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance et ses annexes, figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

AVENANT N° 2
AU CONTRAT DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE

2020-2022

Entre l'État, représenté par Laurent TOUVET, préfet de Moselle, et désigné ci-après par les termes « le Préfet », et la directrice générale de l'Agence régionale de santé de Grand-Est, désigné ci-après par les termes « l'ARS », d'une part,

Et le conseil départemental de la Moselle, représenté par Patrick WEITEN, président du conseil départemental, et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 221-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.2111-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

Vu le contrat départemental pour la prévention et la protection de l'enfance signé le 5 octobre 2020 entre le préfet, l'ARS et le Département de la Moselle,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental de la Moselle en date du 18 octobre 2021 autorisant le président du conseil départemental à signer l'avenant n°1 à ce contrat,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental de la Moselle en date du 14 novembre 2022 autorisant le président du conseil départemental à signer le présent avenant à ce contrat ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

Le paragraphe 2.2.1 du contrat du 5 octobre 2020 est complété par les éléments suivants :

« Au titre de l'année 2022, le soutien financier de l'Etat s'élève à un montant prévisionnel de 2 198 571,00 €, dont :

– 1 126 074,00 € au titre de la loi de finances (programme 304) et 707 000 € au titre du fonds d'intervention régional (FIR) versés au Département pour la mise en œuvre des actions prévues au présent contrat et relevant de sa compétence ;

– 365 497 € au titre de l'ONDAM médico-social versés aux établissements et services médico-sociaux qui concourent à l'accompagnement au titre du handicap des publics de l'aide sociale à l'enfance, et auxquels l'ARS confie la mise en œuvre des actions prévues au présent contrat relevant de leur champ de compétences. »

ARTICLE 2

L'article 3 est remplacé par :

ARTICLE 3 – SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Le suivi et l'évaluation de l'exécution du présent contrat sont effectués de façon conjointe par le Département et l'Etat, selon une périodicité annuelle. Toutefois, les indicateurs relatifs aux visites à domicile réalisées par la PMI feront l'objet de remontées semestrielles. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies par le Département, le Préfet et l'ARS.

Le Département est chargé de préparer un rapport d'état exécution du contrat au 30 juin 2023, afin d'établir un point d'avancement de la mise en œuvre du programme d'actions. Il contient : 46 actions.

Le Département est chargé de préparer un projet de rapport annuel d'exécution du présent contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance. Ce projet contient un bilan financier des actions mises en œuvre et décrit les résultats obtenus ainsi que l'atteinte des objectifs fixés en s'appuyant sur le tableau de bord annexé au présent contrat. Il contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le département et ses partenaires sur le territoire.

Ce projet de rapport est proposé au Préfet et à l'ARS, puis présenté pour avis à 'observatoire départemental de la protection de l'enfance, avant d'être arrêté conjointement. Il fait l'objet d'une délibération départementale, transmise au Préfet et à l'ARS au plus tard un an après la

signature du contrat départemental. Il est mis en ligne sur le site du ministère chargé de la protection de l'enfance et du ministère chargé de la santé.

ARTICLE 3

Le tableau de bord et le plan d'action annexés au présent avenant se substituent au tableau de bord et au plan d'action annexés au contrat du 5 octobre 2020.

Les fiches actions n°41, n°42, n°43, n°44, n°45, n°46 annexées au présent avenant s'ajoutent aux fiches actions annexées à ce même contrat.

Les fiches actions annexées au présent avenant se substituent aux fiches actions n°15, n°17, n°20, n°21, n°21bis, n°25, n°31, n°34, n°35, n° 36bis annexées à ce même contrat.

ARTICLE 4

L'article 4 du contrat du 5 octobre 2020, est complété par les éléments suivants :

Au titre du FIR : Pour l'année 2022, une subvention non pérenne d'un montant maximum de 707 000 € sera versée par L'ARS Grand Est. Cette subvention complète le montant 96 556 € versé en 2020 et celui de 658 625 € versé en 2021. Les modalités de versement sont définies ci-après :

Action n° 202004425

Imputation comptable	**Montant**	**% du montant total maximum de la subvention**	**Date prévisionnelle de versement**
MI1-2-34 : **Soutien à la mission santé des PMI**	96 556 €	100%	Montant versé le 19/11/2020
MI1-2-34 : **Soutien à la mission santé des PMI**	658 625 €	100%	Montant versé le 14/12/2021
MI1-2-34 : **Soutien à la mission santé des PMI**	707 000 €	100%	À la signature de l'avenant

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

Fait à Metz, le

Patrick WEITEN	Laurent TOUVET	Virginie CAYRE
Le président du Département de la Moselle	Le préfet de la Moselle	Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé du Grand-Est

Le contrôleur budgétaire en région

Mesure	Objectif	Actions à mettre en œuvre 2022	Partenaires	Financements (le cas échéant) Source de financement Etat	2022 Département	2022 Etat	2022 Total pour l'objectif
Engagement 1 : Agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles							
Rendre obligatoire l'entretien prénatal précoce (EPP)	Atteindre à horizon 2022 un taux de couverture par la PMI d'au moins 20 % des entretiens prénataux précoces au niveau national	*Action n°1 : assurer un EPP lors de tout premier contact avec une femme enceinte*	CAF	FIR	64 000,00 €	64 000,00 €	**128 000,00 €**
		Action n° 2 : proposer un entretien téléphonique clinique à toutes les femmes enceintes	ANISS	FIR	- €	- €	**cf. action 4**
Généraliser les bilans de santé en école maternelle	Faire progresser le nombre de bilans de santé en école maternelle réalisés par la PMI et se rapprocher du contenu de l'examen de santé tel que défini dans le carnet de santé	*Action n° 3 : considérer le BSEM dans une logique de parcours en assurant le suivi des orientations préconisées au cours de ce bilan*	Acteurs du soin, santé scolaire, plateforme TND, CAMSP, MDPH	FIR	87 000,00 €	87 000,00 €	**174 000,00 €**
Augmenter le nombre de visites à domiciles et de consultations infantiles	Doubler au niveau national le nombre de visites à domicile pré et postnatales réalisées par des sages-femmes de PMI en faveur des familles vulnérables	*Action n°4 : proposer un contact post natal clinique à toutes les femmes enceintes suivies en PMI et renforcer les suivis*	CPAM	FIR	31 000,00 €	31 000,00 €	**62 000,00 €**
	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 15 % des enfants bénéficient de l'intervention à domicile d'infirmières puéricultrices de la PMI, notamment jusqu'aux deux ans de l'enfant et dans les familles vulnérables	*Action n°5 : mise en place d'un dispositif de téléprevention*	CAF	FIR	21 000,00 €	21 000,00 €	**42 000,00 €**
		Action n°6 : coordination PRADO PMI	CPAM, Sage Femme Libérale, Services deMaternité	FIR	126 000,00 €	126 000,00 €	**252 000,00 €**
	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 15 % des enfants bénéficient de l'intervention à domicile d'infirmières puéricultrices de la PMI, notamment jusqu'aux deux ans de l'enfant et dans les familles vulnérables	*Action n°7 : étude sur l'impact du niveau de littératie de la population sur les inégalités de santé et le renoncement aux soins*	Centre Pierre Janet	FIR	12 375,00 €	12 375,00 €	**24 750,00 €**
		Action n°8 : accessibilité aux informations de prévention pour tous les publics et notamment allophones		FIR	27 500,00 €	27 500,00 €	**55 000,00 €**
		Action n°9 : étude pour la définition d'indicateurs de vulnérabilité en lien avec l'environnement et l'épigénétique	AAPRISS (Université de Toulouse) Centre Pierre Janet	FIR	20 000,00 €	20 000,00 €	**40 000,00 €**
		Action n°10 : améliorer le remplissage CS9 et 24	Professionnel de soin CPAM ORS Grand-Est	FIR	7 600,00 €	7 600,00 €	**15 200,00 €**

Augmenter le nombre de visites à domiciles et de consultations infantiles	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 20 % des enfants bénéficient de consultations infantiles en PMI correspondant à des examens de santé obligatoire du jeune enfant, en particulier pour les enfants jusqu'à deux ans	*Action n°11 : mise en œuvre d'un parcours santé des enfants de moins de 6 ans confiés à l'ASE par la réalisation des examens de santé obligatoires en CPP de PMI*	Médecins et Puéricultrices de PMI Référents ASE CDE, MECS ou FA	FIR	63 750,00 €	63 750,00 €	**127 500,00 €**
		Action n°12 : implantation CPP en hopital	Hôpitaux	FIR	51 750,00 €	51 750,00 €	**103 500,00 €**
	Renforcer les interventions de travailleurs en intervention sociale et familiale (TISF)	*Action n°13 : soutien des familles en période prénatale, périnatale*	Associations de TISF	304	153 750,00 €	153 750,00 €	**307 500,00 €**
Soutenir les actions innovantes en PMI	Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique	*Action n°14 : équipe mobile et coordonnateur de parcours en santé psychique périnatale*	Maternité CPJ, UMB, RPL Services de santé mentale	FIR	69 920,00 €	69 920,00 €	**139 840,00 €**
		Action n°15 : développement de la guidance interactive par vidéo feed back	Université de Genève Hôpital Necker (pédopsychiatrie)	FIR	12 805,00 €	12 805,00 €	**25 610,00 €**
		Action n°16 : implantation d'un dispositif de médiation animale pour l'accompagnement des publics vulnérables	Association Handi'chien Psychomotricien	FIR	13 800,00 €	13 800,00 €	**27 600,00 €**
		Action n°17 : préparation à la naissance et parentalité innovante : marche nordique et ateliers cuisine	Association de Marche nordique Diététicien Chefs Cuisiniers	FIR	6 000,00 €	6 000,00 €	**12 000,00 €**
		Action n°18 : promouvoir la stimulation langagière précoce	Médecins ANSA 1001 mots	FIR	13 000,00 €	13 000,00 €	**26 000,00 €**
Soutenir les actions innovantes en PMI	Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique	*Action n°19 : Etude santé : Suivre sur un plan épidémiologique la santé des enfants confiés à l'ASE*	ORSAS	FIR	36 000,00 €	36 000,00 €	**72 000,00 €**
		Action n°20 : etude d'implantation d'une stratégie de "community management"		FIR	6 000,00 €	6 000,00 €	**12 000,00 €**
		Action 21 bis : relais parental		304	7 500,00 €	7 500,00 €	**15 000,00 €**
		Action 21 ter : Aide à la mobilité Santé	Compagnie de taxi	304	7 500,00 €	7 500,00 €	**15 000,00 €**
		Action 36 ter : Etude sur la parentalité	Université de Lorraine ANRT	304	27 646,00 €	27 646,00 €	**55 292,00 €**

		Action n°42 : Equipe mobile de pédopsychiatrie pour la prise en charge précoce et l'évaluation des adolescents âgés de 12 à 18 ans	CH de LORQUIN PAEJ MDA ESMS Centres Socio-Educatifs	FIR	37 500,00 €	37 500,00 €	**75 000,00 €**
Développer le relayage parental	Créer 20 nouveaux relais parentaux sur le territoire à horizon 2022	*Action n°21 : projet de maison de la famille*	Acteurs institutionnels	304	12 000,00 €	12 000,00 €	**24 000,00 €**
	Soutenir les parents en situation de handicap	*Action n°22 : soutien des familles dont au moins un membre est en situation de handicap*	Associations de TISF	304	50 994,00 €	50 994,00 €	**101 988,00 €**
	Soutenir les parents d'enfants en situation de handicap						
Engagement 2 : Sécuriser les parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures							
Renforcer les CRIP	Renforcer les moyens, les ressources et la pluridisciplinarité des cellules de recueil des informations préoccupantes (CRIP) pour atteindre sur l'ensemble du territoire un délai maximal de trois mois par évaluation	*action n°23 Assurer un délai de traitement des IP plus court et une expertise plus fine du parcours des mineurs et de leur situation actuelle*	PASPEA	304	- €	- €	**0,00 €**
		action n°23 bis Assurer un délai de traitement des IP plus court et une expertise plus fine du parcours des mineurs et de leur situation actuelle	Education nationale Centres Sociaux Equipe de prévention spécialisée Acteurs du soin	304	15 018,00 €	15 018,00 €	**30 036,00 €**
		action n° 23 ter Assurer un délai de traitement des IP plus court et une expertise plus fine du parcours des mineurs et de leur situation actuelle			75 311,00 €	75 311,00 €	**150 622,00 €**
	Systématiser et renforcer les protocoles informations préoccupantes (IP)	Action terminée	Parquet Tribunaux pour enfants	304			
Créer un référentiel national de contrôle des lieux d'accueil	Systématiser un volet "maîtrise des risques" dans les schémas départementaux de protection de l'enfance incluant un plan de contrôle des établissements et services	*Action n°26 Plan de contrôle des établissements d'accueil en protection de l'enfance*	Etablissements d'accueil Service de l'Etat	304			
	Mieux articuler les contrôles Etat / département				16 327,00 €	16 327,00 €	**32 654,00 €**
Créer des dispositifs adaptés ASE / handicap	Garantir l'accompagnement de tous les enfants protégés en situation de handicap	*Action n°25 création d'un dispositif d'équipe mobile en direction des MECS, CDE, et assistants familiaux, pour améliorer la prise en charge des enfants et jeunes présentants des troubles importants du comportement et d'éviter les ruptures de parcours. .*	Acteurs du champ du handicap Professionnels libéraux	ONDAM	90 497,00 €	90 497,00 €	**180 994,00 €**
Soutenir la diversification de l'offre	Créer 600 nouvelles places d'accueil en fratries au niveau national à horizon 2022	*Action n°27 : création d'un service d'accueil d'urgence pour les fratries*	Village SOS	304	125 000,00 €	125 000,00 €	**250 000,00 €**

Soutenir la diversification de l'offre	Diversifier l'offre en matière de protection de l'enfance à domicile	Action non reconduite		304			
Développer les centres parentaux et les compétences parentales	Développer les centres parentaux	*Action n°28 Développement de Caméléon*	MES de Vic sur Seille Education Nationale	304	90 000,00 €	90 000,00 €	**180 000,00 €**
Systématiser l'accompagnement des retours à domicile	Systématiser les mesures d'accompagnement	*action n°29 Création d'un centre parental pour les parents en situation de handicap*	MECS de Dieuze MECS de Solgne Acteurs du champ du handicap	304	206 250,00 €	206 250,00 €	**412 500,00 €**
		action n°30 Renforcemet des places SERAD	Milieu associatif habilité	304	78 750,00 €	78 750,00 €	**157 500,00 €**
Mobiliser la société civile	Développer le parrainage, le soutien scolaire, etc.	*Action n°31 : Implanttaion d'une antenne France Parrainage*	France Parrainage	304	60 000,00 €	60 000,00 €	**120 000,00 €**
Engagement 3 : Donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits							
Développer la participation des enfants et des jeunes	Systématiser la participation des enfants et des jeunes aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance (ODPE)	*Action n°32 Mobilisation de Paroles des jeunes et des familles*		304	14 143,00 €	14 143,00 €	**28 286,00 €**
		Action n° 41 : Renforcement des droits des enfants confiés dans le cadre de la Maison des Droits de l'enfant et des jeunes		304	25 000,00 €	25 000,00 €	**50 000,00 €**
Engagement 4 : Préparer leur avenir et sécuriser leur vie d'adulte							
Mobiliser l'ensemble des outils et des dispositifs pour l'accès au logement et aux droits	Mettre en place des dispositifs d'accompagnement global et "passerelles", notamment pour les jeunes en situation de handicap	*Action n°33 : Dispositif SAS pour les jeunes majeurs relevant du champ Handicap*	CMSEA Acteurs du handicap	ONDAM	275 000,00 €	275 000,00 €	**550 000,00 €**
Faciliter l'intégration pro des anciens MNA	Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement vers l'autonomie des anciens MNA	*Action n°34 : Prise en charge qualitative des Mineurs Non Accompagnés (MNA) et Ex-MNA*	Préfecture Etablissments d'Accueil Acteurs du logement et de l'insertion	304	47 085,00 €	47 085,00 €	**94 170,00 €**
Engagement 5 : Renforcer la gouvernance et la formation							
Repenser la gouvernance	Renforcer l'ODPE	*Action n°35 Création d'un institut de formation permanente en protection de l'enfance*	Milieu associatif Education Nationale	304	38 076,00 €	38 076,00 €	**76 152,00 €**
		Fusion avec action 36bis		304			
		Action n°36bis Redynamisation de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance de la Moselle		304	29 208,00 €	29 208,00 €	**58 416,00 €**
Renforcer la formation des professionnels	Renforcer la formation des professionnels	***Action n°43 Prolongement de Parler Bambin à Domicile***	Formateurs	304	11 000,00 €	11 000,00 €	**22 000,00 €**

		Action n° 44 Bébés explorateurs au Domaine de Lindre	Domaine de Lindre	304	2 000,00 €	2 000,00 €	**4 000,00 €**
		Action n° 45 Promotion des crèches AVIP	Crèches	304	3 500 €	3 500 €	**7 000,00 €**
		Action n° 46 Parcours santé réduction des inégalités sociales en santé	Professionnels de soin	304	30 016,00 €	30 016,00 €	**60 032,00 €**
Total budget action					**2 198 571,00 €**	**2 198 571,00 €**	**4 397 142,00 €**

Budget Modifié
Actions nouvelles 2022

	Total 2022	Montant sollicité
FIR	1 414 000,00 €	707 000,00 €
ONDAM	730 994,00 €	365 497,00 €
BOP 304	2 252 148,00 €	1 126 074,00 €
	4 397 142,00 €	2 198 571,00 €

Mesure	Objectif	Indicateur	Niveau des indicateurs en 2020	Niveau des indicateurs en 2021	Niveau cible de l'objectif		
					2020 (rappel)	2021	2022
Engagement 1 : Agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles					(rappel		
PMI - FA 1 : ASSURER UN EPP LORS DE TOUT PREMIER CONTACT AVEC UNE FEMME ENCEINTE - FA 2 : PROPOSER UN ENTRETIEN TELEPHONIQUE CLINIQUE A TOUTES LES FEMMES ENCEINTES							
Rendre obligatoire l'entretien prénatal précoce (EPP)	Atteindre à horizon 2022 un taux de couverture par la PMI d'au moins 20 % des entretiens prénataux précoces au niveau national	Nombre d'entretiens du 4e mois réalisés par la PMI (source DREES / CD)	499	727	800	1500	2000
		Nombre d'entretiens du 4e mois réalisés par la PMI (source SNDS)	nd	nd			
		Nombre de naissances vivantes selon le domicile de la mère (source INSEE)	9697	9697			
		Part des femmes enceintes ayant bénéficié d'un entetien du 4e mois réalisé par la PMI	*5%*	8%	8%	15%	20%
PMI - FA 3 : CONSIDERER LE BSEM DANS UNE LOGIQUE DE PARCOURS EN ASSURANT LE SUIVI DES ORIENTATIONS PRECONISEES AU COURS DE CE BILAN							
Généraliser les bilans de santé en école maternelle	Faire progresser le nombre de bilans de santé en école maternelle réalisés par la PMI et se rapprocher du contenu de l'examen de santé tel que défini dans le carnet de santé *Cible nationale à horizon 2022 : entre 80 et 90 % des bilans de santé réalisés par la PMI (médecin ou protocole pluridisciplinaire)*	Cohorte d'enfants de 3-4 ans scolarisés en septembre N-1 (source Education nationale)	10400	10400			
		Nombre de bilans de santé en école maternelle réalisés par la PMI (source DREES / CD)	8163	7756	2600	9000	9500
		- dont par un médecin de PMI					
		- dont dans le cadre d'un protocole pluridisciplinaire					
		Part des enfants de 3-4 ans ayant bénéficié d'un bilan de santé à l'école maternelle réalisé par la PMI	*71%*	75%	25%	85%	90%
PMI - FA 4 : PROPOSER UN CONTACT POST-NATAL CLINIQUE A TOUTES LES FEMMES ENCEINTES SUIVIES EN PMI ET RENFORCER LES SUIVIS							
	Doubler au niveau national les visites à domicile pré et postnatales réalisées par des sages-femmes de PMI en faveur des familles vulnérables *Cible nationale à horizon 2022 : doublement, soit environ 20 % des femmes/enfants bénéficiant de VAD de PMI*	Nombre de VAD pré-natales réalisées par des sages-femmes de PMI (source DREES / CD)	2185	2410	2500	4200	4700
			3026 abouties+27 % de refus	1939	1800	3400	4000
		Nombre de VAD post-natales réalisées par des sages-femmes de PMI (source DREES / CD)	221	253			
		Nombre de VAD pré-natales réalisées par des sages-femmes de PMI (source SNDS)	nd	nd			
		Nombre de VAD post-natales réalisées par des sages-femmes de PMI (source SNDS)	0				

	Doubler au niveau national les visites à domicile pré et postnatales réalisées par des sages-femmes de PMI en faveur des familles vulnérables Cible nationale à horizon 2022 : doublement, soit *environ 20 % des femmes/enfants bénéficiant de VAD de PMI*	Nombre de femmes ayant bénéficié d'une VAD pré-natale réalisée par une sage-femme de PMI (source DREES / CD) **(à produire semestriellement)**	1174	1107	1200	2000	2000
		Nombre de femmes ayant bénéficié d'une VAD post-natale réalisée par une sage-femme de PMI (source DREES / CD) (**à produire semestriellement)**	77	174			
		Nombre de naissances vivantes au domicile de la mère (source INSEE)	9759	9697			
		Part des femmes ayant bénéficié d'une VAD pré-natale réalisée par une sage-femme de PMI	*11%*	*11%*	12%	20%	20%
		Part des femmes ayant bénéficié d'une VAD post-natale réalisée par une sage-femme de PMI	1%	2%	1%	3%	5%
	PMI - FA 5 : MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE TELEPREVENTION - FA 6 : COORDINATION PRADO / PMI - FA 7 : ETUDE SUR L'IMPACT DU NIVEAU DE LITTERATIE DE LA POPULATION SUR LES INEGALITES DE SANTE ET LE RENONCEMENT AUX SOINS FA 8 : ACCESSIBILITE AUX INFORMATIONS DE PREVENTION POUR TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT ALLOPHONES - FA 9 : ETUDE POUR LA DEFINITION D'INDICATEURS DE VULNERABILITE EN LIEN AVEC L'ENVIRONNEMENT ET L'EPIGENETIQUE						
	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 15 % des enfants bénéficient de l'intervention à domicile d'infirmières puéricultrices de la PMI, notamment jusqu'aux deux ans de l'enfant et dans les familles vulnérables	Nombre de VAD ayant pour motif un enfant réalisées par la PMI (source DREES / CD)	13320	14672			
		Nombre d'enfants ayant bénéficié d'une VAD réalisée par la PMI (source DREES / CD) **(à produire semestriellement)**	5100	5820	4500	7500	8500
		Nombre d'enfants de 0 à 6 ans (source INSEE)	63855	63500			
		Part d'enfants < 6 ans ayant bénéficié d'une VAD réalisée par la PMI	*8%*	*9%*	7%	12%	13%
		Part d'enfants < 2ans ayant bénéficié d'une VAD réalisée par la PMI	*24%*	*20%*	18%	35%	37%
		nombre d'enfants représentant 15 % des enfants < 6 ans	9578	9478			
		nombre d'enfants représentant 15 % des enfants < 2 ans	3193	3165			
	PMI - FA 10 : AMELIORER LA QUALITE DE REMPLISSAGE DES CERTIFICATS DE SANTE CS9 ET 24 - FA 11 : MISE EN ŒUVRE D'UN PARCOURS DE SANTE DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS CONFIES A L'ASE PAR LA REALISATION DES EXAMENS DE SANTE OBLIGATOIRES EN CPP DE PMI - FA 12 : IMPLANTATION DE CPP EN MILIEU HOSPITALIER						

	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 20 % des enfants bénéficient de consultations infantiles en PMI correspondant à des examens de santé obligatoire du jeune enfant, en particulier pour les enfants jusqu'à deux ans	Nombre d'examens cliniques réalisés par des médecins de PMI (source DREES / CD)	9563	12102			
	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 20 % des enfants bénéficient de consultations infantiles en PMI correspondant à des examens de santé obligatoire du jeune enfant, en particulier pour les enfants jusqu'à deux ans	Nombre d'examens médicaux obligatoires réalisés par des médecins de PMI (source SNDS)	4361				
		Nombre d'enfants ayant bénéficié d'un examen clinique réalisé par un médecin de PMI (source DREES / CD)	3609	5154			
	Permettre qu'à horizon 2022, au niveau national, au moins 20 % des enfants bénéficient de consultations infantiles en PMI correspondant à des examens de santé obligatoire du jeune enfant, en particulier pour les enfants jusqu'à deux ans	nb d'enf <2ans ayant beneficié d'1 examen clinique médecin	2582	3728	2000	2500	3000
		Nombre d'enfants de 0 à 6 ans (source INSEE)	63855	63187			
		nombre d'enfants< 2ans	21285				
		Part d'enfants < 6 ans ayant bénéficié d'un examen clinique par un médecin de PMI	*6%*	*8%*			
		part des <2ans	*13%*	*18%*	10%	13%	15%
		nombre d'examen pour que 20% des enfants < 2 ans soit examinés 1 fois par un médecin	4257	4220			
		nombre d'examen pour que 20% des enfants < 6 ans soit examinés 1 fois par un médecin	12771	12637			
	PMI - FA 13 : AUGMENTER LE SOUTIEN A DOMICILE DES FAMILLES ACCOMPAGNEES PAR LA PMI : SOUTIEN DES FAMILLES EN PERIODE PRENATALE, PERINATALE						
	Renforcer les interventions de travailleurs en intervention sociale et familiale (TISF)	Nombre de visites à domicile de TISF	2077	4339			
		Nombre de familles bénéficiaires	201	342			
PMI - FA 14 : DEPLOIEMENT D'UNE EQUIPE MOBILE ET D'UN COORDONNATEUR DE PARCOURS EN SANTE PSYCHIQUE PERINATALE - FA 15 : GUIDANCE INTERACTIVE PAR VIDEO FEEK BACK FA 16 : MEDIATION ANIMALE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS VULNERABLES - FA 17 : PREPARATION A LA NAISSANCE ET A LA PARENTALITE INNOVANTE : PREPARATION A LA NAISSANCE MARCHE NORDIQUE ET ATELIERS CUISINE - FA 18 : PROMOUVOIR LA STIMULATION LANGAGIERE PRECOCE - FA 19 : ETUDE SANTE POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS CONFIES A L'ASE : SUIVRE SUR UN PLAN EPIDEMIOLOGIQUE LA SANTE DES ENFANTS CONFIES A L'ASE FA 20 : AUGMENTER LE TAUX DE COUVERTURE DES ENFANTS DE MOINS DE 2 ANS PAR LA VAD PUERICULTRICE DE PMI : IMPLANTATION D'UNE STRATEGIE DE "COMMUNITY MANAGEMENT - FA 42 : EQUIPE MOBILE DE PEDOPSYCHIATRIE							
Soutenir les actions innovantes en PMI	Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique						
Développer le relayage parental	**PMI - FA 21 : CREATION D'UNE MAISON DE LA FAMILLE - FA 21 BIS : RELAIS PARENTAL - FA 21 TER : AIDE A LA MOBILITE SANTE : FACILITER LE SUIVI SANTE DES FUTURES MAMAN ET DES JEUNES ENFANTS EN OFFRANT DES BONS DE TRANSPORTS**						
	Créer 20 nouveaux relais parentaux sur le territoire à horizon 2022	Nombre d'enfants accueillis en relais parental		43			

Développer le relayage parental	Financement de places occasionnelles d'accueil dans les Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)	Nombre d'enfant ayant bénéficié de l'accueil en EAJE					
	Créer des places occasionnelles d'accueil dans les Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)	Nombre de familles soutenues en RP					
	PMI - FA 22 : SOUTIEN DES FAMILLES DONT AU MOINS UN MEMBRE EST EN SITUATION DE HANDICAP						
	Soutenir les parents en situation de handicap						
	Soutenir les parents d'enfants en situation de handicap						
	OASD - FA 36 TER : ETUDE SUR LA PARENTALITE						
	Etude sur la parentalité	Comprendre la dynamique de l'identité parentale dans un contexte de pauvreté	Mise en œuvre et présentation des recherches actions				
		Délai d'exécution des décisions de justice - placements à l'ASE (délai entre l'OPP ou l'audience ou la date fixée par la décision si postérieure et la prise en charge par l'ASE)					
		- AEMO (délai entre l'audience et la première interventin du service)					
CRIP -ASSURER UN DELAI DE TRAITEMENT DES IP PLUS COURT ET UNE EXPERTISE PLUS FINE DU PARCOURS DES MINEURS ET DE LEUR SITUATION ACTUELLE : FA 23 : GROUPE ANALYSE DES PRATIQUES - FA 23 BIS : SECTORISATION CDIP - FA 23 TER : CREATION D'UNE EQUIPE MOBILE D'EVALUATEURS DE L'INFORMATION PREOCCUPANTE							
Renforcer les CRIP	Renforcer les moyens, les ressources et la pluridisciplinarité des cellules de recueil des informations préoccupantes (CRIP) pour atteindre sur l'ensemble du territoire un délai maximal de trois mois par évaluation	Nombre d'IP entrantes		3932			
		Nombre d'IP évaluées		1772			
		Nombre d'IP évaluées en moins de 3 mois		868			
		Taux d'IP évalués sous 3 mois					
		réduction du délai de traitement des IP					
		baisse du nombre d'informations qualifiées d'IP					
Soutenir la diversification de l'offre	**ASE - FA 26 : PLAN DE CONTRÔLE DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL EN PROTECTION DE L'ENFANCE**						
	Systématiser un volet "maîtrise des risques" dans les schémas départementaux de protection de l'enfance incluant un plan de contrôle des établissements et services	Plan de contrôle en cours et transmis aux services de l'Etat					
	Mieux articuler les contrôles Etat / département	Mise en place d'une coordination a l'issue des contrôles réalisés					

	ASE - FA 25 : CREATION D'UN DISPOSITIF D'EQUIPE MOBILE ASE/HANDICAP EN DIRECTION DES MECS, DU CDE ET DES ASSISTANTS FAMILIAUX POUR AMELIORER LA PRISE						
	Garantir l'accompagnement de tous les enfants protégés en situation de handicap	Nombre d'enfants bénéficiant d'une double prise en charge ASE/handicap effective				20	30
	ASE - FA 27 : CREATION D'UN SERVICE D'ACCUEIL D'URGENCE POUR LES FRATRIES						
	Créer 600 nouvelles places d'accueil en fratries au niveau national à horizon 2022	Nombre de places en villages d'enfants			55	55	55
Développer les centres parentaux et les compétences parentales	**ASE - FA 28 : CREATION D'UN DISPOSITIF CAMELEON PREVENTIF SUR LE SAULNOIS**						
	Diversifier l'offre en matière de protection de l'enfance à domicile				60	60	60
					250 dont 50 petite enfance	260 dont 60 petite enfance	260 dont 60 petite enfance
					26	26	26
					55	60	60
	Structurer et développer le soutien aux tiers de confiance et aux tiers bénévoles						
ASE - F 29 : CREATION D'UN DISPOSITIF D'ACCUEIL POUR LES PARENTS EN SITUATION DE HANDICAP : PARENTALITE POUR TOUS							
Développer les centres parentaux et les compétences parentales	Développer les centres parentaux	Nombre de places d'accueil en centre parental			64	64	64
ASE - FA 30 : CREATION D'UN DISPOSITIF POUR SYSTEMATISER LES RETOURS A DOMICILE : RENFORCEMENT DES PLACES SERAD							
Systématiser les mesures d'accompagnement au retour à domicile	Systématiser les mesures d'accompagnement au retour à domicile	Nombre de mineurs de retour à domicile après une mesure de placement					
		Nombre de mineurs de retour à domicile après une mesure de placement bénéficiant d'un accompagnement		250	200	200	200
		Part des mineurs de retour à domicile après une mesure de placement ayant bénéficié d'un accompagnement					
ASE - FA 31 : CREATION D'UN DISPOSITIF POUR L'IMPLANTATION D'UNE ANTENNE DE FRANCE PARRAINAGES							
Mobiliser la société civile	Développer le parrainage, le soutien scolaire, etc.	Nombre d'enfants bénéficiant d'un parrainage ou d'un accompagnement par un bénévole (y compris soutien scolaire, etc.)			40	90	90
Engagement 3 : Donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits							
ASE - FA 32 : CREATION D'UN DISPOSITIF MOBILISATION DE PAROLES DES JEUNES ET DES FAMILLES - FA 41 : RENFORCEMENT DES DROITS DES ENFANTS CONFIES DANS LE CADRE DE LA MAISON DES DROITS DE L'ENFANT ET DES JEUNES							
Développer la participation des enfants et des jeunes	Systématiser la participation des enfants et des jeunes aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance (ODPE)						

Engagement 4 : Préparer leur avenir et sécuriser leur vie d'adulte							
ASE - FA 33 : DISPOSITIF SAS POUR LES JEUNES MAJEURS RELEVANT DU CHAMP HANDICAP							
Mobiliser l'ensemble des outils et des dispositifs pour l'accès au logement et aux droits	Mettre en place des dispositifs d'accompagnement global et "passerelles", notamment pour les jeunes en situation de handicap	Nombre de jeunes en situation de handicap confiés dans le dispositif SAS/			10	10	10
ASE - FA 34 : PRISE EN CHARGE QUALITATIVE DES MINEURS NON ACCOMPAGNES (MNA) ET EX-MNA (DEVENUS MAJEURS)							
Faciliter l'intégration pro des anciens MNA	Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement vers l'autonomie des anciens MNA	Actuelllement 90% des MNA arrivant à 18 ans ont un contrat d'apprentissage		95%	95%	95%	95%
Engagement 5 : Renforcer la gouvernance et la formation							
ASE - FA 35 : CREATION D'UN DISPOSITIF : INSTITUT DE FORMATION PERMANENT EN PROTECTION DE L'ENFANCE - FA 43 PROLONGEMENT DE PARLER BAMBIN A DOMICILE - FA 44 BEBES EXPLORATEURS AU DOMAINE DE LINDRE - FA 45 PROMOTION DES CRECHES AVIP - FA 46 PARCOURS SANTE REDUCTION DES INEGALITES SOCIALES EN SANTE							
Renforcer la formation des professionnels	Renforcer la formation des professionnels	Professionnels ayant bénéficié des formations socles du Schéma					
OASD - FA 36 BIS : REDYNAMISATION DE L'OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DE LA MOSELLE							
Repenser la gouvernance	Mise en œuvre du dispositif OLINPE	Mise en œuvre et présentation des recherches actions					
Redynamiser l'ODPE	Renforcer l'action de l'ODPE	Mise en œuvre et présentation des recherches actions					

Annexe 4 : Fiches actions nouvelles et modifiées

A. Actions nouvelles

FICHE ACTION N°41 Coordinateur pour la protection de l'enfance au sein de la Maison des Droits de l'enfant et des jeunes	
Mesure : **Objectif :**	
Référent (personne ou institution) Direction ASE	
Constat du diagnostic	Nécessité de donner aux enfants confiés un interlocuteur indépendant du service gardien et des établissements d'accueil pour faire part des problématiques qu'ils peuvent rencontrer au quotidien concernant le respect de leurs droits, Nécessité de prendre en compte la parole de l'enfant (rapport Défenseur des droits 2020).
Objectif opérationnel	➔ **Renforcement des droits des enfants confiés dans le cadre de la Maison des Droits de l'enfant et des jeunes** La Maison des Droits de l'enfant et des jeunes, initiative portée par l'Ecole des Parents et des Educateurs de Moselle en partenariat avec la Ligue des droits de l'Homme, section de Metz, la Maison des adolescents de la Moselle, le point-justice informer, orienter, aider et soutenue par le Défenseur des Enfants, a pour missions principales de : - défendre les droits de l'enfant (permanences téléphoniques et physique), - promouvoir les droits de l'enfant (actions de sensibilisation); - proposer un centre de ressources ouvert à tous; - fédérer et animer un réseau de partenaires engagés Dans le même temps, l'article L311-8 du Code de l'action sociale et des familles (modifié par LOI n°2022-140 du 7 février 2022 - art. 22) prévoit que « *pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, [qui] désigne une autorité extérieure à l'établissement ou au service, indépendante du conseil départemental et choisie parmi une liste arrêtée conjointement par le président du conseil départemental, le représentant de l'Etat dans le département et l'agence régionale de santé, à laquelle les personnes accueillies peuvent faire appel en cas de difficulté et qui est autorisée à visiter l'établissement à tout moment.* » Conformément aux obligations législatives et en cohérence avec la création de cette Maison des Droits de l'Enfant et des jeunes, le Département souhaite promouvoir et défendre les droits des

	enfants comme premier acteur de la prévention et de la protection de l'enfance. Au regard des missions de la MDEJ, il apparaît pertinent d'insérer pour tout ou partie cette activité en son sein. Cela permettra d'éviter de multiplier les instances, de ne pas limiter l'action de la MDEJ en la matière à du temps de permanence (en présentiel ou par téléphone). Enfin, en créant une porte d'entrée unique et identifiée, cela aura pour conséquence d'accroitre la lisibilité et la visibilité pour les enfants et leurs familles.
Description de l'action	Au sein de la Maison des Droits de l'enfant et des jeunes, un poste de coordinateur pour la protection de l'enfance est créé. Le coordinateur aura, parmi ses missions, le rôle de relai pour les enfants confiés à l'ASE et accueillis dans des établissements ou pris en charge dans le cadre de l'AEMO en ce qui concerne leurs droits, leur situation individuelle et les liens qui peuvent être faits avec les services du Département pour remédier aux difficultés que les enfants confiés peuvent rencontrer. Il s'agira notamment pour le coordinateur de : - Recueillir la parole des enfants, - Faire le lien avec les services du Département concernés, - Interpeller les interlocuteurs nécessaires, - Eventuellement, mener des actions de sensibilisation au sein des établissements, - …
Identification des acteurs à mobiliser	Maison des Droits de l'enfant et des jeunes (Ecole des parents et des éducateurs de Moselle, Ligue des droits de l'Homme, section de Metz, Maison des adolescents de la Moselle, point-justice informer, orienter, aider)
Moyens financiers prévisionnels	Financement de 0,5 ETP à hauteur de 25 000 € pour l'année 2022 par le Département Financement de 0,5 ETP à hauteur de 25 000 € pour l'année 2022 par l'Etat
	Budget 2022 : 50 000 €
Calendrier prévisionnel	Second semestre 2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Recrutement du coordinateur
Points de vigilance	- Interlocuteurs identifiés au sein de la Direction Enfance et Famille du Département - Lien entre le coordinateur et le Défenseur des droits (saisie des services par les services centraux du Défenseur des droits ou le délégué),… - Enjeux d'articulations aves les établissements accueillant les enfants, avec les services de l'AEMO

FICHE ACTION N°42 Equipe mobile de pédopsychiatrie pour la prise en charge précoce et l'évaluation des adolescents âgés de 12 à 18 ans	
Mesure : **Objectif :**	
Référent (personne ou institution) Direction ASE	
Constat du diagnostic	L'Accès aux soins en santé mentale des adolescents nécessite le plus souvent une pluralité d'acteurs, qui évoquent encore trop souvent un manque de coordination, alors que de facto et de façon réciproque, ils constituent tous des ressources importantes pour la prise en charge des adolescents. De nombreux obstacles retardent l'accès aux évaluations, aux prises en charge et deviennent préjudiciables, notamment dans le cadre de l'existence de pathologies psychiatriques non diagnostiquées et non traitées. Par ailleurs, la continuité des soins chez l'adolescent se voit souvent compromise notamment en lien avec le manque d'articulation, de concertation entre les différents acteurs impliqués dans l'accompagnement. **En outre, le diagnostic territorial partagé du Projet Territorial de Santé Mentale de Moselle** initié en 2019, a particulièrement mis en relief : - une faible lisibilité de l'offre sur le territoire, - des parcours de soins à structurer, - une augmentation des délais de prise en charge, - un accompagnement à la parentalité à renforcer, - une insuffisance des dispositifs d'intervention mobiles, - un questionnement concernant les limites de confidentialité dans le cadre des transmissions des informations, - la nécessité d'accentuer la prévention, - une coordination insuffisante avec l'ensemble des services de la prévention et protection de l'enfance du Département de la Moselle. Par conséquent, l'objectif est d'améliorer les ressources en santé mentale de l'adolescent et d'optimiser l'organisation en permettant la mise en place de réseaux fonctionnels. La complexité des prises en charge des adolescents nécessite ainsi la prise en compte des mouvements institutionnels autant qu'interinstitutionnels ; et la souffrance psychique et la souffrance sociale doivent bénéficier d'une prise en charge conjointe.

Objectif opérationnel	Au sein du territoire Sud Mosellan, les adolescents souffrant de troubles psychiatriques, peuvent être accompagnés par le Pôle de psychiatrie Infanto-Juvénile du CH Lorquin, dans le cadre de soins ambulatoires : Centre Médico-Psychologique (CMP), Centre d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel (CATTP), Hôpital de Jour (HJ) et Equipe Mobile de Soins et de Liaison (EMSEL). Par ailleurs, ces adolescents peuvent également être connus ou accompagnés par les services intervenant dans le champ de la prévention et de la protection de l'enfance du Département de la Moselle. Ainsi, afin d'assurer une continuité dans le parcours de vie et de soins et afin d'éviter les ruptures de prise en charge et des hospitalisations, à un moment déterminant dans la construction personnelle, le projet vise à articuler le champ sanitaire et le champ social de la prévention et de la protection de l'enfance, pour permettre de fluidifier les parcours et d'en réduire les risques de rupture. Il s'agit aujourd'hui de s'appuyer sur un maillage souple et contenant, un partenariat de qualité, où la place de chacun est repérée. Une convention de partenariat déclinant les modalités d'intervention de l'équipe et les engagements réciproques de chaque partie sera signée entre les promoteurs du projet et chaque établissement. Ce projet déposé simultanément par les structures de prévention et protection de l'enfance, basé sur le conventionnement, permettra également de faire le lien entre les nombreux partenaires, qui doivent être mobilisés pour répondre à l'ensemble des problématiques. En outre, il s'agit aussi de développer un dispositif gradué et complet de prise en charge, s'appuyant sur une dynamique de prévention étendue. Une équipe pluridisciplinaire aux expertises plurielles, à savoir psychiatriques et sociales apportera une réponse adaptée aux espaces et à la temporalité, ainsi qu'aux difficultés et aux troubles spécifiques de santé mentale de cette population. Un tel projet se pose comme un outil de santé publique pertinent.
Description de l'action	Création d'une équipe mobile qui devra : - contribuer au repérage et à l'évaluation des situations à risque (violences, usage de substances psychoactives et pratiques addictives, comportements sexuels à risques, etc.) et à la prévention de la dégradation de situations individuelles (échec scolaire, déscolarisation, radicalisation, etc.), - désamorcer les situations à risque, - soulager les tensions des jeunes vivants en institution et/ou à domicile, - diminuer les passages aux urgences et la désorganisation des services, - identifier deux lits d'hospitalisation Temps Plein au sein du Service d'Admission du CH LORQUIN,

	- organiser des parcours de soins lisibles et adapté aux adolescents, - diminuer les ruptures de parcours des adolescents accueillis dans les établissements socio-éducatifs ou accompagnés par les services intervenants dans le champ de la prévention et de la protection de l'enfance, - s'inscrire dans une démarche de santé publique : prévention du suicide, tabac, addictions, - prendre en charge précocement la souffrance psychique ou l'émergence de la psychose : effectuer le bilan – diagnostic, - renforcer le partenariat et les effectifs pour garantir une fluidité par le biais d'un co-portage d'un parcours coordonné et intégré, - faciliter l'orientation des adolescents et améliorer leur trajectoire personnelle et leurs perspectives d'insertion à moyen et long terme, - améliorer les collaborations entre les professionnels du champ de la prévention et de la protection de l'enfance et les professionnels du soin psychique, - organiser et fournir une expertise pluridisciplinaire sur des situations individuelles, afin de définir une stratégie de prise en charge et d'accompagnement, en mutualisant les moyens, - offrir une prise en charge pluridisciplinaire pour apporter des réponses pertinentes et adaptées aux besoins des adolescents, notamment en ce qui concerne leur santé et leur bien-être, en articulation et en complémentarité avec les dispositifs existants sur le territoire, - redéfinir l'équipe mobile en la constituant de binômes mixtes issus des champs du sanitaire et du social/médico-social, - favoriser l'élaboration d'une culture commune sur l'adolescence, le décloisonnement des différents secteurs d'intervention et les pratiques coordonnées sur le territoire, - promouvoir une compréhension partagée des situations et des solutions entre professionnels du social et du sanitaire, - proposer des actions de formation pour soutenir le transfert de connaissances en direction de publics variés : professionnels de l'établissement, d'autres établissements, familles et aidants, etc. par le biais de colloques et conférences.

Identification des acteurs à mobiliser	- Services du CH de LORQUIN, - Services de la Solidarité du Département intervenant dans le champ de la prévention et de la protection de l'enfance : - Antenne Maison Des Adolescent (MDA) SAINT- AVOLD, - Établissements et services médico-sociaux (ESMS), - La Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), - Point d'Accueil Écoute Jeunes Parents (PAEJ), - Centres Socio-Éducatifs, - Dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (missions locales), - Éducation Nationale, Enseignement Supérieur, - Parents et/ou aidants intervenant en responsabilité, - Médecine de ville, professionnels de santé psychique et somatique.
Moyens financiers prévisionnels	Financement d'1,5 ETP à savoir : • 1 ETP Travailleur social, • 0,5 ETP Psychologue.
	Budget 2022 : 75 000 euros
Calendrier prévisionnel	1er semestre 2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Création de l'équipe mobile
Points de vigilance	

FICHE ACTION N°43 *«Prolongement de Parler Bambin à domicile »*	
Mesure : Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique **Objectif : réduire les inégalités sociales, culturelles et de santé**	
Référent (personne ou institution) : Emmanuelle MOROT	
Constat du diagnostic	Le promoteur du programme de stimulation langagière initialement adapté aux enfants socialisés en Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) a développé spécifiquement pour le Département de la Moselle une maquette destinée aux équipes médico-sociales pour permettre de déployer les activités de stimulation langagière lors de visites à domicile ou d'actions collectives parents-enfants.
Objectif opérationnel	Diversifier la boîte à outil des travailleurs médico-sociaux pour développer les acquisitions langagières des jeunes enfants de familles vulnérables sur le plan socio-éducatif
Description de l'action	Organisation en 2022 de deux sessions de formations à destination chacune de 15 professionnels nouvellement affectés au sein de la Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile
Identification des acteurs à mobiliser	Agence Nouvelles des Solidarités Actives (ANSA) Travailleurs médico-sociaux du Département
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 11 000 € Financement CD : 11 000 € **Total : 22 000 €**
Calendrier prévisionnel	2018-2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre de professionnels formés Nombre de familles ayant bénéficié d'une action du programme
Points de vigilance	

FICHE ACTION N°44 Bébés explorateurs au Domaine de Lindre Thème de la contractualisation Journée Enfance = égalité	
Référent (personne ou institution) : Véronique HAUTTER	
Constat du diagnostic	Une première expérience intitulée « Bébés joueurs au Musée » s'est tenue au Musée Georges de la Tour de VIC SUR SEILLE en 2021, action portée conjointement par la Direction de la Culture et la Direction de la Solidarité (Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile). Cette seconde action « Bébés explorateurs au Domaine de Lindre » vise à mettre en valeur l'importance pour les enfants du contact avec la nature.
Objectif opérationnel	Créer sur le Domaine de Lindre un espace 0-3 ans A partir de cet espace, sensibiliser les professionnels et les familles à son utilisation. Cet espace a vocation à devenir pérenne et à rester en libre accès.
Description de l'action	Cette action vise à informer et former les professionnels de la petite enfance et les familles au sujet de l'importance du contact avec la nature et de la dimension sensorielle dans le développement de l'enfant, par le biais de l'intervention d'une psychomotricienne et d'un artiste pouvant être art-thérapeute. Cette action permet également, à travers un partenariat avec la Direction de la Culture, de créer un espace « petite enfance » 0 à 3 ans au Domaine de Lindre, en créant un parcours sensoriel autour des 5 sens et tout autre dispositif favorisant les acquisitions motrices, afin d'ouvrir et d'enrichir ses espaces à l'accueil d'un nouveau public. Cet espace pourra comporter des activités guidées par les professionnels du site et des activités en accès libre par le grand public. Ce projet répond à la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (contractualisation avec l'Etat) concernant l'organisation de journées Ambition Enfance Egalité permettant la formation de professionnels de la petite enfance sur la thématique « Art et Nature ».
Identification des acteurs à mobiliser	Professionnels de PMI (cadre expert, chargé de mission) Direction de la Culture DRAC Une psychomotricienne Un artiste

Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 2 000 € Financement CD : 2 000 € Financements autres : DRAC, direction de la culture
Calendrier prévisionnel	2022 : création de l'espace, sensibilisation des professionnels et des familles 2023 et suivants : former les partenaires et les professionnels de la petite enfance de chaque territoire de la Moselle pour favoriser l'accès à la nature des enfants de 0 à 3 ans et à leur développement psychomoteur. Ces actions ont pour but de réduire les inégalités autour des dimensions culturelles. Entre 2022 et 2025, l'objectif est de déployer ce projet sur les autres territoires de la Moselle.
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Actions de présentation à destination du public Création de l'espace 0-3 ans
Points de vigilance	Action qui a vocation à rester accessible au public après 2022

FICHE ACTION N°45 *« Crèche à Vocation d'Insertion Professionnelle (AVIP)- promotion du dispositif »*	
Mesure : améliorer l'accueil des publics vulnérables **Objectif : promotion du dispositif Crèche AVIP**	
Référent (personne ou institution) : Véronique HAUTTER	
Constat du diagnostic	Parmi les 165 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) que compte le département de la Moselle, seul un établissement sur le territoire de Metz (la Maison des Lutins) bénéficie de la labellisation AVIP. De manière volontariste, les copilotes du Schéma de Service aux Familles (SDSF) envisagent de susciter un intérêt pour l'offre au public liée à cette labélisation (10 % de places réservées au public en insertion professionnelle, garanties de l'accompagnement par Pôle Emploi et maintien de la place d'accueil jusqu'à la scolarisation de l'enfant dès retour à l'emploi). Le mécanisme de réservation de places pénalise cependant le coût de fonctionnement de l'EAJE qui ne peut voir son taux d'occupation diminuer sous un seuil plancher au-delà duquel l'Etat ne bénéficie plus du soutien financier de la CAF.
Objectif opérationnel	• Obtenir l'implantation d'une crèche AVIP par territoire • Inciter les EAJE à obtenir la labélisation par une valorisation financière du temps consacré à développer une démarche de promotion du dispositif sur le territoire
Description de l'action	Quatre territoires resteraient à couvrir par ce dispositif (Sarreguemines-Bitche, Thionville, Sarrebourg-Château Salins, Forbach Saint-Avold) La sensibilisation pourrait se faire par différentes modalités de contact à hauteur de 0.5 ETP d'animateur pour un mois.
Identification des acteurs à mobiliser	EAJE des territoires concernés Membres du COTECH SDSF Acteurs de l'insertion sociale et professionnelle (direction de l'insertion du Département, Pôle Emploi)
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 3 500 € Financement CD : 3 500 € Total : 7000 €
Calendrier prévisionnel	2022 : création de deux labels AVIP

Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre d'EAJE labélisés
Points de vigilance	Nécessité pour l'EAJE volontaire de disposer de places d'accueil occasionnel

FICHE ACTION N°46 *« Parcours santé, réduction des inégalités sociales de santé »*	
Mesure : réduire les inégalités sociales de santé **Objectif : renforcer le dispositif de prévention de santé des enfants scolarisés en QPV**	
Référent (personne ou institution) :	
Constat du diagnostic	Le Service Départemental de Protection Maternelle et Infantile (SDPMI) réalise un bilan de santé pour tous les enfants de quatre ans scolarisés à l'école maternelle. Afin de renforcer son action en direction des publics fragiles situés en Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), ce bilan serait complété par un bilan médical systématique pour les enfants scolarisés de la moyenne section d'une école maternelle située en QPV. Ce bilan serait fait en présence des parents. La suite du bilan et notamment des orientations feraient l'objet d'une attention particulière et d'une liaison spécifique avec le service de santé scolaire pour assurer une continuité de prise en charge.
Objectif opérationnel	• Renforcer le dispositif de prévention de santé des enfants scolarisés en QPV. • Informer et sensibiliser les parents sur les attitudes vertueuses de santé et améliorer la prise en charge des enfants suite au bilan de santé. • Assurer une couverture vaccinale optimale de ces populations.
Description de l'action	Organiser un bilan médical systématique pour les enfants scolarisés en moyenne section d'une école maternelle située en QPV.
Identification des acteurs à mobiliser	Puéricultrices Médecin vacataire Interprètes
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 30 016 € financement d'un ETP de médecin vacataire et dépenses d'interprétariat (environ 1800 heures) Financement CD : 30 016 € correspondant à la contribution des puéricultrices à la réalisation du bilan de dépistage sensoriel (1.5 ETP estimé) **Total : 60 032 €**

Calendrier prévisionnel	2019-2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre d'enfants ayant bénéficié du dispositif
Points de vigilance	En suite des bilans, nécessité de s'assurer de la disponibilité des professionnels de santé sur le territoire afin d'assurer les soins pouvant être préconisés lors des bilans de santé.

B. Fiches actions modifiées

FICHE ACTION N°15 *« guidance interactive par vidéo feed back »*	
Mesure : Soutenir les actions innovantes en PMI **Objectif : Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique**	
Référent (personne ou institution)	
Constat du diagnostic	Actuellement, les troubles de la relation précoce mère enfant liée à l'indisponibilité psychique de la mère durant la période périnatale n'est pas suffisamment coordonnée. Le département de la Moselle ne dispose d'aucune unité d'hospitalisation mère/bébé sur son territoire. Pour consolider le repérage de cette problématique spécifique largement sous diagnostiquée, le service de PMI spécialise une équipe de professionnels (médecins, puer et SF) à l'observation de la qualité des interactions qui lorsqu'elles sont altérées peuvent conduire à un accompagnement renforcé de type PANJO voire à une prise en charge spécifique dans le cadre d'un dispositif de guidance parentale renforcée.
Objectif opérationnel	soutien renforcé des parents présentant des difficultés dans leur relation avec leur enfant
Description de l'action	développement d'une technique d'accompagnement renforcé qui permet de guider les parents et de les accompagner grâce au média vidéo qui permet une observation plus fine et une auto analyse des comportements et modèles éducatifs.
Identification des acteurs à mobiliser	Professionnels de PMI formé à l'observation + chargé de mission de santé financé CPPE + université de Genève + pédopsy hopital Necker
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 25 610 € Financement CD : 25 610 €

Calendrier prévisionnel	2020 : transfert et implantation de la pratique dans une équipe de 15 puer et SF de PMI 2021 : guidance en pratique courante 2022 : guidance en pratique courante + évaluation d'effet
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Transfert de technicité Recrutement de familles disposées à bénéficier de l'action Evaluation d'effet
Points de vigilance	Disponibilité de l'équipe de recherche et notamment dans le contexte de pandémie SARS-cov2 Adhésion des familles à l'offre de service

FICHE ACTION N°17 *«Préparation à la naissance et à la parentalité innovante »*	
Mesure : Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique **Objectif : Développer chez les futurs parents des conditions propices à l'adoption de comportements favorables en matière de santé.**	
Référent (personne ou institution) : Hélène MANGIN	
Constat du diagnostic	La préparation à la naissance a évolué dans le temps. Aujourd'hui, elle dépasse largement le transfert de connaissances en lien avec : • le bon déroulement de la grossesse, • la préparation de l'accouchement, • la maîtrise de la douleur, • l'accompagnement des soins à l'enfant durant ses premiers jours. Ainsi est apparue progressivement une notion plus large de préparation à la naissance qui cherche à favoriser la participation active de la femme et/ou du couple, à améliorer les connaissances et les compétences pratiques et à stimuler la confiance des futures mères dans leur capacité à prendre soin d'elles-mêmes et de leur bébé. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a publié des recommandations visant à promouvoir des soins périnataux de qualité qui ont donné lieu à des programmes de formation pour les professionnels de santé. Parmi les principes sur lesquels reposent ces recommandations, on retrouve pour le contexte de soins européens : • la prise en compte des besoins physiques, émotionnels et psychosociaux de la femme enceinte, des nouveau-nés, des co-parents et des familles durant la grossesse, un accompagnement et un soutien au moment de la naissance et de la préparation à la fonction de parent ; • des soins périnataux axés sur les besoins de chaque femme ou couple, le respect de leur personnalité et de leur dignité, le droit de prendre soi-même ses décisions ; • l'accès à l'information comme une condition nécessaire pour toute décision qui concerne chaque femme ou couple ; • un accompagnement personnalisé privilégiant la complémentarité des divers acteurs impliqués en périnatalité dans la continuité de la prise en charge. Le Département de la Moselle souhaite s'inscrire dans ce cadre et proposer des activités innovantes en matière de préparation à la naissance et de soutien à la parentalité. Le premier axe de travail est **l'activité physique**. L'OMS considère que pratiquer une activité physique est bénéfique pour la santé y

	compris pour les futures mères. Aussi, l'OMS recommande aux femmes enceintes et en post-partum sans contre-indication de : • *consacrer au moins 150 minutes par semaine à une activité d'endurance d'intensité modérée ;* • *pratiquer une variété d'activités d'endurance et de renforcement musculaire* ; • *remplacer la sédentarité par une activité physique de tout niveau d'intensité (y compris de faible intensité)*. Le deuxième axe de travail concerne **le langage**. En effet, la démarche des 1000 premiers jours préconise de sensibiliser les futurs parents à l'importance de parler à son enfant dès la grossesse car bien souvent ils « *sont très sensibles aux premiers mots de leur enfant aux environs du premier anniversaire puis à l'explosion lexicale de la seconde année. Pourtant, l'apprentissage de la langue maternelle commence bien plus tôt, dès la fin de la grossesse*. »[1] En effet, la communication précoce avec son enfant contribue au développement du lien d'attachement. La qualité de la relation d'attachement parent/enfant dépend de la qualité de leurs interactions. Pour que l'attachement se fasse de manière sécurisante, il est nécessaire que 4 dimensions soient présentes : la sensibilité, la proximité, l'engagement et la réciprocité. Aussi, les ateliers langage ont pour but de renforcer ces 4 dimensions : • La sensibilité : en accompagnant le parent à détecter et à interpréter les signaux émis par l'enfant, • La proximité : en favorisant les contacts physiques et verbaux, • L'engagement : en augmentant la connaissance du parent sur les capacités du fœtus et en favorisant l'attention sur ses besoins et ses signaux, • La réciprocité : en créant une dynamique de relation à travers le langage. Le dernier axe de travail est en lien avec **l'alimentation**. L'alimentation devient une préoccupation majeure dans les questionnements environnementaux actuels : l'équilibre alimentaire, les produits de saison, l'impact sur l'environnement et sur la santé. Elle s'inscrit dans le développement de santé durable. C'est aussi un enjeu de santé publique pour la mère et ses transmissions à l'enfant. De plus, « les fœtus perçoivent les saveurs du liquide amniotique dont le gout varie en fonction de l'alimentation maternelle. » [2] Il s'agit de proposer des ateliers pratiques prenant en compte toutes les dimensions psycho-médicosociales nécessaires au bon déroulement de la grossesse. • dans un cadre préventif pour préserver la santé et les besoins nutritionnels spécifiques de la femme enceinte : des idées et astuces pour bien manger au quotidien et

[1] rapport-1000-premiers-jours.pdf (solidarites-sante.gouv.fr)
[2] ibid

	des conseils pour gérer l'évolution du goût et des perceptions sensorielles pendant la grossesse ; • dans un cadre curatif, pour participer aux traitements de pathologies : obésité, diabète, maladie cœliaques…
Objectif opérationnel	• mettre en place des séances collectives innovantes de préparation à la naissance et à la parentalité , selon les recommandations de l'HAS, pour tous les futurs parents mosellans.
Description de l'action	Préparation innovante à la naissance et à la parentalité : • la marche nordique, • le yoga prénatal, • la danse prénatale, • le Tai-chi, • le langage, • les ateliers cuisine.
Identification des acteurs à mobiliser	PMI : sages-femmes / éducatrices jeunes enfants /puéricultrices , centres sociaux, animateurs sportifs, cabinet de Sages-Femmes libérales
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 6 000 € Financement CD : 6 000 € Financements autres :
Calendrier prévisionnel	2022 : sessions d'actions collectives (groupe de 6 à 10 femmes enceintes +/- le co-parent)
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Grille d'évaluation de la qualité de vie : profil de santé de DUKE Nombre de femmes ayant bénéficié de l'action Nombre de sessions déployées
Points de vigilance	Formation des professionnels et communication du dispositif auprès des futurs parents

FICHE ACTION N°20 **Augmenter le taux de couverture des enfants de moins de 2 ans par la VAD puéricultrice de PMI :** *« Implantation d'une stratégie de "community management" »*	
Mesure : Soutenir les actions innovantes en PMI **Objectif : Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique**	
Référent (personne ou institution) : Laetitia SZURA	
Constat du diagnostic	L'accompagnement des enfants de moins de 6 ans se fait par un panier de services qui comporte comme pour la femme enceinte, visite à domicile, consultation, entretien, coordination de parcours, actions collectives et aides individuelles directes. Depuis quelques années, le SDPMI recentre l'accompagnement des familles sur la période périnatale avec une perspective de promotion d'une relation précoce parents enfant de bonne qualité. Le développement des modes de communication numériques notamment via les réseaux sociaux, la période de confinement et l'émergence du développement durable conduisent à envisager de nouvelles modalités de mise en lien avec les usagers. L'expérience concluante du screening téléphonique auprès des femmes enceintes, vient corroborer l'utilité d'élaborer une stratégie de communication numérique.
Objectif opérationnel	Faire évoluer l'image de la PMI et développer les interactions de communication directe avec les usagers : - optimiser l'universalisme de la PMI, - améliorer la connaissance des services proposés au public, - répondre rapidement à des besoins ponctuels sur des thématiques PMI, - maitriser les réponses données aux parents sur les conduites éducatives et le soutien à la parentalité en évitant les risques de mésusage d'internet des blogs non professionnels.
Description de l'action	Mettre à l'étude la faisabilité d'une stratégie de "Community Management" sur le thème des 1000 premiers jours avec les outils de communication communautaires (réseaux sociaux, site web...) du Département Cette action innovante vient diversifier l'offre de service de la PMI par une réponse rapide et juste, elle vient économiser les moyens humains au profit d'une action ciblée sur les plus vulnérables sans oublier les autres. Elle vient aussi diffuser les messages de santé publique de manière plus large auprès d'un public fragile qui consomme énormément ce type de support.
Identification des acteurs à mobiliser	Puéricultrices, sage-femme, éducateurs de jeunes enfants et médecins de pmi + direction de la communication et correspondant communication DS + DSI +chargé de mission évaluation santé + usagers

Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 6000 € Financement CD : 6000 € Financements autres :
Calendrier prévisionnel	2021 : analyse d'opportunité et de faisabilité par le chargé de mission évaluation santé 2022 : analyse d'opportunité et de faisabilité et implantation si étude probante 2023 : animation en usage courant
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Etude d'opportunité Constitution d'une communauté si étude probante Animation de la communauté et évaluation qualitative sur la perception du public de l'initiative
Points de vigilance	Recrutement d'un chargé de mission Environnement technique et de communication capable de supporter le projet

FICHE ACTION N°21 bis *« Relais parental »*	
Mesure : Soutenir les actions innovantes en PMI **Objectif : Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique**	
Référent (personne ou institution) : Emmanuelle MOROT	
Constat du diagnostic	La crise sanitaire a révélé le besoin de structurer et de diversifier les moyens de proposer du répit parental. Le premier confinement a permis la mise en place d'accueil d'enfants de moins de 3 ans, en structures collectives d'accueil du jeune enfant, dans l'objectif de soulager les parents présentant les premiers signes de stress parental. La cible de cette action est donc le soutien à la parentalité en prévention protection de l'enfance. La socialisation des enfants, le répit parental que l'accueil procure et la mise en réseau des structures d'accueil du jeune enfant en prévention sont des enjeux forts pour permettre d'éviter la dégradation des situations familiales dans un contexte social dégradé à la suite de la crise sanitaire. Le public cible doit être élargi sur les enfants porteurs de handicap.
Objectif opérationnel	- Proposer du répit parental aux familles ciblées par les travailleurs sociaux du Département - Prévenir les maltraitances - Soutenir les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) en difficulté de remplissage de leur établissement suite à la crise sanitaire - Structurer le réseau de partenaires en prévention protection de l'enfance - Elargir le public cible aux enfants en situation de handicap
Description de l'action	Le financement de places occasionnelles d'accueil dans les EAJE en gestion PSU (prestation de service unique) permet de soutenir les parents dans leur gestion familiale quotidienne. Ce dispositif a été testé pendant le confinement et a prouvé sa pertinence au regard de l'évitement de la dégradation de nombreuses situations fléchées par les travailleurs médico-sociaux de la PMI.
Identification des acteurs à mobiliser	La CAF Les EAJE en gestion PSU et dans un second temps les EAJE en mode de gestion PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant), Les professionnels de PMI et de PSSP

Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 7 500€ Financement CD : 7 500€
Calendrier prévisionnel	2021 : - Mise en œuvre de RP auprès des EAJE en mode PSU - Conception d'une charte du relai parental en partenariat avec la CAF implantation de la pratique, - Conception d'un processus de prise en charge avec les gestionnaires EAJE en PSU et PAJE 2022 : - Extension de l'offre d'accès aux EAJE en mode PAJE - Diffusion de la charte du relais parental en partenariat avec la CAF - Evaluation du dispositif de relai parental - Groupe de travail départemental relatif aux conditions d'accueil des enfants en situation de handicap
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre de familles soutenues en relai parental Nombre d'EAJE partenaires Evaluation en soins courants de l'efficacité du dispositif sur le stress parental. Nombre d'enfants en situation de handicap accueillis dans le dispositif
Points de vigilance	L'accès à l'offre de service au public précaire doit être facilité par la mise en œuvre de frais de transport. La gestion des facturations des frais pour les gestionnaires qui occasionnera un coût administratif de traitement.

FICHE ACTION N°21 *« Mise en place d'une Maison des 1000 premiers jours sur chaque territoire du Département de la Moselle »*	
Mesure : Soutenir les actions innovantes en PMI en matière de santé publique à horizon 2023 **Objectif : Promouvoir la prévention précoce et Renforcer le soutien à la parentalité au cours des 1000 premiers jours**	
Référent (personne ou institution) : Karine LEGRAND	
Constat du diagnostic	Le nourrisson s'attache aux personnes qui répondent rapidement, chaleureusement et de la façon la plus adéquate possible à ses comportements. Ce lien d'attachement sécure est un important facteur de protection pour assurer le développement, la santé mentale et physique de l'enfant à court et long terme. Trouver le bon rythme avec son bébé, à travers l'accordage affectif, permet d'assurer un attachement sécure et des relations sociales de qualité qui persisteront tout au long de la vie. Les enfants ont donc besoin de temps avec leurs parents pour grandir et les parents ont besoin de temps avec leur enfant pour s'accorder à lui. Les premiers mois sont les plus difficiles, les suivants réservent des défis à chacun, en particulier aux familles mono parentales et en situation de vulnérabilités. Ces dernières restent trop souvent isolées. De plus, les accompagnements réalisés par les services de PMI, mais aussi les observations que peuvent faire tant les enseignants de classe maternelle que les CASMP ou les CMP, révèlent une augmentation constante du nombre d'enfant présentant des troubles du comportement à type d'agitation ou d'hétéro-agressivité. Ces troubles traduisent une difficulté pour l'enfant à canaliser ses pulsions d'envie et pour les parents une difficulté à comprendre les émotions éprouvées par l'enfant. Ces constats, incitent à conduire une réflexion sur le soutien à l'exercice de la parentalité au cours des 1000 premiers jours. Cette réflexion s'appuiera sur le dispositif "maison des 1000 premiers jours" et fera l'objet d'une étude de faisabilité portée par le chargé de mission projet en 2021 pour une validation en 2022. *La « Maison des 1000 premiers jours » est une recommandation du rapport remis en septembre 2020 par la commission CYRULNIK. Tout à la fois lieu pluriel où sont proposés plusieurs services aux (futurs) parents et carrefour de rencontres pour les parents et les professionnels des 1000 premiers jours, c'est une fabrique locale de projets des 1000 premiers jours et de réponses aux besoins quotidiens des parents. »*[3] *« La démarche des 1000 premiers jours consiste ainsi à favoriser les synergies entre acteurs en faveur de l'accompagnement des parents et de leur enfant, en identifiant les dispositifs existants et en les articulant avec les initiatives nouvelles de manière cohérente et lisible. » mais aussi à «* gommer les inégalités territoriales, pour que

[3] https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/familles-enfance/pacte-pour-l-enfance/1000jours/sur-le-terrain/article/les-maisons-des-1000-premiers-jours

	les lieux de vie des parents ne conditionnent pas la qualité des soins et de l'accueil proposés au cours de la grossesse et après la naissance de l'enfant. » [4]
Objectif opérationnel	D'ici 2022, mener une étude de faisabilité visant à mettre en place un dispositif de soutien à la parentalité qui permet **d'aller vers** tous les futurs parents résidant sur le territoire de Moselle et de réussir la mixité sociale.
Description de l'action	Faire du benchmark et s'inspirer des projets permettant de diversifier et renforcer l'offre de service du Département en matière de soutien à la parentalité Mettre en place une maison des 1000 premiers jours sur chaque territoire : renforcer l'offre de service de soutien à la parentalité concentrée en un lieu et complémentaire des actions déjà existantes Identifier les partenaires locaux
Identification des acteurs à mobiliser	chargé de mission santé + acteurs institutionnels +service de PMI
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 12 000€ Financement CD : 12 000€ Financements autres : CAF / EPEPE
Calendrier prévisionnel	2020 :/ 2021 : analyse de faisabilité par le chargé de mission développement projet santé 2022 : analyse de faisabilité par le chargé de mission développement projet santé
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Production d'un rapport d'opportunité
Points de vigilance	Nécessité de recruter un chargé de mission santé

[4] 1000premiersjours-presentation-24.08.21.pdf (solidarites-sante.gouv.fr)

FICHE ACTION N°25 **Dispositif d'équipe mobile « ASE/handicap », en direction des MECS, du CDE et des assistants familiaux pour améliorer la prise en charge des enfants et jeunes présentant des troubles importants du comportement (notamment des TND) et d'éviter les ruptures de parcours**	
Mesure : Créer des dispositifs adaptés ASE / handicap **Objectif : Garantir l'accompagnement de tous les enfants protégés en situation de handicap**	
Référent (personne ou institution) Direction ASE	
Constat du diagnostic	Public cible, selon le rapport du défenseur des droits de 2015 *« Handicap et protection de l'enfance : des droits pour des enfants invisibles »* : « enfants et adolescents ayant souvent fait l'objet de placements multiples, marqués par l'échec, avec des solutions institutionnelles inadaptées, inopérantes ou adoptées par défaut (difficultés pouvant être multiples et pouvant être communs à plusieurs institutions) » Enjeu : « répondre à la complexité de la situation d'un handicap lourd et à la complexité de la situation institutionnelle ». Il s'agit d'accompagner ces jeunes, doublement vulnérables qui ont été confrontés plus ou moins longtemps, plus ou moins gravement, à un morcellement des interventions conduites auprès d'eux. Situation sanitaire : « prévalence de handicaps sévères, notamment de handicaps psychiques et de troubles du caractère et du comportement laissant penser que le projet d'autonomie ou d'inclusion sociale et professionnelle des jeunes concernés sera encore plus ardu à définir et mettre en œuvre » Une cinquantaine d'enfants relevant de la Protection de l'enfance, ne dispose pas de la scolarité spécialisée dont ils relèvent avec pourtant une notification MDPH
Objectif opérationnel	Venir en soutien des familles d'accueil et établissements de PE et permettre une montée en compétence dans la prise en charge des enfants et jeunes porteurs de handicap (notification MDPH) présentant des troubles importants du comportement, notamment les TND, dans un cadre pluridisciplinaire et pluri partenarial en vue d'éviter une rupture de parcours. Répondre aux besoins de formations constatés par les professionnels de l'équipe mobile (lien avec action 34 relative à l'institut de formation permanente) Soutenir 50 jeunes par an
Description de l'action	Equipe mobile pluridisciplinaire, adossée à un IME, sollicitée par les établissements de PE via l'ASE venant en soutien en journée de la prise en charge des MECS, CDE et FA et des lieux de scolarisation ordinaires. Appui, conseil et guidance des équipes des équipes pour évaluer les besoins et les réponses en vue d'un réajustement des modalités de prise en charge Anticipation des situations de crise

	Mise en place des prises en charge individualisées Réflexion-action (partir de situations complexes en MECS chez un assistant familial) Coordination avec ARS et MDPH autour des recherches de structures 20 places à 20 000 euros la place
Identification des acteurs à mobiliser	▶ Acteurs de la PE ▶ Acteurs du champ du handicap ▶ Champ sanitaire, y compris les professionnels libéraux ▶ ARS ▶ PMI ▶ équipe ASE
Moyens financiers prévisionnels	Financement : 180 994 € en 2022 / ETP *prévisionnels : 1 IDE (53 000), 1 ES (45 500), 0,8 psychologue (57 494), 0,2 psychiatre (25 000)* *Le cofinancement sera versé directement par l'Etat à l'établissement dans le cadre de la tarification annuelle*
	Financement 2022 : 90 497 € Etat / 90 497 € Département
Calendrier prévisionnel	
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre d'enfants et de jeunes suivis par an
Points de vigilance	Présence d'IDE et de médecin (pédopsychiatres ou non) au sein des dispositifs sous la responsabilité de l'ASE (partage des données médicales…) Réponse de scolarisation adaptée

FICHE ACTION N°31 Extension du dispositif de parrainage de proximité dans le cadre d'un partenariat avec France Parrainages	
Mesure : Mobiliser la société civile **Ojbectif : Développer le parrainage, le soutien scolaire, etc..**	
Référent (personne ou institution)	
Constat du diagnostic	Le parrainage de proximité permet d'offrir aux enfants accompagnés dans des familles dites « vulnérables » et souvent isolées des figures de lien autres. Ce parrainage de proximité permet également aux enfants confiés qui n'ont pas de lien familiaux de tisser des liens avec des tiers et de découvrir un mode de vie familial en dehors des institutions. Une antenne de France Parrainage a vu le jour sur le territoire de Metz-Orne avec un financement à hauteur de 70 000 euros. Les changements législatifs récents invitent le Département a amplifié la dynamique du parrainage de proximité sur l'ensemble de son territoire et à modifier le périmètre du partenariat avec France Parrainages. En effet, la Loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants insère un article L. 221-2-6 au Code de l'action sociale et des familles qui prévoit qu'un enfant prise en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance, doit se voir systématiquement proposé par le Président du Conseil départemental un ou plusieurs parrains ou marraines, dans le cadre d'une relation durable coordonnée par une association et construite sous la forme de temps partagés réguliers entre l'enfant et le parrain ou la marraine.
Objectif opérationnel	Rayonnement du parrainage de proximité pour les enfants confiés, à partir de l'antenne de France Parrainages en Moselle sur le Territoire de Metz Orne, sur l'ensemble du territoire du Département. Développement, coordination et animation par France Parrainages d'un réseau local de parrainage de proximité sur l'ensemble du territoire départemental au travers d'une part, de la recherche de viviers de parrains potentiels, d'autre part, de la constitution d'un réseau d'acteurs locaux en mesure de porter des actions de parrainage de proximité
Description de l'action	- le recrutement de 3 ETP de coordinateurs des parrainages sur l'ensemble du Département au profit de 190 enfants. - la communication dans le but de recruter des parrains de proximité, la mise en place et l'accompagnement des parrainages, - un travail de sensibilisation et d'information des partenaires sociaux, - l'animation des temps collectifs parrains/enfants/parents, - les actions de soutien à la parentalité ,

	- la coordination d'un réseau local d'acteurs dans tout le Département pour recruter, soutenir et accompagner le travail de mise en lien entre des parrains et des familles.
Identification des acteurs à mobiliser	ASE MECS CDE Polyvalence PMI Actions préventives
Moyens financiers prévisionnels	Financement État : 60 000 € en 2022 Financement CD : 60 000 € en 2022
	Budget 2022 : 120 000 €
Calendrier prévisionnel	Déploiement seconde moitié 2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre de parrainages réalisés par an Nombre de parrainages en cours de réalisation Nombre de parrains potentiels rencontrés par an et nombre de parrains effectivement habilités Satisfaction des jeunes à travers la proportion de jeunes souhaitant poursuivre un parrainage engagé
Points de vigilance	Territoire d'implantation des parrains

FICHE ACTION N°34 Prise en charge qualitative des Mineurs Non Accompagnés (MNA) et ex-MNA (devenus majeurs)	
Mesure : Faciliter l'intégration pro par des anciens MNA **Objectif : Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement vers l'autonomie des anciens MNA**	
Référent (personne ou institution) Direction ASE	
Constat du diagnostic	Le contexte d'une arrivée massive de MNA (augmentation de l'activité de 400 pour cent en cinq ans) a créé des tensions sur les dispositifs d'accueil qui n'étaient pas dimensionnés pour faire face à cet afflux. Le département a fait évoluer son offre pour répondre à ce besoin grandissant, en créant des places au CDE, dans les associations et en FJT. Au-delà de l'aspect quantitatif (nombre de places suffisant), le département a engagé une réflexion sur la prise en charge qualitative des MNA, dans le cadre des travaux du schéma enfance jeunesse famille. Le département souhaite poursuivre le déploiement de réponses en tenant compte des besoins des mineurs non accompagnés, notamment : - poursuivre la diversification de l'offre d'accueil et d'accompagnement en faveur des mineurs non accompagnés - impulser une réelle logique de parcours pour la prise en charge des mineurs non accompagnés En 2022, au 1er avril 2022, les chiffres d'accompagnements sont les suivants : - 127 arrivées depuis janvier, - 308 MNA confiés (contre 405 en janvier 2020), - 89 jeunes majeurs accompagnés.
Objectif opérationnel	Promouvoir la qualité de prise en charge des MNA, notamment via la rédaction d'un référentiel autour de 5 axes qualitatifs principaux : 1- L'accompagnement éducatif et l'insertion en France (présence éducateurs, plages horaires, fugues, règlement selon le logement, laïcité, tisser du lien avec son quartier, cohabiter-coopérer…) 2- La santé (médecine générale, accompagnement psy, prévention, manger sain, pratiques sportives, prévention, s'autonomiser…) 3- La gestion du budget (argent de poche, vêture, hygiène, loisirs, alimentation, épargne…) 4- L'accompagnement scolaire et professionnel (mises en stage, dispositifs accessibles, accès à la scolarité, accompagnement à la recherche d'emploi, veille économique, réseautage, points de vigilance…) 5- La préparation à la majorité et à la sortie dispositif ASE (préparation dossiers préfecture, préparation modalités de sortie dispositif MNA, recherche de logements, thésaurisation…

	Garantir la fluidité du dispositif en permettant des sorties des établissements, grâce à une activation des solutions en termes de logement et de régularité de la situation administrative
Description de l'action	Valorisation du financement du volet qualitatif via l'augmentation du prix de journée de 45 à 46 euros pour les MNA, afin d'augmenter la qualité en matière d'insertion pour répondre aux enjeux du groupe En 2021, 30 places supplémentaires pour les MNA ont été créées (à 46 euros le prix de journée) Mise en place d'un circuit de prévention des ruptures administratives ASE/Préfecture/DDCS
Identification des acteurs à mobiliser	ASE Préfecture DDCS Etablissements d'accueil Acteurs du logement et de l'insertion
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 41 610 € + 5475* € en 2022 = 47 085 Financement CD : 41 610 € + 5475* € en 2022 = 47 085 **Correspondant aux 30 nouvelles places créées (30 places x 1 € * 365 jours = 10950 €)*
	Budget 2022 = 94 170 €
Calendrier prévisionnel	Durée de la contractualisation
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre de MNA pouvant bénéficier d'un logement adapté à leur sortie du dispositif ASE Nombre de MNA bénéficiant d'un titre de séjour à leur majorité Nombre d'ex-MNA bénéficiant d'un contrat jeune majeur
Points de vigilance	

FICHE ACTION N°35 Création d'un dispositif : institut de formation permanent en protection de l'enfance	
Mesure : Repenser la gouvernance **Objectif : Renforcer la formation des professionnels**	
Référent (personne ou institution)	
Constat du diagnostic	Depuis 2007, la loi confirmée en 2016, fait injonction aux acteurs de la Protection de l'Enfance d'avoir une méthode, une approche, une lecture commune des problématiques dans l'intérêt des enfants et des familles
Objectifs	Améliorer la compétence et la coordination des acteurs en prévention protection de l'enfance
Description de l'action	Disposer d'un institut de formation pluri-partenarial, nommé Institut de Formation Permanent en Protection de l'Enfance (IFPE) qui offrira, dans une première phase, aux acteurs des différentes institutions des modules communs de formation portant sur : ▶ le développement psycho-affectif de l'enfant, ▶ la théorie de l'attachement / le méta besoin de sécurité, ▶ les compétences parentales, ▶ le recueil de la parole de l'enfant, ▶ le référentiel d'évaluation participative (élaboré par le CREAI), ▶ l'aide contrainte, ▶ l'analyse systémique. Pour mener à bien ce projet, l'appui du CNFPT sera recherché. Toutefois, lorsque l'offre de formation proposée par le CNFPT ne répondra pas aux besoins des professionnels de l'enfance sur le territoire départemental, le Département de la Moselle souhaite pouvoir mettre sur pied des formations sur mesure par la voie de lancement de consultations afin de répondre à des cahiers des charges très spécifiques. Aussi, **le recrutement d'un chef de projet dédié** apparaît aujourd'hui nécessaire afin de piloter ce projet complexe et d'apporter un appui essentiel en matière d'ingénierie de formation. Dans le cadre de l'IFPE en 2022, le Département vise la m**ise en place d'une recherche-action portant sur la double vulnérabilité** visant à mener une réflexion avec l'ensemble des acteurs de terrain et des partenaires médico-sociaux afin de permettre d'opérationnaliser les recommandations issues du rapport du défenseur des droits, mettre en place un parcours de soin des enfants accompagnés en Prévention /Protection de l'Enfance et relevant du champ du handicap.

Identification des acteurs à mobiliser	▶ CNFPT ▶ Milieu associatif ▶ Département ▶ Monde du soin ▶ Acteurs de l'Éducation Nationale ▶ Acteurs de la Protection judiciaire de la jeunesse
Moyens financiers prévisionnels	**Budget 2022 : 76 152 €**
Calendrier prévisionnel	- **Recherche action ASE / handicap – double vulnérabilité :** second semestre 2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Mise en place la recherche-action double vulnérabilité second semestre 2022
Points de vigilance	Un calendrier réaliste des formations

FICHE ACTION N°36 BIS Redynamisation de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance de la Moselle (ODPE57)	
Référent : Carola ORTEGA-TRUR, Responsable de l'Observatoire de l'Action Sociale Départementale et de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance de la Moselle	
Constats du diagnostic	Créé en 2012, l'Observatoire de l'Action Sociale Départementale (OASD) est un outil stratégique d'aide à la décision dont a souhaité se doter le Département de la Moselle afin de pouvoir mieux observer, piloter, mettre en œuvre et évaluer ses politiques sociales départementales. En 2013, dans le cadre des dispositions prévues par les lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016 réformant la protection de l'enfance, qui confient aux Présidents des Conseils Départementaux le soin de créer et d'animer un Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance (ODPE), le pilotage de l'ODPE de la Moselle a été confié à l'OASD. Depuis sa mise en place, l'ODPE de la Moselle s'est structuré autour de 3 instances - Un Comité de Pilotage, niveau stratégique et décisionnel (membres du Comité de Pilotage du Schéma Enfance, Jeunesse et Famille). - Un Conseil Scientifique, niveau de l'expertise et de l'appui méthodologique (universitaires, chercheurs, enseignants de l'IRTS, personnes ressources de la DS et des organismes mosellans de protection de l'enfance) et - Un Comité Technique, réseau des correspondants techniques de la DS qui se réuni en fonction des projets conduits par l'OASD/ODPE. Au fil des années, l'ODPE de la Moselle s'est révélé comme un véritable outil d'aide à la décision en matière de protection de l'enfance. Ses outils au service de l'opérationnel (tableaux de bord, indicateurs de suivi) et ses études (aide à la parentalité, prévention spécialisée, le passage à la majorité des jeunes de l'ASE…) contribuent à restructurer un espace décisionnel souvent chargé de questionnements au sein des équipes d'encadrement de la Direction de la Solidarité. Les travaux de l'ODPE de la Moselle ont également suscité l'intérêt des acteurs de la protection de l'enfance au niveau national. Ils ont fait l'objet d'articles dans la presse spécialisée et ils ont donné lieu à des présentations dans le cadre des Assises Nationales de la Protection de l'Enfance et des séminaires techniques de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance(ONPE). Dans le cadre de la Stratégie Nationale de Prévention et Protection de l'Enfance et plus particulièrement - de l'engagement transverse relatif au renforcement des ODPE - de l'engagement 3, visant à donner aux enfants et aux jeunes les moyens d'agir et de garantir leurs droits,

	le Département de la Moselle souhaite redynamiser et renforcer l'action de l'ODPE.
Objectifs opérationnels	Renforcer l'action de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance de la Moselle, et lui permettre - d'accomplir l'ensemble des missions qui lui sont confiées par la loi (article L.226-3-1 du code de l'action sociale et des familles) et - de répondre aux engagements de la contractualisation enfance, notamment en ce qui concerne la participation des enfants et des jeunes aux travaux de l'ODPE.
Description de l'action	❖ **ACTIONS A RENFORCER** : a) <u>Le Conseil Scientifique de l'ODPE</u>. - Renouvellement des membres de ce conseil notamment de l'équipe des chercheurs et enseignants (départ à la retraite) -Etablissement des conventions de partenariat avec l'Université de Lorraine et l'IRTS. - Elaboration du programme pluriannuel de recherches à conduire par l'ODPE. b) <u>Renforcer la fonction d'observation et de recherche de l'ODPE</u> (Loi du 14/3/16 relative à la protection de l'enfant). - Conduire des projets de recherche en matière de prévention et de protection de l'enfance, en étroite collaboration avec l'Université de Lorraine et l'IRTS. - Répertorier et valoriser les actions innovantes. Encourager les échanges de pratiques professionnelles. - Mise en lien des travaux de l'ODPE avec les études réalisées dans le cadre d'autres dispositifs et particulièrement avec la recherche sur la parentalité et l'insertion en cours dans le cadre du plan départemental de prévention et lutte contre la pauvreté. c) <u>La lettre de l'ODPE 57</u> - Mise en place d'un Comité de rédaction avec la participation des professionnels de la Direction de la Solidarité et des autres organismes locaux concernés par la prévention et la protection de l'enfance. -Encourager davantage les professionnels à écrire des articles à partir de leurs propres expériences professionnelles. - Parution semestriel (actuellement 1 numéro par an). d) <u>Observation Longitudinale Individuelle et Nationale en Protection de l'Enfance (OLINPE)</u>. Ce dispositif apporte au niveau national, mais également local, une connaissance fine des parcours des enfants et des jeunes ainsi que des problématiques du territoire permettant d'anticiper l'évolution des besoins en vue d'améliorer les réponses et les pratiques professionnelles.

	En Moselle, le projet a bien démarré, le logiciel OLINPE a été installé sur notre système de l'information sociale et les premiers tests de transmission à l'ONPE sont envisagés. L'Assistant bureautique OLINPE poursuit la création du Guide OLINPE et progressivement ses fonctions se sont élargies, il apporte un soutien technique à toutes les actions relatives à l'ODPE. A la fin de son contrat (Fin juillet 2022) ? il est proposé d'adapter le poste à ces évolutions et de l'intégrer au projet global de redynamisation de l'ODPE. : Le poste d'Assistant Bureautique OLINPE prend ainsi fin en juillet 2022 et il sera remplacé par un poste de Technicien d'études ODPE avec un élargissement de ses fonctions. d) En étroite collaboration avec la DEF-DASE et le CNFPT, pilotage du projet de création de l'Institut Permanent de Formation en Protection de l'Enfance (Fiche-action spécifique (2020-2021). ❖ **NOUVEAUX PROJETS** a) Création d'un média (radio-web interactive) par les jeunes et pour les jeunes sur la base du volontariat. De moins en moins de jeunes écoutent la radio en FM. Ils la consomment plus souvent via leur smartphone ou sur des applications. Le projet vise à permettre aux jeunes de s'impliquer dans la construction d'une action collective et de créer un média nouveau leur permettant de s'exprimer sur les différents sujets les concernant, des plus sérieux aux plus légers. L'association Intemporelles portera le projet, elle tiendra compte des attentes et des propositions des jeunes qui conduiront l'action. b) Dans la continuité des démarches participatives (Comité des parents) initiées par la DEFI dans le cadre du Schéma Enfance Jeunesse et Familles et en articulation avec le projet « groupe de paroles jeunes », création d'un *Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance* permettant la représentation des jeunes de la protection de l'enfance au sein de deux instances départementales : -Le Comité de Pilotage du Schéma Enfance, Jeunesse et Famille -Le Conseil Départemental Junior de la Moselle (un jeune de l'ASE élu au CDJM). Le Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance. sera rattaché à l'O.D.P.E., afin d'assurer une totale liberté de parole aux jeunes participant au projet. Son objectif est double : - Recueillir la parole des jeunes actuellement ou anciennement confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance. - Formuler des recommandations et donner un avis sur le dispositif de protection de l'enfance en Moselle.

Identification des acteurs à mobiliser	a) Renforcement de l'ODPE - Département de la Moselle DS/DEF-ASE/OASD/ODPE - Membres du Comité de Pilotage du Schéma Enfance, Jeunesse et Familles. - Université de Lorraine - IRTS de Lorraine b) Projet Media-Jeunes - Département de la Moselle DS/DEF-ASE/OASD/ODPE - Membres du Comité de Pilotage du Schéma Départemental Enfance Jeunesse et Familles. - Associations locales œuvrant dans le domaine de la Jeunesse (centres sociaux principalement) - Points d'Accueil et d'Ecoute Jeunes - Equipes de Prévention Spécialisée - Association Intemporelles (Création d'une radio-Web). - Organismes accueillant des enfants et des jeunes confiés à l'ASE - Association Intemporelles c) Projet Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance - Département de la Moselle DS/DEF-ASE/OASD/ODPE - Comité de Pilotage du Schéma Enfance, Jeunesse et Famille - Associations accueillant des enfants et des jeunes confiés à l'ASE - ADEPAPE Moselle (Entre nous) Au regard des moyens limités de l'OASD/ODPE (2 ETP) et afin fin d'assurer la mise en œuvre et le suivi de ces actions, le recrutement d'un Chargé de Mission ODPE est indispensable. Ses principales missions : - Relayer la Responsable de l'OASD dans le pilotage de l'ODPE notamment en ce qui concerne la coordination et la réalisation d'études et de recherches portant sur la protection de l'enfance proposées par le Conseil Scientifique portant sur la protection de l'enfance. Assurer leur diffusion en collaboration avec l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance et le réseau national des ODPE. - Suivi des projets en cours et mise en œuvre de nouveaux projets - En étroite collaboration avec la SDASE, contribuer à la création de tableaux de bord et d'indicateurs de suivi du Schéma Enfance, Jeunesse et Familles. - Assurer la continuité de *« La Lettre de l'ODPE 57 »* en s'appuyant sur un comité de rédaction multi partenarial associant les acteurs de la protection de l'enfance en Moselle.

	- Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions de l'ODPE retenues dans le cadre de la Stratégie Nationale de Prévention et de Protection de l'Enfance : • Dispositif OLINPE • Projet de création d'un média jeunes. • Projet de création du Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance - Assurer les liens avec l'ONPE et participer au réseau national des ODPE,
Moyens financiers prévisionnels	Financement Etat : 29 208 € Financement CD : 29 208 €
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	- Reprise des travaux du Conseil Scientifique ODPE - Publication de 2 numéros par an de *la lettre de l'ODPE57* - Transmission à l'ONPE des premières extractions OLINPE - Participation aux travaux de l'ODPE des autres acteurs de la protection de l'enfance en Moselle - Implication des enfants et jeunes de l'ASE dans le Conseil des Jeunes de la Protection de l'enfance et le projet média jeunes.

FICHE ACTION N°46
Parcours santé, réduction des inégalités sociales de santé

Mesure : réduire les inégalités sociales de santé **Objectif : renforcer le dispositif de prévention de santé des enfants scolarisés en QPV**	
Référent (personne ou institution) :	
Constat du diagnostic	Le Service Départemental de Protection Maternelle et Infantile (SDPMI) réalise un bilan de santé pour tous les enfants de quatre ans scolarisés à l'école maternelle. Afin de renforcer son action en direction des publics fragiles situés en Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), ce bilan serait complété par un bilan médical systématique pour les enfants scolarisés de la moyenne section d'une école maternelle située en QPV. Ce bilan serait fait en présence des parents. La suite du bilan et notamment des orientations feraient l'objet d'une attention particulière et d'une liaison spécifique avec le service de santé scolaire pour assurer une continuité de prise en charge.
Objectif opérationnel	• Renforcer le dispositif de prévention de santé des enfants scolarisés en QPV. • Informer et sensibiliser les parents sur les attitudes vertueuses de santé et améliorer la prise en charge des enfants suite au bilan de santé. • Assurer une couverture vaccinale optimale de ces populations.
Description de l'action	Organiser un bilan médical systématique pour les enfants scolarisés en moyenne section d'une école maternelle située en QPV.
Identification des acteurs à mobiliser	Puéricultrices Médecin vacataire Interprètes
Moyens financiers prévisionnels	118 000 € par an Financement Etat : 59 000 € financement d'un ETP de médecin vacataire et dépenses d'interprétariat (environ 1800 heures) Financement CD : 59 000€ correspondant à la contribution des puéricultrices à la réalisation du bilan de dépistage sensoriel (1.5 ETP estimés)
Calendrier prévisionnel	2019-2022
Indicateurs de mise en œuvre de l'action	Nombre d'enfants ayant bénéficié du dispositif
Points de vigilance	En suite des bilans, nécessité de s'assurer de la disponibilité des professionnels de santé sur le territoire afin d'assurer les soins pouvant être préconisés lors des bilans de santé.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d088-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Délégation de Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD

OBJET PROJET JARDIN'ÂGES : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LE SECOURS CATHOLIQUE DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE L'ANIMATION D'UN JARDIN INTERGENERATIONNEL A VOCATION SOCIALE A LA MAISON DU DEPARTEMENT DE BOULAY-MOSELLE

DOSSIER N° | | 15 | 911 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la convention avec le Secours Catholique relative à la poursuite de l'animation du jardin intergénérationnel à vocation sociale de la Maison du Département de Boulay-Moselle,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De poursuivre la collaboration avec la délégation du Secours Catholique de Meuse-Moselle pour le développement et l'animation de ce jardin intergénérationnel à vocation sociale,
- D'approuver le projet de convention de partenariat 2023-2025 annexé à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer,
- De verser annuellement au Secours Catholique et pendant la durée de la convention, une somme forfaitaire de 5 000 € sous réserve du vote des crédits.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Projet « JARDIN'ÂGES » : poursuite de l'animation d'un jardin intergénérationnel à vocation sociale à la Maison du Département de BOULAY-MOSELLE

Convention – DS – DT FORBACH-SAINT-AVOLD

La présente convention est établie :

ENTRE

Le **Département de la Moselle**, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, dûment habilité à l'effet présent par délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa séance du 14 novembre 2022, ci-après dénommé **« le Département »,**

d'une part,

ET

Le Secours Catholique (Caritas France – Délégation Meuse-Moselle), sise 26 rue de la chèvre, BP 44083, 57040 METZ cedex 1 représenté par Monsieur Rémy JUNKER, son Président, ci-après dénommé « **Le Secours Catholique** »

d'autre part,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique,

Vu la délibération de la commission permanente du 14 novembre 2022

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – les fondements de la convention et du partenariat

La Maison du Département, propriété du Département de la Moselle, est implantée au centre de la ville de Boulay-Moselle et abrite différents services à la personne du Département (action sociale et insertion, aide sociale à l'enfance, protection maternelle et infantile, aide aux personnes âgées…).

Un terrain attenant d'une superficie de 1500 m² se trouve à l'arrière du bâtiment et a été aménagé en jardin en 2017 dans le but d'en faire un espace de partage entre générations.

Ce jardin est devenu un outil privilégié d'insertion, de développement social et d'éducation à l'environnement.

Le jardin est ouvert toute la semaine. Un animateur bénévole du Secours Catholique et l'intendante de la Maison du Département, chef de projet « Jardin'Âges », accompagnent les personnes mobilisées dans ce projet. Un travail en partenariat avec l'ensemble des associations à vocation sociales, les écoles, le Centre Communal d'Action Sociale de la commune et les collaborateurs de la Direction de la Solidarité du territoire permet de proposer aux personnes en difficulté un accompagnement de proximité.

L'ensemble de ces actions est supervisé par un Comité de Pilotage présidé par la Conseillère Départementale du canton qui se réunit tous les trimestres.

Différents espaces composent ce jardin :

• des parcelles destinées à être cultivées (par des publics tels que mères célibataires, bénéficiaires du RSA, familles suivies par les assistantes sociales, etc) avec pour finalité pour les personnes accueillies de (re)créer du lien social, de rompre leur isolement, d'élargir leur réseau, mais aussi de s'inscrire dans un projet valorisant. Les légumes et fruits produits sur le jardin sont partagés entre les jardiniers et mis à disposition des usagers de la Maison du Département. Des repas collectifs renforcent cette dimension.

• des bacs de plantation destinés en priorité aux enfants des écoles primaires de la commune afin d'apprendre le cycle des plantes et de les initier à respecter la nature. Les parents d'élèves ont ainsi plaisir à se rendre dans le jardin avec leurs enfants en dehors des périodes scolaires.

• un espace de repos et de convivialité permettant les échanges.

La socialisation et l'épanouissement personnel y sont réels et la fréquentation est en augmentation régulière. Chacun évolue à son rythme au travers des différentes activités et en participant ou en contribuant à des évènements organisés par le Département et le Secours Catholique tout au long de l'année (cafés klatsch, ateliers de conte, fête de la soupe, barbecues, spectacles de clowns, de musique…).

Cette expérience très riche de près de 6 ans mérite d'être reconduite pour conforter et pérenniser les résultats obtenus.

Article 2 – Objet de la convention

Le Département de la Moselle et le Secours Catholique, soucieux de poursuivre ce projet et d'animer ce jardin inter générationnel à vocation sociale à la Maison du Département de Boulay-Moselle conviennent de s'engager par le biais d'une convention de partenariat sur une durée de 3 ans.

Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties.

Un programme semestriel est réalisé en collaboration avec le Secours Catholique, validé par le COPIL et mis en œuvre. Un document d'intention réactualisé, en annexe, vient expliciter le projet et sa démarche.

Article 3 - les actions du partenariat

Le Département demande au Secours Catholique de poursuivre le développement et l'animation du jardin de la Maison du Département de Boulay-Moselle dénommé « Jardin'Âges ».

L'objectif principal du jardin est de créer un lieu de vie partagé, autour du jardinage, pour promouvoir rencontres, échanges et entraide :

• en accompagnant les personnes,
• en favorisant le vivre-ensemble,
• en contribuant à la dynamique des territoires.

Article 4 – Engagements du Département en faveur du Secours Catholique

Afin de soutenir le projet « Jardin'Âges », et à la condition que le Secours Catholique respecte toutes les clauses de la présente convention, le Département s'engage :

• à verser annuellement une somme forfaitaire de 5 000 €, sous réserve du vote des crédits,

• à mettre à disposition un bureau meublé à la Maison du Département de Boulay-Moselle, sous condition de réservation,

• à mettre à disposition un terrain de 1 500 m² situé derrière la Maison du Département de Boulay-Moselle pour poursuivre le jardin,

• à communiquer sur tous les documents et publications écrites ou en ligne, concernant ou mentionnant le projet « Jardin'Âges », le partenariat avec le Secours Catholique, notamment en apposant le logotype du Secours Catholique.

Article 5 – Engagements du Secours Catholique

Le Secours Catholique s'engage à apporter son expertise et son savoir-faire au Projet « Jardin'Âges » du Département.

Il s'agira de :

• mobiliser différents partenaires institutionnels et associatifs du territoire,

• mobiliser des partenaires techniques,

• mobiliser des partenaires financiers et rechercher des financements,

• rechercher les ressources qui permettraient un développement soutenu du jardin.

Article 5.1 – Engagements généraux du Secours Catholique

Le Secours Catholique s'engage à réaliser le programme prévisionnel d'activités défini en comité de pilotage.

Lorsque les actions entreprises par le Secours Catholique, dans le cadre du projet, peuvent concerner les services départementaux, le Secours Catholique s'engage à y associer les services compétents du Département.

Article 5.2 – Obligations comptables

Le Secours Catholique s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable dans sa version consolidée.

Article 5.3 – Obligation d'information

Le Secours Catholique s'engage à informer le Département de tous les évènements susceptibles de modifier sa situation juridique, financière et économique.

D'une manière générale, il devra sur simple demande du Département, lui communiquer tout document qu'il jugera utile, de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Dans ce cadre, le Secours Catholique s'engage en particulier à lui communiquer :

• le budget prévisionnel global de l'exercice demandé,

• les statuts,

• la liste des personnes chargées de l'administration du Secours Catholique, délégation Meuse-Moselle,

• les derniers comptes approuvés (N-1).

Article 6 – Contrôle du Département

Article 6.1 – Contrôle financier

Le Secours Catholique adressera au Département dans les mois de leur approbation les comptes annuels de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexes).

Au plus tard dans les mois suivant la fin de chaque exercice, le Secours Catholique transmettra également au Département un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la convention.

Article 6.2 – Contrôle d'activités

Le Département pourra procéder à tous contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé de actions entreprises par le Secours Catholique et du respect de ses engagements.

Article 7 – Communication

Le Secours Catholique s'engage à faire apparaitre sur tous les documents et publications écrites ou en ligne, concernant ou mentionnant le projet « Jardin'Âges », le partenariat avec le Département, notamment en apposant le logotype du Département.

De même, le Secours Catholique s'engage à convier Monsieur le Président du Département de la Moselle à toutes les manifestations organisées dans le cadre de ce partenariat.

Article 8 – Durée de la convention et modalités de versement de la subvention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, soit de 2023 à 2025. Une subvention d'un montant de 5 000 € sera versée annuellement.

Article 9 – Résiliation

Article 9.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le Secours Catholique, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au Secours Catholique par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9.2 – Résiliation pour manquement du Secours Catholique

En cas de manquement par le Secours Catholique à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au Secours Catholique par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au Secours Catholique.

Cette résiliation entrainera le reversement de tout ou partie de la participation financière forfaitaire du Département indûment perçue par le Secours Catholique. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par le Département.

Article 9.3 – Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet au terme d'un délai de trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entrainer le reversement par le Secours Catholique de tout ou partie de la participation financière du Département. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 10 – Conciliation – Règlement des litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et après épuisement de toutes les voies amiables, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation de la juridiction compétente. Le contentieux entre les parties sera présenté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à ……, le ……

En deux exemplaires originaux.

Pour le Secours Catholique,

Le Président,

Rémy JUNKER

Pour le Département,

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

ANNEXE A LA CONVENTION

Secours Catholique Caritas France
ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL
Meuse-Moselle

BOULAY – Projet JARDIN'AGES
Un Jardin pour Tous et pour tous les âges

Document d'intentions 2023-2025

1. Rappel des objectifs :

- **Lutter contre l'isolement des personnes :**

  Logique intergénérationnelle, jardin lieu à visiter pour créer des liens entre les personnes qui le fréquentent, …
  Liens entre Visiteurs et jardiniers
  Prévenir la perte d'autonomie
  Créer des solidarités de voisinage
  Créer une dynamique sur le territoire
  Rompre l'isolement des seniors en les faisant participer de loin ou de près aux activités (préparation de bouturages, semis en pot à ramener au jardin, partage et transmission de savoirs entre générations
  Apprendre de soi à partir du jardinage / au travers des opérations de jardinage, se remettre en question (exemple fragilité des jeunes pousses qui méritent une attention particulière ; jardiner avec la nature et non contre elle… / A mettre en perspective avec l'éducation des enfants et ou mon approche du monde et de la société…)

- **Conserver ou retrouver une utilité sociale :**

  Favoriser l'échange de savoirs
  Transmettre des savoir-faire, réapprendre, prendre confiance
  Produire des fruits et des légumes
  Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet

- **Développer le soutien à la parentalité**

  Proposer des supports d'action parents /enfants nouveaux en lien avec la nature
  Prévoir des moments conviviaux entre et avec les participants
  Continuer de travailler avec l'école primaire Léon Krause

Secrétariat – VERDUN :
41 rue des Minimes - BP 10113 - 55103 VERDUN cedex
Tél. : 03 29 86 16 80 – Fax : 03 29 86 96 47

Secrétariat – METZ :
26 bis rue de la Chèvre - BP 44083 - 57040 METZ cedex 1
Tél. : 03 87 76 21 56 – Fax : 03 87 74 31 22

meusemoselle@secours-catholique.org – http://meusemoselle.secours-catholique.org/

Secours Catholique - Caritas France Association reconnue d'utilité publique. Membre du réseau Caritas Internationalis
caritasfrance Secours Catholique-Caritas France
secours-catholique.org

ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

- **Promouvoir la culture du développement durable et l'éducation à la nature et l'environnement**

  - Promouvoir le jardinage écologique
  - Apprentissage d'éco-gestes, protection de la ressource en eau, préservation de la biodiversité, …Mise en place, en plus des zones de jardins partagés, d'une zone de biodiversité, d'espaces pédagogiques sur le jardin, les végétaux, …

2. Le contexte actuel

- 6 ans d'expérience riche et diverse
- Le jardin est divisé en 11 parcelles dont 9 attribuées à des particuliers.
- Plusieurs animations pour le Grand public (adultes, enfants)
- Une action collective « Café Klatsch » tous les mercredis après-midis
- Mars 2023 : participation des enfants du relais de la petite enfance de Boulay
- Atelier théâtre par les enfants de Moissons Nouvelles de Boulay (sous réserve)
- Participation des enfants de la MJC de Boulay pour la préparation des activités lors des manifestations.

3. Le public concerné

- Des personnes en situation de précarité
- Des personnes en perte d'autonomie
- Des personnes isolées
- Des seniors
- Des collectifs : le groupe Café Klatsch, le mercredi après-midi, Moissons Nouvelles, les jeunes de la MJC de Boulay, relais de la Petite Enfance
- Associations : Les Petits Frères des Pauvres

4. Les besoins et les attentes

- Un lieu de vie partagé pour poursuivre : rencontres, échanges et entraides en accompagnant les personnes et en contribuant à la dynamique des territoires
- Favoriser le vivre ensemble
- Rencontres intergénérationnelles, des retraités et des enfants.

5. Le potentiel du projet

- Réaffirmer les solidarités de proximité
- Développer les liens intergénérationnels

ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

- Développer une culture partagée du développement durable et de l'éducation à l'environnement
- Soutenir le partenariat avec les acteurs du territoire : CD57, ville, communes de l'EPCI, associations de solidarité, écoles, maisons de retraite, l'ESAT, centre social et MJC, …
- Poursuivre la synergie des compétences professionnelles et bénévoles sur le territoire
- Poursuivre les rencontres et les événements festifs
- Développer les initiatives pour apprendre, réapprendre, « donner goût à », éveiller
- Renforcer les initiatives pour apprendre à consommer différemment, à manger sainement, à pratiquer des éco-gestes, etc.
- Continuer à transmettre des bonnes pratiques, des savoir-faire

6. Les grandes lignes du projet

Le projet « jardin 'âges » est opérationnel à deux têtes :

- L'intendante de la Maison assure la relation entre les différents services de la Maison du Département. Elle assure la communication interne et externe pour promouvoir les différentes animations au Jardin. Elle co-anime le comité de pilotage et différentes animations au jardin. A chaque comité de pilotage, elle fait le compte-rendu et l'enverra à tous les partenaires.
- L'animateur du Secours Catholique accompagne tous les acteurs du jardin (bénévoles et jardiniers). Il co-anime le comité de pilotage et différentes animations au jardin. Il assure l'ordre du jour du comité de pilotage.

7. Les partenaires :

- Les personnes physiques ciblées par le projet
- Le Conseil Départemental 57
- Le SCCF 557 ?
- L'UDAF suivi RSA
- Les Petits Frères des Pauvres
- EHPAD local et maison de retraite (sous réserve)
- MJC
- DS (DT et DMG)
- Ville de Boulay
- Communauté de commune du pays boulageois
- Conférences Saint Vincent de Paul
- Ecole Léon Krause
- Relais de la petite enfance
- Moissons Nouvelles

ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

8. Une approche budgétaire globale

Dépenses :

- Forfait pour les salariés du Secours Catholique (animateur, délégué, secrétariat, comptabilité)
- Volontaire de service civique selon les années
- Outillage / petit matériel (bricolage, jardinage)
- Semences / plants / bulbes
- Déplacements
- Visites d'autres expériences
- Evénements festifs
- Frais de convivialité (café – gâteaux)

Ressources :

- Mises à disposition de matériel par le CD 57
- Mise à disposition du terrain par le CD57
- Mise à disposition d'un bureau par le CD57 sur réservation
- Participation volontaire du SCCF 57 selon les années
- Contribution d'autres collectivités territoriales du secteur.

9. Une esquisse de calendrier

a. Rédaction du document d'intention : août 2022
b. Nouvelle convention entre le SC57 et le CD57 : 2023- 2025 pour trois ans
c. Recrutement d'un volontaire de service civique selon les besoins identifiés
d. Organisation de la période hivernale : ateliers repas, cuisiner ensemble, continuité du café Klatsch dans le local du Secours Catholique tous les mercredis après-midis, avec la mobilisation d'une personne en Mécénat de Compétences Orange et plusieurs bénévoles.

10. Le Secours Catholique, Délégation Meuse-Moselle, poursuit en tant que porteur de projet :

La Maison du département 57 confirme que le Secours Catholique, Délégation Meuse-Moselle, poursuit en tant que porteur de projet. Il est appelé à être responsable avec l'intendante de MD de Boulay du développement du projet de jardin à Boulay dénommé « Jardin'âges ». Ils continuent à mobiliser ensemble les différents partenaires institutionnels et associatifs, les partenaires techniques et les partenaires financiers. Ils poursuivent l'animation du projet avec les partenaires. Le Secours Catholique présente les dépenses et les recettes aux partenaires tout au long de l'année.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d094-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Service des Etablissements Sociaux

OBJET SEGUR DE LA SANTE ET DU SOCIAL : REVALORISATIONS SALARIALES

DOSSIER N° | | 16 | 927 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les revalorisations salariales liées au Ségur de la Santé et du Social,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'autoriser dans le cadre des mesures Laforcade et du Ségur de la filière socio-éducative, le versement d'une compensation financière auprès des établissements sociaux et médico-sociaux du secteur privé non lucratif et public. Cette compensation est liée aux revalorisations salariales des personnels des structures de la Protection de l'Enfance et du champ du handicap pour lesquelles le Département de la Moselle est le financeur exclusif.

- Cette compensation interviendra sur la base d'un déclaratif et fera l'objet d'un controle a postériori avec régularisation en année n+1.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d07a-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Direction de la Politique de l'Autonomie

OBJET CENTRE D'AMELIORATION DU LOGEMENT DE LA MOSELLE - AVENANT A LA CONVENTION 2022

DOSSIER N° | | 17 | 834 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un avenant à la convention 2022 avec le Centre d'Amélioration du Logement de la Moselle (CALM),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer au titre de 2022, une subvention complémentaire de 20 000 € au CALM,
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention avec le CALM annexé à la présente décision et d'autoriser le Président à le signer,
- d'autoriser le Président à engager les crédits nécessaires.

Imputation budgétaire	Libellé	Crédits votés	Crédits engagés	Crédits disponibles	Proposition d'engagement	Crédits disponibles après engagement
65/6574/538	Subvention CALM	80 000 €	50 000 €	30 000 €	20 000 €	10 000 €

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

AVENANT n° 1 à la Convention passée avec le Centre d'Amélioration du Logement de la Moselle en date du 23 août 2022 au titre de l'année 2022

ENTRE

Le Département de la Moselle,
représenté par M. Patrick WEITEN, Président du Département,
Hôtel du Département - 1 rue du Pont Moreau - CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé "Le Département"
dûment habilité par la délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022,

d'une part,

ET

Le Centre d'Amélioration du Logement de la Moselle (CALM),
représenté par son Président, Monsieur Raymond WEINHEIMER,
24 rue du Palais - BP 14062 - 57040 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé "le CALM",

d'autre part,

Vu les délibérations de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 4 juillet 2022 et du 14 novembre 2022,

Vu la convention du 23 août 2022 notamment son article 3 : « Participation financière du Département »,

Vu l'état financier intermédiaire du 1er semestre 2022 atteignant le quota de l'activité annuelle prévue par la convention,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Le Département apporte une contribution complémentaire de 20 000 € au CALM au titre de l'exercice 2022, en sus de la subvention de 50 000 € prévue au titre de la convention.

Article 2 : Cette majoration a pour objet de répondre aux besoins réels des Mosellans pour l'année 2022 et de subventionner l'accompagnement du CALM dans leur démarche d'adaptation de logement.

Article 3 : L'article 3.1 intitulé "Montant de la contribution financière" de la convention est modifié comme suit :

Le Département prend en charge une partie de la prestation d'ingénierie sur la base d'un coût unitaire de 360 € par dossier (194 dossiers attendus), dans la limite de 70 000 €. Le CALM n'est pas rémunéré pour les contacts sans suite ou les projets abandonnés en cours de procédure.

Article 4 : L'art 3.2 intitulé « Modalités de versement de la contribution financière » est complété comme suit : la contribution complémentaire de 20 000 € donnera lieu à un versement unique, les autres conditions liées au versement étant inchangées.

Article 5 : Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Metz, le
En 2 exemplaires originaux

Pour le CALM, **Le Président**	**Pour le Département de la Moselle** **Le Président**
Raymond WEINHEIMER	**Patrick WEITEN**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d092-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Direction de la Politique de l'Autonomie

OBJET CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE (CFPPA)

DOSSIER N° | | 18 | 924 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) ,

VU les décisions de la CFPPA relatives au programme d'actions modifiés 2022, réunie en Assemblée Plénière le 13 septembre 2022 ,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de subventionner à hauteur de **182 472 €** les actions de prévention dans les EHPAD (liste des bénéficiaires en annexe 1 à la présente décision) et d'approuver la convention type figurant en annexe 7 à la présente décision ;

- de subventionner à hauteur de **274 290 €** les structures intervenant dans la lutte contre l'isolement (liste des bénéficiaires indiquée en annexe 2 à la présente décision) et d'approuver la convention type figurant en annexe 3 ;

- d'approuver l'avenant à la convention partenariale entre le Département et la Fédération Seniors Moselle pour soutenir les actions liées au lien social et à la prévention dans les EHPAD figurant en annexe 6 à la présente décision ;

Adopté, à l'unanimité Le Président

- de subventionner les structures suivantes intervenant dans l'aide aux aidants des personnes âgées et des aidants des personnes en situation de handicap :
  - la Plateforme de Répit 57 de l'association Fondation Bompard à hauteur de **25 000 € ;**
  - la Plateforme de Répit de l'hôpital de DIEUZE à hauteur de **20 000 € ;**
  - la Maison des Aidants de FREYMING-MERLEBACH portée par l'association La Parenthèse à hauteur de **30 000 € ;**
  - la Maison des Aidants de METZ portée par l'association Le Collectif Handicap 57 à hauteur de **20 000 €** (hors crédits CFPPA) ;
  - la Fédération ADMR de la Moselle à hauteur de **22 000 €.**

- de subventionner les candidatures retenues dans le cadre de l'appel à projets 2022 de l'aide aux aidants :
  - l'association Envol Lorraine à hauteur de **16 600 €** (hors crédits CFPPA);
  - la Plateforme de Répit 57 de l'association Fondation Bompard à hauteur de **15 000 € ;**
  - la Plateforme de Répit de l'hôpital de DIEUZE à hauteur de **20 000 € ;**
  - la Maison des Aidants de FREYMING-MERLEBACH portée par l'association La Parenthèse à hauteur de **5 000 € ;**
  - la Maison des Aidants de METZ portée par l'association Le Collectif Handicap 57 à hauteur de **15 000 €** (hors crédits CFPPA) ;
  - la Fédération ADMR de la Moselle à hauteur de **8 000** € ;
  - l'association du 3ème âge du Pays de Bitche à hauteur de **3 400 €.**

- d'approuver la convention-type concernant l'aide aux aidants figurant en annexe 4 à la présente décision ;

- d'approuver la charte entre le Département et France Alzheimer de Moselle figurant en annexe 5 à la présente décision ;

- d'autoriser le Président à engager les crédits nécessaires et à signer les conventions correspondantes.

M. CHABANE et M. CUNY ne participent ni au débat ni au vote

ANNEXE 1

APPEL A PROJET RELATIF A LA PREVENTION DANS LES EHPAD

N°	EHPAD OPERATEUR	COMMUNE / DEPARTEMENT	PROJET, OBJECTIFS	MONTANT
1	EPDS	GORZE	Former des soignants au dépistage de la dénutrition + équipements et matériels	4 500 €
2	Les Jardins de Saint-Jacques	DIEUZE	Actions Promotion Santé (APS), plaisir de manger, bucco-dentaire, dénutrition	16 800 €
3	Saint-Paulin	DIEUZE	Actions APS, plaisir de manger, bucco-dentaire, dénutrition	16 800 €
4	Val Fleuri	FENETRANGE	Rencontres sportives et nutritives	1 500 €
5	Les 4 saisons	LORQUIN	Rencontres sportives et nutritives	
Sous Total établissements Publics				**39 600 €**
6	Les Jardins	SARREBOURG	Déployer un parcours de motricité extérieur à la prévention des chutes	1 300 €
7	Sainte-Famille	METZ	Lutter contre la dénutrition, proposer de nouvelles formes d'activités physiques et collectives, former les salariés à la méthode Montessori adaptée aux PA présentant des troubles cognitifs	6 190 €
8	Sainte-Marie	METZ	Prévention des chutes, dépistage et prise en charge de la dénutrition, le syndrome de glissement	11 200 €
9	Sainte-Claire	METZ	Prévention des chutes, dépistage et prise en charge de la dénutrition, le syndrome de glissement	11 200 €
10	Sainte-Madeleine	THIONVILLE	Prévenir le syndrome de glissement par l'accompagnement thérapeutique, holistique et mise en place de la formation des aidants	1 500 €
11	Sainte-Chrétienne	METZ	Prévenir les chutes (installation d'un système de détection, le syndrome de glissement (table Tovertafel)	8 200 €
12	Home de Préville	MOULINS LES METZ	Favoriser l'activité physique adaptée (table Tovertafel), former les personnels aux effets du vieillissement	2 360 €
13	Saint-Vincent	CHÂTEAU SALINS	Former APS, parcours de marche spécifique et former les professionnels à la méthode Montessori	7 600 €
14	Notre Dame du Blauberg	SARREGUEMINES	Formation des personnels de restauration	7 312 €
15	La Vacquinière	MONTIGNY LES METZ	Prévention des chutes (installation d'un système de détection), de la dénutrition et du syndrome de glissement (table Tovertafel)	8 000 €
16	Villa d'Avril	SAINT-AVOLD	APS, formations prévention des chutes, rester actif	9 040 €
17	Moulins de Domèvre	VAXY	APS, formations prévention des chutes, rester actif	9 000 €
18	Les Templiers	RICHEMONT	APS, formations prévention des chutes, rester actif	9 000 €
19	Résidence St-Julien	SAINT JULIEN LES METZ	APS, formations prévention des chutes, rester actif	9 000 €
20	Le bois des Oiseleurs	FREYMING-MERLEBACH	Ralentir l'aggravation des troubles de l'apathie et participer à l'amélioration de la qualité de vie avec des ateliers d'animation	14 470 €
21	Etienne Pierre Morlanne	METZ	Projet Tovertafel	8 000 €
22	Sainte-Croix	BOUZONVILLE	Dénutrition, APS	2 500 €
23	Belletanche	METZ	Dénutrition, APS pour prévenir le syndrome de glissement	2 500 €
24	Le Plateau	OTTANGE	Promouvoir l'activité physique adaptée	1 500 €
25	Fédération Seniors Moselle	DEPARTEMENT	Promouvoir l'activité physique adaptée	10 000 €
26	Association Les Alizés	THIONVILLE	Promouvoir l'activité physique, la mémoire, le lien social	3 000 €
Sous-total Privé				**142 872 €**
TOTAL				**182 472 €**

ANNEXE 2

ACTIONS RELATIVES AU LIEN SOCIAL ET A LA LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT

N° porteurs	ENTITE	Eléments du Projet	METZ ORNE	THIONVILLE	FORBACH SAINT-AVOLD	SARREGUEMINES BITCHE	SARREBOURG CHÂTEAU-SALINS	PROPOSITION DE LA COMMISSION « LIEN SOCIAL » DE LA CONFERENCE DES FINANCEURS 13/09/2022
1	Association L'ACCORDERIE	Redynamisation des échanges avec les seniors de la vallée de la Fensch		1				12 700 €
2	ADOMA	Poursuite du réseau de veille de proximité" : repérer des personnes âgées "migrants" et leur proposer des actions relatives à l'accès aux droits, à la prévention de la perte d'autonomie, à l'accès aux équipements et aux aides techniques.	1	1				25 000 €
3	Association ADMR	Poursuite des actions engagées dans le cadre de « Monalisons-nous » et de la coordination territoriale sur le bassin thionvillois et Château-Salins/Delme autour de la problématique de l'isolement		1			1	60 000 €
4	CENTRE LE LIERRE de THIONVILLE	Poursuite de visites de convivialité territorialisées auprès de personnes âgées isolées ainsi qu'une formation appropriée en direction des bénévoles réalisant ces visites de convivialité en binôme.		1				4 500 €
5	Association des Emplois Familiaux de la Moselle	Accompagnement auprès des Chibanis dans une logique d'inclusion sociale.	1					25 000 €
6	Club BARRABINO	Activités partagées et intergénérationnelles dans les différents quartiers de la ville de FORBACH			1			16 330 €
7	SIEL BLEU	Accompagnement individualisé de seniors isolés à domicile			1			1 960 €
8	Association Canoé Kayak de Sarreguemines	Eveilleur d'émotions : Visites à domicile et de convivialités				1		9 000 €
9	Association Seniors de TALANGE	Aide à la personne des besoins quotidiens et rencontres intergénérationnelles	1					3 900 €
10	Fédération Seniors Moselle	Evasion à domicile : stimuler les fonctions cognitives et la mémoire	1	1	1	1	1	9 010 €
11	Association Les Petits Frères des Pauvres	Poursuite des actions engagées auprès des personnes âgées vulnérables et Mise en place d'une coordination territoriale sur les bassins de Forbach-St-Avold, Sarreguemines Bitche et Sarrebourg et autour de la problématique de l'isolement			1	1	1	60 000 €

N° porteurs	ENTITE	Eléments du Projet	METZ ORNE	THIONVILLE	FORBACH SAINT-AVOLD	SARREGUEMINES BITCHE	SARREBOURG CHÂTEAU-SALINS	PROPOSITION DE LA COMMISSION « LIEN SOCIAL » DE LA CONFERENCE DES FINANCEURS 13/09/2022
12	CASC de HAYANGE	Activ seniors : favoriser les échanges et les rencontres entre seniors.		1				3 390 €
13	Association Intemporelle	Nos seniors ont du talent	1	1	1			9 000€
Sous-total – Privé								**239 790 €**
14	CCAS de BITCHE	Création d'un atelier d'animation pour les personnes âgées isolées				1		2 000 €
15	CCAS de BOUZONVILLE	Avoir un soutien psychologique par la médiation du sport adapté		1				7 500 €
16	CCAS de FAMECK	Rencontre autour d'un café « lundi papot'âge »		1				8 000 €
17	CCAS de TALANGE	Musico thérapie et création d'une ruche d'arts	1					3 000 €
18	CCAS de THIONVILLE	Ateliers de séances d'hypnose collective		1				1 000 €
19	CCAS de WOIPPY	Lutter contre la précarité alimentaire des seniors à faibles revenus	1					12 000 €
20	CCAS de YUTZ	Ateliers de séances d'hypnose collective		1				1 000 €
Sous-Total Etablissements Publics								**34 500 €**
TOTAL								**274 290 €**

ANNEXE 3

Convention portant sur le versement d'une subvention au titre d'un appel à projet « accompagner et soutenir des personnes âgées fragilisées et vulnérables » financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

Entre Le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE,
Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

Et L'Association (ETABLISSEMENT) XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Représentée par

Numéro FINESS de l'entité juridique :

d'autre part,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.233-2 et D.233-17,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du 14 novembre 2022,

Vu le programme coordonné de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de Moselle et la publication d'un appel à projets « accompagner et soutenir les personnes âgées fragilisées et vulnérables »,

Vu les candidatures retenues dans le cadre de cet appel à projet par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de Moselle réunie le 13 septembre 2022,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement de la subvention décidée dans le cadre du programme coordonné de la Conférence des Financeurs de Moselle à l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXXXX en vue de proposer des actions collectives ou individuelles sur l'isolement des personnes âgées vulnérables et la mise en œuvre d'actions promouvant le bénévolat et la dimension intergénérationnelle retenues dans le cadre d'un appel à projets « accompagner et soutenir les personnes âgées fragilisées et vulnérables »

Dans le cadre de cet appel à projet, la candidature de l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXX a été retenue sur :

- Le repérage et l'accompagnement des personnes isolées ;
- L'animation et la coordination territoriale avec les acteurs de proximité et les CCAS ;
- Le déploiement d'actions ciblées et territorialisées en direction des personnes âgées isolées.

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 – Obligation de l'association (l'établissement) XXXXXXXXX

L'association (l'établissement) XXXXXXXX s'engage à mettre en place :

- la méthode et la démarche portant sur le repérage des personnes isolées et l'identification de leurs besoins à l'échelle d'un territoire défini (quartier, commune, communauté de communes, etc.) ;

- les actions suivantes auprès de personnes âgées de plus de 60 ans, dans les territoires et les communes indiquées dans leur dossier de candidatures :
(indiquer les actions retenues)

L'association répond également aux attendus définis dans le cahier des charges annexé à la présente convention.

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département fixe le montant de la subvention pour l'association (l'établissement) XXXXXXXX dans le cadre d'une convention qui définit ainsi les droits et obligations des parties prenantes en découlant. Il s'engage sous réserve du vote de son budget à verser la subvention prévue à l'article 4.

Article 3 – Durée, date d'effet

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et prend fin au 30 novembre 2023.

Article 4 – Dispositions financières

Le montant de la subvention versée à l'association (l'établissement) XXXXXXXXX s'élève à …… €.

Ce montant est dédié au financement des actions programmées par l'Association sur le territoire de Moselle couvrant les communes suivantes :

Territoire de Metz Orne :
Territoire de Thionville :
Territoire de Saint-Avold/Forbach :
Territoire de Sarreguemines/Bitche
Territoire de Sarrebourg/Château Salins

La présente convention concerne les personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile.

Par contre, ne sont pas concernés par cette présente convention et la subvention versée à l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXXX :

- les résidents des Résidences Autonomie.

L'association (l'établissement) XXXXXXXX s'engage à ne pas utiliser la subvention pour un objet autre que celui prévu à l'article 1 de la présente convention.
Ce montant permet le financement intégral d'actions programmées selon les modalités en vigueur dans le cadre de l'association (l'établissement) XXXXXXXX.

Article 5 – Modalités de versement de la contribution financière

Le Département de Moselle verse la subvention de XXXXXX € à la notification de la présente convention.

Le versement est effectué à l'association (l'établissement) XXXXXXX au compte ouvert en son nom :

IBAN : …….
BIC : ……..

Article 6 – Justificatifs et Contrôle exercé par le Département

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXXXX transmettra au Département de la Moselle au plus tard le 30 juin 2023 :

- un bilan des six mois de mise en œuvre des actions en précisant la typologie des actions réalisées entre la date de signature de la convention et le 31 mai 2023 (calendrier, nature (individuelles ou collectives) et thème, annexe 1, annexe 2) ;
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant leur lieu de résidence, et leur répartition par :
  - tranche d'âge,
  - genre (femme ou homme),
  - bénéfice ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
  - le G.I.R ;
- pour les actions individuelles, il conviendra également de préciser les caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation... ;
- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant engagé pour chacune des actions réalisées.

L'association transmettra au Département de la Moselle, au plus tard le 31 mars 2024, un bilan et un compte-rendu financier des actions réalisées entre le 1er décembre 2022 et le 30 novembre 2023.

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXX s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Article 7 – Assurances et responsabilité

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXX conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 8 – Avenant :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, défini d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à un avenant.
La demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant l'objet de la modification sollicitée, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. Le texte de l'avenant précisera les éléments modifiés du contrat, sans que ses objectifs généraux ne soient remis en cause.

Article 9 – Résiliation pour faute du cocontractant/bénéficiaire :

En cas de manquement par le cocontractant/bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au cocontractant/bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au cocontractant/bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du cocontractant/bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indument perçue par le cocontractant/bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 10 – Autres cas de résiliation :

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque-cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 11 – Litiges :

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Fait à METZ, le _____

En deux exemplaires originaux

Le Département de la Moselle,	L'association (Etablissement)
M. Patrick WEITEN Président	Mme M. Prénom NOM Président

ANNEXE 1 à la convention

Programme des actions portant sur le versement d'une subvention au titre d'un appel à projets « Accompagner et soutenir les personnes âgées fragilisées et vulnérables » financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

FICHE ACTION N°1 – ACTION TERRITORIALISEE

AXE relatif à l'action présentée :	
Intitulé de l'Action	
Contexte Général et les Enjeux	
Objectifs	
Lieu(x), territoire (s) concerné (s)	
Description de l'Action : décrire les différentes étapes du projet et du déroulé de l'action mise en place	
Date de mise en œuvre de l'action	
Public cible et le nombre attendu	
Moyens nécessaires (équipements, matériels, locaux)	
Ressources Humaines disponibles (ETP)	
Méthodologie (démarche mise en place)	
Calendrier des étapes du projet	
Pilote du projet : Indiquer son nom	
Contributeurs/Partenaires	
Budget détaillé de l'Action	

ANNEXE 2 à la convention

Fiche de suivi et d'indicateurs des actions portant sur le versement d'une subvention au titre d'un appel à projets « accompagner et soutenir les personnes âgées fragilisées et vulnérables » financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

FICHE DE SUIVI ET INDICATEURS DE RESULTATS – ACTION TERRITORIALISEE

INTITULE DE L'ACTION :
……
……..

ELEMENTS DE CADRAGE DE L'ACTION	Calendrier Prévisionnel		RESULTATS ATTENDUS			Appréciation / Observation
	Décembre /Mai	Juin /Novembre	Réalisé	Partielle -ment atteint	Pas atteint	
Objectifs opérationnels suivis : -						
Le déroulé de l'action et ses étapes : - -						
Public (s) cible (s) : -						
Nombre attendu / Public (s) cible (s) :						
Territoire(s) concerné(s) : - -						
Moyens Nécessaires : - équipements : indiquer les éléments - matériels : - locaux :						
Ressources Humaines : - décrire les fonctions occupées et la correspondance en ETP						
Intervention des Partenaires dans le projet : les indiquer chacun d'entre eux						
Budget global du projet et sa consommation détaillé les différentes dépenses						

ANNEXE 4

ACCOMPAGNEMENT DES AIDANTS

Convention portant sur le versement d'une subvention au titre de l'accompagnement et du soutien auprès des proches aidants des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle

Entre Le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE,
Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

Et L'ASSOCIATION (ETABLISSEMENT) XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Représentée par

Numéro FINESS de l'entité juridique :

d'autre part,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.233-2 et D.233-17,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du 14 novembre 2022,

Vu le programme coordonné de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de Moselle et le plan d'actions en faveur des aidants de personnes âgées et des aidants de personnes en situation de handicap et votés en séance plénière le 13 septembre 2022,

Vu les propositions de candidatures proposées par le Comité technique des aidants et retenues par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de Moselle réunie le 13 septembre 2022**,**

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement de la subvention décidée dans le cadre du programme coordonné de la Conférence des Financeurs de Moselle à l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXXXXX en vue de proposer un accompagnement, un soutien et des actions collectives ou individuelles auprès des aidants de personnes âgées de 60 ans et plus et des aidants de personnes en situation de handicap.

Dans le cadre des travaux du comité technique relatif à un diagnostic sur l'offre existante en direction des aidants et des besoins identifiés, la candidature de l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXX a été retenue.

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 – Obligation de l'association (l'établissement) XXXXXXXXX

L'association (l'établissement) XXXXXXXX s'engage à mettre en place :

- **un accompagnement et un soutien psychologique individuel et collectif auprès des aidants** selon les modalités suivantes :
- soutien par téléphone,
- accompagnement et aide au domicile de l'aidant,
- accompagnement et soutien de l'aidant sur site en individuel ou collectif.

L'association s'engage à bien dissocier le déploiement de ce service de la mise en place de groupes de paroles qu'elles pourraient également proposer.

- **des permanences territorialisées visant à accueillir, informer et orienter les proches aidants, dont l'organisation et les modalités de fonctionnement sont jointes en annexe de la présente convention**

- des réunions relatives à l'information individuelle et collective visant à accueillir, orienter et sensibiliser:
- tous types d'aidants,
- les aidants en fonction de la situation de leurs aidés personnes âgées malades et/ou leurs aidés en situation de handicap

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département fixe le montant de la subvention pour l'association (l'établissement) XXXXXXXX dans le cadre de la présente convention qui définit ainsi les droits et obligations des parties prenantes en découlant. Il s'engage sous réserve du vote de son budget à verser la subvention prévue à l'article 4.

Article 3 – Durée, date d'effet

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et prend fin au 30 novembre 2023.

Article 4 – Dispositions financières

Le montant de la subvention versée à l'association (l'établissement) XXXXXXXXX s'élève à …… €.

Ce montant est dédié au financement des actions programmées par l'Association sur le territoire de Moselle couvrant les communes suivantes :

Territoire de Metz Orne :
Territoire de Thionville :
Territoire de Saint-Avold/Forbach :
Territoire de Sarreguemines/Bitche
Territoire de Sarrebourg/Château Salins

La présente convention concerne les aidants de 60 ans et plus vivant à domicile.

L'association (l'établissement) **XXXXXXXX** s'engage à ne pas utiliser la subvention pour un objet autre que celui prévu par l'article 1 de la présente convention.
Ce montant permet le financement intégral d'actions programmées selon les modalités en vigueur dans le cadre de l'association (l'établissement) XXXXXXXX, à savoir la gratuité de ces actions pour les participants.

Article 5 – Modalités de versement de la contribution financière

Le Département de Moselle verse la subvention de XXXXXX € à la notification de la présente convention.

Le versement est effectué à l'association (l'établissement) XXXXXXX au compte ouvert en son nom :

IBAN : **……**
BIC : **……..**

Article 6 – Justificatifs et Contrôle exercé par le Département

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXXXX transmettra au Département de la Moselle au plus tard **le 30 juin 2023** :

- un bilan des actions en précisant la typologie des actions réalisées entre la date de signature de la convention et le 31 mai 2023 (calendrier, nature (individuelles ou collectives) et thème) ;
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre d'aidants âgées de 60 ans et plus concernés, en précisant leur lieu de résidence, et leur répartition par :
  - tranche d'âge,
  - genre (femme ou homme),
  - bénéfice ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
  - le G.I.R ;
- la distinction entre les actions individuelles et collectives ;

- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre partenaires, associations et organismes du réseau médico-social ;
- le montant engagé pour chacune des actions réalisées.

L'association transmettra au Département de la Moselle, au plus tard le 31 mars 2024, un bilan et un compte-rendu financier complets des actions réalisées entre le 1er décembre 2022 et le 30 novembre 2023.

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXX s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Article 7 - Autres engagements

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXX informe par courrier le Département de la Moselle en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

S'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, le Département mettra alors fin à l'aide accordée et exigera dans les trois mois suivant le terme du contrôle, le reversement des sommes indûment perçues, majorées d'intérêts calculés au taux légal et au prorata temporis, à compter de la date de réception des fonds par l'association.

Article 8 – Assurances et responsabilité

L'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXX conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 9 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de Moselle et l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXX. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 10 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le cocontractant/bénéficiaire, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.
Cette résiliation donnera lieu à indemnisation.
La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au cocontractant/bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – Résiliation pour faute du cocontractant/bénéficiaire

En cas de manquement par le cocontractant/bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au cocontractant/bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au cocontractant/bénéficiaire. Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du cocontractant/bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indument perçue par le cocontractant/bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 12 – Litige

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

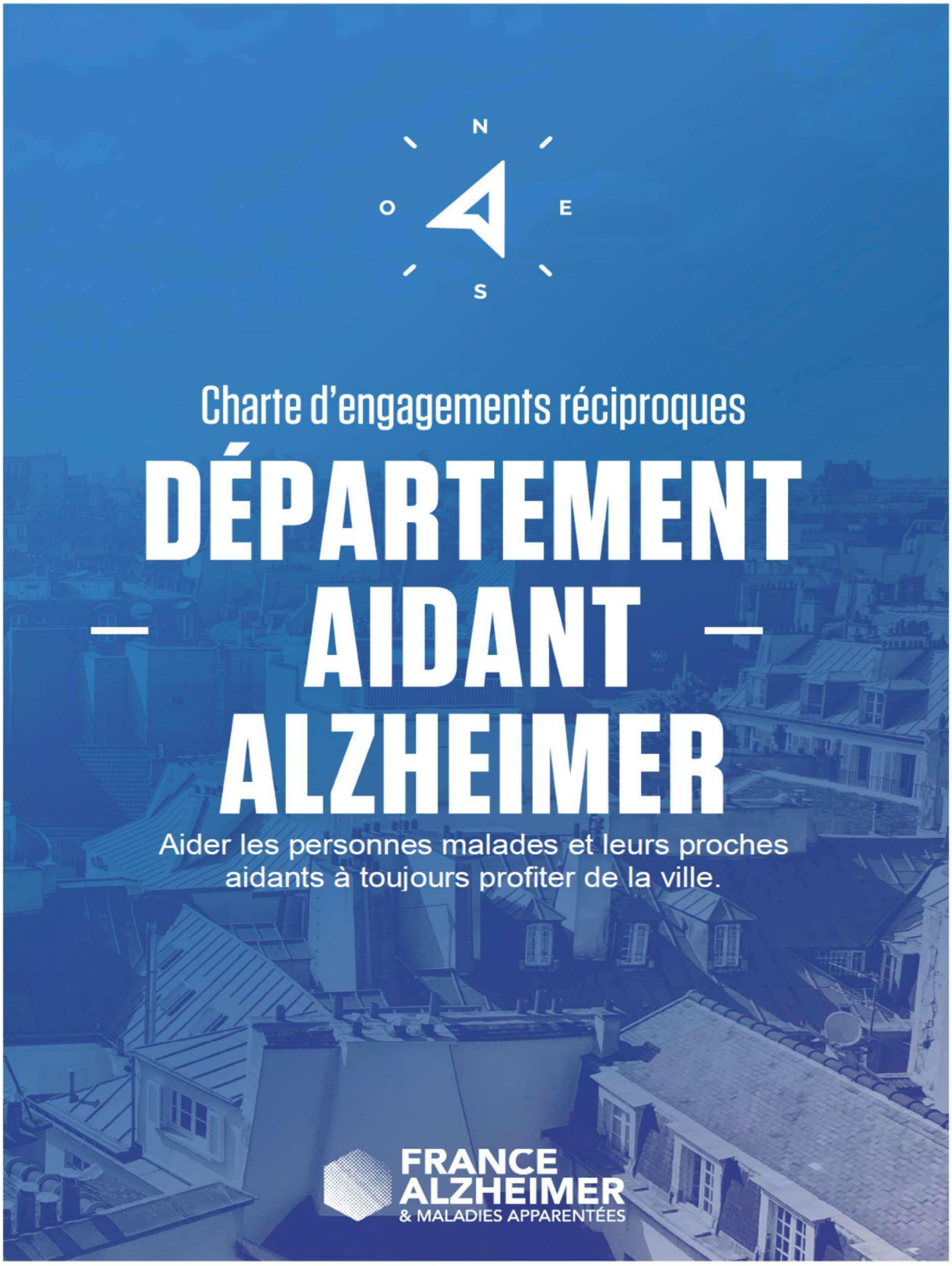
En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ, le _____

En deux exemplaires originaux

Le Département de la Moselle,	L'association (Etablissement)
M. Patrick WEITEN Président	Mme M. Prénom NOM Président

ANNEXE 5


N
O
E
S
Charte d'engagements réciproques
DÉPARTEMENT
AIDANT
ALZHEIMER
Aider les personnes malades et leurs proches aidants à toujours profiter de la ville.
FRANCE ALZHEIMER
& MALADIES APPARENTÉES

TROIS AXES MAJEURS

L'ORIENTATION **L'INCLUSIVITE** **LA SENSIBILISATION**

À travers l'adhésion à la charte « Conseil départemental aidant Alzheimer, aux côtés de France Alzheimer et maladies apparentées », l'élu signataire signifie sa volonté de favoriser l'inclusion et l'autonomie des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée dans l'espace public.

Le président du Conseil départemental, engagé aux côtés de France Alzheimer et maladies apparentées, choisit de mener au moins une des activités listées ci-dessous (liste non exhaustive et à co-construire avec l'association départementale France Alzheimer), en fonction de ses moyens, de ses ressources et de ses spécificités locales.

- Garantir l'insertion régulière d'informations sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées au sein des supports de communication.
- Mieux faire connaitre l'association France Alzheimer et maladies apparentées et ses activités dédiées aux personnes malades, aux aidants, au couple aidant / aidé.
- Mettre en place des commissions dédiées aux maladies neuro-évolutives dans lesquelles siégeraient des familles concernées.
- Favoriser la participation des personnes malades à des activités sportives et culturelles.
- Favoriser les rencontres de personnes vivant la même situation et développer un réseau de pair-aidance.
- Participer à l'effort de sensibilisation ou de formation des personnels et agents départementaux.
- Faciliter l'accompagnement et l'orientation des familles dans la gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie.
- Aider à lutter contre l'isolement des personnes malades et de leurs proches en facilitant l'accès à des moyens de transports publics.
- Informer régulièrement sur les solutions de répit pour les proches aidants et personnes malades.
- Soutenir les actions inclusives développées par France Alzheimer et maladies apparentées (sport adapté, visite de musées, cafés mémoire, séjours vacances départementaux).

EN CONTREPARTIE

France Alzheimer et maladie apparentée se tient aux côtés des élus locaux pour :

- Les aider à informer précisément les habitants du département sur tous les dispositifs existants.
- Leur donner les éléments nécessaires à l'information et la sensibilisation des agents.
- Les appuyer pour mieux accompagner et orienter les habitants impactés par la maladie.

Nom de la collectivité : .....

Nom de l'association France Alzheimer : .....

Signature Monsieur, Madame le Président du Conseil départemental,

Signature Monsieur, Madame le Président d'association,

ANNEXE 6

AVENANT à la Convention du 9 juin 2022

portant versement d'une subvention financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Moselle pour les personnes âgées de 60 ans et plus

Entre Le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE,
Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
Ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

Et L'ASSOCIATION FEDERATION SENIORS MOSELLE
Représentée par les membres de la Direction Collégiale
3 place Saint-Martin
57000 METZ

Ci-après dénommée « la Fédération Seniors Moselle »

d'autre part,

Préambule

Par délibération de la Commission Permanente en date du 16 mai 2022, dans le cadre de la Conférence des Financeurs, le Département de la Moselle a décidé de soutenir l'association Fédération Seniors Moselle agissant auprès des personnes âgées de 60 ans et plus en Moselle pour l'animation des clubs seniors, la mise en œuvre d'ateliers de prévention de la perte d'autonomie, le maintien du lien social et le développement d'actions intergénérationnelles.

L'engagement du Département a été acté dans le cadre d'une convention signée le 9 juin 2022.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles 2 et 4 de la convention signée le 9 juin 2022 afin de compléter les actions attendues et de modifier le montant de la subvention.

Article 2 - Engagements de la Fédération Seniors Moselle

Dans le cadre des actions organisées, la Fédération Seniors Moselle proposera :

- aux personnes âgées de 60 ans et plus, vivant à domicile, des ateliers virtuels, des quiz adaptés et des jeux afin de stimuler les fonctions cognitives et la mémoire des bénéficiaires ;
- aux résidents dans les EHPAD, des ateliers sous formes d'activités physiques adaptées.

Article 3 - Dispositions financières :

Le Département de la Moselle verse à l'association Fédération Seniors Moselle une subvention supplémentaire de 19 010 € pour mettre en œuvre ces actions complémentaires définies à l'article 2 du présent avenant.

Cette subvention correspond à 100 % des dépenses liées à ces deux actions complémentaires.

Les dépenses financées correspondent à des dépenses de fonctionnement de l'association.

La Fédération Seniors Moselle s'engage à ne pas utiliser la subvention pour un objet autre que celui prévu par les articles 1 et 2 du présent avenant.

Article 4 - Modalités de versement de la contribution financière :

La contribution donnera lieu à un versement de 100 % du montant de la subvention complémentaire au 30 novembre 2022.

L'échéancier prévu à l'article 5 de la convention du 9 juin 2022 pour le montant de 80 000 € reste quant à lui inchangé : 80 % à la notification de la signature de la convention, le solde, soit 20 % le 30 novembre 2022 après transmission des pièces justificatives prévues à l'article 6 de la présente convention.

Le versement est effectué à la Fédération Seniors Moselle au compte ouvert en son nom.

Fait en deux exemplaires originaux

METZ, le _____

Le Département de la Moselle

Le Président
Monsieur Patrick WEITEN

L'Association Fédération Seniors Moselle
Les Membres de la Direction Collégiale

Madame Mireille SEPTON

Madame Marie-Claire KRIEGEL

Madame Eliane KLEIN

ANNEXE 7

Convention portant sur le versement d'une subvention au titre d'un appel à projets « Prévention dans les EHPAD » financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

Entre Le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE,
Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

Et L'Association /Etablissement XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Représentée par

Numéro FINESS de l'entité juridique :

d'autre part,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.233-2 et D.233-17,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du 14 novembre 2022,

Vu le programme coordonné de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de Moselle et la publication d'un appel à projets « Prévention dans les EHPAD »,

Vu les candidatures retenues dans le cadre de cet appel à projets par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de Moselle réunie le 13 septembre 2022,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement de la subvention décidée dans le cadre du programme coordonné de la Conférence des Financeurs de Moselle à l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXXXXX au titre d'actions de prévention en direction des résidents en EHPAD retenues dans le cadre d'un appel à projets « Prévention dans les EHPAD »

Dans le cadre de cet appel à projets, la candidature de l'association (l'établissement) XXXXXXXXXXXXX a été retenue.

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 – Obligation de l'association/l'établissement XXXXXXXXX

L'association/l'établissement XXXXXXXX s'engage à mettre en place :

- une prévention, un dépistage et une prise en charge de la dénutrition chez la personne âgée résidant en EHPAD ;
- un environnement favorable à la prise des repas ;
- des actions relatives à la nutrition et au plaisir de manger ;
- des actions afin de favoriser l'activité physique adaptée ;
- un repérage, une sensibilisation et un suivi de la santé bucco-dentaire des résidents.

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département fixe le montant de la subvention pour l'association/l'établissement XXXXXXXX dans le cadre de la présente convention qui définit ainsi les droits et obligations des parties prenantes en découlant. Il s'engage sous réserve du vote de son budget à verser la subvention prévue à l'article 4.

Article 3 – Durée, date d'effet

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et prend fin au 30 novembre 2023.

Article 4 – Dispositions financières

Le montant de la subvention versée à l'association/l'établissement XXXXXXXXX s'élève à …… €.

La présente convention ne concerne que les personnes âgées de 60 ans et plus vivant en EHPAD.

L'association/l'établissement XXXXXXXX s'engage à ne pas utiliser la subvention pour un objet autre que celui prévu par l'article 1 de la présente convention.

Ce montant permet le financement intégral d'actions programmées selon les modalités en vigueur dans le cadre de l'association/l'établissement XXXXXXXX, à savoir la gratuité de ces actions pour les participants.

Article 5 – Modalités de versement de la contribution financière

Le Département de Moselle verse la subvention de XXXXXX € à la notification de la présente convention.

Le versement est effectué à l'association/l'établissement XXXXXXX au compte ouvert en son nom :

IBAN : ……
BIC : ……..

Article 6 – Justificatifs et contrôle exercé par le Département

L'association/l'établissement XXXXXXXXXXXXXXXX transmettra au Département de la Moselle au plus tard le 30 juin 2023 :

- un bilan des six mois de mise en œuvre des actions en précisant la typologie des actions réalisées entre la date de signature de la convention et le 31 mai 2023 (calendrier, nature (individuelles ou collectives) et thème, annexe 1, annexe 2) ;
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant leur lieu de résidence, et leur répartition par :
  - tranche d'âge,
  - genre (femme ou homme),
  - bénéfice ou non de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
  - le G.I.R ;
- le cas échéant, le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs établissements ;
- le montant engagé pour chacune des actions réalisées.

L'association/l'établissement transmettra au Département de la Moselle, au plus tard le 31 mars 2024, un bilan et un compte-rendu financier des actions réalisées entre le 1er décembre 2022 et le 30 novembre 2023.

L'association/l'établissement XXXXXXXXXXXXXX s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient donc de conserver le temps nécessaire.

Article 7 – Assurances et responsabilité

L'association/l'établissement XXXXXXXXXXXXXX conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 8 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, défini d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à un avenant.
La demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant l'objet de la modification sollicitée, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. Le texte de l'avenant précisera les éléments modifiés du contrat, sans que ses objectifs généraux ne soient remis en cause.

Article 9 – Résiliation pour faute du cocontractant/ bénéficiaire :

En cas de manquement par le cocontractant/ bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au cocontractant/ bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au cocontractant/ bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du cocontractant/bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indument perçue par le cocontractant/bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 10 – Autres cas de résiliation :

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque-cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 11 – Litiges :

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Fait à METZ, le _____

En deux exemplaires originaux

Le Département de la Moselle,	L'association/établissement
M. Patrick WEITEN Président	Mme M. Prénom NOM Président

ANNEXE 1 à la convention

Programme des actions portant sur le versement d'une subvention au titre d'un appel à projets « Prévention dans les EHPAD » financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

FICHE ACTION N°1

AXE relatif à l'action présentée :	
Intitulé de l'Action	
Contexte Général et les Enjeux	
Objectifs	
Lieu(x), territoire (s) concerné (s)	
Description de l'Action : décrire les différentes étapes du projet et du déroulé de l'action mise en place	
Date de mise en œuvre de l'action	
Public cible et le nombre attendu	
Moyens nécessaires (équipements, matériels, locaux)	
Ressources Humaines disponibles (ETP)	
Méthodologie (démarche mise en place)	
Calendrier des étapes du projet	
Pilote du projet : Indiquer son nom	
Contributeurs/Partenaires	
Budget détaillé de l'Action	

ANNEXE 2 à la convention

Fiche de suivi et d'indicateurs des actions portant sur le versement d'une subvention au titre d'un appel à projets « Prévention dans les EHPAD » financée dans le cadre de la Conférence des Financeurs de Moselle pour les personnes âgées de plus de 60 ans

FICHE DE SUIVI ET INDICATEURS DE RESULTATS –

INTITULE DE L'ACTION :
……
……..

ELEMENTS DE CADRAGE DE L'ACTION	Calendrier Prévisionnel		RESULTATS ATTENDUS			Appréciation/ Observation
	Déc. / Mai	Juin / Nov.	Réalisé	Partiellement atteint	Pas atteint	
Objectifs opérationnels suivis : - - - -						
Le déroulé de l'action et ses étapes : - - - - - - -						
Public (s) cible (s) : - - - -						

ELEMENTS DE CADRAGE DE L'ACTION	Calendrier Prévisionnel		RESULTATS ATTENDUS			Appréciation/ Observation
	Déc. / Mai	Juin / Nov.	Réalisé	Partiellement atteint	Pas atteint	
Nombre attendu / Public (s) cible (s) : - - -						
Territoire(s concerné(s) : - - - -						
Moyens Nécessaires : - équipements : indiquer les éléments - matériels : - locaux :						
Ressources Humaines : - décrire les fonctions occupées et la correspondance en ETP						
Intervention des Partenaires dans le projet : les indiquer chacun d'entre eux						
Budget global du projet et sa consommation détaillé les différentes dépenses						

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d096-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Service de l'Innovation Sociale

OBJET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – INNOVATION SOCIALE

DOSSIER N° | | 19 | 930 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'Economie Sociale et Solidaire et l'Innovation Sociale,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'octroyer à la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire – CRESS Grand Est une subvention de 3 000 € pour l'organisation d'une Mini Coop' – Coopérative éphémère orientée « entrepreneuriat féminin » sur le territoire de l'Eurométropole de Metz,
- d'approuver la liste des projets lauréats de l'appel à projets Innovation Sociale, figurant en annexe 1, et d'octroyer un montant global de subventions de 100 000 €,
- d'approuver la liste des associations soutenues au titre du Fonds de Soutien ESS, figurant en annexe 2, et d'octroyer un montant global de subventions de 20 000 €,
- d'approuver les projets de conventions figurant en annexes 3 et 4 et d'autoriser le Président à signer les conventions avec les associations bénéficiaires.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Liste des projets lauréats Appel à projets Innovation Sociale en Moselle 2022

Projet	Localisation du projet	Description synthétique	Budget	Proposition Comité d'Experts	
				Investissement	Fonctionnement
Insertion professionnelle des migrants régularisés sur le territoire de Moselle PADEM – Programmes d'Aide et de Développement destinés aux Enfants du Monde Metz	Moselle	Programme annuel d'accompagnement de 30 migrants vers l'emploi ou vers la formation professionnelle : ateliers FLE/FLI, ateliers informatique, ateliers emploi, cafés découverte, rencontres avec des professionnels de différents secteurs d'activité, ateliers de citoyenneté, sorties culturelles, activités d'intégration par le sport, fonds mobilité et cours de code de la route, accompagnement individuel dans la recherche d'emploi ou de formation professionnelle.	63 150 €		8 000 €
Le jardin musical : cultiver et semer l'éveil artistique des plus petits et des enfants en situation de handicap Cantorama – Collectif d'artistes Ibigny	Territoires ruraux éloignés des grandes villes : Communauté de Communes Bouzonville Trois Frontières, Longeville-les-Saint-Avold, Communauté de Communes de l'Arc Mosellan, Freyming-Merlebach	Action d'éveil artistique et culturel pour un public de jeunes enfants (0-3 ans) et d'enfants en situation de handicap, au sein des structures d'accueil : crèches et multi-accueil, relais parents-enfants, IEM, CAMPS. Le projet entre dans les objectifs définis par le dispositif des 1000 premiers jours, comme un soutien à la parentalité.	29 360 €		4 000 €
Silver Geek : Le Service Civique intergénérationnel Unis Cité Paris	Metz, Thionville, autres villes de Moselle	Action d'initiation des seniors aux nouvelles technologies et à la pratique des jeux vidéo par des jeunes engagés en service civique ou bénévoles, au sein de structures partenaires (EHPAD, centres sociaux, résidences autonomie, clubs seniors, …). Les jeunes engagés s'inscriront dans le programme Booster d'Unis Cité visant à lutter contre le décrochage scolaire en lien avec la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire.	33 681 €		8 000 €

Projet	Localisation du projet	Description synthétique	Budget	Proposition Comité d'Experts	
				Investissement	Fonctionnement
ECCU'M Faulquemont	Faulquemont, Metz	Création d'un Atelier Chantier d'Insertion ayant pour objectifs de développer la filière du réemploi et d'inclure des bénéficiaires du RSA très éloignés du marché du travail, et portant sur 3 activités : une menuiserie solidaire à Faulquemont, une matériauthèque du bâtiment à Metz, une recyclerie du sport à Metz (42 bénéficiaires accompagnés sur 3 ans).	560 572 €	10 000 €	
La box intergénérationnelle Atelier 17.91 Metz	Moselle	Projet intergénérationnel comportant l'organisation d'ateliers à destination des 6-17 ans pour la réalisation d'objets à partir de matériaux recyclés inclus dans une "box", offerte à des seniors de + de 55 ans, au cours d'un moment de rencontre ludique entre les générations. Le projet vise prioritairement les personnes en situation de fragilité (120 box, 240 bénéficiaires en 2023).	65 544 €	5 000 €	5 000 €
Apprentis solidaires AFEV – Association de la Fondation Etudiante pour la Ville	Moselle	Dispositif de préparation à l'apprentissage des jeunes de 16 à 25 ans en situation de décrochage scolaire ou d'accident de parcours, en service civique ou stagiaires de la formation professionnelle : missions solidaires auprès d'associations locales, cours de remise à niveau en français et mathématiques, visites ou stages en entreprise, ateliers de développement personnel et ouverture culturelle, accompagnement individuel et collectif. Promotion 2023 : 10 bénéficiaires, 6 mois.	91 000 €		5 000 €

Projet	Localisation du projet	Description synthétique	Budget	Proposition Comité d'Experts	
				Investissement	Fonctionnement
Salon Emmaüs International Emmaüs Forbach	Moselle Est, Forbach et Sarreguemines	Organisation, les 08 et 09 octobre 2022, à Sarrebrück du salon Emmaüs International (évènement transfrontalier organisé en coopération avec Caritas).	50 000 €		10 000 €
Création d'une laverie éco-responsable et solidaire L'Oeuvre Sociale Protestante Metz	Metz	Création d'une activité de laverie dotée d'un équipement de très haut de gamme ouvert à tous et dont la rentabilité financera la solidarité. La clientèle cible est constituée des bénéficiaires de l'épicerie solidaire, les résidentes du foyer de jeunes travailleuses Mozart, et de la maison maternelle dédiée aux mamans mineures, également gérés par l'Œuvre Sociale Protestante, ainsi que les habitants du quartier.	84 540 €	5 000 €	5 000 €
Conciergerie Solidaire de Metz Pôle Services Metz Pôle Services Metz	Ville de Metz, Métropole de Metz, Bassin d'emploi de Metz	Création, par une association porteuse d'un Atelier Chantier d'Insertion, d'une conciergerie solidaire, prestataire de services aux entreprises, avec pour objectifs de permettre aux salariés en insertion de développer de nouvelles compétences dans le secteur des services aux entreprises, de participer au développement de la mobilité douce par l'utilisation de vélos cargos, de favoriser l'insertion des publics accompagnés dans les métiers en tension du territoire.	379 047 €		14 000 €
Lien social et entraide dans la Vallée de l'Orne Accorderie de la Vallée de la Fensch Hayange	Pays Orne, Amnéville-les-Thermes et communes alentours	Création, sur le territoire de la Vallée de l'Orne, d'une annexe de l'accorderie de la Vallée de la Fensch. L'accorderie propose aux habitants d'un même territoire de se regrouper pour échanger gratuitement entre eux des services, sur la base de leur savoir-faire.	11 000 €		3 000 €

Projet	Localisation du projet	Description synthétique	Budget	Proposition Comité d'Experts	
				Investissement	Fonctionnement
Les ami.e.s de Graoucoop Graoucoop Metz	Metz	Ouverture à Metz d'un supermarché coopératif, par le changement d'échelle d'une épicerie-test ouverte en avril 2021 (300 adhérents en septembre 2022). Le fonctionnement de la coopérative repose sur 3 piliers : une prise de participation des bénéficiaires dans la coopérative, l'engagement des coopérateurs à travailler bénévolement 3 heures par mois, une marge unique sur tous les produits en vente. Création d'un emploi en CDI.	29 820 €		7 000 €
Développer la médiation animale sur le territoire messin et plus particulièrement dans les structures médico-sociales Escapade Equestre Pournoy-la-Grasse	Territoire messin	Structure développant des activités de médiation animale (chevaux, poneys, cochons d'Inde, alpagas), notamment dans le cadre de partenariats, au sein de structures sanitaires et médico-sociales, d'associations. Le projet vise à diversifier les prestations proposées au sein de ces établissements en proposant des médiations animales par des poneys et des alpagas. Le projet permettra d'accompagner 40 personnes supplémentaires en plus des 180 bénéficiaires actuels.	29 820 €		4 000 €
L'Atelier Eco-Numérique FabLab MDesign Metz	Metz	Ateliers numériques à destination des jeunes de 12 à 25 ans pour le réemploi et la transformation d'objets : découverte des techniques de démontage, réalisation de réparations et transformation des objets à l'aide d'outils numériques. Les jeunes sont orientés vers les ateliers numériques via des partenariats noués avec la Mission Locale du Pays Messin, les centres sociaux et les MJC de Metz, le Périscolaire de Maizières-lès-Metz.	34 415 €		7 000 €
			TOTAL	**20 000 €**	**80 000 €**

ANNEXE 2

Liste des associations soutenues au titre du Fonds de Soutien ESS

Bénéficiaire	Secteur d'activité	Nombre d'emplois	Montant de la perte de résultat	Nature et montant des investissements	Proposition du Comité d'experts	
					Investissement	Fonctionnement
Association NAN BARA Metz	Promotion du spectacle vivant, production, promotion et programmation d'activités évènementielles, culturelles, artistiques, récréatives et socioéducatives. Echanges artistiques, socioculturels et interculturels entre le Nord et le Sud.	1 emploi ETP	15 000 € Arrêt des activités. Remboursement des cotisations 2021.	11 300 € Ordinateurs et accessoires, ameublement, agencement.	2 500 €	7 500 €
Emplois Familiaux de la Moselle Metz	Défense des intérêts matériels et moraux des familles. Services à la personne.	Sauvegardés : 144 emplois CDI représentant 115,25 ETP Créés : 11 emplois CDI représentant 8,75 ETP 4 emplois CDD représentant 3 ETP		35 000 € Acquisition d'un système de télégestion permettant une amélioration de la communication entre les intervenants de terrain et leur responsable de secteur, la gestion à l'instant T d'évènements susceptibles d'impacter la qualité de service souhaitée auprès des usagers (gestion des arrêts maladie), ainsi que l'amélioration des conditions de travail des aides à domicile et des gestionnaires de planning.	10 000 €	
				TOTAL	**12 500 €**	**7 500 €**

Annexe 3

CONVENTION

ENTRE

Le **Département de la Moselle**, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président, agissant conformément à la délibération de la Commission Permanente du Département en date du 14/11/ 2022, ci-après désigné ‘‘le Département’’,

d’une part,

ET

La **Chambre Régionale de l’Economie Sociale et Solidaire Grand Est**,
représentée par Madame Emmanuelle BEYER, Présidente, ci-après désignée « CRESS Grand Est »,

d’autre part.

Vu la loi 2014-856 du 31 juillet 2014, relative à l’Economie Sociale et Solidaire,
Vu l’article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l’article L 121-1 et L 263-1 du Code de l’Action Sociale et de la Famille,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Le Département de la Moselle poursuit, sur son territoire, une politique de développement de l’Economie Sociale et Solidaire, dont l’un des objectifs est de favoriser la reprise d’activités des personnes éloignées de l’emploi.

Dans ce contexte, il a souhaité accompagner la Chambre Régionale de l’Economie Sociale et Solidaire (CRESS) Grand Est dans la mise en œuvre, en novembre 2022, dans le cadre du Mois de l’ESS, d’une Mini Coop’- Coopérative éphémère orientée « entrepreneuriat féminin ».

Il s’agit d’un dispositif visant à favoriser le retour vers l’emploi ou la formation de femmes habitantes des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, voire la réalisation d’un projet entrepreneurial. La Mini Coop’ leur permet de reprendre confiance en elles, ainsi que d’identifier leur potentiel, leurs freins et leurs besoins dans le cadre d’un accompagnement personnalisé er par le biais de différentes actions et formations qui leurs sont dispensées

ARTICLE 1 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à verser à la CRESS Grand Est une subvention de 3 000 € pour la mise en œuvre, en novembre 2022 dans le cadre du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire, d'une Mini Coop' - Coopérative éphémère orientée « entrepreneuriat féminin », dont le coût global est évalué à 17 000 €. Le versement interviendra à la signature de la présente convention, en un seul versement, sur le compte bancaire de la CRESS Grand Est.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA CRESS Grand Est

2-1 Mise en œuvre de la Mini Coop'

La CRESS Grand Est s'engage à :

- mettre en œuvre, en novembre 2022, sur le territoire de l'Eurométropole de Metz, une Mini Coop', coopérative éphémère orientée « entrepreneuriat féminin » ;
- mettre tout le soin d'un professionnel dans la préparation du projet ;
- accomplir toutes les formalités nécessaires à la réalisation et à la mise en œuvre du projet (respect des lois et règlements, obtention des autorisations, normes techniques ou de sécurité). La réalisation du projet est entièrement placée sous sa responsabilité, celle du Département ne pouvant être recherchée pour quelque cause que ce soit ;
- contracter l'ensemble des assurances nécessaires au bon déroulement de son action, notamment responsabilité civile. En cas de défaut de la CRESS Grand Est sur ce point, la responsabilité du Département ne pourra pas être engagée ou même recherchée.

2-2 Utilisation des crédits alloués par le Département

La CRESS Grand Est s'engage irrévocablement à ce que la participation financière du Département soit intégralement affectée au financement du fonctionnement et des activités de la Mini Coop', à l'exception de toute autre utilisation quelle qu'elle soit.

2-3 Relations partenariales

La CRESS Grand Est s'engage à tenir le Département informé de l'état d'avancement du projet ainsi qu'à transmettre un rapport final d'exécution, à l'issue des opérations relevant de la présente convention, et au plus tard le 28 février 2023.

Les résultats de cette évaluation seront pris en considération et pourront entraîner, le cas échéant, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs actions prévues à l'article 2-1 ou encore de manquement aux obligations décrites à l'article 2-4, le reversement total ou partiel de la subvention accordée.

2-4 Communication

La CRESS Grand Est s'engage à :

- répondre aux sollicitations du Département ou des prestataires mandatés par lui pour la rédaction des publications départementales, en communiquant les informations relatives au projet subventionné qui pourraient lui être demandées ;
- faire figurer le logo du Département de la Moselle au même titre que les autres partenaires publics, privés ou mécènes, sur les documents de communication de la CRESS Grand Est et/ou du projet.

La présence des logos et la mention du partenariat feront l'objet d'une validation avant impression, mise en ligne ou diffusion sur quelques supports que ce soit. Le Département signifiera son accord par écrit (mail ou papier) sous la forme « Bon pour accord, le –daté et signé - dans les 5 jours qui suivent la diffusion au Département. Ce délai passé, et en cas de non réponse, l'accord sera réputé acquis. La CRESS Grand Est fournira au Département les documents édités par ses soins, en justificatifs et a posteriori.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 6 mois. Elle prend effet le jour de sa signature et s'éteindra de plein droit à la fin de la durée précitée.

Avant son terme, la convention pourra faire l'objet d'un renouvellement dans les conditions définies par les deux parties lors d'une réunion de bilan fixée à la demande de l'une ou l'autre des parties. Le renouvellement fera alors l'objet d'un avenant spécifique précisant uniquement ces modalités.

ARTICLE 4 – RESILIATION

- En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues par la convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, après mise en demeure par lettre avec accusé de réception restée sans réponse pendant 15 jours et le Département recouvrera de plein droit les sommes versées.
- En cas d'annulation, de report ou d'interdiction du projet par disposition légale, réglementaire ou décision de justice, les parties se rapprocheront afin de convenir de la nouvelle affectation à donner à la somme constituant la subvention départementale. Si les parties ne parviennent pas à convenir d'une nouvelle affectation, la convention sera résiliée de plein droit sans que cela puisse donner lieu à indemnité au profit de l'une ou l'autre des parties. Dans cette hypothèse, la subvention du Département de la Moselle sera recalculée au prorata des coûts déjà engagés et le Département pourra obtenir le reversement de plein droit de la somme indûment versée.

ARTICLE 5 – LITIGES

En cas de litige relatif à l'exécution de la convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période d'un mois.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation, les parties conviennent de porter le litige devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ, en deux exemplaires, le

Pour le Département,	Pour la CRESS Grand Est,
Patrick WEITEN, Président	Emmanuelle BEYER, Présidente

ANNEXE 4

CONVENTION

Entre

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, M. Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 14/11/2022,

ci-après dénommé « le Département »

et

L'Association X, sise, à X (code postal), n° SIRET X, représentée par M. X., Qualité, ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique,
Vu le dossier de candidature à l'Appel à Projets Innovation Sociale déposé par l'Association X,
Vu la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 14/11/2022 portant désignation des lauréats de l'appel à projets,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En tant que chef de file de l'action sociale et de l'insertion, le Département de la Moselle porte l'ambition du renforcement de la solidarité et de la cohésion sociale et territoriale.

Le Département est, par ailleurs, engagé dans un ambitieux programme Moselle Durable, cela au plus près des territoires, avec un souci quotidien de proximité.

Il mène enfin, depuis 2014, notamment via un conventionnement annuel avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, une action volontariste en matière d'Economie Sociale et Solidaire (ESS), facteur important du développement économique et social de tous les territoires.

Dans ce contexte, le Département de la Moselle a lancé l'appel à projets « Innovation sociale en Moselle » pour accompagner de nouvelles initiatives sur les territoires permettant l'émergence et l'expérimentation de nouvelles activités qui répondent aux critères de l'Innovation Sociale et s'inscrivent dans ses compétences.

Il souhaite, par ce dispositif, encourager la réponse à des besoins de territoire non couverts en soutenant la phase d'émergence de projets ancrés sur leur territoire, favorisant la mobilisation des habitants du territoire et des structures bénéficiaires dans la construction du projet, et s'appuyant sur un diagnostic partagé de l'expression des besoins.

Cet appel à projets, également soutenu par l'Etat dans le cadre du Plan Pauvreté, doit permettre de créer de l'activité sur les territoires et de favoriser la prévention ou la prise en charge des situations de fragilité, de favoriser le développement social et la cohésion territoriale, de promouvoir les solidarités.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation du Département de la Moselle et de l'Association X pour la mise en œuvre et le développement du projet « X» dans le cadre de l'appel à projets « Innovation Sociale en Moselle ».

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 – Obligations de l'association

L'association s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre la réalisation et le développement du projet « X ». Elle devra notamment :

- Réaliser en Moselle avant le X/11/2023, le projet « X » selon les modalités décrites dans son dossier de candidature du XX/XX/2022,
- Informer le Département de l'avancement de la mise en œuvre de son projet, tous les trimestres et à chaque fois que le Département lui en adressera la demande,
- Faire apparaître le logo du Département sur tout support lié au projet,
- Présenter son projet lors des opérations de communication spécifiques organisées par le Département,
- Respecter la législation comptable, fiscale et sociale propre à son activité et à ses statuts.

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département s'engage à accompagner l'association pour la mise en place et le développement du projet « X». Il devra notamment, sous réserve du vote de son budget, verser la subvention prévue à l'article 3.

Par ailleurs, le Département favorisera la mise en relation du lauréat avec les acteurs de l'accompagnement et du financement de la création d'activité et tout partenaire local susceptible d'accompagner le projet.

Article 3 – Participation financière du Département

Article 3.1 – Montant de la contribution financière

En vue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le Département s'engage à participer sous forme de subvention de fonctionnement et/ou d'investissement, pour la réalisation du projet « X » :

- à hauteur de X EUROS (X €) aux frais de fonctionnement supportés par le bénéficiaire,
- à hauteur de X EUROS (X €) aux dépenses d'investissement supportés par le bénéficiaire,

soit une subvention totale d'un montant de X EUROS (X €).

Article 3.2 – Modalités de versement de la contribution financière

La contribution fixée à l'article 3.1 de la présente convention donnera lieu au versement de 2 acomptes qui seront effectués conformément à l'échéancier suivant :

Pour les subventions de fonctionnement : la subvention sera versée pour 50 % de son montant dès signature de la présente convention. Le solde de la subvention sera versé sur production des factures justificatives de la réalisation des dépenses subventionnées.

Pour les subventions d'investissement : la subvention sera versée à 50 % de son montant dès signature de la présente convention. Le solde de la subvention sera versé sur production des factures justificatives des investissements réalisés.

La demande de versement du solde devra être accompagnée des justificatifs utiles au contrôle de la bonne réalisation de l'objet de la présente convention et notamment :

- La production du compte rendu financier,
- Le rapport d'activité,
- Les comptes annuels certifiés,
- Les factures acquittées et les pièces justificatives attestant l'acquittement des factures (extraits de comptes, relevés bancaires, …),
- Un tableau récapitulatif des factures et des pièces justificatives, certifié par un expert-comptable,
- Une attestation signée par la Présidente de l'association, certifiant le nombre de salariés sous contrat à durée déterminée (correspondance ETP), le nombre de salariés sous contrat à durée indéterminée (correspondance ETP) et le nombre de bénévoles au sein de l'association,
- Un rapport final de réalisation du projet.

Le versement du solde sera subordonné à la production de toutes les pièces comptables qui pourraient être sollicitées par le Département (cf. point 5.1).

Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata du montant des dépenses effectivement justifiées : le montant de la subvention versée rapporté au montant de la subvention prévue est égal au montant des dépenses justifiées rapporté au coût prévisionnel.

Au vu des comptes annuels transmis par l'association, le Département se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention si la trésorerie constatée au 31/12 ou à la fin de l'exercice comptable de l'année N-1 est supérieure à 180 jours de fonctionnement.

Si la dépense réalisée est supérieure au coût prévisionnel, le montant de la subvention demeure inchangé et aucun versement complémentaire n'est susceptible d'intervenir en faveur du bénéficiaire.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention annuelle est conclue pour la période d'une année à compter de la date de signature de la convention.

Elle est tacitement reconduite au-delà de cette année si le projet n'est pas achevé sans dépasser une durée totale de trois ans à compter de la notification.

Articles 5 – Contrôle exercé par le Département

Article 5.1 – Production des comptes annuels certifiés

L'Association X produira un compte rendu financier attestant la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention. Ce compte rendu devra être déposé auprès du Département de la Moselle au plus tard six mois après la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Par ailleurs, l'association devra fournir également une copie certifiée par le Président de l'association des comptes annuels de l'exercice écoulé qui sont composés des :

- Compte de résultat
- Bilan
- Annexes

Ces documents seront complétés par le rapport d'activités, ainsi que le rapport moral approuvé par l'Assemblée Générale qui doit se tenir au plus tard 6 mois après la clôture des comptes.

En cas de versement de subventions publiques supérieures à 153 000 €, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes. L'association transmettra en plus des comptes annuels, une copie des rapports du commissaire aux comptes (rapport général et rapport spécial).

Article 5.2 – Les modalités du contrôle opéré par le Département

Le bénéficiaire s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Département.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 6.1 relatives à la résiliation de la convention, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 5 de la présente convention :

- Que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes, et ce pendant la durée de la convention ;
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire (fourniture de pièces justificatives de la dépense, information du Département, obligation de publicité …) n'ont pas été respectées ;
- En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du Département, ce dernier se réserve le droit de suspendre ou de diminuer le montant des versements, de remettre en cause le versement de la subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 – Résiliation

Article 6.1 – Résiliation pour faute du cocontractant / bénéficiaire

En cas de manquement par le cocontractant bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du bénéficiaire.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le cocontractant bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 6.2 – Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque-cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.
La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 7 – Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie de la présente convention.

Article 8 – Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le en deux exemplaires originaux

Pour le Bénéficiaire,

Pour le Département,
Le Président du Département

Patrick WEITEN

Annexe 1 : Modèle de compte-rendu financier

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :
.....
.....
Numéro SIRET : I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__
Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :
I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__
Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des
Associations : : I__I__I__I__I__I__

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse

1) Ne pas indiquer les centimes d'euros

Exercice 20…

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				**Ressources directes affectées à l'action**			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation[2]	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI[3]			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[4]							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	

La subvention de……€ représente ……% du Total des produits.

2) L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

3) Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

4) Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

4. Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....
représentant(e) légal(e) de l'association …….
certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le ..... à …….....

Signature

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d095-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Service de l'Innovation Sociale

OBJET PLAN DE RELANCE / DEPLOIEMENT DE LA TELEMEDECINE EN FAVEUR DES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE

DOSSIER N° | | 20 | 929 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la liste des lauréats de l'appel à projets Télémédecine 2021 lancé dans le cadre du plan de relance,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver la liste des projets lauréats et l'octroi d'un montant global de subventions de 170 000 € telles que détaillées dans l'annexe 1 à la présente décision,
- d'approuver le projet de convention-type figurant en annexe 2 à la présente décision et d'autoriser le Président à signer les conventions avec les structures lauréates.

M. SUCK ne participe ni au débat ni au vote

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Liste des projets lauréats Appel à projets Télémédecine en Moselle 2022

Nom du projet	Porteur de projet	Localisation du projet	Description synthétique	Budget	Proposition Comité de sélection	
					Investissement	Fonctionnement
TERRITOIRE DE METZ ORNE						
La télémédecine, une simplification pour les médecins, au bénéfice des résidents de l'EHPAD Morlanne	**EHPAD Morlanne**	Metz	Mise en place d'un dispositif de téléconsultation avec les médecins traitants des résidents de l'EHPAD et coordination des rendez-vous par les infirmières IDE. (82 places)	60 520 €	10 000 €	30 000 €
			Total Territoire de Metz-Orne		10 000 €	30 000 €
TERRITOIRE DE SARREGUEMINES BITCHE						
Infirmière coordinatrice de télémédecine entre EHPAD et résidences autonomie	**Communauté de Communes du Pays de Bitche**	Bitche	Coordination d'un service de télémédecine animé par une infirmière mobile entre EHPAD localisés entre Bitche, Rohrbach les Bitche, Montbronn, Siersthal, Puttelange aux Lacs, 1 résidence-autonomie située à Bitche et 1 Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) située à Rohrbach les Bitche. Ce projet sera intégré au projet de territoire de la Communauté de Communes du Pays de Bitche et associera les établissements médicosociaux ou résidences autonomie partenaires. (387 places)	183 124 €	10 000 €	50 000 €
Une infirmière coordinatrice de télémédecine en EHPAD	**EHPAD Sainte Marie de Sarreguemines**	Sarreguemines	Projet visant à améliorer le suivi médical des résidents de l'EHPAD Sainte-Marie via une solution de téléconsultation et le déploiement d'un réseau de médecins et de ressources médicales et paramédicales. (110 places)	66 288 €	10 000 €	30 000 €
			Total Territoire de Sarreguemines Bitche		20 000 €	80 000 €

Nom du projet	Porteur de projet	Localisation du projet	Description synthétique	Budget	Proposition Comité de sélection	
					Investissement	Fonctionnement
TOUS TERRITOIRES						
Expertise et analyse des solutions de téléconsultation au profit des établissements mosellans	**Association Innov'Autonomie**	Moselle	Production de tests sur les solutions technologiques de téléconsultation, apport de conseils individuels et collectifs et accompagnement des professionnels de santé dans l'usage des solutions	60 000 €		30 000 €
			Total Tous Territoires		-	30 000 €

ANNEXE 2

CONVENTION

Entre

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, M. Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 14/11/2022,

ci-après dénommé « le Département »

et

Le bénéficiaire X, sis à X, n° SIRET **XXX XXX XXX XXXXX**, représenté(e) par Mlle, Mme, M.X, qualité, dûment habilité(e) par *les statuts, la décision du Conseil d'Administration,* ci-après dénommé(e) « le Bénéficiaire »

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique,

Vu le dossier de candidature à l'Appel à Projets Télémédecine déposé par X le XX/XX/2020 pour le projet « X »,

Vu la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 14/11/2022 portant désignation des lauréats de l'appel à projets.

PREAMBULE

Face aux conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19, le Département de la Moselle a engagé un Plan de relance faisant notamment du déploiement de la télémédecine un enjeu prioritaire pour l'avenir du territoire.

Cette démarche participe de la volonté de la collectivité départementale :

- d'améliorer l'accès aux soins des publics fragiles, en particulier les personnes âgées et en situation de handicap ;
- d'offrir des alternatives en faveur de l'autonomie de ces publics, notamment dans les territoires ruraux et/ou concernés par la désertification médicale ;
- de développer les usages numériques de télémédecine dans le prolongement de l'action de Moselle Fibre.

Dans ce contexte, le Département de la Moselle a lancé l'appel à projets « Déploiement de la télémédecine en Moselle » en décembre 2020 pour développer, dans chacun des 5 territoires Moselle Solidarités, des activités de téléconsultation et télé expertises au sein des structures médicosociales (EHPAD, résidences autonomie, structures spécialisés handicap) afin d'améliorer l'accès aux soins pour leurs résidents et à terme pour des publics extérieurs.

Cet appel à projet fait l'objet d'une concertation étroite avec les partenaires institutionnels suivants : ARS Grand Est, Pulsy, Assurance Maladie, Moselle Fibre ainsi que la fédération de l'exercice coordonné et des maisons de santé dénommée « FEMAGE ».

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation du Département de la Moselle et du bénéficiaire X pour la mise en œuvre et le développement du projet « X » dans le cadre de l'appel à projets « Déploiement de la télémédecine en Moselle ».

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 – Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre la réalisation et le développement du projet « X ». Elle devra notamment :

- Réaliser en Moselle avant le xx/xx/20xx, le projet « X » selon les modalités décrites dans son dossier de candidature du XX/XX/2020,
- Informer le Département de l'avancement de la mise en œuvre de son projet, tous les trimestres et à chaque fois que le Département lui en adressera la demande,
- Faire apparaître le logo du Département sur tout support lié au projet,
- Présenter son projet lors des opérations de communication spécifiques organisées par le Département,
- Respecter la législation comptable, fiscale et sociale propre à son activité et à ses statuts.

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département s'engage à accompagner le bénéficiaire pour la mise en place et le développement du projet « X ». Il devra notamment sous réserve du vote de son budget, verser la subvention prévue à l'article 3.

Par ailleurs, le Département favorisera la mise en relation du lauréat avec les acteurs de l'accompagnement et du financement de la télémédecine et tout partenaire local susceptible d'accompagner le projet.

Article 3 – Participation financière du Département

Article 3.1 – Montant de la contribution financière

En vue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le Département s'engage à participer sous forme d'une subvention d'investissement et d'une subvention de fonctionnement, pour la réalisation du projet « X » :

- A hauteur de ***SOMME EN LETTRES*** **EUROS (XX XXX €) aux frais de fonctionnement supportés par le bénéficiaire,**
- A hauteur de ***SOMME EN LETTRES*** **EUROS (XX XXX €) aux dépenses d'investissement supportées par le bénéficiaire,**

soit une subvention totale d'un montant de ***SOMME EN LETTRES*** **EUROS (XX XXX €).**

Article 3.2 – Modalités de versement de la contribution financière

La contribution fixée à l'article 3.1 de la présente convention donnera lieu au versement de 2 acomptes qui seront effectués conformément à l'échéancier suivant.

La subvention sera versée pour 50 **%** de son montant dès signature de la présente convention.

Le solde de la subvention sera versé sur production :

- des factures justificatives de la réalisation des dépenses subventionnées ;
- des justificatifs utiles au contrôle de la bonne réalisation de l'objet de la présente convention et notamment :

    - les livrables précisés dans le cahier des charges de l'appel à projets (cf. point 4 – Evaluation) :

Modalités de la candidature	Pièces attendues
Recrutement du coordonnateur	Fiche de poste signée par le coordonnateur indiquant le temps dédié à la fonction ainsi que la date de prise de fonction
Suivi du déploiement du projet	Fiche de suivi
Suivi des usages de télémédecine	Fiche bilan des usages

    - un rapport final de réalisation du projet.

Le versement du solde sera subordonné à la production de toutes les pièces comptables qui pourraient être sollicitées par le Département (cf. article 5.1).

Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata du montant des dépenses effectivement justifiées : le montant de la subvention versée rapporté au montant de la subvention prévue est égal au montant des dépenses justifiées rapporté au coût prévisionnel.

Si la dépense réalisée est supérieure au coût prévisionnel, le montant de la subvention demeure inchangé et aucun versement complémentaire n'est susceptible d'intervenir en faveur du bénéficiaire.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention annuelle est conclue pour la période d'une année à compter de la date de signature de la convention.
Elle est tacitement reconduite au-delà de cette année si le projet n'est pas achevé sans dépasser une durée totale de deux ans à compter de la notification.

Articles 5 – Contrôle exercé par le Département

Article 5.1 – Production des comptes annuels certifiés

Le bénéficiaire produira un compte rendu financier attestant la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention. Ce compte rendu devra être déposé auprès du Département de la Moselle au plus tard six mois après la fin du projet.

Par ailleurs, l'association devra fournir également une copie certifiée par le Président de l'association des comptes annuels de l'exercice écoulé qui sont composés des :

- Compte de résultat
- Bilan
- Annexes

Ces documents seront complétés par le rapport d'activités, ainsi que le rapport moral approuvé par l'Assemblée Générale qui doit se tenir au plus tard 6 mois après la clôture des comptes.

En cas de versement de subventions publiques supérieures à 153 000 €, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes. L'association transmettra en plus des comptes annuels, une copie des rapports du commissaire aux comptes (rapport général et rapport spécial).

Article 5.2 – Les modalités du contrôle opéré par le Département

Le bénéficiaire s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Département.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 6.1 relatives à la résiliation de la convention, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 5 de la présente convention :

- Que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes, et ce pendant la durée de la convention ;
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire (fourniture de pièces justificatives de la dépense, information du Département, obligation de publicité …) n'ont pas été respectées ;
- En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du Département, ce dernier se réserve le droit de suspendre ou de diminuer le montant des versements, de remettre en cause le versement de la subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 – Résiliation

Article 6.1 – Résiliation pour faute du cocontractant / bénéficiaire

En cas de manquement par le cocontractant bénéficiaire à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention 1 mois après mise en demeure adressée au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au bénéficiaire.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du bénéficiaire.
Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le cocontractant bénéficiaire. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 6.2 – Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque-cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 7 – Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie de la présente convention.

Article 8 – Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le en deux exemplaires originaux

Pour le Bénéficiaire,	**Pour le Département,** **Le Président du Département**
xxxx	**Patrick WEITEN**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d089-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET Accompagnement des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active par les structures d'insertion par l'activité économique : ouverture d'une agence de travail temporaire d'insertion à Sarrebourg

DOSSIER N° | | 21 | 912 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le partenariat avec VALO'TTI dans le cadre de l'ouverture d'une agence de travail temporaire d'insertion à Sarrebourg,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'octroyer à VALO'TTI dans le cadre de l'ouverture d'une agence de travail temporaire d'insertion à Sarrebourg un soutien financier de 60 000 €,
- d'approuver la convention figurant en annexe à la présente décision et d'autoriser le Président à la signer,
- d'autoriser le Président à engager les crédits nécessaires.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION DE PARTENARIAT DIH N° 2022-
DANS LE CADRE D'OUVERTURE
D'UNE AGENCE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION A SARREBOURG

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 262-1 et suivants,

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 5132-1 et suivants, prévoyant que l'Insertion par l'Activité Économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés socioprofessionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle, dans le cadre d'un accompagnement adapté,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) adoptés par l'Assemblée Départementale lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2020,

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département 1, rue du Pont Moreau à Metz (57000), représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa séance du 14 novembre 2022, ci-après désigné « le Département »,

d'une part,

ET

L'Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion VALO'TTI, sise 9 Rue Descartes ZI Ste Agathe à 57190 FLORANGE et représentée par son Gérant, Monsieur Philippe LEROUVILLOIS, ci-après dénommée "le Cocontractant",

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

En sa qualité de chef de file de la politique sociale et de l'insertion, le Département s'engage dans une démarche proactive pour favoriser le retour à l'emploi des Bénéficiaires du RSA (BRSA). Au cœur du Programme Départemental d'Insertion (PDI) et du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), l'accompagnement vers l'emploi des BRSA fait l'objet de plusieurs dispositifs innovants mis en œuvre par le Département au travers de partenariats avec différents acteurs de l'emploi et de l'insertion.

Les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), en tant que Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) accompagnant les publics rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, font partie des partenaires privilégiés du Département. Ces structures proposent à leurs salariés en insertion des missions d'intérim, tout en assurant un encadrement et un accompagnement adaptés.

Ultime étape d'un parcours d'Insertion par l'Activité Economique (IAE), ce type de structure affiche le taux d'accès à l'emploi durable le plus élevé, comparé aux autres SIAE. Ainsi en 2021, les ETTI mosellanes ont réalisé 32,95 % de sorties vers l'emploi durable.

Le Département vise à favoriser la couverture homogène de l'ensemble de son territoire par l'offre d'insertion. L'ouverture d'une agence de travail temporaire d'insertion sur le secteur de Sarrebourg, dépourvu jusqu'à présent d'ETTI, répond pleinement à cet objectif.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- définir les modalités du partenariat entre le Département et le Cocontractant dans le cadre du projet d'ouverture d'une ETTI à Sarrebourg,
- fixer le montant et les conditions de versement au Cocontractant de la subvention de fonctionnement du Département,
- définir les engagements des parties.

Article 1.1 : Nature de l'action

Le projet concerne l'installation d'une agence de travail temporaire d'insertion à Sarrebourg pour assurer le recrutement, le placement dans des missions d'intérim et l'accompagnement vers une insertion professionnelle durable des BRSA.

Article 1.2 : Objectifs du dispositif

Le projet vise à couvrir la « zone blanche » de Sarrebourg qui ne compte aucune ETTI.

Article 1.3 : Public visé

Le Cocontractant s'engage à recruter, à placer dans des missions d'intérim et à accompagner dans leur parcours d'insertion 15 BRSA par an, soit 45 BRSA pour la durée de la convention.

Article 1.4 : Modalités de mise en œuvre du dispositif

Le Cocontractant s'engage à :

- assurer le recrutement des BRSA, via des sessions collectives ou individuelles, afin de leur proposer des missions d'intérim, ,
- accompagner les BRSA vers l'emploi durable en favorisant notamment la formation comme outil d'insertion professionnelle,
- mettre en œuvre des partenariats avec les prescripteurs,
- développer l'activité de la structure en recherchant des partenaires économiques potentiels et en participant aux projets de développement territorial.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 2.1 : Obligations du Cocontractant

Le Cocontractant s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre la réalisation et le développement du partenariat dans le cadre du projet. Il devra notamment :

- utiliser la subvention départementale uniquement aux fins de la présente convention,
- associer le Département aux instances de pilotage du dispositif et aux réunions techniques pour le suivi et l'adaptation du dispositif,
- adresser au Département tous les deux mois, les résultats quantitatifs et qualitatifs du projet : nombre de participants, nombre de participants BRSA, résultats de sorties ainsi qu'un bilan qualitatif de l'accompagnement, voire tout autre document, donnée et/ou renseignement dont le Département pourrait avoir besoin dans le cadre du suivi de la présente convention,
- adresser au Département un bilan final de l'action avant le 15 février de l'année qui suit sa clôture.

Article 2.2 : Obligations du Département

Le Département s'engage à mettre tout en œuvre pour favoriser le partenariat avec le Cocontractant dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Article 3.1 : Montant de la contribution financière

Pour la réalisation de l'action, le Département alloue au Cocontractant une subvention d'un montant total de **60 000 €**.

Cette subvention est intégralement affectée au projet faisant l'objet de la présente convention.

Article 3.2 : Modalités de versement de la contribution financière

Le versement sera effectué en une seule fois, à la signature de la convention.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue du 14 novembre 2022 au 13 novembre 2025.

ARTICLE 5 : CONTROLE EXERCE PAR LE DEPARTEMENT

Le Cocontractant s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les services du Département ou toute personne désignée à cet effet.
Le Cocontractant devra notamment adresser au Département les éléments suivants :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel (si le montant annuel des subventions reçues est supérieur à 153 000 €),
- le rapport d'activité.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par le Cocontractant de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, le Cocontractant n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du Cocontractant.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le Cocontractant d'achever sa mission.
Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le Cocontractant, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au Cocontractant par courrier recommandé avec avis de réception.

ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

La résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le Cocontractant.

De même, en cas de non-réalisation partielle ou totale de l'action, une partie ou la totalité de la participation accordée devra être reversée au Département.

En cas de non-réalisation partielle ou totale de l'action, le montant de reversement sera calculé au prorata des accompagnements de BRSA non réalisés.

En outre, l'utilisation d'une partie ou de la totalité de la subvention à d'autres fins que celles faisant l'objet de la présente convention, entrainera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le Cocontractant.

Tout reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront à tout ou partie de la présente convention.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le Cocontractant est tenu, pendant toute la durée de la convention, de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables, les polices d'assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre de la présente convention et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, où la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le

POUR LE COCONTRACTANT

POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d08b-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET FINANCEMENT 2022 DE L'ACTION "ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL DES GENS DU VOYAGE EN MOSELLE" : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION AVEC AMITIES TSIGANES

DOSSIER N° | | 22 | 914 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'avenant n° 1 à la convention avec Amitiés Tsiganes relative au financement 2022 de l'action "Accompagnement socioprofessionnel des gens du voyage en Moselle",

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention avec Amitiés Tsiganes, figurant en annexe à la présente décision, et d'autoriser le Président à le signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION ANNUELLE 2022
RELATIVE AU FINANCEMENT DE L'ACTION
« ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL DES GENS DU VOYAGE EN MOSELLE »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du Service Public de l'Emploi, donnant naissance à l'opérateur unique Pôle emploi, chargé de l'accompagnement de l'ensemble des demandeurs d'emploi, y compris les plus éloignés du marché du travail, reconnus « disponibles à l'emploi »,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 5132-1 et suivants, prévoyant que l'Insertion par l'Activité Économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés socioprofessionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle, dans le cadre d'un accompagnement adapté,

Vu le règlement d'intervention du Conseil Départemental de la Moselle, relatif au soutien des actions concourant à la préparation et à l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA adopté lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2013,

Vu le Schéma départemental d'accueil et d'hébergement des Gens du voyage en Moselle (2017-2023)

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 4 juillet 2022,

Vu la convention annuelle 2022 relative au financement de l'action « Accompagnement socioprofessionnel des Gens du voyage en Moselle » signée le 2 septembre 2022,

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022.

ENTRE : **le Département de la Moselle**
Représenté par son président
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
Ci-après dénommé « Le Département »

d'une part,

ET : **l'association Amitiés Tsiganes**
Représentée par son Président
15 rue Laurent Bonnevay – CS 32019
54000 NANCY
Ci-après désignée « Amitiés Tsiganes »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Le 2 septembre 2022, une convention a été conclue entre le Département et Amitiés Tsiganes pour définir les modalités de mise en œuvre de l'action « Accompagnement socioprofessionnel des Gens du voyage en Moselle ».

Le présent avenant vise à modifier les articles 1 à 5 ainsi que la grille d'objectifs figurant en annexe à la convention. Les autres articles de la convention restent inchangés.

Les articles 1 à 5 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1 – OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Le Département de la Moselle et l'association Amitiés Tsiganes agissent, en complémentarité avec les services de l'Etat et des partenaires de droit commun, par une action spécifique d'accompagnement. L'objectif est de garantir un accès effectif des Gens du voyage aux droits fondamentaux en mobilisant le savoir-faire d'Amitiés Tsiganes sur les domaines suivants :

- l'accès et le maintien aux droits en général,
- l'habitat et à l'accompagnement dans le parcours résidentiel,
- la santé et l'accès aux soins,
- la scolarisation et la formation,
- l'insertion sociale et professionnelle en lien avec les partenaires locaux,
- la protection de l'enfance et de la famille,
- la culture,
- l'amélioration des relations de ces personnes avec les services publics.

L'action proposée par Amitiés Tsiganes se compose de 3 axes d'intervention répartis au sein de deux grandes typologies d'accompagnement (accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et accompagnement social généraliste, cf. article 2) :

1. Accompagnement social

Ce premier pan de prise en charge vise l'amélioration de l'accès aux droits, l'habitat, la santé, un appui à la gestion administrative, financière et familiale ainsi qu'un travail sur les liens sociaux et culturels.

2. Accompagnement professionnel et/ou entrepreneurial

L'accompagnement délivré par Amitiés Tsiganes doit permettre un accès à l'activité, et particulièrement la construction d'un projet professionnel viable.
Toutefois, la spécificité du public cible réside particulièrement dans son itinérance et dans ses sources de revenus : prestations de service, commerce non-sédentaire, cirque, foires foraines, etc. Un diagnostic pré ou post création spécifique sera mis en place. Par la suite, l'accompagnement visera la mise en place d'un plan d'actions au développement de l'activité (via le contrat d'engagements réciproques). Tout au long de l'accompagnement, le bénéficiaire profitera d'un appui et d'un conseil au suivi comptable et aux formalités administratives liées à l'activité, voire d'un accompagnement à la reconversion en cas de besoin.

3. Accompagnement dans le parcours résidentiel

Pour les bénéficiaires dont la spécificité peut aussi être appréhendée en termes d'habitat, un diagnostic du projet de vie sera posé dans le cadre de la Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS). Cela permettra d'étudier les réponses possibles à chaque situation en termes d'habitat (de l'itinérance à la sédentarisation). A noter, que dans le cadre de l'action, et à plus large champ, une animation territoriale avec d'autres partenaires pourra être mise en place pour étudier des possibilités de réponses nouvelles pour ce public sur le territoire.

ARTICLE 2 – TYPOLOGIE DES ACCOMPAGNEMENTS MIS EN ŒUVRE ET PUBLICS BENEFICIAIRES

a. Accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

Ce type accompagnement s'adresse exclusivement aux personnes dites « Gens du voyage », bénéficiaires du RSA et domiciliés sur le territoire du département de la Moselle (et donc non-exclusivement chez Amitiés Tsiganes). Ces personnes peuvent être sédentaires ou non-sédentaires.

Il concerne 60 % du financement de la présente convention et vise à constituer une file active de 250 bénéficiaires du RSA accompagnés sur l'année.

b. Accompagnement social généraliste

Il s'agit d'une mission de service social généraliste d'accompagnement des Gens du voyage, sans critère de sélection du public bénéficiaire. Cet accompagnement concerne 40 % du financement de la présente convention et vise environ 600 personnes sur la durée de la convention.

ARTICLE 3 – DEFINITION DU CONTENU DES ACCOMPAGNEMENTS

1) Accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du RSA

a) Définition de la forme et du contenu de l'accompagnement

Cette action concernant les Bénéficiaires du RSA (BRSA) est exprimée en termes d'accompagnements, son financement y est adossé.
L'action consiste à une prise en charge globale permettant l'insertion socioprofessionnelle.
Les objectifs sont les suivants :

- contribuer à l'appropriation des règles liées au RSA (déclaration de l'ensemble des ressources perçues, changement de situation familiale, changement d'adresse, etc.)
- augmenter le nombre de personnes BRSA qui accèdent au droit commun,
- consolider les activités économiques du public bénéficiaire par le biais d'une meilleure prise en charge de la gestion, d'une augmentation du volume d'activité d'une amélioration du résultat,
- faciliter l'intégration de la personne dans le tissu social local, notamment via l'accès et la pratique de la culture,
- adapter les conditions d'habitat au projet personnel,
- faciliter l'accès à l'emploi pour les personnes qui en sont le plus proche.

Sur prescription du Département, les BRSA concernés bénéficieront :

- d'un accompagnement par une ressource humaine dédiée qualifiée, avec en appui, le soutien de la structure Amitiés Tsiganes,
- d'un service rendu au plus près des usagers,
- d'une durée de l'accompagnement d'un an renouvelable, visant néanmoins un accès au droit commun,
- d'entretiens sur rdv (voire sans rdv dans le cadre de permanences), de visites à domicile ou sur entreprise,
- d'actions collectives,
- d'un suivi grâce à une base de données commune avec le Département (SOLIS),
- la personne sera vue au minimum une fois tous les 3 mois, soit 4 rendez-vous sur une année glissante. Il est à noter, que compte-tenu de la spécificité du public, un de ces rendez-vous pourra se dérouler par téléphone (ou visioconférence).

Un accompagnement est défini et ne pourra être valorisé au titre de la présente convention que si l'ensemble des éléments suivants sont transmis :

Eléments à générer	Echéance de transmission maximale
Contrat d'Orientation ou de Réorientation (COREO)	Dans les 90 jours calendaires qui suivent la transmission du bon de délégation.
Contrat d'Engagements Réciproques	
Diagnostic à l'entrée dans la mesure*	
Compte-rendu d'entretien (hors premiers rdv décrits supra) avec émargement*	Dans les 30 jours calendaires qui suivent la date de l'entretien
Bilan final avec évaluation de la progression et préconisation de poursuite de parcours*	Dans les 30 jours calendaires après le dernier entretien
Fiche de saisine de la Commission Equipe Pluridisciplinaire dès la première absence injustifiée (absence de motif légitime et vérifiable).	Dans les 15 jours calendaires qui suivent l'absence.

** concernant les documents requis, Amitiés Tsiganes fera des propositions au Département qui en validera la forme.*

Dans un premier temps, la personne bénéficiera d'une écoute et d'une évaluation globale de la situation. Par la suite, un projet personnel sera défini, ce qui permettra de formaliser un plan d'actions repris dans le contrat d'engagements réciproques.

Suite à cela, une évaluation du plan d'action et des objectifs atteignables et personnalisés objectivera la progression de la personne et des mesures correctives pourront être mises en place si besoin.

En fonction de l'évolution de la situation de la personne, une jonction avec des acteurs spécialisés concernés par le projet sera opérée dans une logique permanente de sécurisation de parcours afin d'éviter les ruptures de prise en charge.

b) Rôle de Référent Unique

Au titre des accompagnements qui lui sont confiés par le Département et conformément au code de l'action sociale et des familles, l'association est désignée comme référent unique au titre du Champ Social à visée professionnelle (CSVP). Chaque prescription du Département doit déboucher sur une prise en charge par Amitiés Tsiganes, quitte à ce que la personne soit réorientée par la suite.

Des réunions d'échanges préalables peuvent être tenues afin de permettre la bonne compréhension et la bonne prise en charge de chaque situation.

Par ailleurs, des orientations peuvent être effectuées en complémentarité et directement par France Active Lorraine, porteur d'une convention spécifique dédiée à l'accompagnement des Travailleurs Non-Salariés.

Il s'agit pour le référent unique de mettre en œuvre un accompagnement global par objectifs, adaptés aux besoins des BRSA, en articulant interventions individuelles et collectives.
Les personnels de l'association affectés à la mission sont référents uniques (RU) dans le cadre du RSA. Ils formalisent pour chaque accompagnement un contrat d'engagements réciproques « social à visée professionnelle » qui reprend les axes à travailler pour que les bénéficiaires puissent, à terme, sortir du dispositif.

Dans cette logique, le Département et Amitiés Tsiganes conviennent de travailler sur les points suivants dans une logique d'amélioration continue :

- la contractualisation,
- la mobilisation de l'offre de droit commun au profit des Gens du voyage et la réorientation vers un RU adapté lorsque le projet de l'allocataire le permet,
- la participation des personnels affectés à la mission aux réunions territoriales avec d'autres RU et des partenaires sociaux.

2) Accompagnement social généraliste

L'accompagnement de service social généraliste est mis en place pour répondre aux attentes et aux besoins des Gens du voyage.
Les interventions sont liées :

- à la domiciliation,
- à l'action sociale,
- à l'insertion professionnelle,

- à l'habitat et au stationnement,
- à la scolarisation et à la formation,
- à la culture,
- à la santé,
- à la lutte contre la fracture numérique,
- à la parole donnée à certains publics.

Les personnels affectés à la mission sont par ailleurs chargés :

- de faciliter les relations des Gens du voyage avec les services publics en leur apportant conseil et informations afin de les orienter vers les partenaires sociaux,
- de favoriser leur autonomie en développant des projets d'insertion au sens large, notamment autour de l'insertion professionnelle et de l'habitat,
- de s'inscrire dans une approche de proximité et de territorialité.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association Amitiés Tsiganes s'engage à réaliser les accompagnements conventionnés, à transmettre les documents selon les modalités décrites à l'article 3.1.a., à atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la présente convention et à permettre la mise en œuvre et le développement du partenariat avec le Département.

Elle devra notamment :

- assurer l'accompagnement et le suivi du public visé,
- mettre en œuvre des actions visant l'insertion des personnes accompagnées,
- permettre au Département d'effectuer le suivi et le contrôle de l'action en communiquant les éléments relatifs à son déroulement et en mettant à sa disposition tout document dont le Département pourrait avoir l'utilité,
- utiliser la subvention départementale uniquement aux fins de la présente convention.

ARTICLE 4.1 – PERSONNEL AFFECTÉ

Pour mener les missions visées à l'article 1, l'association s'engage à y affecter du personnel dédié à hauteur de 5 ETP (Equivalent Temps Plein) dont elle assure l'encadrement technique et administratif ainsi que 1 ETP de secrétariat, 0,35 ETP de poste de direction et 0,65 % de poste de cadre, soit un total de 7 ETP.

Amitiés Tsiganes s'engage à transmettre un état actualisé des effectifs alloués à la présente action, au minimum une fois par an et à chaque modification.

ARTICLE 4.2 – RESPECT DE LA POLITIQUE DE RSA JUSTE DROIT DU DEPARTEMENT

Pour chaque rendez-vous, Amitiés Tsiganes s'engage à convoquer chaque personne BRSA par un courrier papier et à en conserver une copie.

En cas d'absence du bénéficiaire, Amitiés Tsiganes s'engage à systématiquement saisir la Commission Equipe Pluridisciplinaire du territoire compétent via le formulaire idoine.

ARTICLE 4.3 – SUIVI DES MISSIONS REALISEES

L'association Amitiés Tsiganes s'engage à transmettre au Département :

➔ **au titre des objectifs contractualisés** définis dans la grille d'objectifs présentée en annexe, les bilans suivants **:**

- au plus tard le 15/11/2022, un bilan intermédiaire de l'action arrêté au 31/10/2022, justifiant :
  - au titre de l'objectif 1 : du nombre d'accompagnements socioprofessionnels réalisés,
  - au titre de l'objectif 2 : des formations liées au dispositif RSA suivies par l'ensemble du personnel,

- au plus tard le 15/02/2023, un bilan final de l'action arrêté au 31/12/2022, justifiant :
  - au titre de l'objectif 3 : du nombre de comités de suivis réalisés,
  - au titre de l'objectif 4 : du nombre de BRSA accompagnés ayant bénéficié d'une action collective liée aux règles applicables en matière de RSA.

➔ **les éléments financiers suivants,** dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
- un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention,
- les comptes annuels certifiés de l'exercice écoulé composés du compte de résultat, du bilan et des annexes.

➔Par ailleurs, à tout moment, un contrôle technique et/ou financier portant sur l'utilisation de la subvention allouée peut être effectué par le Département sur pièce et/ou sur place. A cet effet, l'association Amitiés Tsiganes s'engage à produire **l'ensemble des données et pièces justificatives, jugées nécessaires au contrôle.**

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à financer la mise en œuvre des actions et le développement du partenariat avec Amitiés Tsiganes. Le Département considère les spécificités du mode de vie des Gens du voyage et leur dissémination sur les territoires augmentant la complexité de l'action menée par l'association.

ARTICLE 5.1 – PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

Le Département alloue au porteur pour 2022 une subvention d'un montant total de **261 000 €.**

Cette subvention est répartie comme suit :

a. Accompagnement social et professionnel des BRSA : 156 600 € pour l'accompagnement de 250 bénéficiaires en file active annuelle.
b. Accompagnement social généraliste : 104 400 € pour l'accompagnement d'environ 600 personnes.

Cette subvention est intégralement affectée au dispositif faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 5.2. - MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué en trois fois, selon les modalités suivantes :

1) Un versement interviendra à la signature du présent avenant pour un montant de 10 440 €.

Ce montant est déterminé comme suit :

- 60 % du montant total lié à l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, soit 93 960 €,
- 100 % du montant total lié à l'accompagnement social généraliste, soit 104 400 €,

  soit un total de **198 360 €.**

- Déduction, du total de 198 360 €, de 187 920 €, montant versé à Amitiés Tsiganes à la signature de la convention, soit **un reste à verser de 10 440 €.**

2) Un versement d'un montant maximal de 31 320 € interviendra suite à la présentation d'un bilan intermédiaire au 31/10 de l'année en cours et transmis pour le 15/11. Il est ci-après désigné « la part variable 1 ».
3) Un versement d'un montant maximal de 31 320 € interviendra suite à la présentation d'un bilan final au 31/12/2022 et transmis pour le 15/02/2023. Il est ci-après désigné « la part variable 2 ».

Les modalités de versement des parts variables 1 et 2 sont définies dans la grille d'objectifs figurant en annexe du présent avenant.

Fait à Metz, le
en deux exemplaires originaux

Le Président de l'association
Amitiés Tsiganes

Le Président du Département

ANNEXE à l'avenant n° 1

PARTENARIAT AVEC L'**ASSOCIATION AMITIES TSIGANES**

DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ANNUELLE 2022 RELATIVE AU FINANCEMENT
« ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL DES GENS DU VOYAGE EN MOSELLE »

GRILLE D'OBJECTIFS 2022

Le Département alloue conventionnellement pour 2022 à l'Association Amitiés Tsiganes une subvention d'un montant total de 261 000 €, dont :

156 600 € pour l'accompagnement social et professionnel de 250 bénéficiaires du RSA en file active annuelle.

Cette participation financière sera versée en 3 fois :
- une part fixe de 60 % (93 960 €) versée à la signature de la convention,
- **une part variable de 40 %** (62 640 €) versée en deux fois (31 320 €) dont le montant définitif est calculé **en fonction de l'atteinte des objectifs fixés au 31/10/2022 et au 31/12/2022.**

Objectifs conventionnels 2022 à atteindre	Echéance	% de la part variable correspondante si objectif atteint	
Avoir une **file active** correspondant au moins à 70 % des 250 accompagnements socioprofessionnels conventionnés, soit 175 accompagnements.	**31/10/2022**	50 % de la part variable (31 320 €)	**20 %** (6 264 €)
Former le personnel affecté à l'opération aux modalités du dispositif RSA en Moselle, via une intervention du Service FSE et Juste Droit : - 100 % des personnels affectés à la mission - 100 % du secrétariat - la Cheffe de Service en charge (Mme POLIAKOW)			**80 %** (25 056 €)
Mettre en place au moins **un comité de suivi** des parcours avec la participation du Pôle Insertion et Habitat de Metz-Orne (ou de la Direction de l'Insertion et de l'Habitat le cas échéant) et des autres partenaires utiles.	**31/12/2022**	50 % de la part variable (31 320 €)	**50 %** (15 660 €)
Sensibiliser au moins 110 BRSA accompagnés aux règles applicables en matière de RSA afin d'appuyer la politique de Juste Droit du Département.			**50 %** (15 660 €)

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d08d-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET Partenariat renforcé avec les structures porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) : participation accordée en contrepartie du financement FSE au CMSEA

DOSSIER N° | | 23 | 916 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la participation accordée au CMSEA en contrepartie du financement FSE, dans le cadre du partenariat renforcé avec les structures porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion(ACI),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'octroyer au CMSEA dans le cadre du partenariat renforcé avec les structures porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) un soutien financier de 10 620 €,
- d'autoriser le Président à engager ces crédits représentant la totalité de la subvention,
- d'autoriser le Président à signer la convention avec le CMSEA selon la convention-type approuvée en CP du 4 juillet 2022.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d07d-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET PROGRAMME HABITER MIEUX
Agence nationale de l'habitat

DOSSIER N° | | 24 | 881 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le programme "Habiter Mieux",

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer une subvention de 500 € à chaque propriétaire indiqué dans le tableau annexé à la présente décision,

Libellé de l'AP	Code programme-Millésime-N° de l'AP	Montant d'AP	Montant affecté	Enveloppe disponible	Proposition d'affectation	Enveloppe disponible après affectation
PROGRAMME «HABITER MIEUX»	HABITER 2018/1	1 050 000 €	806 000 €	244 000 €	8 500 €	235 500 €

- d'affecter l'autorisation de programme tel que décrit ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits nécessaires.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Attribution d'une participation financière de 500 € Au titre de la fiche action N°5 Lutter contre le mal logement du PDALHPD
NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE
Mme A.R 57430 SARRALBE
M.A.R 57100 THIONVILLE
M.B.S 57840 OTTANGE
Mme D.A 57565 BROUDERDORFF
M.F.L 57220 MEGANGE
M.G.L 57360 AMNEVILLE
Mme G.G 57530 COURCELLES-CHAUSSY
M.H.C 57410 PETIT-REDERCHING
M.H.R 57580 REMILLY
Mme K.H 57290 FAMECK
Mme L.B 57230 STURZELBRONN
M.N.C 57290 FAMECK
M.R.D 57410 GROS-REDERCHING
M.S.G 57370 SAINT-JEAN-KOURTZERODE
M.T.L 57650 FONTOY
M.U.M 57850 HASELBOURG
M.Y.H 57430 SARRALBE

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d07e-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET PROGRAMME HABITER MIEUX
Metz Métropole

DOSSIER N° | | 25 | 884 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le programme "Habiter Mieux" :

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer une subvention de 500 € à chaque propriétaire indiqué dans le tableau annexé à la présente décision,

Libellé de l'AP	Code programme-Millésime-N° de l'AP	Montant d'AP	Montant affecté	Enveloppe disponible	Proposition d'affectation	Enveloppe disponible après affectation
PROGRAMME "HABITER MIEUX"	HABITER 2018/1	1 050 000 €	814 500 €	235 500 €	2 500 €	233 000 €

- d'affecter l'autorisation de programme tel que décrit ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits nécessaires.

M. BOHL, M. KHALIFE, Mme STEMART, Mme ARNOLD, M. THIL, Mme TRAN
ne participent ni au débat ni au vote

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Attribution d'une participation financière de 500 € Au titre de la fiche action N°5 Lutter contre le mal logement du PDALHPD
NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE
Mme B.C 57420 CUVRY
Mme B.E 57070 CHIEULLES
M.D.J J 57000 METZ
Mme L.A 57000 METZ
M.V.S 57950 MONTIGNY LES METZ

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d082-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET SAS D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE : DISPOSITIF "PREMIERES HEURES EN CHANTIER"

DOSSIER N° | | 26 | 900 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le sas d'adaptation à la vie active : dispositif "Premières Heures en Chantier",

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'octroyer à l'ASBH, dans le cadre du dispositif "Premières Heures en Chantier", un soutien financier de 60 000 €,
- d'octroyer au CMSEA, dans le cadre du dispositif "Premières Heures en Chantier", un soutien financier de 60 000 €,
- d'approuver la convention-type figurant en annexe à la présente décision et d'autoriser le Président à signer les conventions correspondantes avec les structures concernées.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION DE PARTENARIAT DIH N° 2022-
DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « PREMIERES HEURES EN CHANTIER »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 262-1 et suivants,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) adoptés par l'Assemblée Départementale lors de la 4ème Réunion Trimestrielle de 2020,

Vu la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi signée le … 2022 entre l'Etat et le Département de Moselle,

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département 1, rue du Pont Moreau à Metz (57000), représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa séance du 14 novembre 2022, ci-après désigné « Le Département »,

d'une part,

ET

l'Association …, sise …, représentée par …, son Président, ci-après désignée « l'Association »,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

En sa qualité de chef de file de la politique sociale et de l'insertion, le Département s'engage dans une démarche proactive pour favoriser le retour à l'emploi des Bénéficiaires du RSA (BRSA). Au cœur du Programme Départemental d'Insertion (PDI) et du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), l'accompagnement vers l'emploi des BRSA fait l'objet de plusieurs dispositifs innovants mis en œuvre par le Département au travers de partenariats avec différents acteurs de l'emploi et de l'insertion.

Les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), en tant que Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) accompagnant les publics rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, font partie des partenaires privilégiés du Département. Premier palier dans un parcours d'insertion professionnelle, ces structures proposent à leurs salariés en insertion employés sur différentes activités supports, un encadrement et un accompagnement adaptés visant l'accès à l'emploi durable.

Il est toutefois constaté que certains publics très éloignés de l'emploi ne sont pas en mesure d'accéder à un emploi en ACI et restent de ce fait indéfiniment dans une situation de grande précarité et d'exclusion. Il s'agit principalement des publics sans abri, pour lesquels le volume d'heures hebdomadaire d'un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) et la durée d'agrément IAE s'avèrent inadaptés.

Le Programme « Premières Heures en Chantier » apporte une réponse à cette problématique. Mis en place à destination des personnes en situation de grande précarité, ce dispositif permet la reprise progressive d'une activité au sein d'un ACI à l'appui d'un encadrement et un accompagnement renforcés. Le travail est envisagé comme le premier levier du processus d'insertion sociale.

Soutenu par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) et accompagné par l'association Convergence France, le Programme est présent dans 13 territoires français. Il est désormais déployé dans le département de la Moselle en tant que partie intégrante de la Stratégie Pauvreté, il s'agit de la fiche action 5.4.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de :

- définir les modalités du partenariat entre le Département et l'Association dans le cadre du dispositif « Premières Heures en Chantier »,
- fixer le montant et les conditions de versement à l'Association de la subvention de fonctionnement du Département,
- définir les engagements des parties.

Article 1.1 : Nature de l'action

Le dispositif « Premières Heures en Chantier » consiste en un recrutement et accompagnement au sein de l'ACI des publics très éloignés de l'emploi, y compris des BRSA (minimum de 50 %), en situation d'exclusion et de grande précarité, notamment des personnes sans abri.

Article 1.2 : Objectifs du dispositif

Le dispositif vise à proposer aux publics ne pouvant habituellement accéder à un CDDI, en raison d'un éloignement de l'emploi trop important, des contrats de travail adaptés à leurs capacités, pour les accompagner à terme a minima vers un parcours IAE de droit commun.

Article 1.3 : Public visé

L'Association s'engage à recruter et à accompagner dans le cadre du dispositif jusqu'à environ 20 personnes au total, présentant les caractéristiques suivantes :

- personnes principalement sans abri et en situation d'exclusion,
- personnes pour lesquelles la durée hebdomadaire de travail en CDDI et la durée de l'agrément IAE standard (24 mois) sont inadaptées,
- personnes ayant besoin d'un accompagnement renforcé et d'une intégration progressive en ACI.

Article 1.4 : Modalités de mise en œuvre du dispositif

L'Association s'engage à :

- assurer un recrutement des publics sans sélection ni prérequis, ne pouvant accéder à l'IAE,
- proposer à ces publics une intégration progressive et modulable, au cas par cas en fonction des capacités et besoins des personnes, sur des volumes hebdomadaires allant de 4 à 20 heures, sans attente de productivité,
- mettre en œuvre un accompagnement renforcé, tant sur le plan professionnel que social, afin de permettre une remobilisation sur le projet de vie, une reprise de confiance en soi et une réappropriation des codes du monde de travail,
- permettre la construction des parcours d'insertion progressifs, visant l'accès a minima à un CDDI de droit commun, au sein de la même structure ou ailleurs.

Pour la mise en œuvre du dispositif, l'Association s'engage à recruter un éducateur socio-professionnel dédié.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 2.1 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre la réalisation et le développement du partenariat dans le cadre du dispositif. Elle devra notamment :

- utiliser la subvention départementale uniquement aux fins de la présente convention,
- associer le Département aux instances de pilotage du dispositif et aux réunions techniques pour le suivi et l'adaptation du dispositif,
- adresser au Département tous les deux mois, les résultats quantitatifs et qualitatifs du projet : nombre de participants, nombre de participants BRSA, résultats de sorties ainsi qu'un bilan qualitatif de l'accompagnement, voire tout autre document, donnée et/ou renseignement dont le Département pourrait avoir besoin dans le cadre du suivi de la présente convention,
- adresser au Département un bilan final de l'action avant le 15 février de l'année qui suit sa clôture.

Article 2.2 : Obligations du Département

Le Département s'engage à mettre tout en œuvre pour favoriser le partenariat avec l'Association dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Article 3.1 : Montant de la contribution financière

Pour la réalisation de l'action, le Département alloue à l'Association une subvention d'un montant total de **60 000 €**.

Cette subvention est intégralement affectée au dispositif faisant l'objet de la présente convention.

Article 3.2 : Modalités de versement de la contribution financière

Le versement sera effectué en une seule fois, à la signature de la convention.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue du 14 novembre 2022 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 : CONTROLE EXERCE PAR LE DEPARTEMENT

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les services du Département ou toute personne désignée à cet effet.

L'association devra notamment adresser au Département les éléments suivants :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel (si le montant annuel des subventions reçues est supérieur à 153 000 €),
- le rapport d'activité.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par l'Association de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'Association n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation de l'association.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour l'Association d'achever sa mission.

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par l'Association, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification à l'Association par courrier recommandé avec avis de réception.

ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

La résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par l'Association.

De même, en cas de non-réalisation partielle ou totale de l'action, une partie ou la totalité de la participation accordée devra être reversée au Département.

Tout reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront à tout ou partie de la présente convention.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'Association est tenue, pendant toute la durée de la convention, de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables, les polices d'assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre de la présente convention et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, où la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le

Le Président de l'Association Le Président du Département de la Moselle

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d08f-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET ACTIONS EDUCATIVES COLLEGES ET ECOLES 2022

DOSSIER N° | | 27 | 920 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les actions éducatives collèges et écoles 2022,
VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5) portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de soutenir :
  - le déplacement de 5 classes de Cadets de la Sécurité Civile vers les centres de secours, à hauteur de **500 €**, selon la répartition figurant en annexe 1 à la présente décision, sur présentation des factures et dans la limite des frais réels engagés,
  - les projets et les échanges franco-allemands du collège La Passepierre de Château-Salins, à hauteur de **385 €**, sur présentation d'un bilan financier accompagné des factures correspondantes et dans la limite de 70 % des frais réels engagés,
  - le déplacement des élèves du collège Jules Lagneau vers le Parc archéologique européen de Bliesbruck-Reinheim, à hauteur de **412 €**, sur présentation des factures et dans la limite des frais réels engagés,
- de verser :
  - **1 500 €** au Réseau CANOPE, pour permettre l'achat de différents lots de récompense et le déplacement des élèves vers les lieux de remise des prix dans le cadre du festival du film scolaire, sur présentation des factures et dans la limite des frais réels engagés,
  - **36 580 €** aux centres d'hébergement pour soutenir les séjours de découverte des écoles, selon la répartition figurant en annexe 2 à la présente décision,
  - **27 216 €** aux écoles et **476 €** à la commune de Maizières-lès-Metz dans le cadre du soutien à l'opération « Ecole à la Ferme », selon la répartition figurant en annexe 3 à la présente décision,
  - **1 378 €** aux écoles pour soutenir la mobilité des élèves dans le cadre du concours « Je Fleuris la Moselle », selon la répartition figurant en annexe 4 à la présente décision, dans la limite des frais réels engagés et sur présentation de la facture acquittée.

M. FREYBURGER étant absent et ayant donné délégation à Mme BOHR
cette dernière ne participe ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Crédits de fonctionnement - Politiques éducatives 2022

Imputation Budgétaire M52	LIBELLE	Crédits votés	Crédits engagés	Crédits disponibles	Propositions d'engagement	Crédits disponibles après engagement
011-62878-21	ECOLES PARCOURS CULTUREL REMBOURSEMENT DE FRAIS DE DEPLACEMENT AUX ECOLES	20 000,00 €	7 530,00 €	12 470,00 €	**1 378,00 €**	11 092,00 €
65-65737-221	SUBVENTIONS AUX COLLEGES PASSIONNEMENT MOSELLE : ETABLISSEMENTS PUBLICS	22 200,00 €	21 787,33 €	412,67 €	**412,00 €**	0,67 €
65-65737-221	SUBVENTIONS PARCOURS CITOYEN : COLLEGES PUBLICS	17 400,00 €	14 321,00 €	3 079,00 €	**500,00 €**	2 579,00 €
65-65738-28	RES CANOPE SUBVENTION CANOPE	1 500,00 €	0,00 €	1 500,00 €	**1 500,00 €**	0,00 €
65-6574-21	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ECOLES COOPERATIVES ET ORGANISMES PRIVES-SEJOURS ET FERMES	271 000,00 €	179 277,50 €	91 722,50 €	36 580,00 € + 27 216,00 € **63 796,00 €**	27 926,50 €
65-65734-21	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ECOLES COMMUNES/INTERCO-SEJOURS ET FERMES	14 000,00 €	11 500,00 €	2 500,00 €	**476,00 €**	2 024,00 €

Crédit de fonctionnement - Apprentissage des langues 2022

Imputation budgétaire M52	Libellé	Crédits votés	Crédits engagés	Crédits disponibles	Proposition d'engagement	Crédits disponibles après engagement
65-65737-048	SUBVENTION COLLEGE ALLEMAND	59 500,00 €	36 814,00 €	22 686,00 €	**385,00 €**	22 301,00 €

Collèges - Soutien aux Projets Citoyens Classe Cadets 2022 **ANNEXE 1**

	COMMUNE	COLLEGE	PROJET CITOYEN	SUBVENTION MAXIMALE OCTROYEE
1	ALGRANGE	Evariste Galois	Classe cadets	100,00 €
2	FAMECK	Charles de Gaulle	Classe cadets	100,00 €
3	FAULQUEMONT	Louis Pasteur	Classe cadets	100,00 €
4	SARREGUEMINES	Jean Jaurès	Classe cadets	100,00 €
5	SIERCK-LES-BAINS	Charles de Gaulle	Classe cadets	100,00 €
			TOTAL PAR ACTION	**500,00 €**

ANNEXE 2

Opération Séjours de découverte
Année scolaire 2021/2022

Nb	Commune	Nom de l'école (maternelle ou élémentaire)	Adresse	Code Postal	Dates envisagées du ..au ... 2022		Centre d'accueil	NB maximal d'élèves	NB de jours subventionnés par le CD57 - 3 ou 5 jours	SUBVENTION maximale octroyée
1	ALGRANGE	Batzenthal	Rue des coquelicots	57440	20/06/22	22/06/22	Auberge de Jeunesse METZ	38	3	2 280,00 €
2	ARS-LAQUENEXY	Elémentaire	4 bis rue principale	57530	07/06/22	10/06/22	Hôtel 1ère classe THIONVILLE	45	3	2 700,00 €
3	BENESTROFF	Elémentaire	19 rue des jardins	57670	15/06/22	17/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	25	3	1 500,00 €
4	CREUTZWALD	La Houve	2 rue des anémones	57150	07/06/22	11/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	21	5	2 100,00 €
5	CREUTZWALD	Schuman	2 rue de Boulogne	57150	06/06/22	10/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	20	5	2 000,00 €
6	HAN-SUR-NIED	Elémentaire	Rue du centre	57580	07/06/22	10/06/22	La Maison des Aliziers LA HOUBE	24	3	1 440,00 €
7	HAYANGE-MARSPICH	Jules Verne (élémentaire)	Rue du 6 juin 1944	57700	08/06/22	10/06/22	ST JEAN DE BASSEL	46	3	2 760,00 €
8	HAYANGE	Jura (élémentaire)	3 Rue du vallon	57700	20/06/22	22/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	47	3	2 820,00 €
9	HAYANGE	La Fontaine (élémentaire)	13 rue Leclerc	57700	01/06/22	03/06/22	Auberge de Jeunesse METZ	41	3	2 460,00 €
10	HAYANGE	Les mimosas	18 rue du mimosa	57700	08/06/22	10/06/22	Auberge de Jeunesse METZ	43	3	2 580,00 €
11	KNUTANGE	Robert Schuman	42 rue de la République	57240	13/06/22	15/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	42	3	2 520,00 €
12	METZ	Biculturelle d'application G. Hoffmann	12 rue de l'abreuvoir	57000	13/06/22	15/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	39	3	2 340,00 €
13	METZ	Auguste Prost	33 rue Auguste Prost	57000	13/06/22	15/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	21	3	1 260,00 €
14	METZ	Van Gogh	71 bis rue des roseaux	57000	20/06/22	22/06/22	Centre ADEPPA de VIGY	21	3	1 260,00 €
15	SIERSTHAL	Mixte	4 rue des vergers	57410	13/06/22	18/06/22	La Maison des Aliziers LA HOUBE	26	5	2 600,00 €
16	TRESSANGE	Les Crayons Magiques	3 rue de la forêt	57710	15/06/22	17/06/22	ST JEAN DE BASSEL	44	3	2 640,00 €
17	VOLSTROFF	Groupe scolaire Saint-Exupéry	18 ter les jardins	57940	08/06/22	10/06/22	Centre de Blanche-Eglise	22	3	1 320,00 €
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ECOLES : COOPERATIVES ET ORGANISMES PRIVES							**565**		**36 580,00 €**

Opération Ecole à la ferme
Année scolaire 2021/2022

ANNEXE 3

N°	Commune	Nom de l'école (maternelle ou élémentaire)	Adresse de l'école	Code Postal	Date ou période envisagée pour la sortie	Ferme	NB maximal d'élèves	Durée	Subvention maximale octroyée
1	ALGRANGE	Wilson (élémentaire)	37 rue Wilson	57440	20/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	57	1,00	399,00 €
2	ALTVILLER	Les petites mains vertes (maternelle)	100 impasse de l'école	57730	24/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	30	1,00	210,00 €
3	AY-SUR-MOSELLE	Au fil de l'eau (maternelle)	11 rue des briguelles	57300	21/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	60	1,00	420,00 €
4	BLIESBRUCK	Maternelle	Rue principale	57200	28/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	22	1,00	154,00 €
5	BOUSBACH	Elémentaire	17 rue de l'école	57460	10/06/2022	L'Ecurie de la Canterra NIDERVILLER	37	1,00	259,00 €
6	CATTENOM	Résidence Champêtre (maternelle)	Square des tilleuls	57570	13/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	31	1,00	217,00 €
7	COURCELLES-CHAUSSY	La Bossotte (maternelle)	Rue Pierre Loeb	57530	03/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	21	1,00	147,00 €
8	COURCELLES-SUR-NIED	A. Huver	12 rue des mirabelles	57530	27/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	35	1,00	245,00 €
9	CREHANGE	Mouzaïa (élémentaire)	2 rue de Metz	57690	09/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	28	1,00	196,00 €
10	CREUTZWALD	Schweitzer (maternelle)	14 rue des tilleuls	57150	13/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	35	1,00	245,00 €
11	DIFFEMBACH-LES-HELLIMER	Maternelle	34 rue principale	57660	30/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	30	1,00	210,00 €
12	ENCHENBERG	Les boutons d'or (maternelle)	10 rue centrale	57415	14/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	31	1,00	217,00 €
13	FAMECK	Victor Hugo (maternelle)	18A avenue de Gascogne	57290	14/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	58	1,00	406,00 €
14	FORBACH	Ensemble scolaire Antoine Gapp (maternelle)	2 avenue Passaga	57600	03/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	49	1,00	343,00 €
15	FORBACH	du Bruch (élémentaire)	1 allée des cèdres	57600	28/03/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	45	1,00	315,00 €
16	FORBACH	du Bruch (maternelle)	1 allée des frênes	57600	30/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	54	1,00	378,00 €
17	FREYMING-MERLEBACH	Marcel Pagnol (élémentaire)	16 avenue Emile Huchet	57800	03/06/2022	L'Ecurie de la Canterra NIDERVILLER	43	1,00	301,00 €
18	GROSTENQUIN	Les goupils (maternelle)	60 rue de l'école	57660	03/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	36	1,00	252,00 €
19	GUINZELING	Maternelle	16 rue principale	57670	30/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	9	1,00	63,00 €
20	HAYANGE	La marelle (maternelle)	Rue de la mine	57700	24/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	68	0,50	238,00 €
21	HOLBACH	Maternelle	3 rue de Volmunster	57410	31/05/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	13	1,00	91,00 €
22	INSVILLER	Elémentaire	18 rue principale	57670	30/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	13	1,00	91,00 €
23	LAMBACH	Les hirondelles (élémentaire)	Place de l'église	57410	28/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	24	1,00	168,00 €
24	LAQUENEXY	Elémentaire	31 allée des marronniers	57530	03/06/2022	Ferme de Henning MARANGE-ZONDRANGE	49	1,00	343,00 €
25	LEMBERG	Maternelle	31 grand rue	57620	21/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	37	1,00	259,00 €
26	LESSE	primaire	10 rue de Monein	57580	24/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	41	1,00	287,00 €
27	MAIZIERES-LES-METZ	Arc-en-ciel (maternelle)	2 rue des écoles	57280	07+10/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	84	1,00	588,00 €
28	MAIZIERES-LES-METZ	Brieux (maternelle)	Avenue de Brieux	57280	23/05+13/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	100	1,00	700,00 €
29	MAIZIERES-LES-METZ	Clair matin (maternelle)	13 rue calmette	57280	24/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	63	1,00	441,00 €
30	METZ	Arc-en-ciel (maternelle)	1 impasse Charles et Louis Jacquard	57070	07/06+07/07/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	73	1,00	511,00 €
31	METZ	Arc-en-ciel (maternelle)	1 impasse Charles et Louis Jacquard	57070	21/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	35	1,00	245,00 €
32	METZ	Domaine fleuri (maternelle)	10 rue du bon pasteur	57070	10/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	41	1,00	287,00 €
33	METZ	Les mésanges (maternelle)	9 bis rue du Dauphiné	57070	16/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	81	1,00	567,00 €
34	METZ	Les mirabelles (maternelle)	1 rue du Roussillon	57070	07/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	53	1,00	371,00 €
35	METZ	Les petits poucets (maternelle)	15 bis rue Dominique Macherez	57070	02+03/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	122	1,00	854,00 €
36	METZ	Maurice Barrès (élémentaire)	3 rue du Roussillon	57070	09/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	38	1,00	266,00 €
37	METZ	Saint Martin (maternelle)	3 en chandellerue	57000	20/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	70	1,00	490,00 €
38	METZ	Clair matin	10 rue de Périgeux	57160	19+20/05/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	83	1,00	581,00 €
39	MONDELANGE	Marcel Pagnol	2 rue du muguet	57300	02/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	43	1,00	301,00 €
40	MONTIGNY-LES-METZ	Jean XXIII (élémentaire)	9 rue des couvents	57950	27/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	42	1,00	294,00 €
41	MONTIGNY-LES-METZ	Saint-Exupéry	30 rue Saint-Exupéry	57950	30/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	35	1,00	245,00 €
42	MORHANGE	Jeanne d'Arc (maternelle)	Rue de l'église	57340	07+09+10/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	67	1,00	469,00 €
43	MOYEUVRE-GRANDE	Les marronniers (maternelle)	Rue de Bettainvillers	57250	23/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	42	1,00	294,00 €
44	NITTING	Maternelle	40 rue Abbé Colson	57790	03/06/2022	L'Ecurie de la Canterra NIDERVILLER	37	1,00	259,00 €
45	PETIT-REDERCHING	Les hirondelles (maternelle)	Place de la cloche	57140	31/05/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	15	1,00	105,00 €
46	PORCELETTE	La source / Jean Mouin	Place de la mairie	57890	23/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	58	1,00	406,00 €
47	POURNOY-LA-CHETIVE	Charles Perrault (maternelle)	1 place Delacour	57420	03/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	20	1,00	140,00 €
48	PUTTELANGE-AUX-LACS	Jean Moulin (maternelle)	Rue Jean Moulin	57510	14/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	35	1,00	245,00 €
49	PUTTELANGE-AUX-LACS	Jean XXIII	Rue Jean XXIII	57510	01/07/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	34	1,00	238,00 €
50	RAHLING	Maternelle	2 rue des écoles	57410	20/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	18	1,00	126,00 €
51	REMELFING	Maternelle	13 rue de Nancy	57200	20/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	35	1,00	245,00 €
52	REMERING-LES-PUTTELANGE	Primaire	3 rue de l'école	57510	23/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	48	1,00	336,00 €
53	REYERSVILLER	Le petit prince (élémentaire)	83 rue de Lambach	57230	28/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	23	1,00	161,00 €
54	SAINT-AVOLD	Jeanne d'Arc (maternelle)	Rue Buffon	57500	16/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	46	1,00	322,00 €
55	SAINT-AVOLD	Sainte-Chrétienne (élémentaire et maternelle)	1 passage du pensionnat	57500	01/07/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	94	1,00	658,00 €
56	SAINTE-MARIE-AUX-CHENES	Maternelle	22 rue Rabelais	57255	21+23/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	95	1,00	665,00 €
57	SARREBOURG	Les oiseaux (maternelle)	Rue des cigognes	57400	30/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	12	1,00	84,00 €
58	SARREBOURG	La roseraie (maternelle)	Rue de la source	57400	04/07/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	58	1,00	406,00 €

Opération Ecole à la ferme
Année scolaire 2021/2022

ANNEXE 3

N°	Commune	Nom de l'école (maternelle ou élémentaire)	Adresse de l'école	Code Postal	Date ou période envisagée pour la sortie	Ferme	NB maximal d'élèves	Durée	Subvention maximale octroyée
59	SARREBOURG	Sainte Marie (élémentaire)	21 avenue du Général de Gaulle	57400	16/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	47	1,00	329,00 €
60	SARREGUEMINES	Blies (maternelle)	5 rue de l'école	57200	17/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	46	1,00	322,00 €
61	SARREGUEMINES	Gregersberg (maternelle)	22 rue Marie Curie	57200	10/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	42	1,00	294,00 €
62	SARREGUEMINES	Montagne supérieure (maternelle)	1 rue des pinsons	57200	20/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	68	1,00	476,00 €
63	SARREGUEMINES	La faëncerie	4 rue Claire Oster	57200	24/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	43	1,00	301,00 €
64	SEINGBOUSE	Mixte (élémentaire)	3 rue du stade	57455	13/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	26	1,00	182,00 €
65	SIERSTHAL	Mixte (élémentaire)	3 rue de l'école	57410	28/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	24	1,00	168,00 €
66	SOUCHT	Maternelle	2 rue des écoles	57960	21/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	40	1,00	280,00 €
67	STIRING-WENDEL	Du centre (maternelle)	Place de Wendel	57350	24/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	43	1,00	301,00 €
68	STIRING-WENDEL	Du vieux Stiring (maternelle)	15 rue du vieux Stiring	57350	28/06/2022	Ferme de Dédeling CHATEAU-VOUE	38	1,00	266,00 €
69	THIONVILLE	Jean-Jacques Rousseau	5 passage des écoliers	57100	10/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	46	1,00	322,00 €
70	THIONVILLE	La côte des roses (élémentaire)	17 rue Saint-Hubert	57100	16+17/06/2022	Ferme de Pégase REZONVILLE	79	1,00	553,00 €
71	THIONVILLE	Les semailles	5 rue des semailles	57100	13+14/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	104	1,00	728,00 €
72	THIONVILLE	Victor Hugo (maternelle)	6 rue Pershing	57100	02+03/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	72	1,00	504,00 €
73	TORCHEVILLE	Elémentaire	64 rue de l'école	57670	30/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	19	1,00	133,00 €
74	UCKANGE	Jean Moulin (maternelle)	9 rue du stade	57270	09+16+17/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	115	1,00	805,00 €
75	UCKANGE	Paul Verlaine (maternelle)	6 rue Mozart	57270	20/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	59	1,00	413,00 €
76	VALMONT	Des hannetons (maternelle)	96 rue du stade	57730	23/06/2022	Ferme de la Colline Bleue DENTING	41	1,00	287,00 €
77	VOLMUNSTER	Le petit prince (maternelle)	12 rue du presbytère	57720	02/06/2022	Ferme de Zellen PETIT-TENQUIN	52	1,00	364,00 €
78	WALSCHEID	GS les petits castors (maternelle)	7 rue du stade	57870	03/05/2022	L'Ecurie de la Canterra NIDERVILLER	28	1,00	196,00 €
79	WOIPPY	Jacques-Yves Cousteau	2 rue de Lorraine	57140	21/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	42	1,00	294,00 €
80	WOIPPY	Paul Verlaine	Impasse Paul Verlaine	57140	03/06/2022	Equiporté BASSE-VIGNEULLES	70	1,00	490,00 €
81	WOIPPY	Les libellules	8 rue des écoles	57140	13/05/2022	Ferme de Henning MARANGE-ZONDRANGE	42	1,00	294,00 €
82	WOIPPY	Train du roi	1 rue de Bourgogne	57140	14/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	80	1,00	560,00 €
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ECOLES : COOPERATIVES ET ORGANISMES PRIVES						**3 922**		**27 216,00 €**

N°	Commune	Nom de l'école (maternelle ou élémentaire)	Adresse de l'école	Code Postal	Date ou période envisagée pour la sortie	Ferme	NB maximal d'élèves	Durée	Subvention maximale octroyée
1	MAIZIERES-LES-METZ	Val Maidera (maternelle)	Avenue Marguerite Duras	57280	17/06/2022	Ferme de Guébling GUEBLING	68	1,00	476,00 €
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ECOLES : COMMUNES / INTERCOMMUNALITES						**68**		**476,00 €**

Opération "Je fleuris la Moselle" - Aide à la mobilté - Ecole
Année scolaire 2021/2022

ANNEXE 4

N°	Commune	Ecole	Nom de l'école	Adresse	Code Postal	Date de la visite	Lieu de la remise de prix	Nombre d'élèves	SUBVENTION maximale proposée
1	AUGNY	primaire	Le pâtural	6 rue de l'Eglise	57685	16/06/2022	Jardins fruitiers de LAQUENEXY	23	152,00 €
2	CHEMINOT	maternelle	des caminetois	7 bis rue des écoles	57420	16/06/2022	Jardins fruitiers de LAQUENEXY	47	224,00 €
3	KALHAUSEN	maternelle	Les lilas	4 rue des lilas	57412	16/06/2022	Jardins fruitiers de LAQUENEXY	21	450,00 €
4	L'HOPITAL	maternelle	Bois Richard	19 rue Courte	57490	16/10/2022	Jardins fruitiers de LAQUENEXY	32	368,00 €
5	MOULINS-LES-METZ	maternelle	Centre	2 rue Saint-Jean	57160	16/06/2022	Jardins fruitiers de LAQUENEXY	41	184,00 €
	Aide à la mobilité lauréats JE FLEURIS LA MOSELLE - ECOLES							**164**	**1 378,00 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d074-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET CONVENTION DE FOURNITURE DE REPAS AVEC LA CUISINE CENTRALE ET LES SITES SATELLITES ET CONVENTION DE PARTAGE DE CHARGES AVEC LE COLLEGE DE VITRY SUR ORNE

DOSSIER N° | | 28 | 763 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la convention relative à la fourniture de repas avec la Cuisine Centrale et les sites satellites et la convention de partage de charges avec le collège de VITRY-SUR-ORNE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser le Président à abroger les conventions actuelles (et les différents avenants) et les remplacer par de nouvelles conventions : la convention type dans le cadre de la fourniture de repas par la Cuisine Centrale Départementale entre le Département de la Moselle et les 10 restaurants satellites (Annexe 1) et la convention de fonctionnement avec le partage des locaux et des charges entre le collège de VITRY-SUR-ORNE et la Cuisine Centrale Départementale (Annexe 2),
- d'approuver et d'autoriser le Président à signer ces conventions.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

CONVENTION RELATIVE A LA FOURNITURE DE REPAS PAR LA CUISINE CENTRALE DEPARTEMENTALE ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET LE COLLEGE «COLLEGES» de «COMMUNES»

▪ Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 transférant au Département la compétence en matière de restauration scolaire dans les collèges ;

▪ Vu le Code de l'Education ;

▪ Vu le décret n° 2009-553 du 15 mai 2009 prévoyant que le Département fixe les prix de la restauration scolaire dans les collèges ;

▪ Vu le règlement (CE) n° 178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;

▪ Vu la réglementation relative à l'hygiène alimentaire constituée notamment par les règlements (CE) n°852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, n° 853/2004 du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, n° 854/2004 du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

▪ Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant ;

▪ Vu le décret n° 2011-1227 du 30 septembre 2011 et l'arrêté du 30 septembre 2011 relatifs à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire ;

▪ Vu la décision de l'Assemblée Départementale lors de la 1ère Réunion Trimestrielle du 7 février 2013 de départementalisation de la Cuisine Centrale de VITRY-SUR-ORNE ;

▪ Vu la décision de la Commission Permanente du 13 mai 2013 définissant les conditions de mutualisation du service de restauration scolaire ;

▪ Vu la décision de l'Assemblée Départementale lors de la 3ème Réunion Trimestrielle 2022 définissant les modalités d'exploitation des restaurations scolaires des collèges mosellans ;

▪ Vu la décision de la Commission Permanente du 14 novembre 2022 relative à la fourniture de repas aux sites satellites;

▪ Vu la décision du Conseil d'Administration du collège «COLLEGES» du ;

Considérant que la Cuisine Centrale Départementale assure la fourniture de repas à la demi-pension de l'Etablissement Public Local d'Enseignement (EPLE) ;
il est convenu ce qui suit entre :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022,
ci-après dénommé «le Département»,
et

L'Etablissement Public Local d'Enseignement « COLLEGES », sis « COMMUNES », représenté par «PRINCIPAL », dûment habilité(e) par la décision du Conseil d'Administration du
ci-après dénommé «l'EPLE».

Considérant que la mission de restauration des collèges est confiée au Département, et qu'il appartient à la Collectivité de rattachement ainsi qu'au collège d'en définir les modalités d'exercice ;

Considérant que le Département est attributaire des collèges, qu'à ce titre le Département assume les droits et les obligations du propriétaire à l'égard des collèges ;

Considérant que le Département s'est doté d'un équipement de restauration performant, répondant aux besoins de la restauration scolaire de l'établissement signataire de la présente convention;

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser, par la Cuisine Centrale Départementale, la fourniture de repas en liaison froide pour le restaurant satellite du collège «COLLEGES» de «COMMUNES».

Article 2 : Obligations du Département

2-1 Fourniture de repas

La Cuisine Centrale du Département assure en liaison froide la confection, le conditionnement et la livraison de repas pour le compte de l'EPLE, dans le cadre des normes d'hygiène en vigueur.

Les repas répondent aux recommandations nutritionnelles en vigueur pour leur composition, pour la fréquence des aliments proposés ainsi que pour les quantités livrées.

Les jours et horaires de livraisons sont fixés par le Département en concertation avec l'EPLE.

Le pain est livré directement dans les EPLE.
L'EPLE passe quotidiennement sa commande de pain directement chez le boulanger choisi par le Département en fonction de ses effectifs en réajustant si besoin.

Les steaks hachés et les frites sont cuits dans les restaurants satellites.

Le responsable de la Cuisine Centrale a en charge la gestion de l'outil et des agents départementaux qui y sont affectés. Il est l'interlocuteur direct du Chef d'établissement de l'EPLE.

2-2 Animation du réseau des cuisines satellites des EPLE

Le Département de la Moselle par l'intermédiaire de sa Cuisine Centrale apporte un conseil et un appui technique à l'EPLE. Il engage un plan de développement qualité intégrant les cuisines satellites des EPLE dans les domaines de l'hygiène alimentaire, de la qualité nutritionnelle, de la modernisation et de l'optimisation des process et des équipements, de l'action éducative et de la formation des agents, en particulier des responsables de cuisines satellites, à la mise en valeur de la prestation et à l'accueil des convives.

Article 3 : Obligations de l'EPLE

La cuisine satellite de l'EPLE assure la réception et le contrôle des repas, les opérations de déconditionnement, reconditionnement, de conservation, de cuisson, de remise en température et de distribution dans le respect des normes d'hygiène en vigueur.
L'EPLE est responsable des matériels de conditionnement des repas qui lui sont livrés et de leur entretien (nettoyage et désinfection). Les matériels doivent revenir propres des sites satellites sur le site de la Cuisine Centrale.

En cas d'absence des agents de la cuisine satellite et en concertation avec l'EPLE, les opérations de réception et de contrôle devront être effectuées par l'agent chargé de la livraison, en présence d'un personnel de Direction de l'EPLE ou toute personne désignée par le chef d'établissement.

Article 4 : Passation et exécution des commandes de repas

4-1 Prestation classique

La Cuisine Centrale adresse à l'EPLE les menus, 3 semaines avant leur application.

L'EPLE communique ses effectifs prévisionnels à la Cuisine Centrale 3 semaines à l'avance.

L'EPLE peut procéder à des ajustements de commande à la hausse et à la baisse jusqu'à 4 jours avant la livraison des repas.

L'EPLE commande les repas par message électronique.
Les bons de livraison, lors de la réception, sont contresignés par le collège.

A chaque livraison, 3 feuilles sont remises à l'établissement en plus de la feuille de réception :
- une feuille listant les allergènes présents qui doit être affichée ou gardée à proximité pour alerter les convives,
- une feuille de consignes expliquant la méthode de remise en température et un dressage des plats adéquat,
- une fiche de suivi de la qualité de la prestation pour la semaine à retourner à la Cuisine Centrale pour analyse.

Les repas sont commandés dans le respect des propositions de menus présentées par la Cuisine Centrale.

4-2 Prestation spécifique

L'EPLE peut commander des repas exceptionnels à la Cuisine Centrale 2 semaines à l'avance.

Article 5 : Rupture de service

Un repas de substitution composé d'aliments appertisés est fourni par le Département à l'EPLE pour faire face à toute rupture de service.

Article 6 : Prix des repas facturés par le Département de la Moselle à l'EPLE

Le prix des repas est fixé par l'Assemblée Départementale.

Article 7 : Facturation des repas

L'EPLE s'engage à transmettre à la Cuisine Centrale Départementale, pour le 15 septembre, les effectifs prévisionnels de l'année scolaire.

Avant le 05 de chaque mois, l'EPLE adresse au Département le nombre de repas commandés le mois précédent en fonction des différentes catégories (forfaits 4, 3, 2, 1 jours, commensaux…).
La Cuisine Centrale contrôle le déclaratif avec le nombre de repas réellement livrés.
Trois titres de recettes mensuels sont émis par le Département de la Moselle : les repas aux collégiens, le Fond Départemental de Restauration (FDR) pour le budget annexe et le FDR pour le budget général. Le taux pour l'année 2022 est de 12,5 % pour le budget annexe et de 14,5 % pour le budget général. L'actualisation de ce taux pour les prochains exercices budgétaires se fera annuellement dans le cadre de l'adoption du Budget Primitif lors de la 1ère Réunion Trimestrielle.

Article 8 : Tarification par l'EPLE des prestations de restauration

Le Département fixe les tarifs des repas payés par les familles annuellement.

COMITE CONSULTATIF

Article 9 : Compétence du Comité consultatif

Le Comité consultatif assure la représentation et l'information des différentes personnes concernées par le réseau des EPLE satellites de la Cuisine Centrale Départementale.

Le Comité consultatif est une instance de dialogue entre les usagers et le Département de la Moselle.

A cet effet, il est consulté sur les actions à mettre en œuvre, en particulier dans les domaines de la qualité nutritionnelle, du développement des produits locaux de l'animation et de l'éducation alimentaire.

Article 10 : Composition du Comité consultatif

Le Comité consultatif est présidé par la Vice-Présidente déléguée à l'Education et aux Collèges et est composé :
- des Principaux, des Gestionnaires et agents comptables des EPLE satellites,
- du Directeur Général Adjoint de l'Education et de l'Enseignement Supérieur,
- du Directeur des Moyens des Collèges,
- du Chef de Service de la Restauration des Collèges,
- du Responsable de la Cuisine Centrale,
- du Chef de production de la Cuisine Centrale Départementale,

Madame la Vice-Présidente invite toute personne qu'elle juge utile à siéger au Comité consultatif.

Article 11 : Fonctionnement du Comité consultatif

Madame la Vice-Présidente convoque le Comité consultatif. Celui-ci se réunit au moins une fois dans l'année.

VALIDITE

Article 12 : Durée, modification de la présente convention

La présente convention est établie pour une durée de 1 an et est reconductible par tacite reconduction.
Elle prend effet à la date de signature par les deux parties.

Elle abroge les conventions actuelles et les différents avenants.

Toute modification aux présentes dispositions fera l'objet d'un avenant qui annule et remplace les dispositions précédentes. Cet avenant prendra effet à la date de signature par les deux parties.

Tout conflit survenant dans l'exécution de cette présente convention sera porté devant le tribunal administratif de STRASBOURG, après que toutes les voies amiables aient été épuisées.

Article 13 : Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par lettre recommandée 6 mois avant la fin de l'année scolaire.

Fait à en deux exemplaires
Le……..

Signature des parties :

Pour le Collège «COLLEGES» de «COMMUNES»	Pour le Département de la Moselle

Annexe 2

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET LE COLLEGE DU JUSTEMONT DE VITRY SUR ORNE
DANS LE CADRE DU PARTAGE DU BATIMENT DE LA CUISINE CENTRALE DEPARTEMENTALE AVEC LA DEMI-PENSION DU COLLEGE**

▪ Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 transférant au Département la compétence en matière de restauration scolaire dans les collèges ;

▪ Vu le Code de l'Education ;

▪ Vu la décision du Département de la Moselle, adoptée par l'Assemblée Départementale, lors de la Troisième Réunion Trimestrielle de 2012, définissant les modalités d'exploitation des restaurations scolaires des collèges mosellans ;

▪ Vu la convention locale d'établissement conclue entre le Département de la Moselle et le collège du Justemont de VITRY-SUR-ORNE du 2 décembre 2012 ;

▪ Vu la décision de l'Assemblée Départementale lors de la 1ère Réunion Trimestrielle du 7 février 2013 de départementalisation de la Cuisine Centrale de VITRY-SUR-ORNE ;

▪ Vu la décision de la Commission Permanente du 13 mai 2013 relative aux conditions de mutualisation du service de restauration scolaire entre le collège du Justemont et le Département de la Moselle ;

▪ Vu la décision de la Commission Permanente du 14 novembre 2022 relative au partage du bâtiment de la Cuisine Centrale Départementale avec la demi-pension du collège du Justemont et le Département de la Moselle ;

▪ Vu la décision du Conseil d'Administration du collège du Justemont de VITRY-SUR-ORNE du……..

Considérant que la Cuisine Centrale assure la fourniture de repas à la demi-pension de l'EPLE, il est convenu ce qui suit entre :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022,
ci-après dénommé « le Département »
et
l'Etablissement Public Local d'Enseignement du Justemont, sis Rue Louis Aragon 57185 VITRY-SUR-ORNE, représenté par Mme ROSSIGNOL dûment habilité(e) par la décision du Conseil d'Administration du
ci-après dénommé « l'EPLE »

Article 1 : Objet de la convention

Etant donné que la Cuisine Centrale de VITRY-SUR-ORNE et la demi-pension du collège du Justemont sont un et même bâtiment, la présente convention a pour objet de :

- Définir les modalités d'utilisation des surfaces et de définir le partage de charges des différents fluides et contrats de maintenance.

MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Article 2 : Destination des biens

Les biens meubles et immeubles de la Cuisine Centrale du Département et du satellite sont propriétés et utilisés par le Département.

Article 3 : Direction unique du bâtiment pour la sécurité des personnes

La direction unique du bâtiment de la Cuisine Centrale et du satellite pour la sécurité des personnes et sa protection contre l'incendie est assurée par le Chef d'Etablissement de l'EPLE. Il appartient, en cas d'incendie, au Chef d'Etablissement de l'EPLE de prévenir les services d'incendie et de secours.

La liste des personnes travaillant à la Cuisine Centrale sera communiquée chaque année au Chef d'Etablissement de l'EPLE.

3.1 Consignes du Chef d'Etablissement pour la sécurité des biens

La direction pour la sécurité des biens est assurée conjointement par le Chef d'Etablissement de l'EPLE et le Département de la Moselle.

3.2 Commission de sécurité

Le Chef d'Etablissement de l'EPLE est responsable du passage de la Commission de Sécurité, le Département de la Moselle met à disposition l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à la Commission de Sécurité.

Article 4 : Délimitation des espaces communs

4-1 Accès à la cour de service

L'accès à la cour de service est réservé aux personnels départementaux de la Cuisine Centrale, ainsi qu'à l'Agent de Maintenance de Proximité et de Surveillance des Collèges du collège du Justemont.

4-2 Accès à la Cuisine Centrale

L'accès à la Cuisine Centrale est exclusivement réservé aux personnels de la Cuisine Centrale. Les personnels agents du collège ont accès aux vestiaires communs et au couloir reliant le restaurant satellite et le local à déchets.

4-3 Gestion du restaurant satellite

La gestion du restaurant satellite est confiée au collège. Le personnel de la Cuisine Centrale ne peut accéder au restaurant satellite que pour les livraisons des produits finis et en présence de l'agent du collège responsable du restaurant satellite ou d'un représentant du personnel de direction du collège. Les personnels de la Cuisine Centrale ont la possibilité de prendre leur déjeuner à la demi-pension du collège.

4-4 Accès au restaurant satellite hors période de présence des personnels de la Cuisine Centrale

L'accès au restaurant satellite hors période de présence des personnels de la Cuisine Centrale se fera après désactivation de l'alarme située à l'entrée des vestiaires, puis par l'entrée principale du restaurant.

Article 5 : Entretien

L'entretien des abords de la cuisine mutualisée tels que les quais de réception des marchandises et de chargement pour la livraison des repas et l'emplacement des containers à déchets incombe au Département.

Le Collège du Justemont a en charge l'entretien et la maintenance du restaurant satellite, des locaux techniques factotums et des espaces verts situés en périphérie de la Cuisine Centrale et du restaurant satellite.

Le Département de la Moselle a en charge l'entretien et la maintenance de la Cuisine Centrale, des locaux techniques, de la cour de service, de l'entretien du linge de service, ainsi que de l'entretien des vitres grande hauteur de l'ensemble du bâtiment.

Article 6 : Répartition des charges de fonctionnement

Le tableau ci-dessous définit le partage des charges relevant du Département et celles relevant du collège.

	Prestations	Participation du Département	Participation Collège (Demi-pension, collège)
FLUIDES	Eau *(Présence de sous-compteurs) :* Eau froide sanitaire Eau chaude sanitaire Ou à défaut *(au prorata des surfaces)*	 Au réel Au réel 60 %	 Au réel Au réel 40 %
	Consommation Electricité *(prorata à l'utilisation des appareils ou suivant relevé de compteurs si présence)* *Abonnement électricité*	70 % ou Réel 100 %	30 % ou Réel 0 %
	Gaz (pour les appareils de cuisine) Abonnement gaz	100 % 100 %	0 % 0 %
	Gaz pour le chauffage *(prorata par rapport aux surfaces)* Abonnement gaz	10 % 10 %	90 % 90 %
CONTRATS DE MAINTENANCE (utilisation des mêmes proratas que les fluides)	Intrusion	100 %	Pris en charge par le collège pour sa partie
	Incendie désenfumage	100 %	Pris en charge par le collège pour sa partie
	Portail automatisé	100 %	
	Extincteurs	100 %	
	Pièces d'extincteurs	100 %	
	Contrôles électriques	100 %	Pris en charge par le collège pour sa partie
	Gardiennage Supervision Intervention sur alarme	 100 % A l'intervention	 / A l'intervention
	Assainissement	100 %	
	Appareillage cuisine (matériels fixes, hottes…)	100 %	Le collège fait ses propres contrats
	Contrôles obligatoires pour le gaz sur appareil de cuisson	100 %	Le collège fait ses propres contrats
	Dératisation	100 %	
	Ordures ménagères : Cartons, papiers Tout venant Biodéchets	 100 % 60 % 10 %	 0 % 40 % 90 %
	Nettoyage vitrerie extérieure grande hauteur	100 %	
	Contrat de maintenance chaudière	10 %	90 %
	Contrat de maintenance autres appareils (VMC, sanitaires…)	60 %	40 %
	Maintenance froid	100 %	Le collège fait ses propres contrats
	Maintenance informatique	100 %	
	Entretien des espaces verts	Intervention de l'AMPSC du collège	100 %

Article 7 : Durée, modification de la présente convention

La présente convention est établie pour une durée de 1 an et est reconductible par tacite reconduction.
Elle prend effet à la date de signature par les deux parties.

Elle abroge les conventions actuelles et les différents avenants.

Toute modification aux présentes dispositions fera l'objet d'un avenant qui annule et remplace les dispositions précédentes. Cet avenant prendra effet à la date de signature par les deux parties.

Tout conflit survenant dans l'exécution de cette présente convention sera porté devant le tribunal administratif de STRASBOURG, après que toutes les voies amiables aient été épuisées.

Article 8 : Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par lettre recommandée 6 mois avant la fin de l'année scolaire.

Fait à en deux exemplaires
Le……..

Signature des parties :

Pour le Collège du Justemont à VITRY-SUR-ORNE	Pour le Département de la Moselle

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d079-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE
SOUTIEN AUX COLLOQUES ET MANIFESTATIONS
UNIVERSITE DE LORRAINE – LIEC
CLUB METZ METROPOLE

DOSSIER N° | | 29 | 823 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er Juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de verser 15 000 € en faveur de l'Université de Lorraine et plus précisément à sa composante le Laboratoire Interdisciplinaire des Environnements Continentaux (LIEC), pour l'organisation du Congrès international d'Ecologie et d'Evolution, sur présentation d'un justificatif de réalisation du projet (attestation, presse…) ;

- de verser 2 000 € au Club Metz Métropole pour l'organisation de la 10ème édition du Trophée mc6 et la gratification du 1er Prix, sur présentation d'un justificatif de réalisation du projet (attestation, presse…).

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d07c-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET INSTITUT LAFAYETTE
CONVENTION 2022-2024

DOSSIER N° | | 30 | 858 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'accorder une subvention d'investissement de 333 333 € à l'Institut Lafayette pour le développement de briques technologiques sur la période 2022-2024,

- d'approuver la convention de subventionnement en annexe et d'autoriser le Président du Département à la signer ;

- de verser cette subvention conformément aux modalités prévues dans cette convention.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION RELATIVE AU SOUTIEN AU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE BRIQUES TECHNOLOGIQUES DE l'INSTITUT LAFAYETTE SUR LA PERIODE 2022-2024

ENTRE :

La Région Grand-Est, sise à STRASBOURG (67), représentée par son Président, Monsieur Jean ROTTNER, dûment habilité à l'effet de signer les présentes par délibération de la Commission Permanente de la Région Grand-Est n°22CP-1741 en date du 23 septembre 2022,
ci-après, désignée par le terme « la Région »

ET

Le Département de la Moselle , sis Hôtel du Département, 1, rue Pont Moreau, 57000 METZ, représenté par son Président Monsieur Patrick WEITEN dûment habilité à l'effet de signer les présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 14 novembre 2022,
ci-après, désigné par le terme le «Département »

ET

Metz Métropole, sise 1 Place du Parlement de Metz, CS30353, METZ Cedex, représentée par son Président Monsieur François GROSDIDER, dûment habilité à l'effet de signer les présentes par délibération du Bureau de Metz Métropole en date du 17 octobre 2022,
ci-après, désignée par le terme «l'Eurométropole de Metz»,

Ci-après collectivement dénommés : « les Partenaires »

D'UNE PART,

ET

L'association de préfiguration Institut Lafayette (Institut Lafayette), sise 2 rue Marconi, 57070 à METZ, représentée par ses Co-Présidents Monsieur Abdallah OUGAZZADEN et Monsieur Bernard KIPPELEN,
ci-après désignée par le terme « le Bénéficiaire »

D'AUTRE PART,

« Les Partenaires » et « le Bénéficiaire » étant ci-après dénommés collectivement « les Parties ».

VU la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le contrat de Plan Etat-Région Grand Est 2021-2027, signé le 31 mars 2021,

VU la sollicitation adressée par le Bénéficiaire aux Partenaires en date du 22 juillet 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n°22CP-1741du 23 septembre 2022 ;

VU la délibération de l'Eurométropole de Metz du 17 octobre 2022 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du du 14 novembre 2022 ;

Préambule :

L'Institut Lafayette, installé à Metz, est une plateforme d'innovation et de transfert de technologie dans le domaine des nouveaux matériaux semi-conducteurs, composants et systèmes pour l'optoélectronique, secteur d'excellence et d'avenir. Il a pour mission de favoriser l'innovation par l'émergence de technologies du futur et de favoriser le développement d'un écosystème propice à la création de nouvelles entreprises technologiques. Il constitue un volet de la coopération du territoire développée depuis 1990 avec l'Université Georgia Tech (Georgia Institut of Technology – GIT).

L'Institut répond à des enjeux à la fois scientifiques, technologiques et économiques. Il est fondé sur un double modèle scientifique et économique avec un volet de développement technologique issu de la recherche et un volet de développement économique sous forme de commercialisation de technologies et de création de start-up. Il s'appuie sur les compétences du campus européen de Georgia Tech Lorraine et de l'Université américaine Georgia Tech d'Atlanta.

Un protocole d'accord a été signé entre les partenaires fondateurs en novembre 2010 (Georgia Tech Global, Georgia Tech Lorraine, Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, Metz Métropole) et la structure juridique retenue est une association loi 1908. Les Partenaires sont membres financeurs de l'association de préfiguration et à ce titre sont membres de droit de l'association et de son conseil d'administration.

La mise en place de l'infrastructure bâtiment, sous Maîtrise d'ouvrage de Metz-Métropole, et des équipements, d'un montant total de 24 M€, a été achevée en décembre 2015 et a bénéficié du financement de Metz Métropole, de l'Etat, du FEDER, du Conseil Départemental et de la Région, avec une participation de l'Institut à l'équipement.

L'Institut Lafayette a démarré son activité opérationnelle en 2016 avec le développement de briques technologiques et la mise en place des partenariats et de contrats industriels. La réalisation des briques technologiques a bénéficié du soutien financier de la Région, de l'Eurométropole de Metz et du Département à hauteur de 2,32 M€ et l'Institut lui-même a bénéficié d'un concours de Georgia Tech Atlanta.

L'Institut vise un niveau d'activité économique, qui garantisse un équilibre financier sans recours à des subventions publiques (hors appel à projets type Agence Nationale de la Recherche, projets européens…).

Le maintien de la compétitivité et de l'attractivité de l'Institut Lafayette reposent sur la création de nouveaux composants et le développement de briques technologiques, qui font l'objet des travaux de recherche et de maintien des connaissances réalisés au sein de l'institut.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

***ARTICLE 1* : OBJET DE LA CONVENTION**

La mise au point de nouveaux composants dans le domaine des semi-conducteurs pour l'optoélectronique nécessite des travaux de développement spécifiques, pour lesquels les technologies et les savoir-faire non disponibles sur le marché seront réalisés par le personnel de l'Institut sous le contrôle de Georgia Tech Lorraine et l'Université américaine Georgia Tech Atlanta (Georgia Institute of Technology) avec le matériel acquis par l'Institut.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la subvention de l'ensemble des Partenaires à l'Institut Lafayette pour la réalisation de leur projet R&D « Développement de briques technologiques de l'Institut Lafayette », dans le cadre de leur activité de Recherche et Développement pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2024.

Le contenu du Projet visé au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans le présent document et dans l'annexe technique et financière (précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations et les livrables à l'issue du Projet).

Les conditions de versement de l'aide du Conseil Régional sont fixées par la présente convention.

Les conditions de versement de l'aide du Département sont fixées par la présente convention et/ou sur la base de la délibération de sa Commission Permanente le 14 novembre 2022.

Les conditions de versement de l'aide de l'Eurométropole de Metz sont fixées par la présente convention et/ou sur la base de la délibération de son Bureau du 17 octobre 2022 ;

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le Projet de Recherche et Développement intitulé « Développement de briques technologiques de l'Institut Lafayette », ci-après désigné « le Projet », selon la définition qui en est faite à l'annexe technique et financière.

Le Bénéficiaire organisera un comité de suivi technique composé par l'ensemble des financeurs publics (à minima 2 fois par an) associant à minima 2 experts issus du monde scientifique et de la valorisation, nommés à parité par les financeurs publics et le bénéficiaire. Il aura pour objectif de présenter l'état d'avancement des réalisations des investissements et des contrats industriels générant une activité commerciale.

Le Bénéficiaire s'engage à faire part à l'ensemble des Partenaires, et dans les plus brefs délais, de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du Projet.

A l'issue du Projet, le Bénéficiaire fera parvenir à l'ensemble des Partenaires :

- un rapport sur le déroulement du projet jusqu'à son achèvement. Ce rapport devra notamment préciser, pour chacune des briques technologiques faisant l'objet du Projet :
  - l'état d'avancement par rapport aux objectifs techniques fixés, tels que décrits dans l'annexe technique et financière,
  - et le stade de développement atteint par rapport à un niveau de maturité technologique permettant d'enrichir l'offre de services proposée par l'Institut Lafayette aux industriels, d'une part, et aux laboratoires de recherche, d'autre part.

  Ce rapport précisera aussi les projets collaboratifs initiés et/ou menés sur l'ensemble de la durée du Projet, incluant ceux établis avec des entreprises.
- un état des lieux de la propriété intellectuelle générée par le Projet (brevets éventuels, publications, accords de licence…), des start-up créées en lien avec le Projet.

Chaque Partenaire, décidera l'éventuelle restitution ou réduction de tout ou partie de son aide définie à l'article 3 en cas de non-respect total ou partiel des engagements du Bénéficiaire.

ARTICLE 3 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DES PARTENAIRES

ARTICLE 3.1 : Montant de l'aide des Partenaires

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'un accord commun entre les Partenaires pour apporter collectivement une aide au bénéficiaire pour la réalisation de son Projet.

Le montant global prévisionnel des dépenses à engager pour la réalisation du Projet est fixé à 1 000 000 € HT. Le montant retenu des dépenses éligibles est de 1 000 000 € HT.

Les Partenaires s'engagent à apporter un soutien au Bénéficiaire pour la réalisation du Projet, selon la répartition suivante, qui s'établit en montant prévisionnel :

	Montants (HT)			Total
	2022	2023	2025	
Région	166 667 €	83 333,50 €	83 333,50 €	333 334 €
Eurométropole de Metz	166 666,50 €	83 333,25 €	83 333,25 €	333 333 €
Département	111 111 €	111 111 €	111 111 €	333 333 €
Total	444 444,50 €	277 777, 75 €	277 777, 75 €	1 000 000 €

ARTICLE 3.2 : Modalités de versement de l'aide des Partenaires

Aide de la Région :

Compte tenu du montant des dépenses prévisionnelles, la Région attribuera une aide d'un montant maximal de 333 334 €, représentant 33, 34% de l'assiette éligible de 1 000 000 € HT. Cette aide sera versée de la façon suivante :

- Une avance de 50% après signature de la présente convention et sur présentation du RIB du bénéficiaire.

- Un acompte de 25%, sur production d'une demande de versement accompagnée :
  - d'un rapport d'avancement du projet couvrant la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023
  - et d'un état récapitulatif des dépenses H.T. réalisées sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du Bénéficiaire et par un représentant légal du Bénéficiaire

- Le solde de 25%, sur production d'une demande de versement accompagnée :
  - d'un rapport final du projet, incluant un état récapitulatif des valorisations réalisées et des contrats réalisés (contrats publics, contrats privés/industriels).
  - d'un état récapitulatif des dépenses H.T. réalisées sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2024, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du bénéficiaire et par un représentant légal du bénéficiaire
  - d'une copie des factures acquittées pour les dépenses d'équipement
  - et d'un tableau d'amortissement pour les équipements récupérables concernés, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable

du bénéficiaire et par un représentant légal du bénéficiaire. Ce tableau devra comprendre les informations suivantes : désignation des équipements, date d'achat, valeur H.T., type d'amortissement, durée d'amortissement.

Le solde est calculé au prorata des dépenses réalisées, dans la limite du montant maximum prévisionnel défini à l'article 3.1 et déduction faite de l'avance et des acomptes visés aux alinéas précédents.

Le montant de l'aide n'est pas révisable à la hausse, même si les dépenses réalisées dépassent le coût prévisionnel du Projet. Le montant de l'aide sera réduit au prorata des dépenses réalisées et justifiées en cas de réalisation partielle du Projet.

Cette aide est prélevée dans la limite des crédits inscrits au budget du Conseil Régional

Aide de l'Eurométropole de Metz :

Compte tenu du montant des dépenses prévisionnelles, l'Eurométropole de Metz attribuera une aide d'un montant maximal de 333 333 €. Cette aide sera versée de la façon suivante :

- Une avance de 50% après signature de la présente convention et sur présentation du RIB du bénéficiaire.

- Un acompte de 25%, sur production d'une demande de versement accompagnée :
  - d'un rapport d'avancement du projet couvrant la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023
  - et d'un état récapitulatif des dépenses H.T. réalisées sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du Bénéficiaire et par un représentant légal du Bénéficiaire

- Le solde de 25%, sur production d'une demande de versement accompagnée :
  - d'un rapport final du projet, incluant un état récapitulatif des valorisations réalisées et des contrats réalisés (contrats publics, contrats privés/industriels).
  - d'un état récapitulatif des dépenses H.T. réalisées sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2024, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du bénéficiaire et par un représentant légal du bénéficiaire
  - d'une copie des factures acquittées pour les dépenses d'équipement
  - et d'un tableau d'amortissement pour les équipements récupérables concernés, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du bénéficiaire et par un représentant légal du bénéficiaire. Ce tableau devra comprendre les informations suivantes : désignation des équipements, date d'achat, valeur H.T., type d'amortissement, durée d'amortissement.

Le solde est calculé au prorata des dépenses réalisées, dans la limite du montant maximum prévisionnel défini à l'article 3.1 et déduction faite de l'avance et des acomptes visés aux alinéas précédents.

Le montant de l'aide n'est pas révisable à la hausse, même si les dépenses réalisées dépassent le coût prévisionnel du Projet. Le montant de l'aide sera réduit au prorata des dépenses réalisées et justifiées en cas de réalisation partielle du Projet.

Cette aide sera prélevée dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Eurométropole de Metz.

Aide du Département :

Compte tenu du montant des dépenses prévisionnelles, le Département attribuera une aide à la recherche d'un montant maximal de 333 333 €. Cette aide sera versée de la façon suivante :

- Une avance de 33,33% après signature de la présente convention et sur présentation du RIB du bénéficiaire.

- Un acompte de 33,33%, sur production d'une demande de versement accompagnée :
    - d'un rapport d'avancement du projet couvrant la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023
    - et d'un état récapitulatif des dépenses H.T. réalisées sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du Bénéficiaire et par un représentant légal du Bénéficiaire

- Le solde de 33,34%, sur production d'une demande de versement accompagnée :
    - d'un rapport final du projet, incluant un état récapitulatif des valorisations réalisées et des contrats réalisés (contrats publics, contrats privés/industriels),
    - d'un état récapitulatif des dépenses H.T. réalisées sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2024, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du bénéficiaire et par un représentant légal du bénéficiaire,
    - d'une copie des factures acquittées pour les dépenses d'équipement,
    - et d'un tableau d'amortissement pour les équipements récupérables concernés, visé par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du bénéficiaire et par un représentant légal du bénéficiaire. Ce tableau devra comprendre les informations suivantes : désignation des équipements, date d'achat, valeur H.T., type d'amortissement, durée d'amortissement.

  Le solde est calculé au prorata des dépenses réalisées, dans la limite du montant maximum prévisionnel défini à l'article 3.1 et déduction faite de l'avance et des acomptes visés aux alinéas précédents.

Le montant de l'aide n'est pas révisable à la hausse, même si les dépenses réalisées dépassent le coût prévisionnel du Projet. Le montant de l'aide sera réduit au prorata des dépenses réalisées et justifiées en cas de réalisation partielle du Projet.

Cette aide est prélevée dans la limite des crédits inscrits au budget du Département.

ARTICLE 4 : *PROTECTION DES RESULTATS*

Dans l'hypothèse où les recherches effectuées dans le cadre du Projet aidé par les Partenaires aboutiraient à un dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition, le Bénéficiaire doit informer les Partenaires, dans un délai d'un mois.

ARTICLE 5 : ***UTILISATION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES***

Chaque Partenaire protégera les Informations Confidentielles divulguées contre l'utilisation non autorisée ou la divulgation aux tiers avec le même degré de prudence qu'il utiliserait pour la protection de ses propres informations confidentielles, et au minimum avec la diligence d'un commerçant prudent.

ARTICLE 6* : *CONTROLE ADMINISTRATIF ET EVALUATION

Aux fins de contrôle, et afin d'attester l'utilisation conforme des aides octroyées par les Partenaires, le Bénéficiaire peut être amené à produire toutes pièces justificatives prévues par le droit en vigueur ou dont la production est demandée par les Partenaires (factures pour les dépenses externes, données analytiques pour les dépenses de personnels et attestation sur l'honneur pour les dépenses internes).

De manière générale, le Bénéficiaire s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par les Partenaires de l'exécution de l'opération visée à l'article 1, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Le contrôle administratif de l'exécution de cette opération est susceptible d'être exercé, sur pièce et sur place, par toute personne désignée par les Partenaires.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DE PUBLICITÉ

Il est demandé au Bénéficiaire de faire mention des financements par chacun des Partenaires dans toute action de communication (y compris sous forme électronique) relative à cette opération. Par ailleurs, il est expressément demandé que les principaux matériels acquis avec l'aide de l'un ou l'autre des Partenaires soient identifiés par une affichette ou plaquette mentionnant cette aide.

Le non-respect de cette clause peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide des trois collectivités.

ARTICLE 8 : DELAIS ET MODIFICATIONS

Le début du Projet est fixé au **1er janvier 2022**.

Le Bénéficiaire dispose jusqu'au **30 juin 2024** pour engager et réaliser les actions. Si passé ce délai le Projet n'est pas achevé, l'aide non justifiée sera annulée de plein droit.

Les dépenses sont éligibles si elles ont été payées par le Bénéficiaire à compter du **1er janvier 2022 et jusqu'au 30 septembre 2024.**

Les pièces justificatives pour le paiement du solde et les livrables tels que prévus à l'article 3.2 devront être communiqués à chacun des partenaires pour le **31 octobre 2024** au plus tard.

Toute demande de prolongation ou de modifications par le bénéficiaire devra être formulée avant la fin de ce délai et fera l'objet de nouvelles délibérations donnant lieu, le cas échéant, à un avenant à la convention initiale.

***ARTICLE 9* : LITIGES**

Tout litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable entre les parties, devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
Pour le Bénéficiaire,
(cachet + signature)

Fait à Strasbourg, le
Pour la Région Grand Est,
(cachet + signature)

Fait à Metz, le
Pour l'Eurométropole de Metz
(cachet + signature)

Fait à Metz, le
Pour le Département de la Moselle
(cachet + signature)

Annexe technique et financière à la convention

Nom du Bénéficiaire : Association de préfiguration Institut Lafayette

Intitulé du Projet : Développement de briques technologiques de l'Institut Lafayette dans le domaine nouveaux composants optoélectroniques.

Descriptif, objectifs fixés et résultats attendus du Projet :

Afin de répondre aux besoins technologiques de nouveaux marchés émergents dans le domaine des semi-conducteurs, l'Institut Lafayette développera des **briques technologiques dans le domaine des nouveaux composants optoélectroniques.**

La méthode des briques technologiques (Building Blocks Method ou BBM) est une approche de technologie modulaire, qui permet de capitaliser les savoir-faire technologiques pour concevoir et développer des produits innovants sur le marché plus rapidement. Ces briques technologiques facilitent pour les industriels l'accès à l'expertise et à un ensemble de technologies de base, qui peuvent être appliquées d'une façon indépendante ou dans des combinaisons multiples pour répondre à leurs besoins.

Le développement de ces briques technologiques se fera en lien avec les contacts industriels déjà existants ou à venir de l'Institut Lafayette ainsi qu'en collaboration avec Georgia Tech et Georgia Tech Lorraine pour l'expertise technologique et les services de commercialisation.

Le projet concernera 5 composants optoélectroniques à base de nouveaux semi-conducteurs, qui peuvent répondre aux besoins des applications nouvelles de semi-conducteurs et par la suite conduire à la signature de contrats industriels générant une activité commerciale récurrente (avantages économiques futurs).

Brique	Titre	Applications	Période de réalisation
15	**Micro-LEDs**	Photothérapie, Photogénétique, Affichage haute résolution	Juin 2022 - Décembre 2023
16	**Capteurs de gaz**	Contrôle des véhicules à hydrogène (H2), Exploration, Production et Transport de H2, Détection de pollution dans l'air intérieur et extérieur	Juin 2022 - Juin 2023
17	**Électronique intégré**	Composants sur SOI, Électronique embarquée pour véhicule électrique	Juin 2022 - Décembre 2023
18	**Photodétecteurs organiques**	Électronique portable, Interaction homme-machine sans contact, Mesure des constantes biomédicales,	Juin 2022 - Juin 2024
19	**Biocapteurs**	Biocapteurs pour la discrimination de virus, Capteurs cutanés portables	Juin 2022 - Juin 2024

Objectifs techniques :

Brique	Titre	Objectifs de réalisations techniques :
15	**Micro-LEDs**	Développement d'une brique technologique liée à la fabrication de micro-LEDs en s'appuyant sur les briques technologiques de la première phase et en utilisant des masques diélectriques avec des ouvertures micrométriques Photothérapie : développement de LEDs, qui seront intégrées dans des supports rigides ou souples comme des masques pour le visage, des gants ou dans le textile Optogénétique : développement en partenariat avec L'IRL GT-CNRS, d'une brique technologique des micro-LEDS ultra-minces basée sur les nouveaux semi-conducteurs à deux dimensions. (Mise au point d'un procédé de fabrication spécifique permettant d'obtenir des diodes électroluminescentes ultraminces, détachées mécaniquement d'un substrat et transférées sur les implants cochléaires…) Affichage haute résolution : développement de micro-LEDs avec des tailles de 50x50 micron à 10x10. Une carte pour adresser les LEDs indépendamment sera développée et intégrée dans le prototype final sous forme de micro-LED individuelle ou une matrice de micro-LEDs.
16	**Capteurs de gaz**	Développer une plateforme de capteurs « HEMTs » sélectifs multi canaux pour différentes applications : Contrôle des véhicules à hydrogène Exploration, Production, Transport de l'H2 Détection de pollution dans l'air extérieur Détection de pollution de l'air intérieur Mise en œuvre des composants développés à l'Institut Lafayette avec des éléments et matériaux sensibles multiples, ainsi que l'intégration de capteurs de référence, pour répondre aux différents objectifs de détection.
17	**Électronique intégré**	Composants sur SOI : l'épitaxie de différents dispositifs GaN sur substrat SOI, silicium sur isolant (dit aussi « Silicon-On-Insulator ») ainsi que la micro-fabrication des dispositifs associés. Électronique embarquée pour véhicule électrique : réalisation de commutateurs électriques pour un ensemble de barres de courant d'un système de distribution d'énergie électrique (association par intégration hybride parallèle de puces de transistors HEMTs)
18	**Photodétecteurs organiques**	Photodiodes flexibles à base de semi-conducteurs organiques : développement de photodiodes à base de matériaux semi-conducteurs organiques / Poursuivre le développement de photodétecteurs organiques (OPDs) à haute performance / Démontrer que le processus peut être industrialisé.
19	**Biocapteurs**	Développer des transistors à haute mobilité électronique à base de GaN couplés à une fonctionnalisation adéquate de la grille Bio-capteurs pour la discrimination de virus : le dispositif que l'Institut Lafayette propose, en partenariat avec l'IRL GT-CNRS, consiste en des capteurs HEMT, précédemment utilisés pour la détection de gaz, avec des électrodes de grille externes biofonctionnalisées avec des aptamères (développement d'aptamères spécifiquement conçus). Capteurs cutanés portables : capteurs HEMT, précédemment utilisés pour la détection de gaz, avec des électrodes de grille externes biofonctionnalisées. Rendre les structures flexibles.

Livrables à l'issue du Projet :

- Un rapport sur le déroulement du projet jusqu'à son achèvement. Ce rapport devra notamment préciser, pour chacune des briques technologiques faisant l'objet du Projet :

- l'état d'avancement technique en regard aux objectifs fixés dans la convention
- le stade de développement atteint par rapport à un niveau de maturité technologique permettant d'enrichir l'offre de services proposée par l'Institut Lafayette aux industriels, d'une part, et aux laboratoires de recherche, d'autre part.

- Ce rapport précisera aussi les projets collaboratifs initiés et/ou menés sur l'ensemble de la durée du Projet, incluant ceux établis avec des entreprises.

- Un état des lieux de la propriété intellectuelle générée par le Projet (brevets éventuels, publications, accords de licence…), des start-up créées en lien avec le Projet.

Calendrier :

- Date de début du Projet et d'éligibilité des dépenses : 01/01/2022
- Date de fin du Projet: 30/06/2024
- Date de fin d'éligibilité des dépenses : 30/09/2024
- Délais pour justifier les actions : 31/10/2024

Montant de l'assiette éligible du projet : 1 000 000 € HT

Postes de dépenses : le bénéficiaire s'engage à respecter la répartition des coûts suivants, qui peuvent être fongibles dans la limite du montant maximum de la subvention, **après accord des Partenaires.**

Nature des dépenses	Coût prévisionnel (HT)
Frais de personnel	330 000 €
Frais environnés (loyers, entretien , maintenance, assurance, téléphone/Internet, vêtements de laboratoire, honoraires mission comptable …)	248 000 €
Consommables et petits matériels	162 000 €
Equipements (acquisition de matériels spécifiques : « die bonder », instruments de mesure, calculateurs, boitiers pour prototypage, bancs d'essai ...) et amortissements (briques technologiques, n'ayant pas fait l'objet de financement public, matériels de laboratoires dédiés au projet…)	260 000 €
Total	1 000 000 €

Plan de financement du Projet :

Financeurs	Montant en €
Région Grand Est	333 334 €
Eurométropole de Metz	333 333 €
Département de la Moselle	333 333 €
Total	**1 000 000 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d086-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT AUX ACTIVITES SPORTIVES PRATIQUEES EN EPLE

DOSSIER N° | | 31 | 908 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la participation financière du Département aux activités sportives pratiquées en EPLE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'approuver la répartition et le versement des dotations « piscine » aux collèges, pour un montant total de 135 945,12 €, conformément à la liste figurant en annexe 1 à la présente décision,
- de procéder au versement du solde, soit 533 456,78 €, correspondant au total des montants restant dus à chacun des propriétaires des installations sportives concernées pour l'année scolaire 2021-2022 (hors collèges messins), tel que figurant en annexe 2 à la présente décision,
- d'autoriser le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions, notamment les notifications et les versements des sommes approuvées.

M. BOHL, M. SACCANI, M. SUCK, M. FOURNIER, M. CUNAT, M, CUNY, M. CORRADI, Mme CALCARI-JEAN, M. CHABANE, M. DICK, Mme ROMILLY, M. MULLER, M. SCHULER, Mme HAAG ne participent ni au débat ni au vote
M. FREYBURGER étant absent et ayant donné délégation à Mme BOHR cette dernière ne participe ni au débat ni au vote.

M.SACCANI étant absent et ayant donné délégation à Mme BECKER cette dernière ne participe ni au débat ni au vote

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Montant de la participation départementale à la piscine 2022

COMMUNE	COLLEGE	DOTATION A VERSER
ALBESTROFF	de l'Albe	**1 858,00 €**
ALGRANGE	Evariste Galois	**1 290,00 €**
ARS-SUR-MOSELLE	Pilâtre de Rozier	**1 200,06 €**
AUDUN-LE-TICHE	Emile Zola	**2 436,00 €**
AUMETZ	Lionel Terray	**1 450,00 €**
BAN-ST-MARTIN	Jean Bauchez	**2 961,00 €**
BITCHE	Jean-Jacques Kieffer	**3 132,76 €**
BOULAY	Victor Demange	**3 241,27 €**
CHATEAU-SALINS	La Passepierre	**2 790,63 €**
COCHEREN	Le Hérapel	**2 256,03 €**
CREUTZWALD	J-Y Cousteau	**2 400,00 €**
DELME	André Malraux	**2 168,48 €**
DIEUZE	Ch. Hermite	**1 972,00 €**
FALCK	La Grande Saule	**2 774,00 €**
FAMECK	Charles de Gaulle	**1 700,00 €**
FAREBERSVILLER	Georges Holderith	**1 613,82 €**
FAULQUEMONT	Louis Pasteur	**1 527,30 €**
FAULQUEMONT	Paul Verlaine	**1 408,51 €**
FONTOY	Marie Curie	**2 151,21 €**
FREYMING-MERLEBACH	Claudie Haigneré	**1 272,46 €**
GROSBLIEDERSTROFF	Val de Sarre	**1 026,24 €**
HAM-SOUS-VARSBERG	Bergpfad	**900,00 €**
HARTZVILLER	de la Vallée de la Bièvre	**2 598,00 €**
HAYANGE	Hurlevent	**1 700,00 €**
HETTANGE-GRANDE	Jean-Marie Pelt	**3 838,93 €**
HOMBOURG-HAUT	Robert Schuman	**1 450,00 €**
KEDANGE-SUR-CANNER	de la Canner	**800,00 €**
L'HOPITAL	François Rabelais	**1 320,00 €**
LEMBERG	La Paraison	**2 185,63 €**
LONGEVILLE-LES-ST- AVOLD	Le Castel	**2 804,27 €**
LORQUIN	des Deux Sarres	**2 620,93 €**
MAIZIERES-LES-METZ	Paul Verlaine	**1 435,20 €**
MARANGE-SILVANGE	Les Gaudinettes	**2 841,54 €**
MARLY	Jean Mermoz	**1 086,08 €**
MARLY	La Louvière	**2 272,00 €**
METZ	Arsenal	**428,40 €**
METZ	G. de la Tour (site Bernanos)	**1 850,32 €**
METZ-BELLECROIX	Jules Lagneau	**1 733,63 €**
METZ	Jean Rostand	**1 514,20 €**
METZ	Les Hauts de Blémont	**1 666,80 €**
METZ	Ph. De Vigneulles	**1 260,00 €**
METZ	P. Valéry	**423,00 €**
METZ-MAGNY	Paul Verlaine	**213,15 €**

ANNEXE 1

Montant de la participation départementale à la piscine 2022

COMMUNE	COLLEGE	DOTATION A VERSER
METZ	François Rabelais	**371,70 €**
METZ	Taison	**795,60 €**
MORHANGE	L'Arboretum	**2 943,36 €**
MOULINS-LES-METZ	Albert Camus	**690,02 €**
MOUSSEY	Les Etangs	**1 580,62 €**
MOYEUVRE-GRANDE	Jean Burger	**2 892,45 €**
PHALSBOURG	Erckmann Chatrian	**4 240,90 €**
PUTTELANGE-AUX-LACS	Jean-Baptiste Eblé	**1 840,27 €**
ROHRBACH-LES-BITCHE	Jean Seitlinger	**2 206,10 €**
ROMBAS	J. Daubié	**2 601,00 €**
SAINT-AVOLD	Jean de la Fontaine	**1 960,84 €**
SAINT-AVOLD	La Carrière	**2 654,10 €**
SAINTE-MARIE-AUX-CHENES	Gabriel Pierné	**4 349,82 €**
SARRALBE	Robert Doisneau	**865,37 €**
SARREBOURG	Mangin	**3 584,50 €**
SARREBOURG	Pierre Messmer	**2 183,20 €**
SARREGUEMINES	Fulrad	**2 100,00 €**
SARREGUEMINES	Himmelsberg	**1 246,60 €**
SARREGUEMINES	Jean Jaurès	**1 627,82 €**
TALANGE	Le Breuil	**2 892,00 €**
THIONVILLE	Charlemagne	**2 320,00 €**
THIONVILLE	Boucher	**448,00 €**
THIONVILLE	La Milliaire	**1 856,00 €**
VERNY	Nelson Mandela	**3 380,00 €**
VITRY-SUR-ORNE	du Justemont	**2 569,00 €**
WOIPPY	Pierre-Mendès France	**2 174,00 €**
TOTAL		**135 945,12 €**

ANNEXE 2

Propriétaires des gymnases	Autorisation de paiement en faveur des Collectivités propriétaires des gymnases fréquentés par les collèges suivants	Acomptes dotations 2022 (CP 11/04/2022)	2ème part pour vote	Dotation EPS 2021/2022 établie sur la base des pièces transmises
Syndicat Intercommunal Scolaire du Collège de l'Albe	ALBESTROFF	5 574,53 €	**12 729,38 €**	18 303,91 €
Commune d'ALGRANGE	ALGRANGE	4 689,36 €	**6 252,48 €**	10 941,84 €
Commune d'AMNEVILLE	AMNEVILLE	8 180,32 €	**9 270,93 €**	17 451,25 €
Commune d'ARS-SUR-MOSELLE	ARS-SUR-MOSELLE	10 682,82 €	**7 839,72 €**	18 522,54 €
Commune d'AUDUN-LE-TICHE	AUDUN-LE-TICHE	5 800,41 €	**7 360,47 €**	13 160,88 €
Commune d'AUMETZ	AUMETZ	5 125,23 €	**6 057,09 €**	11 182,32 €
Commune du BAN-SAINT-MARTIN	BAN-SAINT-MARTIN	8 605,60 €	**10 439,75 €**	19 045,35 €
Commune de BEHREN-LES-FORBACH	BEHREN-LES-FORBACH	11 736,00 €	**4 251,98 €**	15 987,98 €
Commune de BITCHE	BITCHE	6 630,58 €	**4 203,92 €**	10 834,50 €
Communauté de Communes du Pays de Bitche	BITCHE	4 332,46 €	**899,43 €**	5 231,89 €
Commune de BOUZONVILLE	BOUZONVILLE	8 067,63 €	**6 191,97 €**	14 259,60 €
Commune de CATTENOM	CATTENOM	3 997,98 €	**3 997,98 €**	7 995,96 €
Communauté de Communes de Cattenom et environs	CATTENOM	2 079,00 €	**2 079,00 €**	4 158,00 €
Commune de CHÂTEAU-SALINS	CHÂTEAU-SALINS	5 743,45 €	**3 972,65 €**	9 716,10 €
Syndicat Intercommunal de Cocheren	COCHEREN	7 863,75 €	**7 234,65 €**	15 098,40 €
Commune de CREUTZWALD	CREUTZWALD (J.Y. Cousteau)	6 222,42 €	**6 402,78 €**	12 625,20 €
Commune de DELME	DELME	5 941,50 €	**7 059,90 €**	13 001,40 €
Commune de DIEUZE	DIEUZE	7 112,33 €	**133,97 €**	7 246,30 €
Communauté de Communes de la Houve et du Pays Boulageois	FALCK	6 312,60 €	**7 314,60 €**	13 627,20 €
Commune de FAMECK	FAMECK	13 896,20 €	**22 499,17 €**	36 395,37 €
Commune de FAREBERSVILLER	FAREBERSVILLER	9 129,30 €	**9 053,75 €**	18 183,05 €
Commune de FAULQUEMONT	FAULQUEMONT (Pasteur)	7 819,32 €	**6 592,24 €**	14 411,56 €
Commune de FAULQUEMONT	FAULQUEMONT (Verlaine)	6 856,03 €	**7 822,97 €**	14 679,00 €
Commune de FLORANGE	FLORANGE	8 811,90 €	**20 200,50 €**	29 012,40 €
Commune de FOLSCHVILLER	FOLSCHVILLER	6 419,15 €	**9 075,35 €**	15 494,50 €
Syndicat Intercommunal du Collège Marie Curie	FONTOY	8 597,70 €	**5 661,90 €**	14 259,60 €
Commune de FORBACH	FORBACH (Adt)	10 346,88 €	**9 312,85 €**	19 659,73 €
Commune de FREYMING-MERLEBACH	FREYMING (Haigneré)	4 613,40 €	**5 134,44 €**	9 747,84 €
Communauté d'agglomération de Sarreguemines Confluences	GROSBLIEDERSTROFF	6 132,24 €	**6 853,68 €**	12 985,92 €
Commune de GUENANGE	GUENANGE	14 632,56 €	**5 915,07 €**	20 547,63 €
Commune d'HAGONDANGE	HAGONDANGE	6 500,52 €	**6 846,12 €**	13 346,64 €
Commune d'HAM-SOUS-VARSBERG	HAM-SOUS-VARSBERG	6 276,70 €	**6 864,25 €**	13 140,95 €
Syndicat Intercommunal de la Vallée de la Bièvre	HARTZVILLER	4 659,30 €	**5 861,70 €**	10 521,00 €
Commune d'HAYANGE	HAYANGE (Hurlevent)	7 592,88 €	**13 141,32 €**	20 734,20 €
Commune d'HAYANGE	HAYANGE (Monod)	7 214,40 €	**3 967,92 €**	11 182,32 €
Commune d'HETTANGE-GRANDE	HETTANGE-GRANDE (site Hettange)	11 993,94 €	**9 609,18 €**	21 603,12 €
Commune de HOMBOURG-HAUT	HOMBOURG-HAUT	7 339,50 €	**6 920,10 €**	14 259,60 €
Commune de L'HOPITAL	L'HOPITAL	6 660,38 €	**3 963,49 €**	10 623,87 €
Communauté de Communes du Pays de Bitche	LEMBERG	5 611,20 €	**5 210,40 €**	10 821,60 €
Commune de LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD	LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD	7 339,50 €	**4 823,10 €**	12 162,60 €
Commune de MAIZIERES-LES-METZ	MAIZIERES-LES-METZ	10 931,70 €	**7 793,42 €**	18 725,12 €
Commune de MARANGE-SILVANGE	MARANGE-SILVANGE	5 778,40 €	**6 524,00 €**	12 302,40 €

Propriétaires des gymnases	Autorisation de paiement en faveur des Collectivités propriétaires des gymnases fréquentés par les collèges suivants	Acomptes dotations 2022 (CP 11/04/2022)	2ème part pour vote	Dotation EPS 2021/2022 établie sur la base des pièces transmises
Commune de MONTIGNY-LES-METZ	MARLY-FRESCATY (Mermoz)	4 847,17 €	**9 952,37 €**	14 799,54 €
Commune de MARLY	MARLY (Louvière)	8 282,70 €	**6 806,12 €**	15 088,82 €
Commune de MONTIGNY-LES-METZ	METZ Georges de la Tour (site de Montigny-lès-Metz)	3 486,96 €	**8 086,14 €**	11 573,10 €
Commune de MORHANGE	MORHANGE	6 132,24 €	**5 050,08 €**	11 182,32 €
Commune de MOULINS-LES-METZ	MOULINS-LES-METZ (Camus)	6 500,70 €	**6 500,70 €**	13 001,40 €
Commune de MOULINS-LES-METZ	MOULINS-LES-METZ (Armand)	5 906,55 €	**9 191,85 €**	15 098,40 €
Commune de PETITE-ROSSELLE	PETITE-ROSSELLE	6 037,20 €	**7 244,64 €**	13 281,84 €
Commune de PHALSBOURG	PHALSBOURG	340,68 €	**701,40 €**	1 042,08 €
Commune de PUTTELANGE-AUX-LACS	PUTTELANGE-AUX-LACS	8 702,55 €	**6 645,63 €**	15 348,18 €
Syndicat Intercommunal de gestion du Collège de Rémilly	REMILLY	7 605,18 €	**6 102,18 €**	13 707,36 €
Commune de REMILLY	REMILLY	2 544,30 €	**10 722,42 €**	13 266,72 €
Communauté de Communes du Pays de Bitche	ROHRBACH-LES-BITCHE	7 421,89 €	**2 445,66 €**	9 867,55 €
Commune de ROMBAS	ROMBAS	6 488,64 €	**10 456,56 €**	16 945,20 €
Commune de SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD (Fontaine)	2 518,04 €	**1 484,71 €**	4 002,75 €
Commune de SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD (Carrière)	3 279,26 €	**3 470,92 €**	6 750,18 €
Commune de SAINTE-MARIE-AUX-CHENES	SAINTE-MARIE-AUX-CHENES	7 968,60 €	**7 968,60 €**	15 937,20 €
Commune de SARREBOURG	SARREBOURG (Messmer)	9 876,93 €	**8 686,47 €**	18 563,40 €
Commune de SARREGUEMINES	SARREGUEMINES (Fulrad)	8 687,34 €	**13 577,10 €**	22 264,44 €
Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences	SARREGUEMINES (Fulrad)	340,68 €	**0,00 €**	340,68 €
Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences	SARREGUEMINES (Himmelsberg)	6 853,68 €	**7 214,40 €**	14 068,08 €
Commune de SARREGUEMINES	SARREGUEMINES (Jaurès)	3 098,25 €	**4 428,93 €**	7 527,18 €
Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences	SARREGUEMINES (Jaurès)	6 272,64 €	**5 490,50 €**	11 763,14 €
Commune de SIERCK-LES-BAINS	SIERCK-LES-BAINS	5 951,88 €	**4 878,64 €**	10 830,52 €
Commune de STIRING-WENDEL	STIRING-WENDEL	7 274,52 €	**7 805,58 €**	15 080,10 €
Commune de TALANGE	TALANGE	7 611,12 €	**5 735,52 €**	13 346,64 €
Commune de THIONVILLE	THIONVILLE (Boucher)	5 708,05 €	**2 032,11 €**	7 740,16 €
Commune de THIONVILLE	THIONVILLE (Charlemagne)	6 244,65 €	**4 794,67 €**	11 039,32 €
Commune de THIONVILLE	THIONVILLE (La Milliaire)	10 317,92 €	**5 557,67 €**	15 875,60 €
Commune d'UCKANGE	UCKANGE	8 058,12 €	**11 875,08 €**	19 933,20 €
Syndicat du gymnase de VIGY	VIGY	7 034,04 €	**7 034,04 €**	14 068,08 €
Commune de VITRY-SUR-ORNE	VITRY-SUR-ORNE	6 359,36 €	**7 708,72 €**	14 068,08 €
Commune de VOLMERANGE-LES-MINES	HETTANGE (site Volmerange)	4 403,70 €	**5 242,50 €**	9 646,20 €
Commune de WOIPPY	WOIPPY-SAINT-ELOY (Ferry)	8 140,50 €	**8 188,83 €**	16 329,33 €
Commune de WOIPPY	WOIPPY-CENTRE (PMF)	7 129,80 €	**7 549,20 €**	14 679,00 €
Commune de YUTZ	YUTZ	16 076,91 €	**9 487,27 €**	25 564,18 €
	Total	533 353,82 €	**533 456,78 €**	1 066 810,60 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d07f-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET SUBVENTIONS AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITES MOSELLANES EMPLOYEURS D'ASSISTANTS EDUCATIFS DE LANGUE ALLEMANDE - 2ND SEMESTRE 2022

DOSSIER N° | | 32 | 888 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le programme Sesam'GR et le versement de subventions aux collectivités mosellanes employeurs d'assistants éducatifs de langue allemande pour le 2nd semestre 2022,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er Juillet 2021(rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

• d'autoriser :

- le versement aux communes et regroupements communaux concernés par le dispositif d'embauche d'assistants éducatifs de langue des subventions d'un montant total de 197 256,53 €, conformément aux tableaux figurant en annexes 1, 2 et 3 de la présente décision,
-
- le versement d'une subvention maximale de 1 000 euros aux deux nouvelles écoles ci-dessous pour l'achat de matériel pédagogique dédié à l'apprentissage de l'allemand :
  - école du Chambourg de Woustviller
  - école primaire du Witz de Woustviller.

M. KIEFER, Mme FIRTION, M. KHALIFE, Mme ARNOLD, Mme TRAN, M. THIL, M. SCHUH, M. CUNY, Mme HAAG, M. CUNAT, Mme ROMILLY ne participent ni au débat ni au vote, Mme STEMART étant absente et ayant donné délégation à M. KHALIFE ce dernier ne participe ni au débat ni au vote

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

ASSISTANTS EDUCATIFS DE LANGUE ALLEMANDE EN POSTE EN MATERNELLES MOSELLANES
PERIODE 2nd SEMESTRE 2022

COMMUNE EMPLOYEUR	ASSISTANT	TOTAL HEURES SEMESTRE	TOTAL A VERSER/ 38% SMIC soit 5,55€	RAPPEL 1ER SEMESTRE 2022	TOTAL A VERSER CP NOVEMBRE 2022
ALSTING	DOSSIER 1	356,74	1 979,91 €	- €	1 979,91 €
APACH	DOSSIER 2	910,02	5 050,61 €	- €	5 050,61 €
BEHREN LES FORBACH	DOSSIER 3	712,92	3 956,71 €	- €	3 956,71 €
BITCHE	DOSSIER 4	908,40	5 041,62 €	- €	5 041,62 €
BLIES GUERSVILLER	DOSSIER 5	455,04	2 525,47 €	- €	2 525,47 €
BLIESBRUCK	DOSSIER 6	138,56	769,01 €	- €	769,01 €
BOUSBACH	DOSSIER 7	204,09	1 132,70 €	- €	1 132,70 €
COCHEREN	DOSSIER 8	298,98	1 659,34 €	- €	1 659,34 €
CREUTZWALD	DOSSIER 9	637,02	3 535,46 €	- €	3 535,46 €
CREUTZWALD	DOSSIER 10	637,02	3 535,46 €	- €	3 535,46 €
DIEBLING	DOSSIER 11	190,91	1 059,55 €	48,40 €	1 107,95 €
FARSCHVILLER	DOSSIER 12	129,99	721,44 €	- €	721,44 €
FORBACH	DOSSIER 13	151,67	841,77 €	- €	841,77 €
FRAUENBERG	DOSSIER 14	268,47	1 490,00 €	- €	1 490,00 €
GRUNDVILLER	DOSSIER 15	227,52	1 262,74 €	3,98 €	1 266,72 €
HAGONDANGE	DOSSIER 16	606,68	3 367,07 €	- €	3 367,07 €
HAGONDANGE	DOSSIER 17	606,68	3 367,07 €	- €	3 367,07 €
HAMBACH	DOSSIER 18	271,88	1 508,93 €	- €	1 508,93 €
HUNDLING-LIXING	DOSSIER 19	164,54	913,20 €	- €	913,20 €
KERBACH	DOSSIER 20	160,53	890,94 €	- €	890,94 €
METZ ST MAXIMIN	DOSSIER 21	910,02	5 050,61 €	- €	5 050,61 €
METZ LA SEILLE	DOSSIER 22	455,01	2 525,31 €	- €	2 525,31 €
METZING	DOSSIER 23	154,71	858,64 €	- €	858,64 €
MORSBACH	DOSSIER 24	286,77	1 591,57 €	16,00 €	1 607,57 €
NOUSSEVILLER ST NABOR	DOSSIER 25	156,00	865,80 €	- €	865,80 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 26	318,63	1 768,40 €	- €	1 768,40 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 27	318,63	1 768,40 €	- €	1 768,40 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 28	318,63	1 768,40 €	39,08 €	1 807,48 €
REMELFING	DOSSIER 29	104,52	580,09 €	- 170,91 €	409,18 €
REMERING LES PUTTELANGE	DOSSIER 30	165,24	917,08 €	- €	917,08 €
SIVU DE LA BICKENALBE	DOSSIER 31	247,02	1 370,96 €	- €	1 370,96 €
SARREBOURG	DOSSIER 32	729,00	4 045,95 €	- 36,24 €	4 009,71 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 33	728,04	4 040,62 €	- €	4 040,62 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 34	910,02	5 050,61 €	- €	5 050,61 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 35	409,50	2 272,73 €	- €	2 272,73 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 36	364,02	2 020,31 €	- €	2 020,31 €
SCHOENECK	DOSSIER 37	130,68	725,27 €	- €	725,27 €
SPICHEREN	DOSSIER 38	455,01	2 525,31 €	- €	2 525,31 €
STIRING WENDEL	DOSSIER 39	204,96	1 137,53 €	- €	1 137,53 €
THEDING	DOSSIER 40	215,94	1 198,47 €	- €	1 198,47 €
THIONVILLE	DOSSIER 41	728,04	4 040,62 €	- €	4 040,62 €
SIVOM WALDHOUSE WALSCHBRONN	DOSSIER 42	143,01	793,71 €	- €	793,71 €
WOUSTVILLER	DOSSIER 43	225,16	1 249,64 €	- €	1 249,64 €
ZETTING	DOSSIER 44	88,41	490,68 €	204,46 €	695,14 €
			93 265,71 €	104,77 €	93 370,48 €

ANNEXE 2

ASSISTANTS EDUCATIFS DE LANGUE ALLEMANDE EN POSTE EN ELEMENTAIRES MOSELLANES PERIODE 2nd SEMESTRE 2022

COMMUNE EMPLOYEUR	ASSISTANT	TOTAL HEURES SEMESTRE	TOTAL A VERSER/ 38% SMIC soit 5,55€	RAPPEL 1ER SEMESTRE 2022	TOTAL A VERSER CP NOVEMBRE 2022
ALSTING	DOSSIER 45	356,74	1 979,91 €	- €	1 979,91 €
BEHREN LES FORBACH	DOSSIER 46	475,28	2 637,80 €	- €	2 637,80 €
BEHREN LES FORBACH	DOSSIER 47	712,92	3 956,71 €	- €	3 956,71 €
BITCHE	DOSSIER 48	605,60	3 361,08 €	- €	3 361,08 €
BLIES EBERSING	DOSSIER 49	834,35	4 630,64 €	116,79 €	4 747,43 €
BLIESBRUCK	DOSSIER 50	138,56	769,01 €	- €	769,01 €
BOUSBACH	DOSSIER 51	204,09	1 132,70 €	- €	1 132,70 €
COCHEREN	DOSSIER 52	249,15	1 382,78 €	- €	1 382,78 €
CREUTZWALD	DOSSIER 53	617,08	3 424,79 €	- €	3 424,79 €
CREUTZWALD	DOSSIER 54	637,02	3 535,46 €	- €	3 535,46 €
CREUTZWALD	DOSSIER 55	60,00	333,00 €	- 20,48 €	312,52 €
DIEBLING	DOSSIER 56	190,91	1 059,55 €	42,40 €	1 101,95 €
FARSCHVILLER	DOSSIER 57	129,99	721,44 €	- €	721,44 €
FORBACH	DOSSIER 58	910,02	5 050,61 €	- €	5 050,61 €
FRAUENBERG	DOSSIER 59	268,47	1 490,00 €	- €	1 490,00 €
GRUNDVILLER	DOSSIER 60	227,52	1 262,74 €	- 19,06 €	1 243,68 €
HAMBACH	DOSSIER 61	271,88	1 508,93 €	- €	1 508,93 €
HUNDLING-LIXING	DOSSIER 62	164,54	913,20 €	- €	913,20 €
KERBACH	DOSSIER 63	160,53	890,94 €	- €	890,94 €
METZ GASTON HOFFMANN	DOSSIER 64	910,02	5 050,61 €	- €	5 050,61 €
METZ LA SEILLE	DOSSIER 65	455,01	2 525,31 €	- €	2 525,31 €
METZING	DOSSIER 66	154,71	858,64 €	- €	858,64 €
MORSBACH	DOSSIER 67	286,77	1 591,57 €	15,90 €	1 607,47 €
NOUSSEVILLER ST NABOR	DOSSIER 68	156,00	865,80 €	- €	865,80 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 69	318,63	1 768,40 €	- €	1 768,40 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 70	318,63	1 768,40 €	- €	1 768,40 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 71	318,63	1 768,40 €	39,08 €	1 807,48 €
REMELFING	DOSSIER 72	104,52	580,09 €	13,74 €	593,83 €
REMERING LES PUTTELANGE	DOSSIER 73	165,24	917,08 €	- €	917,08 €
SIVU DE LA BICKENALBE	DOSSIER 74	247,02	1 370,96 €	- €	1 370,96 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 75	732,08	4 063,04 €	- €	4 063,04 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 76	693,65	3 849,76 €	- €	3 849,76 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 77	364,02	2 020,31 €	- €	2 020,31 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 78	409,50	2 272,73 €	- €	2 272,73 €
SCHOENECK	DOSSIER 79	130,68	725,27 €	- €	725,27 €
SPICHEREN	DOSSIER 80	455,01	2 525,31 €	- €	2 525,31 €
STIRING WENDEL	DOSSIER 81	204,96	1 137,53 €	- €	1 137,53 €
THEDING	DOSSIER 82	215,94	1 198,47 €	- €	1 198,47 €
SIVOM WALDHOUSE WALSCHBRONN	DOSSIER 83	143,01	793,71 €	- €	793,71 €
WOUSTVILLER	DOSSIER 84	225,16	1 249,64 €	- €	1 249,64 €
ZETTING	DOSSIER 85	88,41	490,68 €	204,46 €	695,14 €
			79 433,00 €	392,83 €	79 825,83 €

ANNEXE 3

SUBVENTION SPECIFIQUE LIEE AU CARACTERE TRANSFRONTALIER DU POSTE EN ELEMENTAIRE

COMMUNE EMPLOYEUR	ASSISTANT	TOTAL HEURES ANNUELLES	1524€ /AN POUR 1 ETP (1524 € pour 1820 heures)
ALSTING	DOSSIER 1	713,47	597,43 €
APACH	DOSSIER 2	28,32	23,71 €
BEHREN LES FORBACH	DOSSIER 3	950,56	795,96 €
BEHREN LES FORBACH	DOSSIER 4	1425,84	1 193,95 €
BITCHE	DOSSIER 5	1211,20	1 014,21 €
BLIES EBERSING	DOSSIER 6	1668,70	1 397,31 €
BLIESBRUCK	DOSSIER 7	277,12	232,05 €
BOUSBACH	DOSSIER 8	408,18	341,79 €
COCHEREN	DOSSIER 9	498,30	417,26 €
CREUTZWALD	DOSSIER 10	1234,16	1 033,44 €
CREUTZWALD	DOSSIER 11	1274,04	1 066,83 €
CREUTZWALD	DOSSIER 12	120,00	100,48 €
DIEBLING	DOSSIER 13	381,82	319,72 €
FALCK	DOSSIER 14	88,84	74,39 €
FARSCHVILLER	DOSSIER 15	259,98	217,70 €
FORBACH	DOSSIER 16	1820,04	1 524,00 €
FRAUENBERG	DOSSIER 17	536,93	449,61 €
GRUNDVILLER	DOSSIER 18	455,04	381,03 €
HAMBACH	DOSSIER 19	543,76	455,32 €
HUNDLING-LIXING	DOSSIER 20	329,08	268,84 €
KERBACH	DOSSIER 21	321,06	268,84 €
METZ GASTON HOFFMANN	DOSSIER 22	1820,04	1 524,00 €
METZ LA SEILLE	DOSSIER 23	910,02	762,02 €
METZING	DOSSIER 24	309,42	259,10 €
MORSBACH	DOSSIER 25	573,54	480,26 €
NOUSSEVILLER ST NABOR	DOSSIER 26	312,00	261,26 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 27	637,26	533,62 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 28	637,26	533,62 €
PETITE ROSSELLE	DOSSIER 29	637,26	533,62 €
REMELFING	DOSSIER 30	209,03	175,03 €
REMERING LES PUTTELANGE	DOSSIER 31	330,48	276,73 €
RIMLING - SIVU DE LA BICKENALBE	DOSSIER 32	494,04	413,69 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 33	1464,16	1 226,03 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 34	1387,30	1 161,67 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 35	728,04	609,63 €
SARREGUEMINES	DOSSIER 36	819,00	685,80 €
SCHOENECK	DOSSIER 37	261,36	218,85 €
SPICHEREN	DOSSIER 38	910,02	762,02 €
STIRING WENDEL	DOSSIER 39	409,92	343,25 €
THEDING	DOSSIER 40	431,88	361,64 €
SIVOM WALDHOUSE WALSCHBRONN	DOSSIER 41	286,02	239,50 €
WOUSTVILLER	DOSSIER 42	450,32	377,08 €
ZETTING	DOSSIER 43	176,66	147,93 €
		TOTAL	**24 060,22 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d098-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET ATTRIBUTION DE LOGEMENTS DANS LES COLLEGES

DOSSIER N° | | 33 | 933 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de logements dans les collèges,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E- 5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision de la Commission Permanente du 16 avril 2018 relative à la mise à jour des emplois dont les sujétions justifient l'octroi d'une concession de logement dans les collèges publics,

DECIDE

- d'arrêter les attributions de logements telles que figurant en annexe au rapport du Président,
- d'autoriser le Président à signer les arrêtés et conventions correspondants et à remettre à chaque occupant une copie du règlement intérieur,
- de donner un avis favorable aux propositions d'occupation de logements en Convention d'Occupation Précaire ou bail privé de Moselis figurant sur cette même annexe.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d090-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction de la Programmation Artistique et Culturelle

OBJET SOUTIEN AUX PRATIQUES EN AMATEUR

DOSSIER N° | | 34 | 922 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le soutien aux pratiques en amateur,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les subventions pour un montant total de 3 000 € se répartissant selon le tableau figurant ci-dessous :

Cantons	Structures	Projets	Budget global	Subventions sollicitées	Subventions allouées
THIONVILLE	Association Ter de l'Art THIONVILLE	Terville en scène : spectacles de théâtre amateur	3 500 €	500 €	500 €
LE SILLON MOSELLAN	Association MY ART HAGONDANGE	Programmation de la galerie Modulab	127 495 €	12 000 €	2 500 €
		TOTAL	**130 995 €**	**12 500 €**	**3 000 €**

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d084-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction des Archives, Mémoire et Patrimoine

OBJET AVENANT A LA CONVENTION D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET L'ASSOCIATION DU SOUVENIR FRANÇAIS RELATIVE A LA CREATION DE LA MAISON DEPARTEMENTALE ET REGIONALE DU SOUVENIR FRANÇAIS.

DOSSIER N° | | 35 | 905 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la signature d'un avenant à la convention d'engagements réciproques entre le Département de la Moselle et l'Association du Souvenir Français relative à la création de la Maison départementale et régionale du Souvenir Français,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

DECIDE :

- d'approuver l'avenant à la convention prolongeant jusqu'au 31 décembre 2024 les effets de la convention relative aux engagements réciproques du Souvenir Français et du Département de Moselle du 21 décembre 2021, annexé à la présente décision ;
- d'autoriser Monsieur le Président à le signer.

Mme BECKER ne participe ni au débat ni au vote

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Avenant à la convention relative aux engagements réciproques entre l'Association du Souvenir Français et le Département de la Moselle

Vu les orientations de l'Assemblée Départementale en matière d'aide départementale en faveur du patrimoine avec maîtrise d'ouvrage privée, approuvées au Budget primitif 2022 ;

Vu les dispositions du décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatives à la transparence financière des aides octroyées par les collectivités ;

Vu la décision du Conseil Départemental lors de la 3e Réunion Trimestrielle de 2021 ;

Vu la convention relative aux engagements réciproques entre l'Association du Souvenir Français et le Département de la Moselle du 21 décembre 2021 ;

Vu la décision de la Commission Permanente du 14 novembre 2022 ;

Entre

Le Département de la Moselle, ci-après dénommé le Département, sis au 1 rue du Pont Moreau, 57036 METZ Cedex 1, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Conseil Départemental de la Moselle, d'une part,

Et

L'Association du Souvenir Français, délégation de la Moselle, ci-après dénommée l'Association, sise au 72-8 rue de Vallières, 57050 METZ, représentée par son Président Général, Monsieur Serge BARCELLINI, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le Souvenir Français, association reconnue d'utilité publique, a décidé d'emménager dans de nouveaux locaux situés dans l'ancien presbytère Saint-Simon et Saint-Jude, place de France à Metz pour y créer une Maison départementale et régionale de la Mémoire du Souvenir Français.

Dans ce cadre, l'Association souhaite procéder à la réhabilitation du bâtiment et pour cela demande une aide au Département sous la forme d'une subvention de 150 000 €.

Article 1 : Objet

L'Association s'est engagée par convention avec le Département de la Moselle du 21 décembre 2021 à la réalisation des travaux de remise en état du bâtiment tels que présentés dans le dossier de demande de subvention de travaux.

Le Département s'est engagé à soutenir leur réalisation conformément à la décision de la 3e Réunion Trimestrielle de 2021 et par convention du 21 décembre 2021.

L'article 3 de la convention du 21 décembre 2021 prévoit l'expiration de cette convention au 31 décembre 2022 mais envisage par son article 7 la possibilité d'y apporter des modifications par voie d'avenant négocié et signé par les deux parties contractantes.

Les travaux, objet de la convention, ayant souffert de retards qui ne permettent pas de solder la subvention au 31 décembre 2022, il est nécessaire de prolonger la durée de la convention.

Article 2 : Durée-validité

La convention du 21 décembre 2021 est prolongée pour une durée de deux années supplémentaires à compter du 1er janvier 2023. Elle prendra fin au 31 décembre 2024 et ne pourra être renouvelée une seconde fois par voie d'avenant.

Article 3 : Modalités d'exécution

Il n'est pas apporté d'autres modifications à la convention initiale et ses dispositions demeurent inchangées.

Fait à Metz, le — en deux exemplaires originaux

Le Président du Département de la Moselle — Le Président Général de l'Association du Souvenir Français

Patrick WEITEN — Serge BARCELLINI

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d080-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction des Archives, Mémoire et Patrimoine

OBJET AIDE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE

DOSSIER N° | | 36 | 894 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'aide à la restauration du patrimoine,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'attribuer une subvention de 20 000 € à la SARL de La Tour à METZ pour la restauration des parties classées de l'hôtel de Heu.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d083-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction des Archives, Mémoire et Patrimoine

OBJET CONVENTION DE DEPOT D'ARCHIVES DE LA CONGREGATION DES SŒURS DE L'ENFANCE DE JESUS ET MARIE (SAINTE-CHRETIENNE)

DOSSIER N° | | 37 | 904 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la signature d'une convention de dépôt d'archives de la congrégation des soeurs de l'Enfance de Jésus et Marie (ensemble Sainte-Chrétienne),

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'approuver les termes de la convention de dépôt, annexée à la présente décision,
- d'autoriser Monsieur le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Convention de dépôt d'archives de la congrégation des sœurs de l'Enfance de Jésus et Marie (Sainte-Chrétienne)

Entre les soussignés :

la congrégation des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie (Sainte-Chrétienne), représentée par sœur Elisabeth MICHAËLY, supérieure générale de cette congrégation en vertu d'une délibération de son conseil général en date du 19 août 2022, ci-après dénommée la déposante d'une part,

et

Le Département de la Moselle (1 rue du Pont Moreau – CS 11096 – 57036 METZ CEDEX 1), représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, autorisé par décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 14 novembre 2022, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

En raison de l'intérêt historique des archives de la congrégation des sœurs de l'Enfance de Jésus et de Marie (Sainte-Chrétienne) et en vue d'une conservation durable de ce fonds historique, important pour l'histoire de l'Eglise catholique en France et notamment en Moselle, et compte-tenu des liens d'origine de la congrégation avec le Département de la Moselle, territoire de sa fondation en 1807, et du bénéfice particulier que la recherche historique mosellane tirera de l'accès à cette documentation, la déposante déclare déposer dans les conditions décrites dans les articles subséquents, à titre provisoire et toujours révocable, au Service départemental d'archives de la Moselle, la portion de ses archives dont un descriptif a été joint en annexe à la présente convention.

Article 2

Le dépôt est réciproquement consenti et accepté par les parties aux conditions ci-dessous énoncées.

Article 3

Il est spécifié que le Service Départemental d'Archives assumera uniquement la responsabilité des documents nommés dans le descriptif cité à l'article 1 de la présente convention. Les parties détermineront d'un commun accord le mode de transport des documents, dont le métrage linéaire est estimé entre 120 et 150 m.

Article 4

Le Service Départemental d'Archives assurera la conservation, le classement et l'inventaire détaillé des documents déposés, ainsi que leur communication au public dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente convention, ainsi que par le règlement des salles de lectures des archives. On entendra par public toute personne autre que la déposante.

Article 5

La consultation des documents nominatifs quels qu'ils soient ne sera pas autorisée au-delà de 1940 sauf autorisation écrite de la déposante. La consultation des autres documents sera libre. Le même régime sera applicable aux reproductions photographiques réalisées en application de l'article 8.

Article 6

Le conditionnement dans des boîtes neuves et des boîtes de taille appropriée aura lieu aux archives départementales, après un temps de quarantaine si nécessaire, et sera pris en charge financièrement par la déposante : celle-ci sera avisée avant toute opération de reconditionnement du coût estimatif de cette opération, que la matière de certaines boîtes ainsi que l'usure ou l'humidité intrinsèque des boîtes de carton conservées dans le sous-sol de l'immeuble de la congrégation au 60 rue Dupont des Loges à Metz rendent nécessaires.

Article 7

Aucun retrait temporaire de documents ne pourra avoir lieu sans mandat écrit de la déposante. Ces emprunts temporaires (pour les besoins de l'administration de la congrégation, pour une exposition…) feront l'objet d'un récépissé accompagné d'un constat d'état.

Article 8

Il sera permis au Département de la Moselle de faire photographier (procédé argentique ou procédé numérique) tous les documents de son choix, en vue d'une conservation permanente aux archives départementales, notamment lorsque le dépôt prendra fin. Le délai d'un mois indiqué à l'article 9 pourra être mis à profit par le Département pour réaliser une ultime campagne de reproduction photographique des documents déposés, ces clichés comme les précédents restant la propriété du Département.

Article 9

Si la déposante estime devoir mettre fin au présent contrat, pour tout ou partie du fonds déposé, elle devra en donner avis par lettre recommandée au Président du Département de la Moselle. Cette dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la réception de ladite lettre. Le transport des documents repris en charge aura lieu aux frais de la déposante.

Article 10

Les répertoires et inventaires réalisés par le Service Départemental d'Archives seront établis en deux exemplaires au moins, dont l'un sera remis à la déposante.

Article 11

En aucun cas ce dépôt ne pourra entraîner une responsabilité pécuniaire pour le Département de la Moselle.

Fait en deux exemplaires, à Metz, le

Le Président du Département de la Moselle	La Supérieure générale de la Congrégation de l'Enfance de Jésus et Marie
Patrick WEITEN	Elisabeth MICHAËLY

Ensemble scolaire Sainte-Chrétienne

Ecole, collège et lycée polyvalent privé sous contrat, fermé en 2003.

1864 - 2003

3110W1 - 3110W206 Dossiers d'élèves.

Dossiers remis par la direction de l'établissement d'enseignement secondaire à la congrégation de Sainte-Chrétienne à la fermeture de l'établissement (ordre alphabétique - avec parfois des chevauchements de lettres initiales - par année scolaire). Les dossiers plus anciens avaient été éliminés dans l'établissement : ceux qui ont été gardés n'ont pas été échantillonnés malgré l'existence de listes d'élèves jusqu'en 1995, car au moment du versement aucun autre fonds d'établissement privé sous contrat n'avait été versé : celui-ci est donc unique en son genre.

1988 - 2003

3110W1
A-AN.

1988 - 1989

3110W2
AP-BIR.

1988 - 1989

3110W3
BIS-BOUR.

1988 - 1989

3110W4
BRA-CAD.

1988 - 1989

3110W5
CAL-DE.

1988 - 1989

3110W6
Cote vacante.

3110W7
DI-DU.

1988 - 1989

3110W8
FES-GEO.

1988 - 1989

3110W9
LEB-LIN.

1988 - 1989

3110W10
LOM-MEY.

1988 - 1989

3110W11
MIG-MIV.

1988 - 1989

3110W12

NOI-POT.

1988 - 1989

3110W13
PRI-SCH.

1988 - 1989

3110W14
SCHM-SIM.

1988 - 1989

3110W15
SON-U.

1988 - 1989

3110W16
V-WA.

1988 - 1989

3110W17
WE-Z.

1988 - 1989

3110W18
ABD-ARB.

1989 - 1990

3110W19
BL-BEN.

1989 - 1990

3110W20
BER-BON.

1989 - 1990

3110W21
BRE-C.

1989 - 1990

3110W22
D-FOR.

1989 - 1990

3110W23
FR-GEN.

1989 - 1990

3110W24
GO-H.

1989 - 1990

3110W25
I-KA.

1989 - 1990

3110W26
KH-LEG.

1989 - 1990

3110W27
LEI-LO.
1989 - 1990

3110W28
MA-MAR.
1989 - 1990

3110W29
MAT-MER.
1989 - 1990

3110W30
MI-MU.
1989 - 1990

3110W31
PEC-PIER.
1989 - 1990

3110W32
PIER-POIN.
1989 - 1990

3110W33
POIR-PRU.
1989 - 1990

3110W34
R.
1989 - 1990

3110W35
SA-STEIN.
1989 - 1990

3110W36
STER-T.
1989 - 1990

3110W37
A-BED.
1990 - 1991

3110W38
BEG-BIZ.
1990 - 1991

3110W39
BOH-BOU.
1990 - 1991

3110W40
BRO-CHA.
1990 - 1991

3110W41
CHO-CO.

1990 - 1991

3110W42
CR-DEN.

1990 - 1991

3110W43
DER-DU.

1990 - 1991

3110W44
E-F.

1990 - 1991

3110W45
GA-GO.

1990 - 1991

3110W46
GR-HE.

1990 - 1991

3110W47
HO-K.

1990 - 1991

3110W48
LA-LE.

1990 - 1991

3110W49
LO-MA.

1990 - 1991

3110W50
ME-MI.

1990 - 1991

3110W51
MU-PEL.

1990 - 1991

3110W52
PEN-PO.

1990 - 1991

3110W53
PRI-RO.

1990 - 1991

3110W54
RU-SEL.

1990 - 1991

3110W55
SI-SU.

1990 - 1991

3110W56

V-Z.

1990 - 1991

3110W57
A-B.
Voir aussi 3110W59 pour B.

1991 - 1992

3110W58
C-D.
Voir aussi 3110W60 et 3110W61 pour D.

1991 - 1992

3110W59
BO-BR.

1991 - 1992

3110W60
DE-FE.

1991 - 1992

3110W61
DEU-LO.

1991 - 1992

3110W62
FA-GO.

1991 - 1992

3110W63
GEO-H.

1991 - 1992

3110W64
J-K.

1991 - 1992

3110W65
LA-MA.

1991 - 1992

3110W66
MAR-NAO.
Voir aussi 3110W67 pour M.

1991 - 1992

3110W67
MI-NE.

1991 - 1992

3110W68
NO-PE.

1991 - 1992

3110W69
PI-RI.

1991 - 1992

3110W70
RO-SA.
1991 - 1992

3110W71
SCH-SO.
1991 - 1992

3110W72
STE-T.
1991 - 1992

3110W73
V-Z.
1991 - 1992

3110W74
A-B.
1992 - 1993

3110W75
CA-DEP.
1992 - 1993

3110W76
DEL-E.
1992 - 1993

3110W77
F-G.
1992 - 1993

3110W78
H-KI.
1992 - 1993

3110W79
KL-LEC.
1992 - 1993

3110W80
LEG-LO.
1992 - 1993

3110W81
MA-MO.
1992 - 1993

3110W82
MU-PER.
1992 - 1993

3110W83
PERR-SA.
Voir aussi 3110W84 pour P.
1992 - 1993

3110W84

PRU-SI.

1992 - 1993

3110W85
ST-T.

1992 - 1993

3110W86
V-Z.

1992 - 1993

3110W87
A-BA.

1993 - 1994

3110W88
BE-BI.

1993 - 1994

3110W89
BR-BU.

1993 - 1994

3110W90
C.

1993 - 1994

3110W91
D.

1993 - 1994

3110W92
E-F.

1993 - 1994

3110W93
G.

1993 - 1994

3110W94
H-KE.
Voir aussi 3110W 95 et 3110W96 pour K.

1993 - 1994

3110W95
KA-KU.

1993 - 1994

3110W96
KHE-LE.

1993 - 1994

3110W97
L-MA.

1993 - 1994

3110W98
MA-PE.

1993 - 1994

3110W99
PH-RE.

1993 - 1994

3110W100
RO-SCH.

1993 - 1994

3110W101
SE-ST.

1993 - 1994

3110W102
T-V.
Voir aussi 3110W103.

1993 - 1994

3110W103
T-V.
Voir aussi 3110W102.

1993 - 1994

3110W104
W-Z.

1993 - 1994

3110W105
A-AS.

1994 - 1995

3110W106
AS-BE.

1994 - 1995

3110W107
BE-CA.

1994 - 1995

3110W108
CE-DE.

1994 - 1995

3110W109
DE-DU.

1994 - 1995

3110W110
E-FE.
Voir aussi 3110W111 pour E.

1994 - 1995

3110W111
EI-GO.

1994 - 1995

3110W112

GR-HI.

1994 - 1995

3110W113
HO-K.

1994 - 1995

3110W114
LA-LO.

1994 - 1995

3110W115
LOU-MA.
Voir aussi 3110W116 pour M.

1994 - 1995

3110W116
MA-MI.

1994 - 1995

3110W117
MO-O.

1994 - 1995

3110W118
PA-PO.

1994 - 1995

3110W119
PU-RO.

1994 - 1995

3110W120
RI-SCH.
Voir aussi 3110W121 pour S.

1994 - 1995

3110W121
S-VA.

1994 - 1995

3110W122
Cote vacante.

3110W123
VE-Z (1994-1995). A (1995-1996).

1994 - 1996

3110W124
BA-BE.
Voir aussi 3110W126 pour B.

1995 - 1996

3110W125
BO-CHE.
Voir aussi 3110W126 pour B et 3110W127 pour C.

1995 - 1996

3110W126
BE-BR.
1995 - 1996

3110W127
CHA-DE.
1995 - 1996

3110W128
DE-FE.
1995 - 1996

3110W129
FE-GRE.
1995 - 1996

3110W130
GU-H.
1995 - 1996

3110W131
I-LA.
1995 - 1996

3110W132
LA-LI.
1995 - 1996

3110W133
LO-ME.
1995 - 1996

3110W134
ME-PE.
1995 - 1996

3110W135
PI-SE.
1995 - 1996

3110W136
SI-V.
1995 - 1996

3110W137
W-Z.
1995 - 1996

3110W138
A-BAL.
1996 - 1997

3110W139
BAN-BUT.
Voir aussi 3110W140.
1996 - 1997

3110W140

BEN-BUR.

1996 - 1997

3110W141
C-DE.

1996 - 1997

3110W142
DI-E.

1996 - 1997

3110W143
FA-GR.

1996 - 1997

3110W144
GU-H.

1996 - 1997

3110W145
I-LOU.
Voir aussi 3110W146 pour L.

1996 - 1997

3110W146
LA-ME.

1996 - 1997

3110W147
ME-MO.

1996 - 1997

3110W148
MO-Q.

1996 - 1997

3110W149
R-SC.
Voir aussi 3110W150 pour S.

1996 - 1997

3110W150
SA-T.
Voir aussi 3110W151 pour T.

1996 - 1997

3110W151
T-Z.

1996 - 1997

3110W152
A-B.

1997 - 1998

3110W153
C.

1997 - 1998

3110W154
D-EL.
1997 - 1998

3110W155
EN-GE.
1997 - 1998

3110W156
GI-HI.
1997 - 1998

3110W157
HO-MA.
Voir aussi 3110W158 et 3110W159 pour L.
1997 - 1998

3110W158
LA-LE.
1997 - 1998

3110W159
LE-MI.
1997 - 1998

3110W160
MI-O.
1997 - 1998

3110W161
PA-RE.
1997 - 1998

3110W162
RE-SA.
1997 - 1998

3110W163
SA-SO.
1997 - 1998

3110W164
SPA-T.
1997 - 1998

3110W165
V-Z.
1997 - 1998

3110W166
A-BE.
1998 - 1999

3110W167
BI-BU.
1998 - 1999

3110W168

C.

1998 - 1999

3110W169
D'A-DE.

1998 - 1999

3110W170
DH-DU.

1998 - 1999

3110W171
E.

1998 - 1999

3110W172
F.

1998 - 1999

3110W173
G.

1998 - 1999

3110W174
H-I.

1998 - 1999

3110W175
J.

1998 - 1999

3110W176
K.

1998 - 1999

3110W177
L.

1998 - 1999

3110W178
MA-MI.

1998 - 1999

3110W179
MO-O.

1998 - 1999

3110W180
Cote vacante.

3110W181
P.

1998 - 1999

3110W182
RA-RI.

1998 - 1999

3110W183

RO-SC.

1998 - 1999

3110W184
SD-ST.

1998 - 1999

3110W185
T.

1998 - 1999

3110W186
U-W.

1998 - 1999

3110W187
Cote vacante.

3110W188
Z (1998-1999). A-K (1999-2000).

1998 - 2000

3110W189
M-Z.

1999 - 2000

3110W190
Cote vacante.

3110W191
A-B.

2000 - 2001

3110W192
C.

2000 - 2001

3110W193
D-F.

2000 - 2001

3110W194
Cote vacante.

3110W195
G-H.

2000 - 2001

3110W196
J-L.

2000 - 2001

3110W197
M-P.

2000 - 2001

3110W198
R-S.

2000 - 2001

3110W199
V-Z.

2000 - 2001

3110W200
A-J.

2001 - 2002

3110W201
Cote vacante.

3110W202
K.

2001 - 2002

3110W203
L-P.

2001 - 2002

3110W204
R-Y.

2001 - 2002

3110W205
B-I

2002 - 2003

3110W206
L-W.

2002 - 2003

3110W207 - 3110W210 Registres matricules des élèves et listes de classes.
Les archives anciennes de l'établissement ont presque entièrement disparu durant l'occupation des bâtiments par l'armée allemande entre 1940 et 1944.

1864 - 1995

3110W207
Registres matricules des élèves.
Voir 3110W207/1 et 3110W207/2

1864 - 1982

3110W207/1
Années 1864-1889, 1955-1957 et 1959-1960.
3 registres.

1864 - 1960

3110W207/2
Années 1967-1982.
14 registres.

1967 - 1982

3110W208
Listes d'élèves par classe (primaire, collège et lycée.
Voir 3110W208/1 et 3110W208/2.

1961 - 1983

3110W208/1
Années 1961-1975 (lacune 1962-1964).
1961 - 1975

3110W208/2
Années 1975-1983.
1975 - 1983

3110W209
Listes d'élèves par classe (primaire, collège et lycée).
Lacunes pour l'année 1983-1984 (secondaire) et pour l'année 1985-1986 (primaire).
1983 - 1990

3110W210
Listes d'élèves par classe (primaire, collège et lycée).
Lacunes pour l'année 1993-1994 (collège) et pour l'année 1994-1995 (collège et lycée).
1990 - 1995

3110W211 - 3110W212 Livrets scolaires non remis aux élèves.
1973 - 1990

3110W211
Livrets scolaires (élèves nés entre 1954 et 1963).
1973 - 1980

3110W212
Livrets scolaires (élèves nés entre 1961 et 1971).
1980 - 1990

3110W213 - 3110W215 Administration générale.
1946 - 2001

3110W213
Registres matricules et coordonnées des enseignants.
8 cahiers
1946 - 2001

3110W214
Registres des traitements, appointements et salaires.
10 cahiers
1946 - 1967

3110W215
Contrats d'association du lycée technique et du lycée général.
1964 - 2001

3110W216
Registres matricules de la classe de 11e tenus par soeur Alice de 1937 à 1963.
2 cahiers extraits de son dossier personnel de religieuse
1937 - 1963

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d081-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction des Archives, Mémoire et Patrimoine

OBJET SOUTIEN A UN PROJET PEDAGOGIQUE D'UNE ASSOCIATION PATRIOTIQUE

DOSSIER N° | | 38 | 898 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le soutien au projet pédagogique d'une association patriotique mosellane,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 € à la section départementale de la Moselle de l'Association Nationale des Membres de l'Ordre National du Mérite pour la réalisation de son projet pédagogique.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d085-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET MOSELLE JEUNESSE

DOSSIER N° | | 39 | 906 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la politique départementale Moselle Jeunesse,

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

dans le cadre de Moselle Jeunesse

- d'attribuer les aides de fonctionnement pour un montant global de **162 940 €** dont le détail figure **en annexe 1** à la présente décision et se répartissant comme suit :

- 20 590 € aux associations pour des projets de territoires ;
- 1 500 € au soutien aux initiatives de jeunes ;
- 128 850 € aux associations locales ;

- d'attribuer une subvention de 12 000 € à l'association à rayonnement départemental "Lana France".

- d'autoriser le versement des subventions de fonctionnement, soit sous la forme de versement unique soit sous la forme d'acompte plus solde selon l'état d'avancement des actions.

- d'approuver la convention de partenariat entre l'ADEPPA et le Département **(annexe 2)**.

- d'approuver la convention de partenariat entre l'UNICEF et le Département **(annexe 3)**.

- d'annuler la subvention de fonctionnement au groupe "Yes Ozanam" accordée par la Commission Permanente du 4 juillet 2022 pour développer un jardin des jeunes à FAMECK

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022
DECISION

Moselle Jeunesse
Projets de territoires
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
STIRING-WENDEL	BEHREN-LES-FORBACH	Moselle Jeunesse - Eté 2022	HAPKIDO CLUB	500 €
			SOUS-TOTAL FORBACH - SAINT-AVOLD	**500 €**
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES-LES - METZ	Moselle Jeunesse - Eté 2022	POINT JEUNES	2 000 €
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES-LES METZ	Moselle Jeunesse - Eté 2022	OLYMPIQUE MAIZIERES LUTTE	350 €
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES-LES METZ	Moselle Jeunesse - Eté 2022	TENNIS DE TABLE	200 €
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES-LES METZ	Moselle Jeunesse - Eté 2022	PUNCH CLUB	900 €
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES-LES METZ	Moselle Jeunesse - Eté 2022	PETANQUE CLUB	250 €
SILLON MOSELLAN	MAIZIERES-LES METZ	Moselle Jeunesse - Eté 2022	PHILATELIE ET MULTICOLLECTIONS	420 €
			SOUS-TOTAL METZ - ORNE	**4 120 €**
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	GK 3000	350 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ICARE ZEN	610 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CLUB MOTONAUTIQUE DE THIONVILLE	670 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	DAKKA ET MARRAKCHIA	230 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ESCRIME 3 FRONTIERES	1 000 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ROMAIN RACING TEAM	520 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION THIONVILLOISE HANDISPORT	400 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	THIONVILLE MOSELLE HANDBALL	100 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	STANISLAS SEVENS	400 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	KAYAK CLUB THIONVILLE	500 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION YOGA DANSE THEATRE	700 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	VAL DE FENSCH LUTTE	200 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	US GUENTRANGE	190 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	ASSOCIATION LANA FRANCE	8 000 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	PEGASY	400 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	JUNIOR ASSOCIATION CÔTE DES ROSES	850 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	RAWDOGS	500 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Moselle Jeunesse - Eté 2022	CLUB ESCALADE EVASION THIONVILLE	350 €
			SOUS-TOTAL THIONVILLE	**15 970 €**
			TOTAL	**20 590 €**

ANNEXE 1

Moselle Jeunesse
Soutien aux initiatives de jeunes
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
FAULQUEMONT	ANCERVILLE	# Team Moselle Jeunesse – Participation au championnat du Monde de voiture radiocommandée	Julien SURGET	600 €
PAYS MESSIN	ARS-LAQUENEXY	#Team Moselle Jeunesse - Favoriser l'engagement des jeunes arbitres	Etienne DEL GUZZO (père de Matéa DEL GUZZO)	300 €
SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	# Team Moselle Jeunesse – Promouvoir le karaté	Sabrina SCHMITT (mère de Elsa SCHMITT)	300 €
STIRING-WENDEL	BEHREN-LES-FORBACH	#Team Moselle Jeunesse - Soutien à l'apprentissage de la langue allemande	Amina KASS	300 €
			TOTAL	**1 500 €**

Moselle Jeunesse
Vie associative – Associations locales
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
BITCHE	SOUCHT	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	TENNIS CLUB DE SOUCHT	400 €
BITCHE	MEISENTHAL	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ARTOPIE	200 €
BITCHE	BITCHE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	SOCIETE D'ESCRIME ET DE TIR DE BITCHE	400 €
BITCHE	BITCHE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FEDERATION MJC ALSACE	400 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL TENNIS DE TABLE	800 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF	3 000 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL DE MOTO	400 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL D'AVIRON	3 500 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT	800 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL HANDBALL	3 500 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL MOSELLE BASKET	400 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	DISTRICT MOSELLAN DE FOOT	400 €
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL AEROMODELISME	400 €

ANNEXE 1

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS	400 €
FAULQUEMONT	REMILLY	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FOYER RURAL ANTARES REMILLY	400 €
FAULQUEMONT	REMILLY	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	TENNIS CLUB REMILLY	400 €
FAULQUEMONT	REMILLY	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CERCLE OMNISPORT SECTION AIKIDO REMILLY	400 €
FAULQUEMONT	REMILLY	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	JA REMILLY FOOTBALL	400 €
FAULQUEMONT	GOIN	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FEDERATION FOYERS RURAUX	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	US FORBACH ATHLETISME	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	USF FOOTBALL	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FORBACH MOSELLE EST HANDBALL	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CENTRE DE JUDO DE FORBACH	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	USF TENNIS DE TABLE	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FIVE'S TV	400 €
FORBACH	FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	US FORBACH PETANQUE	1 200 €
METZ	METZ	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	METZ SPORTS ORIENTATION	400 €
METZ	METZ	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	BOXING CLUB METZ	400 €
METZERVISSE	BASSE-HAM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	COMITE D'ANIMATION HAMOIS	1 400 €
METZERVISSE	BASSE-HAM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	SOCIETE NAUTIQUE CAP 250	1 000 €
METZERVISSE	BASSE-HAM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CLUB NAUTIQUE LA YOLE HAMOISE	1 000 €
METZERVISSE	BASSE-HAM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	PETANQUE CLUB HAMOIS	400 €
METZERVISSE	BASSE-HAM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	BASSE-HAM BADMINTON CLUB	400 €
METZERVISSE	BASSE-HAM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	BASSE-HAM TENNIS DE TABLE	400 €
MONTIGNY-LES-METZ	MONTIGNY-LES-METZ	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ASSOCIATION SPORTIVE CHEMINOT METZ	400 €

ANNEXE 1

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
PAYS MESSIN	VIGY	Aide au départ en vacances des jeunes en situation de précarité en partenariat avec le Secours Populaire	ADEPPA	69 000 €
PAYS MESSIN	PELTRE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ATELIER 17.91	400 €
PHALSBOURG	LORQUIN	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	AVENIR RUGBY CLUB LORQUIN	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	MOSELLE AMNEVILLE HOCKEY CLUB	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CSO AMNEVILLE	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	GALAXIE PETANQUE AMNEVILLE	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	SEPT AMNEVILLOIS HANDBALL	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	JUDO CLUB AMNEVILLE	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ENFANCE LOISIRS HANDICAP	300 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	AIKIDO CLUB AMNEVILLE	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	TENNIS CLUB AMNEVILLE	400 €
ROMBAS	AMNEVILLE-LES-THERMES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	US AVENIR AMNEVILLE	400 €
SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FUN BUBBLE	1 200 €
SAINT-AVOLD	SAINT-AVOLD	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	RUGBY CLUB NABORIEN	400 €
SARRALBE	HOLVING	Camp d'été 2022	FOYER RURAL	800 €
SARRALBE	PUTTELANGE-AUX-LACS	Bienvenue au camping	FOYER DES LACS	2 000 €
SARRALBE	RACRANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	LES CHNOBOTTES	400 €
SARRALBE	HARPRICH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CLUB NAUTIQUE DE LA MUTCHE	1 000 €
SARRALBE	MORHANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	KICK THAI BOXING DE MORHANGE	400 €
SARRALBE	MORHANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	MORHANGE BASKET CLUB ASSOCIATION	400 €
SARRALBE	CONTHIL	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	AERO COLOMBIA 2000 DE MORHANGE	400 €
SARRALBE	MORHANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CLUB BADMINTON	400 €

ANNEXE 1

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
SARRALBE	MORHANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	AS TENNIS CLUB DE MORHANGE	400 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	HANDBALL CLUB SARREBOURG	900 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CERCLE ESCRIME SARREBOURG	800 €
SARREGUEMINES	GROSBLIEDERSTROFF	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ASSOCIATION CULTURE ET LOISIRS JUDO CLUB GROSBLIEDERSTROFF	400 €
SARREGUEMINES	GROSBLIEDERSTROFF	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CANOË KAYAK VAL DE SARRE	1 400 €
SARREGUEMINES	SARREGUEMINES	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ESPOIR RUGBY SARREGUEMINES	400 €
SAULNOIS	DIEUZE	Accueils pour les 6-17 ans, projets et ateliers pour les 11 - 17 ans	M.J.C. CENTRE SOCIAL JACQUES PREVERT DE DIEUZE	5 000 €
SAULNOIS	LESSE	Semaine cirque et accueil collectif de mineurs durant l'été	FOYER RURAL	1 000 €
SAULNOIS	BOURDONNAY	Rencontre intergénérationnelle	FOYER RURAL	800 €
SAULNOIS	LESSE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	FOYER RURAL FAMILLE ET JEUNE TWIRLING BATON LESSE	400 €
SAULNOIS	DIEUZE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	MJC MAISON POUR TOUS DIEUZE	400 €
SAULNOIS	MORHANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	TAEKWONDO CLUB DIEUZE	400 €
SAULNOIS	DIEUZE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CYCLOS RANDONNEURS SAULNOIS	400 €
SILLON MOSELLAN	HAGONDANGE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ECOLE ZEN SHIATSU AMNEVILLE	400 €
STIRING- WENDEL	BEHREN-LES FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ETL ESPERANCE LUTTE STIRING WENDEL	300 €
STIRING- WENDEL	BEHREN-LES FORBACH	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CLUB HANDISPORT LES LIONS	1 200 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	CLUB EVASION D'ESCALADE DE THIONVILLE	1 000 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ESCRIME TROIS FRONTIERES	800 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ASS SPORTIVE VOLLEY BALL YUTZ THIONVILLE	300 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	RAWDOGS	400 €
THIONVILLE	TERVILLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	TERVILLE FLORANGE OC-TFOC	400 €
THIONVILLE	THIONVILLE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	UNION SPORT HANDI OMNISPORT THIONVILLE	400 €

ANNEXE 1

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
YUTZ	MANOM	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	JS MANOM TENNIS DE TABLE	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	SKATE CLUB LORRAIN	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	LA BOULE HETTANGEOISE	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	LEE DE COCO	250 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	TENNIS CLUB HETTANGE GRANDE	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	ASSOCIATION AGREEE DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DE LA FRATERNELLE HETTANGEOISE	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	VELO CLUB COMMUNAUTAIRE HETTANGE	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	M'DANSE	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	JUDO CLUB	400 €
YUTZ	HETTANGE-GRANDE	Accueil des jeunes lors des Caravanes Moselle Terre de Jeux	KARATE CLUB LE SAMOURAI	400 €
			TOTAL	**128 850 €**

ANNEXE 2

Convention de partenariat
entre le Département de la Moselle
et l'Association Départementale d'Education Populaire
et de Plein Air (ADEPPA) de Vigy

Préambule

Le Département de la Moselle a choisi de mettre la jeunesse au cœur de son action de proximité au service des Mosellans, dans tous ses champs de compétence et d'intervention (protection de l'enfance, vie au collège, sport, culture…). Un enjeu majeur fondateur du projet politique Moselle Jeunesse qui agit sur 3 leviers :

- renforcer l'articulation des compétences départementales
- mettre les jeunes au cœur du projet et leur permettre d'agir dans Moselle Jeunesse
- associer les territoires et leurs ressources, dans une approche systémique et adaptée

Démarche fondamentalement collaborative, Moselle Jeunesse se construit et se développe grâce à l'engagement des collectivités qui souhaitent agir avec le Département au bénéfice de la jeunesse. Ce partenariat institutionnel est officialisé par la signature d'une Charte Moselle Jeunesse.

Dans ce cadre, le Département apporte un soutien financier aux associations locales et départementales, et aux fédérations d'éducation populaire, qui contribuent à la réussite de Moselle Jeunesse.

La crise sanitaire avait conduit le Département à soutenir les actions favorisant l'accueil des jeunes durant les périodes de vacances. Elle a également révélé, pour les publics en grande précarité, le caractère vital du séjour collectif en s'appuyant sur des initiatives de partenaires reconnus comme le Secours Populaire.

Dans ce contexte, l'ADEPPA constitue une ressource unique en termes d'hébergement collectif en Moselle. La structure possède une capacité de 250 lits, dans des locaux rénovés avec le soutien du Département, ainsi qu'un savoir-faire et des moyens adaptés à l'accueil du public jeune et des associations utilisatrices (hébergement, restauration, encadrement, outils pédagogiques, éducation à l'environnement…)

La présente convention affirme la priorité d'accueil des jeunes dans le partenariat entre l'ADEPPA et le Département.

ANNEXE 2

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique,
Vu la décision de la Commission Permanente du 14 novembre 2022,

Il est convenu ce qui suit :

Entre :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022,
ci-après dénommé le Département,

et

l'Association Départementale d'Education Populaire et de Plein Air - ADEPPA représentée par Monsieur Bernard GUIRKINGER, Président de l'ADEPPA, Délégué Régional du Groupe SOS, dont le siège social est établi à VIGY,
ci-après dénommée l'Association.

Article 1 : Objet

La présente convention définit les engagements réciproques des parties en faveur de la jeunesse mosellane. Elle porte sur le soutien au départ en séjours collectifs et l'encouragement à l'accueil de jeunes mosellans en situation de précarité durant les périodes de congés scolaires.

Elle fixe les conditions de réalisation du partenariat établi entre le Département et l'association.

Article 2 : Durée-validité

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature, et jusqu'au 30 juin 2023.

Article 3 : Engagements du Département

Article 3 – 1 : Participation financière – Montant et modalités

Une subvention de fonctionnement d'un montant de 69 000 € est accordée à l'association pour l'objet visé à l'article 1.

Elle est versée en une fois (versement unique) à l'association après signature de la présente convention par les deux parties et sur proposition du plan d'actions.

L'aide financière sera versée au compte n°08000470070 domicilié à la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne – METZ 57070.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

Article 3 – 2 : Autres engagements

Le Département s'engage par ailleurs à :

- faire connaître ses priorités à l'association en matière de jeunesse,

- et à valoriser, au travers notamment de son réseau de communication (site internet www.moselle.fr, magazine Moselle Infos, newsletter Moselle Infos Jeunesse, réseaux sociaux...), les actions initiées par l'association et retenues par le Département dans le domaine de la jeunesse.

Article 4 : Engagements de l'association

L'association s'engage à :

- adresser son programme d'actions en faveur des jeunes mosellans à Monsieur de Président du Département,

- mettre en œuvre les moyens humains, financiers et matériels pour assurer la réalisation des actions retenues dans le cadre de la présente convention d'objectifs,

- informer le Département de toutes modifications importantes survenues au sein de sa structure,

- respecter les obligations sociales et fiscales propres à son activité et souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée,

- inviter le Président du Département lors des Assemblées Générales, réunions et manifestations qu'elle organise,

- présenter un bilan complet d'activités et financier, et une évaluation des actions financées.

Article 5 : Communication

L'association s'engage à apposer le logo du Département de la Moselle pour l'ensemble des actions soutenues par la collectivité. Elle prend les dispositions nécessaires afin d'assurer l'information du public sur le soutien du Département (mention du Département, logo...).

Le Département de la Moselle tiendra à disposition de l'association des outils de communication (banderole, panneaux…) destinés à assurer la valorisation du partenariat lors d'événements et manifestations.

ANNEXE 2

Article 6 : Contrôles et évaluation par le Département

Le budget du Département est soumis aux règles de gestion des fonds publics. Aussi, toutes les conditions sont mises en place pour accompagner le bénéfice d'argent public, en l'occurrence sous forme de subventions, de procédures de contrôles tant sur l'aspect financier que sur l'activité du bénéficiaire.

Contrôle d'activité - évaluation :

L'association rendra régulièrement compte au Département des actions ou projets soutenus, et lui apportera son concours pour mesurer leurs effets auprès des jeunes Mosellans. L'évaluation des actions soutenues s'intègre dans la démarche partenariale de croisement des objectifs et priorités des deux parties.

Contrôle financier :

L'association adressera au Département, dans les trois mois de leur approbation par l'assemblée générale, les rapports moral, d'activité ainsi que le bilan, le compte de résultat et les annexes dûment certifiés. Le rapport du commissaire aux comptes sera également transmis si les dispositions législatives et réglementaires en vigueur imposent sa nomination.

Sur simple demande du Département, l'association devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la convention, aux fins de vérification par la personne habilitée par le Département.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, liquidation judiciaire, insolvabilité notoire ou en cas de cessation d'activité de l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention, unilatéralement et à tout moment, en cas de non respect de l'une des clauses précitées, dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans préavis en cas de faute lourde.

La résiliation ne dispense pas l'association de ses obligations de compte-rendu d'emploi des subventions allouées par le Département.

Article 8 : Conciliation-recours

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

ANNEXE 2

II est attesté que la présente convention est exécutoire en vertu de l'article 45 de la loi du 2 mars 1982 (article L3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Fait à Metz, le

en deux exemplaires originaux

POUR L'ASSOCIATION	POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
LE PRESIDENT	LE PRESIDENT
Bernard GUIRKINGER	Patrick WEITEN

ANNEXE 3

Convention de partenariat renouvelée entre le Département de la Moselle et la Délégation mosellane du Comité UNICEF de Lorraine

« La Moselle avec l'UNICEF, pour chaque enfant »

Préambule

Le Département de la Moselle conduit son action au plus près des réalités de vie de tous les Mosellans.

Les politiques menées au travers de ses multiples compétences agissent de façon complémentaires et mobilisent de nombreux réseaux de partenaires. Son action permet concrètement d'identifier les besoins, de s'adapter aux évolutions de la société et de s'engager au mieux auprès de sa jeunesse par le biais d'outils, notamment son projet Moselle Jeunesse. Ce levier rassemble les territoires et leurs ressources, et permet aux jeunes eux-mêmes d'être entendus, valorisés et pleinement agissants.

C'est de cette volonté que le Département a mis en place une assemblée en 2012, qui porte la voix de la jeunesse dans les décisions prises par les adultes, le Conseil Départemental des Jeunes. Cette instance dispose de moyens techniques et financiers pour initier des projets, soutenir des initiatives, développer le réseau de la jeunesse mosellane et renforcer ainsi les liens entre les jeunes.

Grâce à cet engagement, le Département de la Moselle, par la volonté des premiers Conseillers Départementaux Juniors, a été reconnu « Département Ami des Enfants » par l'UNICEF en 2014.

Dès lors et depuis 10 ans, le Département et l'UNICEF unissent leurs forces autour de nombreuses thématiques : l'engagement des jeunes, la lutte contre l'exclusion, le développement durable, l'éducation ou encore l'égalité des sexes.

L'UNICEF France, organisme dûment accrédité pour représenter l'UNICEF auprès des institutions et de la société civile en France, développe depuis plus de 40 ans des actions visant à faire connaître la situation des enfants dans le monde, collecter des fonds pour soutenir les programmes développés par l'UNICEF à leur profit, financer directement des interventions, notamment en urgence, dans les pays en développement et veiller à l'application de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant.

L'UNICEF France a également pour mission de faire connaître la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) et d'en promouvoir une meilleure application, sur le sol français comme dans le monde.

ANNEXE 3

La Délégation Départementale de la Moselle, signataire de la présente convention, est quant à elle chargée :

- d'informer, sensibiliser le public sur la Convention Internationale des Droits de l'Enfant,
- de récolter des fonds en vendant des produits UNICEF,
- d'être le relais de l'action et des valeurs de l'UNICEF,
- d'accompagner les collectivités amies (et intercommunalités) afin d'assurer une meilleure effectivité des droits de l'enfant sur le territoire français,
- d'avoir une fonction de plaidoyer auprès des responsables locaux.

Le Département de la Moselle et la Délégation mosellane du Comité UNICEF de Lorraine souhaitent continuer à travailler étroitement ensemble pour contribuer à la sensibilisation et à la mise en application des droits de l'enfant.

Désirant unir leurs efforts et leurs complémentarités, les parties tiennent à signer la présente convention qui précise les modalités de leur partenariat.

Attendus

Vu la Convention Internationale des Droits de l'Enfant,

Vu la Déclaration du Millénaire pour le Développement,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle du 14 novembre 2022,

Il est convenu ce qui suit :

Entre :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une décision de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2022,
ci-après dénommé le Département,

et

La Délégation mosellane du Comité UNICEF de Lorraine, sis 25 rue du Cambout à METZ (57000), représentée par Madame Sandrine FEY, sa déléguée départementale et Vice-Présidente du Comité UNICEF de Lorraine,
ci-après dénommée la Délégation Départementale de l'UNICEF.

ANNEXE 3

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les conditions de réalisation du partenariat établi entre le Département et la Délégation Départementale de l'UNICEF pour la mise en place d'une collaboration territoriale qui vise à garantir les droits des enfants et des jeunes en Moselle.

Elle définit les engagements réciproques des parties pour la mise en œuvre de ce projet.

Le partenariat repose sur la mutualisation et la coordination des ressources et compétences réciproques de chacune des parties.

Article 2 : Durée-validité

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans débutant au 1er janvier 2022.

Article 3 : Engagements du Département

Le Département s'engage à :

- relayer la Consultation nationale des 6/18 ans d'UNICEF France auprès de ses réseaux et notamment par le biais du Conseil Départemental des Jeunes (CDJ),

- promouvoir la participation et l'engagement des enfants et des jeunes sur son territoire à travers des initiatives propres ou par le relai et l'encouragement de la mise en œuvre des programmes d'engagement des enfants et des jeunes d'UNICEF France,

- promouvoir les droits de l'enfant en célébrant, chaque année, la journée mondiale des droits de l'enfant le 20 novembre en collaboration avec les Conseillers Départementaux des Jeunes,

- accompagner et encourager l'implication de la Délégation Départementale de l'UNICEF à mener des actions de sensibilisation, d'engagement et de solidarité sur le territoire :

    - Cet accompagnement réside dans la bonne mise en relation des bénévoles avec les acteurs du territoire (élus et agents communautaires, établissements scolaires et périscolaires, associations, entreprises, familles, etc.).
    - Cet accompagnement peut également se matérialiser par la mise à disposition gracieuse et en continue de locaux adaptés. Cette mise à disposition se fera à la demande expresse de la représentation locale d'UNICEF.

- relayer sur l'ensemble des outils de communication du Département, les campagnes de sensibilisation aux droits de l'enfant et les évènements liés au Conseil UNICEF des Jeunes (CUJ),

- faciliter l'intégration des acteurs départementaux de l'UNICEF dans les projets portés par le Département dans ses différents champs de compétence,

- faire intervenir et faciliter le lien entre le CDJ et le CUJ.

Article 4 : Engagements de la Délégation Départementale de l'UNICEF

La Délégation Départementale de l'UNICEF s'engage à :

- transmettre au Département, en amont de sa réalisation, les éléments d'organisation et de mise en œuvre de ses projets et interventions (programme, calendrier, ciblage…),
- informer le Département de toutes modifications importantes survenues au sein de sa structure,
- inviter le Président et les représentants du Département lors des évènements qu'elle organise,
- présenter un bilan de l'action et transmettre tout support image (photos, vidéos…) en s'assurant préalablement du respect des droits à l'image.
- proposer des interventions de sensibilisation et de formation sur la Convention Internationale des Droits de l'Enfant à destination des jeunes mosellans et du Conseil Départemental des Jeunes,
- apporter un accompagnement bénévole dans les évènements départementaux,
- communiquer au niveau local sur le partenariat avec le Département.

Article 5 : Communication

La Délégation Départementale de l'UNICEF s'engage à apposer les logos du Département de la Moselle et du projet « Moselle Jeunesse » (Annexe 1) pour l'ensemble des actions soutenues par la collectivité. Elle prend les dispositions nécessaires afin d'assurer l'information du public sur le partenariat avec le Département (mention du Département, logo...).

Le Département de la Moselle tiendra à disposition de la Délégation Départementale de l'UNICEF des outils de communication (banderole, panneaux…) destinés à assurer la valorisation du partenariat lors de la mise en œuvre du projet.

Il valorisera, au travers notamment de son réseau de communication (site internet www.moselle.fr, magazine Moselle Infos, newsletter Moselle Infos Jeunesse, réseaux sociaux...), le projet donnant lieu au partenariat objet de la présente convention.

Le Département de la Moselle s'engage à apposer le logo UNICEF (Annexe 2 de cette convention) pour l'ensemble des actions qui seront élaborées ensemble et qui nécessiteront une communication.

Article 6 : Assurances

Les activités de la Délégation Départementale de l'UNICEF étant placées sous sa responsabilité exclusive, elle devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée.

ANNEXE 3

Article 7 : Evaluation du partenariat

L'évaluation du partenariat s'intègre dans la démarche de croisement des objectifs et priorités des deux parties. A l'issue du projet, un bilan réalisé par les jeunes du CDJ et du CUJ sera transmis, celui-ci servira à documenter l'évaluation croisée.

Article 8 : Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie de la présente convention.

Article 9 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, liquidation judiciaire, insolvabilité notoire ou en cas de cessation d'activité de la Délégation Départementale de l'UNICEF.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention, unilatéralement et à tout moment, en cas de non-respect de l'une des clauses précitées, dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre avec accusé de réception, la Délégation Départementale de l'UNICEF n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans préavis en cas de faute lourde.

Autre cas de résiliation :
Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque-cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, la résiliation prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 10 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 11 : Clauses RGPD

Les parties qui, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

ANNEXE 3

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la convention et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu de la convention ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'autre partie et de la CNIL.

En cas de nécessité, les parties s’engagent à définir de manière transparente leurs responsabilités respectives relatives aux éventuels traitements de données à caractère personnel, aux fins d'assurer le respect des exigences de la réglementation en vigueur, en particulier de l’article 26 du règlement européen sur la protection des données (RGPD).

II est attesté que la présente convention est exécutoire en vertu de l'article 45 de la loi du 2 mars 1982 (article L3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Fait à Metz, le

En deux exemplaires originaux

Pour la Délégation Départementale de l’UNICEF	**Pour le Département de la Moselle**
La Déléguée Départementale Vice-Présidente du Comité UNICEF de Lorraine	**Le Président**
Sandrine FEY	**Patrick WEITEN**
Pour le Conseil UNICEF des Jeunes	**Pour le Conseil Départemental des Jeunes**
La représentante nationale	**Le Président**
Clémence SCHNEIDER	**Elias PULKOWSKI**

ANNEXE 3

Annexe 1 – Logos du Département et du projet « Moselle Jeunesse »

Annexe 2 – Logos UNICEF

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d087-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT DE HAUT NIVEAU

DOSSIER N° | | 40 | 909 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement au sport de haut-niveau,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de voter des subventions d'aide au démarrage aux Clubs Moselle Elite d'un montant de 174 500 € et figurant en **annexe 1** à la présente décision ;

- de voter des subventions d'aide au démarrage aux Clubs Moselle Ambition de 65 500 € et figurant en **annexe 2** à la présente décision.

- de voter des subventions d'aide au démarrage aux structures de formation pour un montant de 21 000 € et figurant en **annexe 3** à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DECISIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

AUX ASSOCIATIONS LABELLISEES CLUB MOSELLE ELITE

AIDES AU DEMARRAGE SAISON 2022/2023

Dossier	Discipline	Club	Aide au démarrage 2022/2023
2022-0004288	FOOT FEMININ	AS FC METZ –EQUIPE FEMININE	10 000 €
2022-0004294	HANDBALL FEMININ	ASSOCIATION METZ HANDBALL	100 000 €
2022-0004295	HANDBALL	SARREBOURG MOSELLE SUD HANDBALL	20 000 €
2022-0004296	LUTTE	ASSO LUTTE SARREGUEMINES	4 000 €
2022-0004297	LUTTE	OLYMPIQUE MAIZIERES LUTTE	4 000 €
2022-0004300	TENNIS	ASPTT METZ TENNIS	5 000 €
2022-0004302	TENNIS DE TABLE	METZ TENNIS DE TABLE	8 000 €

SUITE ANNEXE 1

Dossier	Discipline	Club	Aide au démarrage 2022/2023
2022-0004305	TRIATHLON	METZ TRIATHLON	8 500 €
2022-0004306	VOLLEY BALL	TERVILLE FLORANGE OLYMPIQUE CLUB VOLLEY BALL	15 000 €
TOTAL			**174 500 €**

ANNEXE 2

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DECISIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

AUX ASSOCIATIONS LABELLISEES CLUB MOSELLE AMBITION

AIDES AU DEMARRAGE SAISON 2022/2023

Dossier	Discipline	Club	Aide au démarrage 2022/2023
2022-0004310	BASKET	METZ BASKET CLUB (dont équipe des Canonniers)	13 500 €
2022-0004314	HANDBALL	ASSOCIATION SPORTIVE FOLSCHVILLER HANDBALL	10 000 €
2022-0004315	HANDBALL FEMININ	YUTZ HANDBALL FEMININ	10 000 €
2022-0004316	HANDBALL	THIONVILLE MOSELLE HANDBALL	8 000 €
2022-0004317	HANDBALL	ENTENTE HANDBALL MONTIGNY LES METZ	8 000 €
2022-0004318	HOCKEY CLUB	MOSELLE AMNEVILLE HOCKEY CLUB	8 000 €
2022-0005984	VOLLEY-BALL	ASSOCIATION SPORTIVE VOLLEY-BALL YUTZ-THIONVILLE	4 000 €
2022-0004332	VOLLEY-BALL	MAIZIERES ATHLETIC CLUB	4 000 €
TOTAL			**65 500 €**

ANNEXE 3

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DECISIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

STRUCTURES DE FORMATION

AIDES AU DEMARRAGE SAISON 2022/2023

Dossiers	Disciplines	Structures de formations	Aide au démarrage 2022/2023
2022-0004343	BASKET-BALL	Pôle Espoir de Basket-Ball	3 000 €
2022-0004344	GYM TRAMPOLINE TUMBLING	Centre d'Entraînement Acrobatique à Metz	3 000 €
2022-0004445	HANDBALL	Pôle Espoir de Handball	3 000 €
2022-0004346	JUDO	Pôle Espoir de Judo	3 000 €
2022-0004347	TENNIS DE TABLE	Centre d'Entraînement et de Formation du Metz Tennis de Table	3 000 €
2022-0004348	TRIATHLON	Centre de Formation de Metz Triathlon	3 000 €
2022-0004349	VOLLEY-BALL	Centre de Formation du club professionnel du Terville Florange Olympique Club	3 000 €
		TOTAL	**21 000 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d099-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS

DOSSIER N° | | 41 | 936 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement aux évènements sportifs,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les aides aux clubs de Moselle, organisateurs d'événement sportifs, pour un montant total de 10 000 € réparti comme suit :

- Association Sportive Sarreguemines Tennis (2022-0005415) pour l'organisation des Internationaux de Tennis qui se sont déroulés du 25 au 30 octobre 2022 pour un montant de 2 500 € ;

- Association Sportive de Boxe de Yutz (2022-0005518) pour l'organisation de la Rencontre internationale féminine France-Italie qui se déroulera le 19 novembre 2022 pour un montant de 1 000 € ;

- Boxing Club de Saint Avold (2022-0005932) pour l'organisation de la finale des Championnats de France de Boxe qui s'est déroulée le 15 octobre 2022 à Saint-Avold pour un montant de 5 000 € ;

- Association Green Team de Distroff (2022-0006009) pour l'organisation du Bike and Run de la GreenTeam57 qui a eu lieu le 30 octobre 2022 à Distroff pour un montant de 500 € ;

- Vélo Club Communautaire Hettange (2022-0006010) pour l'organisation du Championnat Grand Est Cyclo cross qui aura lieu le 11 décembre 2022 à Cattenom pour un montant de 1 000 €.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d078-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - MOSELIS - CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SUR PLUSIEURS ADRESSES DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 2 200 000 €

DOSSIER N° | | 42 | 822 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 2288 et suivants du Code Civil,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et Moselis,

Vu la demande présentée par Moselis tendant à obtenir la garantie départementale pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 2 200 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de construction de 26 logements séniors situés à Boulange (6), Dieuze (4), Morhange (8) et Réding (8),

Vu le contrat de prêt n°135740 figurant en annexe à la présente décision signé entre Moselis et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à la majorité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 200 000 € souscrit par Moselis (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°135740 constitué de 6 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements construits.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. KIEFFER ne participe ni au débat ni au vote

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 18/05/2022 16:47:22

EMMANUEL POUGEUX
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
MOSELIS
Signé électroniquement le 18/05/2022 17 00 :44

CONTRAT DE PRÊT

N° 135740

Entre

MOSELIS - n° 000111989

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.32.4 page 1/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 000111989

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

MOSELIS, SIREN n°: 392139317, sis(e) 3 RUE DE COURCELLES CS 25040 57071 METZ CEDEX 03,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **MOSELIS** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0060-PR0068 V3.32.4 page 2/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111999

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.22
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.26
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.26
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération PAVILLONS SENIORS 26, Parc social public, Construction de 26 logements situés sur plusieurs adresses dans le département : Moselle.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions deux-cent mille euros (2 200 000,00 euros) constitué de 6 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-soixante mille euros (260 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-quatre-vingts mille euros (280 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six-cent-dix mille euros (610 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-trente mille euros (530 000,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2019, d'un montant de cent-trente mille euros (130 000,00 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-dix mille euros (390 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0090-PR0098 V3.32.4 page 4/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001119

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux OAT** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux OAT.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée à la date de calcul, la Courbe de Taux OAT sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux OAT (taux « bid ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.
En l'absence de publication de l'ensemble des taux de la courbe à la date de calcul, le taux retenu pour chaque maturité sera le dernier taux publié sur la page pour la référence de marché susvisée.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le **« Prêt Booster »** est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

Le **« Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération » (PHB2.0)** est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le **« Taux OAT »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés (taux « bid ») sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. En cas d'absence de publication de la Courbe de Taux OAT sur la page Bloomberg à la date de calcul, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

La **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

PR0060-PR0068 V3.32.4 page 8/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111969

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/05/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0090-PR0068 V3.32.4 page 10/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5453017	5453016	5453019	5453018
Montant de la Ligne du Prêt	260 000 €	280 000 €	610 000 €	530 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt[2]	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	- 1,5 %	- 1,5 %	- 1,5 %	- 1,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB	Prêt Booster		
Enveloppe	2.0 tranche 2019	Taux fixe - Soutien à la production		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5453095	5453020		
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans	40 ans		
Montant de la Ligne du Prêt	130 000 €	390 000 €		
Commission d'instruction	70 €	0 €		
Pénalité de dédit	-	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,52 %	1,51 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,52 %	1,51 %		
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois	240 mois		
Durée	20 ans	20 ans		
Index	Taux fixe	Taux fixe		
Marge fixe sur index	-	-		
Taux d'intérêt	0 %	1,48 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire	Amortissement prioritaire		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Modalité de révision	Sans objet	Sans objet		
Taux de progression de l'amortissement	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

PR0090-PR0068 V3.32.4 page 12/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB	Prêt Booster		
Enveloppe	2.0 tranche 2019	Taux fixe - Soutien à la production		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5453095	5453020		
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans	40 ans		
Montant de la Ligne du Prêt	130 000 €	390 000 €		
Commission d'instruction	70 €	0 €		
Pénalité de dédit	-	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,52 %	1,51 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,52 %	1,51 %		
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans	20 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[2]	1,6 %	1,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire	Amortissement prioritaire		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Modalité de révision	SR	SR		
Taux de progression de l'amortissement	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0060-PR0068 V3.32.4 page 13/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la **« Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT »** et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité Actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PR0090-PR0068 V3.32.4 page 24/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111986

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article **« Conditions financières des remboursements anticipés volontaires »** sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

PR0090-PR0068 V3.32.4 page 26/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR0090-PR0068 V3.32.4 page 27/27
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

MOSELIS

3 RUE DE COURCELLES
CS 25040
57071 METZ CEDEX 03

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104756, MOSELIS

Objet : Contrat de Prêt n° 135740, Ligne du Prêt n° 5453095
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9440031000010000172330P21 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001972 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001119B9

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

MOSELIS

3 RUE DE COURCELLES
CS 25040
57071 METZ CEDEX 03

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104756, MOSELIS

Objet : Contrat de Prêt n° 135740, Ligne du Prêt n° 5453020
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9440031000010000172330P21 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001972 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001119B9

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

MOSELIS

3 RUE DE COURCELLES
CS 25040
57071 METZ CEDEX 03

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104756, MOSELIS

Objet : Contrat de Prêt n° 135740, Ligne du Prêt n° 5453017
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9440031000010000172330P21 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001972 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

MOSELIS

3 RUE DE COURCELLES
CS 25040
57071 METZ CEDEX 03

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104756, MOSELIS

Objet : Contrat de Prêt n° 135740, Ligne du Prêt n° 5453016
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9440031000010000172330P21 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001972 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

MOSELIS

3 RUE DE COURCELLES
CS 25040
57071 METZ CEDEX 03

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104756, MOSELIS

Objet : Contrat de Prêt n° 135740, Ligne du Prêt n° 5453019
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9440031000010000172330P21 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001972 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 0001111989

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

MOSELIS

3 RUE DE COURCELLES
CS 25040
57071 METZ CEDEX 03

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104756, MOSELIS

Objet : Contrat de Prêt n° 135740, Ligne du Prêt n° 5453018
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9440031000010000172330P21 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001972 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 135740 Emprunteur n° 000111989

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d077-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 50 LOGEMENTS A HOMBOURG-HAUT - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 989 480 €

DOSSIER N° | | 43 | 812 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 2288 et suivants du Code Civil,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de HOMBOURG-HAUT pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 989 480 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de réhabilitation de 50 logements situés impasse des Genêts à HOMBOURG-HAUT,

Vu le contrat de prêt n°136755 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 989 480 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°136755 constitué de 2 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements réhabilités, conjointement avec la commune de HOMBOURG-HAUT.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

M. MULLER et Mme HAAG ne participent ni au débat ni au vote

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 20/06/2022 10:00:13

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 20/06/2022 17 22 :59

CONTRAT DE PRÊT

N° 136755

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.33 page 1/29
Contrat de prêt n° 136755 Emprunteur n° 000088514

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0090-PR0068 V3.33 page 2/29
Contrat de prêt n° 136755 Emprunteur n° 000088514

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.28
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.29
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 2526-Hombourg Haut, Parc social public, Réhabilitation de 50 logements situés impasse des Genêts 57470 HOMBOURG-HAUT.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

La participation de la Banque Européenne d'Investissement au titre de la ressource, ainsi que la bonification apportée par Action Logement au présent financement aux côtés de la Caisse des Dépôts permettent de soutenir l'investissement de la présente opération, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent-quatre-vingt-neuf mille quatre-cent-quatre-vingts euros (989 480,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de sept-cent-trente-neuf mille quatre-cent-quatre-vingts euros (739 480,00 euros) ;
- PHB Réallocation du PHBB, d'un montant de deux-cent-cinquante mille euros (250 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

Le dispositif de réallocation du « **Prêt réallocation Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement** » **(PHBB)** est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de leur programme d'investissement. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **15/09/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Eco-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5490974			
Montant de la Ligne du Prêt	739 480 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,75 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,75 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,25 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	0,75 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt[2]	0,75 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5490973			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	250 000 €			
Commission d'instruction	150 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,34 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,34 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5490973			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	250 000 €			
Commission d'instruction	150 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,34 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,34 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	10 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
  Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D HOMBOURG HAUT	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111533, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 136755, Ligne du Prêt n° 5490973
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 136755 Emprunteur n° 000088514

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111533, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 136755, Ligne du Prêt n° 5490974
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 136755 Emprunteur n° 000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d0a0-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET POLITIQUE MOSELLANE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OCTROI DE SUBVENTIONS

DOSSIER N° | | 44 | 1001 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'octroi de subventions dans le cadre de la politique mosellane de développement touristique ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'accorder les subventions suivantes :

Subvention de fonctionnement

Association Gîtes de France Moselle	6 000 €
Total	6 000 €

Adopté, à l'unanimité Le Président

Subvention d'investissement

Société Touristique de la Vallée de la Zorn et du Teigelbach	Signalétique extérieure et intérieure des bureaux d'information touristique de Phalsbourg et Dabo mettant en valeur la Destination Moselle et le label QMOSL	8 430 €
Agence Inspire Metz	Aménagement d'un corner Qualité MOSL avec valorisation de la Destination Moselle dans l'espace boutique de l'Agence Inspire Metz	40 000 €
Communauté de Communes Bouzonvillois 3 Frontières	Réamenagement des locaux de l'Office de Tourisme Trois Frontières Tourisme avec valorisation de la Destination Moselle	19 420 €
SAS Brasserie Galibot	Aménagement d'un parcours de découverte au sein de la Brasserie Galibot à Forbach	44 240 €
SAS Brasserie Galibot	Aménagement d'un espace d'accueil au sein de la Brasserie Galibot à Forbach	18 690 €
SAS Hôtel des Remparts	Création d'un local vélo, d'un espace terrasse pour l'accueil de séminaires et rénovation / isolation des murs extérieurs de l'Hôtel des Remparts à Metz	54 140 €
SAS Hôtel des Remparts	Acquisition de matériel de cuisine au restaurant Emile et Lola à Metz	14 750 €
SAS La Baraka	Rénovation de l'hôtel de la Cathédrale à Metz	35 780 €
Evasion Pêche 57	Acquisition d'une embarcation pour la valorisation touristique de l'activité pêche en Moselle	7 100 €
SCI DOYEN BERTRAND	Création de 2 chambres d'hôtes à Failly - Vrémy	16 590 €
SARL La Citadelle Sélection	Agencement d'une cuisine ouverte au restaurant caviste Le Comptoir à Marly	46 280 €
SARL L'Argousier	Modernisation du restaurant L'Argousier à Volmunster	6 420 €
SARL SNDBF	Divers aménagements à l'hôtel Notre Dame de Bonne Fontaine à Danne et Quatre Vents (espace bien-être, terrasse, espace détente,…)	63 330 €
SCI Bonne Fontaine	Divers aménagements à l'hôtel Notre Dame de Bonne Fontaine à Danne et Quatre Vents (construction d'un nouveau bâtiment, réfection et isolation de la toiture)	103 100 €
	Total	478 270 €

- d'autoriser M. le Président à signer les conventions correspondantes selon les modèles types approuvés en 1ère Réunion Trimestrielle 2022 (Rapport I-5).

M. CHABANE ne participe ni au débat ni au vote

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d0a2-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET POLITIQUE MOSELLANE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OCTROI DE SUBVENTIONS NOELS DE MOSELLE

DOSSIER N° | | 45 | 1011 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'octroi de subventions dans le cadre de la politique mosellane de développement touristique - opération "Noëls de Moselle" ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'adopter les propositions de subventions suivantes :

Adopté, à l'unanimité Le Président

Aide aux personnes de droit privé

Bénéficiaire	Montant de la subvention
ZOO D'AMNEVILLE	25 000 €
OT CC DE FREYMING-MERLEBACH	1 000 €
SI YUTZ M'ETAIT CONTE (SYMEC YUTZ)	500 €
FAMILLE LORRAINE DE METZ	500 €
MJC COURCELLES SUR NIED	500 €
INTER-ASSOCIATION BOUZONVILLE	1 000 €
COMITE DES FETES DE FENETRANGE	1 000 €
SYNDICAT D'INITIATIVE DE WALSCHEID (SI WALSCHEID)	500 €
ASSOCIATION DES SALINES ROYALES DE DIEUZE	500 €
ASSOCIATION DES COMMERCANTS SIERCKOIS	25 000 €
Total	55 500 €

Aide aux personnes de droit public

Bénéficiaire	Montant de la subvention
CC PAYS DE BITCHE - CIAV MEISENTHAL	40 000 €
VILLE DE METZ	25 000 €
VILLE DE BITCHE	25 000 €
VILLE DE FORBACH	25 000 €
VILLE DE HAGONDANGE	1 000 €
VILLE DE MARANGE-SILVANGE	1 000 €
VILLE DE FLORANGE	1 000 €
VILLE DE SARREGUEMINES	1 000 €
VILLE DE YUTZ	1 000 €
VILLE DE THIONVILLE	1 000 €
CC SARREBOURG MOSELLE SUD	1 000 €
VILLE DE CREUTZWALD	500 €
VILLE DE STIRING WENDEL	500 €
Total	123 000 €

- d'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions correspondantes selon le modèle annexé à la présente décision.

M. SUCK, M. KHALIFE, Mme ARNOLD, Mme TRAN, M. THIL, Mme STEMART, Mme LORIA- MANCK, Mme ROMILLY, M. DICK, M. CUNY, Mme HAAG, M. CHABANE ne participent ni au débat ni au vote, M. SIMON étant absent et ayant donné délégation à Mme HERZOG cette dernière ne participe ni au débat ni au vote

ANNEXE

Convention
avec les porteurs de Projets de l'opération
Noëls de Moselle
Année 2022

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération I-5 de l'Assemblée Départementale lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2022,

Vu la délibération I-22 de l'Assemblée Départementale lors de la 2ème Réunion Trimestrielle de 2022 modifiant le règlement départemental d'octroi relatif à « Noëls de Moselle »,

Vu la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle en date du ,

Entre :

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ (57000), représenté par le Président du Département de la Moselle, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité par une décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle en date du ; ci-après dénommé « le Département », **d'une part,**

Et :

Le porteur de projet.....……,
Sis
N°SIRET
représenté par son Président ....., agissant en vertu d'une délibération en date du .....
ci-après dénommé « porteur de projet »,
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Le Département a donné une place importante au développement, à la valorisation et à la promotion du tourisme mosellan. Il s'est attaché à mettre en avant l'identité Noëls de Moselle et la montée en gamme des offres avec notamment la mise en place d'actions d'accompagnement et de communication. Pour ce faire, le Département s'est rapproché de porteurs de projets concernés par cette opération et a confié à Moselle Attractivité le soin de la coordonner.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention fixe le cadre des relations pour l'année 2022 entre le Département et le porteur de projet.

Article 2 : Missions du porteur de projet

La convention prévoit l'attribution d'une subvention permettant au porteur de projet d'assurer ses différentes missions présentant un intérêt pour le Département de la Moselle, et notamment, dans la valorisation et la promotion du tourisme mosellan et la prise en compte des éléments de communication qui lui seront transmis.

Article 3 : Engagements du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à mener à bien sa mission, en lien avec le Département, et en fonction des préconisations issues de la nouvelle politique départementale 2022 des Noëls de Moselle portant sur les 4 types de projets suivants :

Type 1 : Les évènements de Noël à fort potentiel d'attractivité

Les engagements portent sur :

- Le maintien ou renforcement du niveau de qualité de l'évènement
- L'accroissement in situ et sur les supports de promotion de la visibilité des Noëls de Moselle
- Le renforcement de l'offre touristique

Type 2 : Les événements de Noël proposant une montée en gamme de l'offre dès 2022

Les engagements portent sur :

- La montée en gamme de l'offre évènementielle dès 2022
- L'accroissement in situ et sur les supports de promotion de la visibilité des Noëls de Moselle
- Le renforcement de l'offre touristique

Type 3 : Les évènements de Noël en devenir à moyen terme

Les engagements portent sur :

- La montée en gamme de l'offre évènementielle à l'horizon à moyen terme
- La visibilité in situ et sur les supports de promotion des Noëls de Moselle

Type 4 : Les animations locales

Les engagements portent sur :

- La visibilité in situ et sur les supports de promotion des Noëls de Moselle

Article 4 : Engagements du Département

Afin d'aider le porteur de projet à réaliser son programme d'action, le Département lui alloue une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de €.

Article 5 : Durée de la présente convention - Résiliation

La présente convention entre en application dès signature par les deux parties. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 2022.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de cessation des activités du porteur de projet et en cas de violation d'une clause essentielle de la convention. En ce cas, le porteur de projet remboursera au Département l'intégralité de la subvention allouée.

Article 6 : Responsabilité - Assurances

Les activités du porteur de projet sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le porteur de projet devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

Article 7 : Règlement des litiges

Les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux à Metz, le

Pour le Département de la Moselle,

Le Président

Pour l'organisme,

Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d0a1-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL

DOSSIER N° | | 46 | 1008 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les subventions d'ordre général :

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

- D'accorder les subventions d'ordre général suivantes :

- au titre des subventions de fonctionnement

BENEFICIAIRE	ACTION	MONTANT SUBVENTION
"Association Arboricole du Moulin d'Eschviller" - VOLMUNSTER	Ateliers pédagogiques "Compotes et Quetschschläggel"	1 200 €
Association "Amicale des Donneurs de Sang Bénévoles" - SIERCK-LES-BAINS	Acquisition de vestes polaires pour les membres de l'association	300 €
Association "Amicale des Porte-Drapeaux Anciens Combattants Militaires et Patriotes Français de Forbach - Moselle-Est" - SCHOENECK	Transmission du devoir de mémoire aux jeunes générations par des sorties pédagogiques sur des sites historiques	500 €
Association "Maison des Jeunes et de la Culture des 4 Bornes" - METZ	Distribution d'invendus alimentaires	2 000 €
"Association Table Ronde Club 41" - MARLY	11ème édition de l'aventure des "Voiles de l'Espoir 2022"	1 000 €
Association "Stop à la Maladie de Charcot - Maxime FOUQUET" - THIONVILLE	Organisation d'un gala de charité pour lutter contre la maladie de Charcot	3 000 €
"Association des Conciliateurs de Justice de Moselle - ACJM" - THIONVILLE	Aide au développement du conseil juridique de l'association	1 000 €
TOTAL		**9 000 €**

- au titre des subventions d'investissement

BENEFICIAIRE	ACTION	MONTANT SUBVENTION
Association "Chapelle de Marienfloss" - SIERCK-LES-BAINS	Réhabilitation du chemin d'accès de la Chapelle de Marienfloss	1 000 €
"Association Welferdingeoise des Amis de l'Histoire et de l'Archéologie - AWAHA" - SARREGUEMINES	Acquisition d'une imprimante - photocopieuse A3	1 200 €
Association "Le Musée de la 2 CV" - TROISFONTAINES	Acquisition d'un nouveau véhicule rare	3 000 €
TOTAL		**5 200 €**

M. TACCONI ne participe ni au débat ni au vote

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d0a3-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL - DEPLACEMENT A PARIS

DOSSIER N° | | 47 | 1029 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial à PARIS,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de confier un mandat spécial à Madame Ginette MAGRAS, Vice-Présidente déléguée à la Mémoire Patriotique, à la Relation Citoyenne, à la Sécurité et aux Relations avec les Instances Militaires, dans le cadre de sa participation au colloque, le 4 novembre 2022 à l'Assemblée Nationale à PARIS, consacré aux « Enjeux du séparatisme et du rôle des collectivités territoriales » organisé par le Secrétaire Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (SG-CIPDR), en partenariat avec l'AMF et l'ADF ;

- d'autoriser la prise en charge des frais réels engagés sur le budget départemental (transport, hébergement, restauration) par la représentante du Département.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d09f-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Marchés et du Conseil Juridique

OBJET RECENSEMENT DES BESOINS ET DETERMINATION DES PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS

DOSSIER N° | | 48 | 970 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le rapport du Président portant sur le recensement des besoins et la détermination des procédures de passation de marchés publics,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver les listes des besoins nouveaux, des unités fonctionnelles et des opérations de travaux annexées à la présente décision,
- d'autoriser le lancement des procédures de passation de marchés publics correspondantes.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

Liste des besoins nouveaux (au sens de la réglementation relative aux marchés publics)

Année 2022

Entité d'achat	Prestations nécessaires			Famille nomenclature dominante	Procédure de passation	Date de lancement de la procédure	Commentaires
Direction	Descriptif du besoin	Montant estimatif € HT	Fournitures Services Travaux				
DPAT/DRM	Fourniture de pièces détachées et divers et maintenance pour le matériel de viabilité hivernale de marque RASCO	100 000 €	F	24.04	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	11/22	Le marché en cours a fait l'objet d'une résiliation en juin 2022, due à la flambée des prix des matières premières. Une nouvelle procédure va être lancée en adaptant les modalités de révision des prix. La société RECTIF 15000 a l'exclusivité pour la revente des pièces de marque RASCO en France
DS/DPA	Evaluation du besoin des aides techniques, accompagnement à la prise en main, assistance à l'acquisition pour favoriser le maintien à domicile	450 000 €	S	76.20	appel d'offres	10/22	Besoin déjà recensé pour 2022 mais le montant a été révisé

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens de la réglementation relative aux marchés publics)

Année 2022

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	Montant prévisionnel HT	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle	Commentaires
22UF146	CP 11/2022	Direction du Développement Culturel et Artistique	61.11	MUSEE DE VIC - Acquisition d'une peinture ancienne pour enrichir les collections permanentes du musée George De La Tour	Acquisition de la Sainte Catherine d'Alexandrie attribuée à Charles Poerson auprès d'un marchand d'art américain	50 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	08/22	03/23	Besoin non connu au moment du recensement annuel 2022
22UF074	CP 02/2022	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14	MUSEE DE MARSAL-boutique	Achats de différents produits pour la boutique du musée	9 000 € modifié par 12 000 €	MAPA <40 000	01/22	03/23	Augmentation du montant en raison d'un dégât des eaux ayant dégradé le stock de la boutique
22UF069	CP 02/2022	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02/77.04	MUSEE DE VIC - programmation annuelle	Prestations pour contes conférences, animations diverses (catering): fonctionnement du site	5 200 € modifié par 9 200 €	MAPA <40 000	01/22	03/23	Augmentation du montant liée aux visites insolites non prévues lors du recensement annuel
22UF147	CP 11/2022	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	71.01 71.03	Accord-cadre de prestations intellectuelles pour le bâtiment	Accord-cadre de prestations intellectuelles pour le bâtiment	sans mini avec maxi 3 000 000 € pour les 4 ans soit 750 000 € HT/an	appel d'offres	11/22	12/27	Relance de l'accord-cadre actuel qui arrive à échéance début 2023.

Annexe 3

Liste des opérations de travaux (au sens de la réglementation relative aux marchés publics)

Année 2022

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Libellé de l'opération de travaux	Descriptif de l'opération de travaux	Montant prévisionnel HT	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'opération	Commentaires
22OT027	CP 11/2022	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux dans divers collèges, bâtiments départementaux et Centres Moselle Solidarités du Département de la Moselle - Menuiseries extérieures (2 lots géographiques) - Couverture - Etanchéité (2 lots géographiques)	Travaux dans divers collèges, bâtiments départementaux et Centres Moselle Solidarités du Département de la Moselle - Menuiseries extérieures (2 lots géographiques) - Couverture - Etanchéité (2 lots géographiques)	sans mini avec maxi 12 000 000 € pour les 4 ans soit 750 000 € HT/an pour chaque lot (2 lots en menuiseries sur 4 ans et 2 lots couverture sur 4 ans)	appel d'offres	11/22	12/27	Relance des accords-cadres qui arrivent à échéance début 2023 pour le lot menuiseries, et pour le lot couverture, suite à non reconduction après la 1ère année.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d217-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET DISPOSITIF D'AIDE MOSELLANE A L'INVESTISSEMENT DES TERRITOIRES 2015-2020 (AMITER)

DOSSIER N° | | 49 | 1023 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires 2015-2020 (AMITER),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de reporter au 31 décembre 2022 la date de validité du dossier AMITER voté en 2017 (annexe 1), au 31 décembre 2022 la date de validité des dossiers AMITER votés en 2018 (annexe 2) et au 1er novembre 2023 celle des dossiers AMITER votés en 2019 (annexe 3).

M. SCHUH, M. KIEFFER, M. SUCK, M. CUNY, Mme ZIROVNIK,
Mme CALCARI-JEAN, M. FOURNIER, M. CORRADI ne participent ni au débat ni au vote, M. SIMON étant absent et ayant donné délégation à Mme HERZOG cette dernière ne participe ni au débat ni au vote

M.WEIS ne participe ni au débat ni au vote

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DOSSIER AMITER VOTE EN 2017

DATE DE VALIDITE PROLONGEE AU 31 DECEMBRE 2022

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date Vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
RUR04404	SARREGUEMINES - BITCHE	STURZELBRONN	REQUALIFICATION DE LA RD 35 DANS LA TRAVERSE DU VILLAGE	17/10/2017	01/11/2021	31/12/2022	776 960 €	150 000 €
				TOTAL			**776 960 €**	**150 000 €**

ANNEXE 2

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DOSSIERS AMITER VOTES EN 2018

DATE DE VALIDITE PROLONGEE AU 31 DECEMBRE 2022

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
URB00339	METZ - ORNE	ARS-SUR-MOSELLE	AMENAGEMENT URBAIN DU CENTRE-BOURG	10/09/2018	01/11/2022	31/12/2022	571 430 €	190 000 €
RUR04719	FORBACH - SAINT-AVOLD	FALCK	CONSTRUCTION D'UNE AIRE DE JEUX ET D'UN BLOC SANITAIRE	19/02/2018	30/06/2022	31/12/2022	201 769 €	20 000 €
GCU00076	FORBACH - SAINT-AVOLD	FORBACH	RENOVATION-EXTENSION DU CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE "LE CARREAU" SCENE NATIONALE	19/02/2018	01/11/2022	31/12/2022	6 188 750 €	800 000 €
RUR04998	METZ - ORNE	LAQUENEXY	CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE	15/10/2018	01/07/2022	31/12/2022	3 200 000 €	640 000 €
URB00347	METZ - ORNE	MARANGE-SILVANGE	AMENAGEMENT DE LA RUE DE LA BARGE	10/09/2018	01/03/2022	31/12/2022	1 320 935 €	270 000 €
RUR04945	THIONVILLE	ZOUFFTGEN	ENFOUISSEMENT DES RESEAUX AERIENS - RUE PRINCIPALE VERS DUDELANGE	10/09/2018	01/11/2021	31/12/2022	297 399 €	55 000 €
				TOTAL			**11 780 283 €**	**1 975 000 €**

ANNEXE 3

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DOSSIERS AMITER VOTES EN 2019

DATE DE VALIDITE PROLONGEE AU 1er NOVEMBRE 2023

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date Vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
CAGA04294	FORBACH - SAINT-AVOLD	CA DE FORBACH PORTE DE FRANCE	REHABILITATION ET MODERNISATION DE LA PISCINE OLYMPIQUE	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 102 415 €	166 000 €
URBA00647	FORBACH - SAINT-AVOLD	COCHEREN	REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN LURCAT ET CREATION D'UN PERISCOLAIRE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 299 000 €	250 000 €
COCA04309	FORBACH - SAINT-AVOLD	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU DISTRICT URBAIN DE FAULQUEMONT	CREATION D'UN FESAT	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 500 000 €	375 000 €
RURA02528	FORBACH - SAINT-AVOLD	DIEBLING	AMENAGEMENT D'UN GIRATOIRE SUR LA RD 910	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	303 126 €	60 000 €
RURA04310	FORBACH - SAINT-AVOLD	FALCK	CONSTUCTION D'UNE VOIE VERTE ET D'UN PARKING	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	372 365 €	37 000 €
RURA00884	FORBACH - SAINT-AVOLD	KERBACH	CREATION D'UN ATELIER MUNICIPAL	20/05/2019	01/11/2022	01/11/2023	244 580 €	40 000 €
SYNA02370	FORBACH - SAINT-AVOLD	SIVOCS ECHO JEUNESSE	CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE ET D'UN ACCUEIL PERISCOLAIRE A VAHL-EBERSING	20/05/2019	01/11/2022	01/11/2023	3 594 144 €	720 000 €
SYNA02729	FORBACH - SAINT-AVOLD	SYNDICAT MIXTE DE CREATION ET DE GESTION DU MUSEE DE LA MINE	CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SUR LE CARREAU WENDEL A PETITE-ROSSELLE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 705 614 €	220 000 €
RURA00282	FORBACH - SAINT-AVOLD	TETING-SUR-NIED	CREATION SALLE DES FETES, ESPACE ASSOCIATIF ET ATELIER MUNICIPAL	20/05/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 543 648 €	300 000 €

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date Vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
RURA00895	METZ - ORNE	AMANVILLERS	RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE ET CREATION D'UN ACCUEIL PERISCOLAIRE	24/06/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 977 530 €	300 000 €
URB00351	METZ - ORNE	AMNEVILLE	RENOVATION DU BÂTIMENT SNOWHALL	14/01/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 000 000 €	800 000 €
RUR03773	METZ - ORNE	ANTILLY	CONSTRUCTION D'UNE SALLE COMMUNALE	25/02/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 041 136 €	100 000 €
RURA01767	METZ - ORNE	CLOUANGE	REHABILITATION DU GYMNASE MANARA	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 131 165 €	160 000 €
COCA04293	METZ - ORNE	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS ORNE MOSELLE	CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SERVICES AU PUBLIC	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 140 363 €	230 000 €
ENVA02255	METZ - ORNE	CORNY-SUR-MOSELLE	CONSTRUCTION D'UNE STATION D'EPURATION	24/06/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 504 520 €	400 000 €
RURA00128	METZ - ORNE	GANDRANGE	REQUALIFICATION URBAINE ET AMENAGEMENT QUALITATIF DU QUARTIER BOUSSANGE	25/02/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 402 336 €	140 000 €
RURA01987	METZ - ORNE	GOIN	CREATION D'UNE MAISON D'ASSISTANTES MATERNELLES	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	492 007 €	52 000 €
URBA05065	METZ - ORNE	MARANGE-SILVANGE	CREATION D'UNE CANTINE SCOLAIRE	09/12/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 200 000 €	700 000 €
RURA02376	METZ - ORNE	MARIEULLES	AMENAGEMENTS DE SECURITE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	18 765 €	1 800 €
RURA00897	METZ - ORNE	MAXE (LA)	CREATION D'UN COMPLEXE SPORTIF	24/06/2019	01/11/2022	01/11/2023	3 067 924 €	400 000 €
RURA00454	METZ - ORNE	NOVEANT-SUR-MOSELLE	REQUALIFICATION DU TRONCON NORD DE LA TRAVERSE	20/05/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 010 160 €	300 000 €
RUR05068	METZ - ORNE	VERNY	REQUALIFICATION DE LA RUE DU CHÂTEAU	25/02/2019	01/11/2022	01/11/2023	930 049 €	150 000 €
RURA03208	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	ASSENONCOURT	REAMENAGEMENT RUE DE LA MAIRIE, TROTTOIRS COMMUNAUX ET RESERVES INCENDIE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	257 591 €	50 000 €

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date Vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
ENV01235	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	COMMUNAUTE DE COMMUNES SARREBOURG - MOSELLE SUD	MISE EN CONFORMITE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES D'HEMING - BARCHAIN ET LANDANGE	20/05/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 737 869 €	680 000 €
RURA01719	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	FENETRANGE	REHABILITATION DE LA COLLEGIALE SAINT REMY	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 372 770 €	250 000 €
RURA01985	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	FLEISHEIM	REHABILITATION DES SANITAIRES DE LA SALLE COMMUNALE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	28 117 €	4 000 €
RURA02461	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	IMLING	REHABILITATION DE L'ANCIENNE SYNAGOGUE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	306 944 €	23 000 €
RUR05116	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	LANGUIMBERG	EXTENSION DE LA SALLE DES FETES	25/02/2019	01/11/2022	01/11/2023	248 069 €	40 000 €
RURA03152	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	LANGUIMBERG	MISE EN SECURITE DES TRAVERSES DE LA COMMUNE ET ENFOUISSEMENT DES RESEAUX	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	945 000 €	130 000 €
ENVA02912	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	MUNSTER	TRAVAUX DE REHABILITATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	836 772 €	320 000 €
ENVA00707	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	S.I.E. DU PAYS DES ETANGS	CREATION D'UN NOUVEAU RESERVOIR A LANGUIMBERG	23/04/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 692 133 €	260 000 €
ENVA01954	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	S.I.E. DE LANGATTE-DIANE-CAPELLE	CREATION D'UNE STATION DE TRAITEMENT DE L'ARSENIC A LANGATTE	20/05/2019	01/11/2022	01/11/2023	261 750 €	60 000 €
RURA02273	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	SAINT-QUIRIN	RESTAURATION DE L'ORGUE DE L'EGLISE DE SAINT-QUIRIN	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	217 995 €	11 000 €
ENVA03135	SARREBOURG - CHÂTEAU-SALINS	VILLERS-SUR-NIED	TRAVAUX DE REHABILITATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	385 803 €	100 000 €

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date Vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
ENVA04047	SARREGUEMINES - BITCHE	BREIDENBACH	MISE AUX NORMES DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT (PARTIE PLUVIALE)	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	295 200 €	134 000 €
RURA02209	SARREGUEMINES - BITCHE	GROSBLIEDERSTROFF	RENOVATION DE LA PISTE D'ATHLETISME	24/06/2019	01/11/2022	01/11/2023	393 960 €	70 000 €
ENVA03242	SARREGUEMINES - BITCHE	LENGELSHEIM	MISE AUX NORMES DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT (PARTIE PLUVIALE)	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	220 734 €	100 000 €
ENV01175	SARREGUEMINES - BITCHE	S.D.E.A. ALSACE MOSELLE	TRAVAUX D' AMELIORATION DE LA COLLECTE DES EAUX USEES SCHWALB AVAL (ORMERSVILLER-VOLMUNSTER-NOUSSEVILLER LES BITCHE-EPPING)	24/06/2019	01/11/2022	01/11/2023	6 946 000 €	1 200 000 €
RURA03245	SARREGUEMINES - BITCHE	VOLMUNSTER	MISE EN SECURITE ET RENOVATION DE LA CHAPELLE DE LA VISITATION	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	51 914 €	20 000 €
RURA02708	SARREGUEMINES - BITCHE	WOUSTVILLER	REAMENAGEMENT D'UN BATIMENT EN MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	844 850 €	190 000 €
RURA04302	THIONVILLE	ANGEVILLERS	REQUALIFICATION DE VOIRIE RUE D'ESCHERANGE	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 132 750 €	210 000 €
RURA00336	THIONVILLE	APACH	RENOVATION ET EXTENSION DE LA SALLE POLYVALENTE PIERRE HALLE	23/04/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 042 310 €	360 000 €
RURA02395	THIONVILLE	BREISTROFF-LA-GRANDE	EXTENSION ET REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	513 007 €	75 000 €
CAGA00473	THIONVILLE	CA PORTES DE FRANCE-THIONVILLE	CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE COMMUNAUTAIRE	24/06/2019	01/11/2022	01/11/2023	4 490 038 €	800 000 €
COCA02387	THIONVILLE	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE CATTENOM ET ENVIRONS	CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE LA NATURE A HETTANGE-GRANDE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 179 000 €	160 000 €
RURA00298	THIONVILLE	GRINDORFF-BIZING	TRAVAUX ECOLE MATERNELLE	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	440 000 €	85 000 €

Code Dossier	Territoire	Collectivité	Projet	Date Vote	Caducité Actuelle	Nouvelle Date Caducité	Montant Projet	Montant Aide
GCUA02331	THIONVILLE	HAYANGE	REQUALIFICATION DE LA PLACE DE L'HOTEL DE VILLE ET CONSOLIDATION DE LA COUVERTURE DE LA FENSCH	14/10/2019	01/11/2022	01/11/2023	2 969 217 €	290 000 €
RURA01451	THIONVILLE	MANOM	REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE ARNAUD DE BERTIER	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	1 143 698 €	220 000 €
RURA04864	THIONVILLE	REMELFANG	AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA MAIRIE	18/11/2019	01/11/2022	01/11/2023	121 585 €	24 317 €
RUR05092	THIONVILLE	REMELING	EFFACEMENT RESEAUX SECS ET ECLAIRAGE PUBLIC RUE NATIONALE ET PLACE DE L'EGLISE	25/02/2019	01/11/2022	01/11/2023	398 114 €	60 000 €
GCU00082	THIONVILLE	THIONVILLE	CONSTRUCTION D'UNE PASSERELLE MODES DOUX	15/07/2019	01/11/2022	01/11/2023	7 531 129 €	1 000 000 €
				TOTAL			**73 585 166 €**	**12 828 117 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d218-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET PROGRAMME D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE AMISSUR

DOSSIER N° | | 50 | 1024 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver les propositions d'attribution de subventions formulées au titre du programme d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR 2022 telles qu'elles figurent dans la liste en annexe I à la présente décision.
- d'approuver les nouvelles dates de validité des dossiers d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR telles qu'elles figurent en annexe II à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE I

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DOSSIERS D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE

AMISSUR

Territoire	Canton	Bénéficiaire	N° dossier	Objet du dossier	Coût projet en € HT	Montant subventionnable en € HT	Taux	Montant Proposé en €
FORBACH - SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	PONTPIERRE	DRUD06545	PLATEAUX SURELEVES RUES DE TETING ET DE SAINT-GERMAIN	15 000,00 €	15 000,00 €	30%	4 500,00 €
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	LE SAULNOIS	BOURDONNAY	DRUD06288	SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE	2 974,80 €	2 974,80 €	30%	890,00 €
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	SARREBOURG	FRIBOURG	DRUD06197	SECURISATION DE LA ROUTE DE RHODES	20 067,00 €	20 067,00 €	30%	6 020,00 €
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	SARREBOURG	HAUT-CLOCHER	DRUD06546	CREATION DE TROTTOIRS RUE DE DOLVING	8 042,50 €	8 042,50 €	30%	2 410,00 €
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	SARREBOURG	LANGATTE	En cours	AMENAGEMENT DE L'ACCES AU CITY STADE	19 690,00 €	19 690,00 €	30%	5 900,00 €
SARREGUEMINES-BITCHE	SARRALBE	RICHELING	En cours	SECURISATION DU CHEMINEMENT PIETONS RUE NATIONALE	48 948,00 €	48 948,00 €	30%	14 680,00 €
THIONVILLE	METZERVISSE	BUDING	En cours	CREATION D'UN TROTTOIR ROUTE DE KEDANGE	9 883,00 €	9 883,00 €	30%	2 960,00 €
				TOTAL	**124 605,30 €**	**124 605,30 €**		**37 360,00 €**

ANNEXE II

COMMISSION PERMANENTE DU 14 NOVEMBRE 2022

DOSSIERS D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE - AMISSUR

DEMANDES DE PROLONGATION

Territoire	Canton	Bénéficiaire	N° dossier	Objet du dossier	Date d'attribution	Coût projet en € HT	Montant subventionnable en € HT	Subvention accordée en €	Date de caducité initiale	Nouvelle date de caducité
FORBACH-SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	ELVANGE	DRUC05721	CREATION DE 3 PLATEAUX RALENTISSEURS RUE DE LORRAINE	08/11/2021	89 839 €	50 000 €	15 000 €	15/10/2022	31/12/2022
FORBACH-SAINT-AVOLD	FAULQUEMONT	MANY	DRUC03498	SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE	07/06/2021	965 €	965 €	280 €	15/10/2022	31/12/2022
FORBACH-SAINT-AVOLD	FORBACH	OETING	DRUC04527	SECURISATION DE LA RUE DE GAUBIVING RD31 C - PARTIE BASSE	18/10/2021	157 695 €	50 000 €	15 000 €	15/10/2022	15/10/2023
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	LE SAULNOIS	RODALBE	DRUC03585	SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE	07/06/2021	3 476 €	3 476 €	1 040 €	15/10/2022	31/12/2022
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	LE SAULNOIS	LESSE	DRUB02130	CREATION D'UN CHEMINEMENT PIETIONNIER RUE DE MONEIN	20/07/2020	49 099 €	49 099 €	14 720 €	15/10/2022	15/10/2023
THIONVILLE	ALGRANGE	AUMETZ	DRUB06420	SECURISATION DE LA RUE SAINT-GORGON ET PLACE DU 11 NOVEMBRE	09/11/2020	94 000 €	50 000 €	15 000 €	15/10/2022	15/12/2022
					TOTAL	**395 074 €**	**203 540 €**	**61 040 €**		

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d216-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET AMBITION MOSELLE 2020-2025

DOSSIER N° | | 51 | 1022 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le dispositif AMBITION MOSELLE

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les subventions, au titre du dispositif AMBITION MOSELLE conformément aux tableaux et au bénéfice des collectivités figurant en annexes 1 et 2,
- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits correspondants soit 1 248 500 €,
- de l'autoriser à signer le contrat individuel en annexe 3 à la présente décision et les conventions AMBITION MOSELLE des collectivités bénéficiaires.

M. KHALIFE, Mme ARNOLD, Mme TRAN, M. THIL ne participent ni au débat ni au vote, Mme STEMART étant absente et ayant donné délégation à M. KHALIFE ce dernier ne participe ni au débat ni au vote

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Projet contractualisé

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
METZ-ORNE	METZ	URBD05256	RENOVATION DU KAYAK CLUB	1 234 335 €	300 000 €
			TOTAL	**1 234 335 €**	**300 000 €**

ANNEXE 2

Projets conventionnés

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
FORBACH - SAINT-AVOLD	ALTRIPPE	RURC04365	TRANSFORMATION ET AGRANDISSEMENT DE LA SALLE POLYVALENTE	398 900 €	70 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	GUESSLING-HEMERING	RURD06273	RENOVATION DE TROTTOIRS RUE PRINCIPALE - RD24	89 470 €	25 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	HINCKANGE	RURD06362	TRAVAUX DE VOIRIE RUE DU MOULIN A BRECKLANGE	87 677 €	20 000 €
METZ-ORNE	ARRY	RURD06116	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - MISE EN PLACE PLATINE LED	38 329 €	9 000 €
METZ-ORNE	CHARLY-ORADOUR	RURD06498	CREATION D'UN CITY STADE	79 628 €	16 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	BERMERING	RURD05823	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC EN LED	14 147 €	3 500 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LINDRE-BASSE	ENVD05834	MISE AUX NORMES ASSAINISSEMENT ET DECONNEXION DES FOSSES SEPTIQUES	460 050 €	100 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LUTZELBOURG	RURD06367	REHABILITATION DE LA BIERSTUB D'ESELBAHN	642 390 €	150 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	GRUNDVILLER	RURD06365	ENFOUISSEMENT DE RESEAUX RUE DE HAMBACH	585 612 €	100 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	WILLERWALD	RURD06114	AMENAGEMENT ET MISE EN ESTHETIQUE DES RESEAUX SECS DE LA RUE DE LA CROIX	1 384 239 €	260 000 €
THIONVILLE	MANDEREN-RITZING	RURD06333	RENOVATION DE LA CHARPENTE ET DU PLAFOND DE L'EGLISE	376 895 €	75 000 €
THIONVILLE	PUTTELANGE-LES-THIONVILLE	RURD06368	AMENAGEMENT QUALITATIF ET DE SECURITE DE LA RUE DE LA GARE	612 761 €	120 000 €
			TOTAL	**4 770 098 €**	**948 500 €**

ANNEXE 3

Moselle
L'Eurodépartement

Commune

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : METZ ORNE

COLLECTIVITE : COMMUNE DE METZ

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

La commune de METZ représentée par son Maire François GROSDIDIER autorisé à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4 500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,

- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),
- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Metz-Orne

Présentation générale du territoire

Le territoire de Metz-Orne compte **372 388 habitants** (soit 36 % de la population mosellane). C'est le territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales. Il regroupe **147 communes** et **6 EPCI** : Euro Metropole de METZ (220 593 habitants), CC Pays Orne Moselle (53 926 hab.), CC Rives de Moselle (51 163 hab.), CC Haut-Chemin Pays de Pange (19 026 hab.), CC Sud Messin (15 954 hab.) et CC Mad et Moselle (f. Moselle) (10 044 hab.).

Démographie / Population

Une population en légère augmentation. Le territoire de Metz-Orne **a gagné 1 670 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **+ 0,5 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le seul territoire de Moselle qui voit sa population progresser avec Thionville. Le territoire de Metz-Orne doit sa progression de population à son solde naturel qui compense un solde migratoire négatif.

Un vieillissement de la population moins prononcé que sur les autres territoires. L'indice de vieillissement du territoire de Metz-Orne est moins élevé qu'au niveau mosellan (**75** contre 79 en moyenne en Moselle). Le Sud Messin (56) et la CC Haut-Chemin Pays de Pange (57) se distinguent par une population particulièrement jeune. Néanmoins, comme partout en Moselle, le phénomène de vieillissement est appelé à s'accentuer.

Un taux de pauvreté légèrement supérieur à la moyenne mosellane. Le taux de pauvreté du département de la Moselle s'établit à **14,7 %** en 2018 (14,6 % pour la région grand-Est et 14,9 % pour la France métropolitaine), soit 1 ménage sur 7 en dessous du seuil de pauvreté. Il est de **15 %** sur le territoire de Metz-Orne. Certaines communes affichent des taux de pauvreté importants, notamment : **Woippy (30,2 %),** Metz (22,4 %) ou encore Rombas (20 %).

Formation / emploi

Un bon niveau de formation. Les effectifs étudiants en Moselle augmentent sensiblement depuis 2011 avec 3 000 étudiants supplémentaires en 2017. Cette augmentation est due au seul territoire de Metz-Orne qui concentre par ailleurs la **majorité des étudiants de Moselle** (23 087 sur 27 065). Le niveau de formation de la population est supérieur à la moyenne départementale avec une plus forte représentation des personnes diplômées de l'enseignement supérieur (**41 %** des actifs occupés de + 15 ans contre 35 % en Moselle).

L'apprentissage de l'allemand : un retard important. Sur les 33 058 élèves de maternelle et d'école élémentaire (école publique) que compte le territoire, 3 543 apprennent l'allemand dans un cursus standard et 211 dans un cursus approfondi. Au total, ce sont **11 %** des élèves qui apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et **0,6 %** qui apprennent l'allemand de manière renforcée contre **7,2 %** en Moselle.

Un emploi en baisse mais relativement concentré sur le territoire. Le territoire de Metz-Orne **a perdu 9 250 emplois** entre 2010 et 2015, soit une baisse de – 5,5 % (contre - 4,9 % en Moselle). Néanmoins, il est le **seul territoire de Moselle** à afficher un indice de concentration de l'emploi supérieur à 100 (**103** contre 84 en moyenne en Moselle). L'emploi est particulièrement concentré sur l'EuroMétropole de Metz (**126**) et Rives de Moselle (**114**), ce dernier affichant la part des emplois de la sphère productive la plus élevée de Moselle (53 % contre 32 % en Moselle).

Un taux de chômage légèrement inférieur à la moyenne mosellane et en diminution. Si le nombre d'emplois n'évolue pas positivement, les chiffres du chômage sont plutôt favorables. Ainsi le taux de chômage en Moselle est passé de 8,9 % fin 2017 à 8,6 % fin 2018 et de 8,7 à 8,4 sur la zone d'emploi de Metz. Le taux de chômage du territoire est descendu à **8,1 %** au 1er trimestre 2019. **Le nombre de demandeurs d'emploi recule**, mais un peu plus lentement qu'au niveau mosellan (- 3,1 % contre – 3,3 % en Moselle entre 2017 et 2018). Le territoire compte **1 009 demandeurs d'emploi de moins** fin 2018 que fin 2017 (– 2 900 en Moselle).

Mobilité professionnelle : augmentation du nombre de travailleurs frontaliers vers le Luxembourg. 76 % des résidents de Metz-Orne travaillent sur le territoire de Metz-Orne (24 % sortent pour travailler). 36 % des flux sortants sortent vers le reste de la Moselle et 34 % vers le Luxembourg (12 463 personnes en 2015). A noter que le travail frontalier vers le Luxembourg est en forte augmentation, il a progressé de **+ 50,9 %** entre 2007 et 2017. **Entre 2010 et 2015**, le territoire de Metz-Orne a vu son nombre de travailleurs frontaliers vers le Luxembourg progresser **de plus de 2 000 personnes**.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches, espaces de développement prioritaires pour préserver une économie productive en lien avec les filières émergentes et une démarche d'écodéveloppement. Le territoire compte **60** zones d'activités économiques pour une superficie totale de **2 677 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les 90 %, **284 ha** étant encore disponibles. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **35** friches ont été recensées à l'échelle du territoire pour une superficie totale de **1 326 ha**. Cinq années plus tard, on peut constater que des efforts ont déjà été réalisés puisque 15 friches représentant une superficie totale de près de 1 000 ha sont d'ores et déjà concernés par un projet de **requalification** (activité, logement, etc.), à l'instar du Plateau de Frescaty (ex. BA 128) et des Portes de l'Orne.

Reprise de la création d'entreprises et développement des investissements et de l'innovation. Le territoire de Metz-Orne affiche le plus fort taux de création d'entreprises (12,3 % contre 11,5 % en Moselle) et concentre 45 % des créations d'entreprises du département. De nombreux investissements conséquents sont en cours ou programmés : PSA (Trémery et Metz), AGCO (Flévy), BAOMARC (Argancy), ADVANCED MEDIOMATRIX (Mercy), SETFORGE (Hagondange) ou encore les Laboratoires LEHNING Sainte-Barbe). Enfin, l'écosystème local favorise l'innovation et le développement de l'usine du futur (matériaux, énergie, robotique…) au sein des entreprises locales, avec la présence de l'Université de Lorraine, de grandes écoles (Arts&Métiers, Georgia Tech, Enim, Supélec), d'Iseetech et de plateformes de recherche et développement comme CEA Tech, IRT M2P ou l'Institut Lafayette.

La filière agricole et agro-alimentaire joue un rôle important sur le territoire. Le nouveau Port de Metz est le plus grand port fluvial céréalier de France. La filière maraîchère et horticole est assez dynamique avec une surface d'exploitation qui a augmenté de près de 50 % depuis 2000. On recense 26 producteurs agricoles agréés « Qualité MOSL », dont 12 viticulteurs AOC Moselle. Le territoire compte 1 500 emplois dans l'agro-alimentaire et des investissements importants sont réalisés (Marcotullio, Christophe Dufossé, Charcu-Pac). Enfin, la vente en circuits courts se développe avec la création de points de vente dédiés comme L'Ayotte (Ay-sur-Moselle), Les Grands prés (zone Actisud). A noter également les investissements de la coopérative Lorca dans ses magasins verts.

Le tourisme, un secteur à conforter par une action plus concertée. Le territoire compte 2 offices de tourisme de pôle : Inspire Metz et Destination Amnéville et **25 sites touristiques majeurs** (> 9 000 visiteurs par an) totalisant **70 % de la fréquentation des sites touristiques de Moselle**. Les principaux sites touristiques sont : Seven Casino (714 000 visiteurs en 2018), Cathédrale de Metz (650 000 visiteurs/an), Zoo (530 000 visiteurs en 2017), Thermapolis (383 591 visiteurs en 2017) , Centre Pompidou Metz (332 500 visiteurs en 2018). Le Centre thermal et touristique d'Amnéville concentre à lui seul 5 millions de visiteurs/an, une trentaine d'équipements et 1 325 lits touristiques.

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur dynamique mais une vacance croissante. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un rythme comparable au niveau mosellan avec **8 736 logements supplémentaires sur la période 2010-2015,** soit une **progression de 5 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,9 %). Cependant **9,1 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 16 628 logements) contre 8,9 % en Moselle, **et la vacance augmente** - sur un rythme comparable au niveau mosellan (+ 1,3 point entre 2013 et 2015) - **en particulier sur l'EUROMETROPOLE (+ 1,7)**. Ce phénomène est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance. **La dynamique de construction de logements sociaux est soutenue** sur ce territoire avec + 4 596 logements sociaux construits entre 2013 et 2018.

L'accès aux services, un territoire relativement bien pourvu. Le territoire de Metz-Orne, **bien doté** en services de la gamme supérieure et intermédiaire, se caractérise par une **relative faiblesse en termes d'accès aux services de proximité**, notamment en zone périurbaine. Le territoire est globalement moins concerné par les difficultés **d'accès aux soins** que les autres territoires mosellans, avec notamment une densité de médecins généralistes nettement supérieure à la moyenne mosellane (93 médecins pour 10 000 habitants contre 77). Néanmoins, le nombre de médecins décline (- 42 généralistes entre 2006 et 2016) en particulier sur l'EuroMétropole et la CC du Pays Orne-Moselle.

Accueil du jeune enfant : un bon niveau d'équipement. Avec **65 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **1 778 places** soit **44 %** des places de Moselle (4 041 places pour 153 EAJE) , le territoire est bien doté en matière d'accueil collectif. Le **nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE** en 2017 est de **8** à l'échelle du territoire contre 9 en moyenne en Moselle. A l'échelle des EPCI, l'offre est moins importante sur le Haut-Chemin Pays de Pange ou encore sur Mad et Moselle. En matière d'accueil individuel, on dénombre par ailleurs **3 252 assistants maternels** à l'échelle du territoire soit 43 % du total Moselle (7 602). Le **nombre d'enfants < 3 ans par assistant maternel** à l'échelle du territoire est de **4**, contre 5 en Moselle. Le territoire compte également 12 Maisons d'Assistants Maternels et 10 Relais Assistants Maternels (+ 2 annexes).

Etablissements pour personnes âgées : un bon niveau d'équipement. Le territoire compte **47 établissements** pour personnes âgées pour un total de **844 places autorisées** hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée), pour un total de **3 416 places**. Le **taux d'équipement** au regard de la population de 75 ans et plus est de **103,4** contre 95,2 en Moselle. Le territoire compte également **17 résidences autonomie** pour **845 places autorisées**. Le territoire compte enfin 2 foyers d'accueil médicalisé par personnes handicapées vieillissantes pour un total de 26 places.

Un fort potentiel nature reconnu et valorisé. Le territoire de Metz-Orne compte **36 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de **358 km²** (sur 3 563 km² en Moselle), principalement composée de zones humides (186 km²) et de forêts (141 km²). 9 communes sont couvertes par le PNR de Lorraine. Le territoire compte 1 site ENS propriété départementale (les prairies de la Seille à Marly), 2 sites ENS préservés et valorisés via le soutien du Département (gravières de Novéant et Ballastières d'Argancy) et 2 sites en cours de préservation (Moulins de la Mance à Ars-sur-Moselle et Etangs de la Saussaie et du Pâquis à Moulins-Lès-Metz).

Enjeux prioritaires du territoire de Metz-Orne

- ➔ Affirmer la **vocation métropolitaine et le rayonnement** de l'EUROMETROPOLE de METZ, au sein et en collaboration avec le Sillon Lorrain, la Grande Région transfrontalière et la Région Grand Est.
- ➔ Attirer de nouvelles populations notamment **jeunes actifs et étudiants.**
- ➔ Renforcer le rayonnement de **l'Université** et spécialiser l'enseignement supérieur.
- ➔ Conforter le caractère industriel du Territoire en lien avec **l'industrie du futur**, les filières émergentes, et en valorisant les friches comme espaces de développement.
- ➔ Développer **l'économie présentielle** et la consommation des frontaliers.
- ➔ Diversifier les filières agricoles et développer les **circuits de proximité**, notamment en restauration hors domicile.
- ➔ Développer les **nouvelles mobilités** (TC, modes doux), les usages numériques et valoriser le pole aéroport / gare TGV.
- ➔ Faire du tourisme une priorité du développement économique par une action concertée **Metz / Maizières / Amnéville / Moselle** = Enjeu de marques partagées.
- ➔ Valoriser le **patrimoine naturel** comme vecteur de qualité de vie et porteur d'aménités (ressource en eau).

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de METZ-ORNE et plus particulièrement la Commune de METZ appartenant à l'EUROMETROPOLE de METZ.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

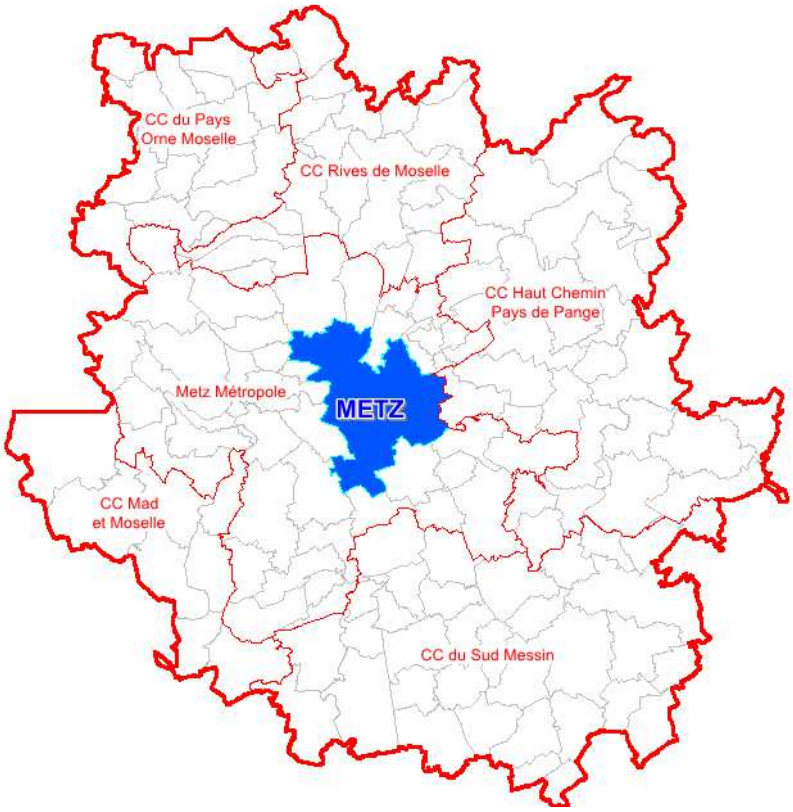
- Le Département,
- La Commune de METZ.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par la Commune de METZ appartenant à l'EUROMETROPOLE de METZ au sein du territoire départemental de METZ-ORNE.



Dans une volonté de transparence d'information, le Département a mobilisé sur le territoire 4 012 050 € (référence année 2019) répartis en 3 800 680 € en matière de culture, 59 170 € en faveur du sport et de la jeunesse et 152 200 € pour le tourisme.

Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.

- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.
- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI),**

- **la création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N.
- Le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum.
- **Engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : RENOVATION DU KAYAK CLUB

Projet 2 : CONSTRUCTION D'UN ESPACE GYMNIQUE

Projet 3 : REHABILITATION DU CLOITRE DES RECOLLETS

Projet 4 : FUS@E

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Patrick WEITEN

A METZ, le

LE MAIRE DE METZ

François GROSDIDIER

A METZ, le

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20221114-lmc1X010000d219-DE
Date décision : 14/11/2022
Envoyé le : 15-11-2022
Date de l'AR : 15-11-2022

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2022

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL - DEPLACEMENT A L'UNIVERSITE PARIS SACLAY

DOSSIER N° | | 52 | 1040 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial à PARIS,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de confier un mandat spécial à M. Khalifé KHALIFE, Vice-Président délégué à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et à la Santé, afin de participer à une rencontre avec M. Romain SOUBEYRAN, Directeur Général de CentraleSupelec et Mme Estelle IACONA, Présidente de l'Université de PARIS SACLAY, suivie de la visite du campus CentraleSupelec, le 21 novembre 2022 à PARIS ;

- d'autoriser la prise en charge des frais réels engagés sur le budget départemental (transport, hébergement, restauration) par le représentant du Département et le fonctionnaire qui l'accompagne.

M. KHALIFE ne participe ni au débat ni au vote

Adopté, à l'unanimité Le Président

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

ARRÊTÉS

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Francis WEISSELDINGER
Tél. 03 87 56 32 35

AR Préfecture : 057-225700012-20221025-lmc1X010000337c-AR
Date AR Préfecture : 25-10-2022

A R R E T E

N° 2022-001631

en date du 01/10/2022

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022
de l'EHPAD « A l'Orée du Bois » anciennement « Bauer » à FORBACH

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU l'arrêté N°2021-DS-000901 en date du 17 janvier 2022 portant fixation pour 2022 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;
- VU la Convention Tripartite Pluriannuelle ;
- VU les propositions budgétaires et leurs annexes transmises le 1er décembre 2021 par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD A l'Orée du Bois anciennement Bauer pour l'exercice 2022 ;
- VU les propositions budgétaires transmises par les services du Département par courrier électronique en date du 15 septembre 2022 ;
- VU l'absence d'observations de la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD A l'Orée du Bois anciennement Bauer ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 663 259,58 €
Déficit	71 000,00 €
TOTAL	**1 734 259,58 €**
Montant global des produits bruts	1 663 259,58 €
dont montant produits de tarification	1 547 259,58 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	-71 000,00 €
TOTAL	**1 734 259,58 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD « A l'Orée du Bois » anciennement « Bauer » sont fixés ainsi qu'il suit du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	54,00 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,61 €
- GIR 3 et 4	13,70 €
- GIR 5 et 6	5,83 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	77,07 €
dont participation à la dépendance	16,66 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	54,00 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,46 €
- GIR 3 et 4	13,62 €
- GIR 5 et 6	5,78 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	71,16 €
dont participation à la dépendance	17,16 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 489 471,97 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 324 667,57 € :
- pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 31 302,52 €,

- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 27 055,63 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD A l'Orée du bois anciennement Bauer sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Francis WEISSELDINGER
Tél. 03 87 56 32 35

AR Préfecture : 057-225700012-20221025-lmc1X010000337d-AR
Date AR Préfecture : 25-10-2022

A R R E T E

N° 2022-001632

en date du 01/10/2022

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022
de l'EHPAD LEMIRE à SAINT-AVOLD

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU l'arrêté N°2021-DS-000901 en date du 17 janvier 2022 portant fixation pour 2022 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;
- VU la Convention Tripartite Pluriannuelle ;
- VU les propositions budgétaires et leurs annexes transmises le 1er décembre 2021 par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD LEMIRE pour l'exercice 2022 ;
- VU les propositions budgétaires transmises par les services du Département par courrier électronique en date du 15 septembre 2022 ;
- VU l'absence d'observations de la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD LEMIRE ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 445 714,30 €
Déficit	127 400,00 €
TOTAL	**1 573 114,30 €**
Montant global des produits bruts	1 445 714,30 €
dont montant produits de tarification	1 412 914,30 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	-127 400,00 €
TOTAL	**1 573 114,30 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD LEMIRE sont fixés ainsi qu'il suit du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	53,00 €
- Chambre à 2 lits	50,35 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	27,93 €
- GIR 3 et 4	17,71 €
- GIR 5 et 6	7,52 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	75,88 €
dont participation à la dépendance	18,81 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	53,00 €
- Chambre à 2 lits	50,35 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	25,66 €
- GIR 3 et 4	16,28 €
- GIR 5 et 6	6,91 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	71,53 €
dont participation à la dépendance	18,53 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 483 627,02 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 299 572,04 € :

- pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 27 947,87 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 24 964,34 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD LEMIRE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Ophélie BAILLOT
Tél. 03 87 56 30 28

AR Préfecture : 057-225700012-20221025-lmc1X010000340d-AR
Date AR Préfecture : 25-10-2022

A R R E T E

N° 2022-001667

en date du 01/11/2022

Annule et remplace l'arrêté N°2022 –DS- 001333 en date du 30/06/2022,
portant fixation des tarifs journaliers 2022 et de la dotation globalisée commune
des établissements et services participant au CPOM de l'Association Fondation Bompard : Foyer d'Accueil Spécialisé (FAS), Foyer d'Accueil Médicalisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes (FAM-PHV), FAM à NOVEANT-SUR-MOSELLE, et FAM à JURY

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.313-11 et suivants (contrats pluriannuels), L.314-1 et suivants (dispositions financières), L.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles à R.314-1 et suivants (dispositions financières), R.351-1 et suivants (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé et le Département de la Moselle ;
- VU l'avenant de prorogation du CPOM 2018-2020 pour l'exercice 2021 signé le 15 décembre 2021 ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les charges et les produits prévisionnels sont autorisés comme suit :

Groupes Fonctionnels	FAM Les Horizons JURY	FAS NOVEANT-SUR-MOSELLE	FAM NOVEANT-SUR-MOSELLE	FAM-PHV NOVEANT-SUR-MOSELLE	TOTAL
Charges - Groupe I	228 143,25 €	318 701,04 €	544 931,67 €	118 240,26 €	1 210 016,22 €
Charges - Groupe II	1 519 975,23 €	1 724 167,08 €	2 351 560,05 €	473 870,80 €	6 069 573,17 €
Charges - Groupe III	396 421,03 €	537 741,73 €	724 892,32 €	133 360,13 €	1 792 415,21 €
Résultat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,0 €	0,00 €
Total Charges	**2 144 539,51 €**	**2 580 609,85 €**	**3 621 384,05 €**	**725 471,18 €**	**9 072 004,59 €**
Produits - Groupe I	1 403 979,78 €	2 518 433,38 €	2 091 570,80 €	411 044,60 €	6 425 028,56 €
dont dotation globalisée	*997 270,96 €*	*1 792 611,62 €*	*1 167 432,29 €*	*302 646,79 €*	*4 259 961,66 €*
dont participation Mosellans	*229 732,58 €*	*439 875,20 €*	*616 713,07 €*	*106 682,65 €*	*1 393 003,50 €*
dont participation Non Mosellans	*165 255,19 €*	*293 841,32 €*	*273 652,43 €*	*69 822,49 €*	*802 571,42 €*
dont régularisation produits Hors Moselle 2019/2020	*11 721,05 €*	*-7 894,76 €*	*33 773,01 €*	*-68 107,32 €*	*-30 508,02 €*
Produits - Groupe II	726 424,66 €	0,00 €	1 483 352,25 €	306 416,41 €	2 516 193,32 €
dont forfait soin ARS	*726 424,66 €*	*0,00 €*	*1 483 352,25 €*	*306 416,41 €*	*2 516 193,32 €*
Produits - Groupe III	14 135,07 €	62 176,47 €	46 461 €	8 010,17 €	130 782,71 €
Total Produits	**2 144 539,51 €**	**2 580 609,85 €**	**3 621 384,05 €**	**725 471,18 €**	**9 072 004,59 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables aux l'établissements sont fixés ainsi qu'il suit du 1er novembre 2022 au 31 décembre 2022 :

		Tarifs
FAM LES HORIZONS	Internat	153,79 €
	Semi-Internat	115,31 €
FAS DE NOVEANT-SUR-MOSELLE	Internat	158,39 €
	Semi-Internat	118,84 €
FAM DE NOVEANT-SUR-MOSELLE	Internat	119,82 €
FAM-PHV DE NOVEANT-SUR-MOSELLE	Internat	105,26 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables aux l'établissements ci-après désignés sont fixés ainsi :

		Tarifs
FAM LES HORIZONS	Internat	150,70 €
	Semi-Internat	113,02 €
FAS DE NOVEANT-SUR-MOSELLE	Internat	141,10 €
	Semi-Internat	105,83 €
FAM DE NOVEANT-SUR-MOSELLE	Internat	98,24 €
FAM-PHV DE NOVEANT-SUR-MOSELLE	Internat	96,49 €

Article 4
Les prix de journée réservation internat et semi-internat en accueil permanent sont égaux aux prix de journée minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 5

Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté, la dotation globalisée commune à la charge du département est fixée à 4 259 961,66 € pour l'ensemble des établissements et services participant au CPOM :

- pour la période du 1 novembre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel effectué sur le compte de l'Association Fondation Bompard est calculé à 444 058,20 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 354 996,81 €.

Article 6
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 7
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Général de l'Association Fondation Bompard sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Ressources Humaines et du Lien Social
Affaire suivie par : KUNZLER Sandrine
Tél. /
N/Réf : [.....]

AR Préfecture : 057-225700012-20221025-lmc1X010000343e-AR
Date AR Préfecture : 25-10-2022

A R R E T E

N° 2022-001669

en date du 25 octobre 2022

PORTANT ABROGATION DE L'ARRETE N° 2022-001287 du 14 juin 2022
ET COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE (CT) DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU la délibération adoptée par l'Assemblée départementale lors de sa 3ème Réunion Trimestrielle 2014, fixant à cinq le nombre de représentants de la Collectivité et à dix le nombre de représentants du personnel siégeant au Comité Technique ;

VU le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au Comité Technique établi le 6 décembre 2018 ;

VU la délibération adoptée par l'Assemblée Départementale lors de la 1ère Réunion Extraordinaire du 16 septembre 2021 fixant la liste des Conseillers Départementaux désignés pour siéger au Comité Technique,

VU l'arrêté n° 2022-001287 du 14 juin 2022 portant composition du Comité Technique du Département de la Moselle ;

CONSIDERANT la demande de non-renouvellement de détachement de Mme Barbara ROCH, représentant du personnel titulaire ;

CONSIDERANT la démission de Mme Lucia DA COSTA de son siège de représentant du personnel suppléant ;

ARRETE

Article 1 - L'arrêté n° 2022-001287 du 14 juin 2022 est abrogé.

Article 2 - La composition du Comité Technique (CT) du Département de la Moselle, constitué à l'Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau à METZ, est fixée comme suit :

- représentants du Département :

a) en tant que membres titulaires :

- M. Patrick WEITEN, Président du Département, Président du Comité Technique
- M. Marc HOUVER, Directeur Général des Services
- M. Claude LEMEL, Directeur des Ressources Humaines et du Lien Social
- M. Laurent ZAKRZEWSKI, Directeur de la Solidarité
- Mme Anne-Marie HERBOURG, Directeur du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires

b) en tant que membres suppléants :

- M. Julien FREYBURGER, Vice-Président du Département, représentant du Président du Département
- M. Pierre SCHERER, Directeur des Finances, des Affaires Juridiques et du Contrôle de Gestion
- Mme Françoise BATAILLON-DAL-ZUFFO, Directeur des Sports et de la Jeunesse
- Mme Pascale CANCIANI, Directeur de l'Education et de l'Enseignement Supérieur
- M. Xavier BAUMANN, Directeur du Développement Culturel et Artistique, par intérim

- représentants du personnel :

a) en tant que membres titulaires :

- M. Gilbert CHAUMONT
- Mme Martine FIORLETTA
- M. Philippe VIEUXMAIRE
- M. Philippe LECRUBIER
- Mme Elisabeth BORDELAIS
- Mme Evelyne BORTOT
- M. Maxime FILLINGER
- Mme Catherine OASI
- M. Antoine LECROQ
- Mme Agnès BOURGEOIS

b) en tant que membres suppléants :

- M. Francis DECKER
- M. Luc DUFRENE
- M. Gérald FEBVAY
- Mme Ferusse APPEL
- Mme Anaïs STEINMETZ
- Mme Claire PEREIRA
- M. Anthony DUTKIEWICZ
- Mme Cécile ZIMMERMANN
- M. Philippe JODOCY
- Mme Marina PEPE

Article 3 - Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex ou à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/.

Article 4 - M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
Service SES
Affaire suivie par : Anthony EISENBEIS
Tél. 03 87 56 87 53

AR Préfecture : 057-225700012-20221025-lmc1X0100003458-AR
Date AR Préfecture : 25-10-2022

A R R E T E

N° 2022-001676

en date du 01/10/2022

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2022
de l'EHPAD Les Jardins à SARREBOURG

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;
- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 6 décembre 2021 (Rapport III-2) ;
- VU l'arrêté N°2021-DS-000901 en date du 17 janvier 2022 portant fixation pour 2022 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;
- VU la Convention Tripartite Pluriannuelle ;
- VU les propositions budgétaires et leurs annexes transmises le 02/11/2021 par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD Les Jardins pour l'exercice 2022 ;
- VU les propositions budgétaires transmises par les services du Département par courrier électronique en date du 29/09/2022 ;
- VU l'accord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter l'EHPAD Les Jardins en date du 03/10/2022 ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2022 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	2 398 458,19 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	2 398 458,19 €
Montant global des produits bruts	2 398 458,19 €
dont montant produits de tarification	1 987 051,61 €
Excédent	0,00 €
TOTAL	**2 398 458,19 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Les Jardins sont fixés ainsi qu'il suit du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	64,21 €
- Chambre à 2 lits	55,87 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,54 €
- GIR 3 et 4	13,04 €
- GIR 5 et 6	5,54 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	80,39 €
dont participation à la dépendance	16,57 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,22 €
- Chambre à 2 lits	50,65 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	20,30 €
- GIR 3 et 4	12,88 €
- GIR 5 et 6	5,47 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,28 €
dont participation à la dépendance	16,39 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2021 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 565 506,43 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 350 189,51 € :

- pour la période du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 29 574,41 €,
- à compter du 1er janvier 2023, le versement mensuel est de 29 182,46 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de l'EHPAD Les Jardins sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : LEMOINE Emilie
Tél. 03 87 21 51 87
N/Réf : Arrêté_10.2022/Emprunt Crédit Mutuel

AR Préfecture : 057-225700012-20221028-lmc1X01000034ef-AR
Date AR Préfecture : 15-11-2022

A R R E T E

N° 2022-001684

en date du 28 octobre 2022

portant acceptation d'un emprunt long terme à taux fixe de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès du Crédit Mutuel

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L 3131-2-4° et L 3211-2-1° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération E-4 du Conseil Départemental du 1er juillet 2021, portant délégation à Monsieur le Président du Conseil Départemental pour toute la durée de son mandat en matière d'emprunts,

Vu l'offre de financement du 13 octobre 2022, acceptée le 14 octobre 2022,

ARRETE

Article 1 : Un emprunt long terme d'un montant de 10 000 000 € (dix millions d'euros) destiné à financer le programme d'investissements sera contracté auprès du Crédit Mutuel.

Article 2 : Les caractéristiques du contrat de prêt sont les suivantes :

- Montant : 10 000 000 €,
- Disponibilité des fonds : les fonds pourront être mobilisés dès la signature du contrat, soit en totalité, soit par fractions, et au plus tard le 31 janvier 2023,
- Durée et mode d'amortissement : le prêt est consenti pour une durée de 20 ans. L'amortissement du capital sera trimestriel et constant, fixé à un montant de 125 000 €,
- Taux d'intérêt annuel : il est fixe sur toute la durée du contrat et s'élève à 2,90 %,

- Base de calcul des intérêts : 365 / 365 jours,
- Frais de dossier : ils s'élèvent à 10 000 € et seront payables à la signature du contrat,
- Conditions de remboursement anticipé : le remboursement anticipé du prêt sera possible sans préavis et à tout moment, moyennant le paiement d'une indemnité égale à 5 % du montant du capital remboursé par anticipation,
- Score Gissler : 1-A.

Article 3 : En application des arrêtés de délégation de signature :

- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services,
- Monsieur Pierre SCHERER, Directeur Général Adjoint, Directeur des Finances, des Affaires Juridiques et du Contrôle de Gestion, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Directeur Général des Services,

sont habilités à signer le contrat de crédit susvisé ainsi que les demandes de versement des fonds, les avis de remboursement anticipé et toutes autres opérations consécutives à l'exécution du contrat de prêt.

L'Assemblée Départementale sera tenue informée des opérations réalisées dans le cadre de ce contrat.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : LEMOINE Emilie
Tél. 03 87 21 51 87
N/Réf : Arrêté_10.2022/Emprunt_TF_LBP

AR Préfecture : 057-225700012-20221028-lmc1X01000034f0-AR
Date AR Préfecture : 15-11-2022

A R R E T E

N° 2022-001685

en date du 28 octobre 2022

portant acceptation d'un emprunt long terme à taux fixe de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès de La Banque Postale

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L 3131-2-4° et L 3211-2-1° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération E-4 du Conseil Départemental du 1er juillet 2021, portant délégation à Monsieur le Président du Conseil Départemental pour toute la durée de son mandat en matière d'emprunts,

Vu la proposition commerciale de financement du 4 octobre 2022, acceptée le 14 octobre 2022,

ARRETE

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Un emprunt long terme d'un montant de 10 000 000 € (dix millions d'euros), d'une durée de 20 ans et 4 mois et destiné à financer le programme d'investissements, sera contracté auprès de La Banque Postale.

Le contrat de prêt comporte une phase de mobilisation et une seule tranche obligatoire à taux fixe, dont les caractéristiques financières sont présentées en annexe.

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus et en annexe, à intervenir avec La Banque Postale.

Article 3 : En application des arrêtés portant délégation de signature,

- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services,
- Monsieur Pierre SCHERER, Directeur Général Adjoint, Directeur des Finances, des Affaires Juridiques et du Contrôle de Gestion, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Directeur Général des Services,

sont habilités à signer le contrat de crédit susvisé ainsi que les demandes de versement des fonds, les avis de remboursement anticipé et toutes autres opérations consécutives à l'exécution du contrat de prêt.

L'Assemblée Départementale sera tenue informée des opérations réalisées dans le cadre de ce contrat.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

ANNEXE

Les caractéristiques du contrat de prêt sont les suivantes :

- Montant : 10 000 000 € ;
- Durée : 20 ans et 4 mois (dont 3 mois de phase de mobilisation) ;
- Commission d'engagement : 0,05 % du montant du contrat de prêt (soit 5 000 €), exigible et payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire ;
- Score Gissler : 1-A.

1. Phase de mobilisation

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

1.1 Durée	3 mois, soit du 30 novembre 2022 au 29 mars 2023.
1.2 Mise à disposition des fonds	Au fur et à mesure des besoins, à la demande du Département, avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe. *Montant minimum d'un versement : 15 000 €.* *Préavis : 2 jours ouvrés.*
1.3 Taux d'intérêt annuel	Index €STR, assorti d'une marge de 0,78 %.
1.4 Base de calcul des intérêts	Nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours.
1.5 Périodicité de paiement des intérêts	Mensuelle.
1.6 Commission de non utilisation	0,10 % sur les sommes non mobilisées pendant la période de mobilisation.

2. Tranche obligatoire à taux fixe du 29 mars 2023 au 1er avril 2043

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 29 mars 2023 au plus tard, par arbitrage automatique, ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

2.1 Durée	20 ans et 1 mois.
2.2 Taux d'intérêt	Taux fixe de 3,27 %.
2.3 Base de calcul des intérêts	Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
2.4 Echéances d'amortissement et d'intérêts	Périodicité trimestrielle.
2.5 Mode d'amortissement	Constant.
2.6 Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance d'intérêts, pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le respect d'un préavis de 50 jours calendaires ainsi que le paiement d'une indemnité actuarielle.

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : LEMOINE Emilie
Tél. 03 87 21 51 87
N/Réf : Arrêté_10.2022/Emprunt_TV_LBP

AR Préfecture : 057-225700012-20221028-lmc1X01000034f1-AR
Date AR Préfecture : 15-11-2022

A R R E T E

N° 2022-001686

en date du 28 octobre 2022

portant acceptation d'un emprunt long terme à taux variable de 10 000 000 € (dix millions d'euros) auprès de La Banque Postale

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L 3131-2-4° et L 3211-2-1° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération E-4 du Conseil Départemental du 1er juillet 2021, portant délégation à Monsieur le Président du Conseil Départemental pour toute la durée de son mandat en matière d'emprunts,

Vu la proposition commerciale de financement du 7 octobre 2022, acceptée le 14 octobre 2022,

ARRETE

Article 1 : Un emprunt long terme d'un montant de 10 000 000 € (dix millions d'euros) destiné à financer le programme d'investissements sera contracté auprès de La Banque Postale.

Article 2 : Ce prêt comporte une tranche obligatoire sur index Euribor préfixé du 31 janvier 2023 au 1er février 2043, dont les caractéristiques financières sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Montant	10 000 000 €.
Date de versement des fonds et durée	Versement automatiquement des fonds le 31 janvier 2023. Mise en place de la tranche à cette date pour une durée de 20 ans.
Taux d'intérêt annuel	A chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : index Euribor 3 mois, assorti d'une marge de + 0,46 %.

Base de calcul des intérêts	Nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours.
Echéances d'amortissement et d'intérêts	Périodicité trimestrielle.
Mode d'amortissement	Constant.
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le respect d'un préavis de 35 jours calendaires ainsi que le paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30 %.
Option de passage à taux fixe	Possible à une date d'échéance d'intérêts sans frais.
Commission d'engagement	0,05 % du montant du contrat de prêt, soit 5 000 €
Score Gissler	1-A.

Article 3 : Etendue des pouvoirs du signataire :

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus, à intervenir avec La Banque Postale.

Article 4 : En application des arrêtés portant délégation de signature,

- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services,
- Monsieur Pierre SCHERER, Directeur Général Adjoint, Directeur des Finances, des Affaires Juridiques et du Contrôle de Gestion, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Directeur Général des Services,

sont habilités à signer le contrat de crédit susvisé ainsi que les demandes de versement et de remboursement des fonds, les avis de remboursement anticipé et toutes autres opérations consécutives à l'exécution du contrat de prêt.

L'Assemblée Départementale sera tenue informée des opérations réalisées dans le cadre de ce contrat.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : OSTERROTH Murielle
Tél. : 03 87 21 51 26
N/Réf : DFAJCG/DF/SEB/Tarifs/Marsal/395

AR Préfecture : 057-225700012-20221110-lmc1X010000358c-AR
Date AR Préfecture : 14-11-2022

A R R E T E

N° 2022-001707

en date du 10 novembre 2022

portant abrogation de l'arrêté n° 2022-001360 en date du 1 juillet 2022 et modification de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 portant institution d'une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 ayant délégué au Président du Conseil Départemental le soin de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité ;

Vu la décision n° 69 de la Commission Permanente du Département de la Moselle en date du 15 mars 2004 créant une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal ;

Vu l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 portant institution d'une régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal ;

Vu l'arrêté n° 2022-001360 en date du 1er juillet 2022 portant modification des tarifs de la billetterie, de la boutique et des locations d'espaces au Musée départemental du Sel à Marsal ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle, comptable public assignataire, en date du 4 novembre 2022 ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 2022-001360 en date du 1er juillet 2022 est abrogé. Les présentes dispositions modifient celles de l'article 4 de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 :

"Liste des tarifs :
- de la billetterie, en annexe 1, pages 3 et 4,
- de la boutique, en annexe 2, pages 5 à 11,
- des locations d'espaces, en annexe 3, pages 12 et 13,

de la régie de recettes au Musée départemental du Sel à Marsal".

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté 2004 D.F.R.H./D.F./S.E.B. n° 14, modifié, en date du 23 mars 2004 demeurent inchangées.

Article 3 : Monsieur le Directeur du Développement Culturel et Artistique et Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Marc HOUVER

MUSEE DEPARTEMENTAL DU SEL

Tarifs de la billetterie
(Annexe 1 à l'arrêté n° 2022-001707 en date du 10 novembre 2022)

Libellé de la billetterie	Tarifs en €
ENTREES	
Plein tarif, par personne	5,00
Tarif réduit, par personne	3,50
Conférence, spectacle plein tarif	5,00
Conférence, spectacle tarif réduit	3,50
Concert, plein tarif	10,00
Concert, tarif réduit	5,00
VISITES GUIDEES (HORS ENTREE)	
Forfait visite guidée (1h00) sur réservation	70,00
Visite guidée public individuel, par personne	3,00
ATELIERS JEUNES PUBLICS (HORS ENTREE)*	
Atelier individuel, hors temps scolaire, par personne	3,00
Animation scolaire ou périscolaire à la demi-journée, par enfant	3,00
Tarif visite libre avec support pédagogique, par enfant	2,00
ATELIERS ADULTES (ENTREE INCLUSE)	
Atelier adulte individuel, par personne	8,50
Activité adulte individuel, par personne	5,00
ABONNEMENTS	
Pass Passionnément Moselle	25,00
Pass Musées Tarif 1 : pour 1 adulte et 5 enfants de moins de 18 ans	112,00
Tarif 2 : pour 1 adulte et 5 enfants de moins de 18 ans (pour les demandeurs d'emploi, les handicapés, les enseignants, les membres de comités de soutien de musée, les étudiants, les élèves, les personnes en formation sur présentation d'un justificatif)	106,00
MISE A DISPOSITION AGENT	
Mise à disposition d'un agent supplémentaire (base horaire)	50,00

**Pour les jeunes de moins de 16 ans*

CONDITIONS APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS BILLETTERIE HORS ABONNEMENTS

Une réduction de 15 % est accordée aux apporteurs d'affaires (offices de tourisme, tour-opérateurs, autocaristes, agences de voyage,…).

Conditions appliquées en cas de retard du groupe :

. En cas de retard du groupe de plus d'une heure sur l'horaire de début de visite guidée convenu, la visite sera annulée et facturée au groupe dans les conditions prévues lors de la réservation.

Conditions appliquées en cas d'annulation du groupe :

. En cas d'annulation par écrit auprès du site à plus de 30 jours du jour de la visite, aucune prestation ne sera facturée.

. En cas d'annulation par écrit auprès du site entre 30 et 3 jours avant le jour de la visite, les prestations guidées seront facturées.

. En cas d'annulation par écrit auprès du site à moins de 3 jours du jour de la visite ou en cas de non présentation du groupe, la totalité des prestations initialement réservées seront facturées.

Légende de billetterie du Musée départemental du Sel à Marsal

Tout visiteur susceptible de bénéficier de conditions tarifaires particulières doit présenter un justificatif en cours de validité.

GRATUITE

Conditions
- personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap + un accompagnateur par personne
- jeunes de moins de 16 ans
- agents départementaux
- élus départementaux
- personnes entrant dans le cadre d'un partenariat conventionné avec le Département de la Moselle pour lequel la convention prévoit le principe de gratuité
- enseignants/personnes encadrantes accompagnant un groupe scolaire
- personne accompagnant le porteur de la carte MOZY qui prévoit une entrée gratuite pour une entrée plein tarif achetée
- presse
- gratuité scolaire (maternelle à université) dans le cadre d'une sortie scolaire.

Porteurs d'une carte
- Pass Passionnément Moselle, Chéquier Moselle Passion ou Pass Musées
- porteurs d'un carton d'invitation/d'une carte prévoyant la gratuité
- CNAS, Pass Education, ICOM, ICOMOS ou Ministère de la Culture
- ticket SaarMoselle
- les amis du Musée Georges de La Tour et du Musée du Sel.

Evènements spécifiques : dans le cadre de la participation des Sites Passionnément Moselle à des évènements locaux ou nationaux (Journée du Patrimoine, de la Moselle, de l'Europe...) ou des moments de gratuité décidés par l'autorité territoriale.

REDUCTION

Conditions
- jeunes de 16 à 25 ans
- ayants droit du bénéficiaire du CNAS
- personnes entrant dans le cadre d'un partenariat conventionné avec le Département de la Moselle pour lequel la convention prévoit le principe de réduction
- demandeurs d'emploi
- bénéficiaires du rSa
- étudiants
- pour les groupes, à partir de 10 personnes
- pour la vente de plus de 10 entrées aux structures type Comités d'entreprise ou Amicales.

Evènements spécifiques : moments de réduction décidés par l'autorité territoriale.

Porteurs d'une carte
- Pass Lorraine ou Multipass +
- Carte Facilis.

MUSEE DEPARTEMENTAL DU SEL

Tarifs de la boutique
(Annexe 2 à l'arrêté n° 2022-001707 en date du 10 novembre 2022)

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA		Prix de vente TTC en €
			1 5,50% 2 20,00% 3 10,00%		
			Code	Montant	
PAPETERIE					
74110001	Carte postale 1	0,83	2	0,17	1,00
74120001	Carte postale 2	2,50	2	0,50	3,00
74120002	Carte postale 3	3,33	2	0,67	4,00
74110002	Carte postale 4	7,08	2	1,42	8,50
74120003	Carte "Noëls de Moselle"	0,25	2	0,05	0,30
74140001	Affiche musée	2,17	2	0,43	2,60
74140002	Affiche (grande)	3,42	2	0,68	4,10
74210001 74230004 74240002	Crayon tarif 1	1,00	2	0,20	1,20
74210002 74210003	Crayon tarif 2	1,67	2	0,33	2,00
74230001	Crayon tarif 3	2,08	2	0,42	2,50
74230002 74240001	Crayon tarif 4	2,50	2	0,50	3,00
74230003	Crayon tarif 5	3,75	2	0,75	4,50
74170001	Accessoire tarif 0	0,83	2	0,17	1,00
74320001	Accessoire tarif 1	1,25	2	0,25	1,50
74310001	Accessoire tarif 2	1,67	2	0,33	2,00
74320002 74170002	Accessoire tarif 3	2,92	2	0,58	3,50
74390001	Accessoire tarif 4	3,33	2	0,67	4,00
74410001 74410004 74410005 74410006	Carnet tarif 1	5,00	2	1,00	6,00
74410002	Carnet tarif 2	7,50	2	1,50	9,00
74410003	Carnet tarif 3	3,33	2	0,67	4,00
85210001	Tirage photographique de Benjamin KIFFEL	7,50	2	1,50	9,00
SEL - ALIMENTATION					
83260001	Cuillère	2,50	2	0,50	3,00
72280001	Salicorne tarif 1	4,74	1	0,26	5,00
72280002 72280005	Salicorne tarif 2	6,16	1	0,34	6,50
72280003	Salicorne tarif 3	11,37	1	0,63	12,00
72280004 72280006	Salicorne tarif 4	9,00	1	0,50	9,50
72220001	Sel gemme tarif 1	1,67	2	0,33	2,00
72220002	Sel gemme tarif 2	5,00	2	1,00	6,00

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA		Prix de vente TTC en €
			1 5,50% 2 20,00% 3 10,00%		
			Code	Montant	
72240006	Sel gemme tarif 3	10,00	2	2,00	12,00
72230007	Sel gemme tarif 4	29,17	2	5,83	35,00
72240013	Sel gemme tarif 5	3,33	2	0,67	4,00
72230013	Moulin à sel tarif 0	4,58	2	0,92	5,50
72230002	Moulin à sel tarif 1	5,83	2	1,17	7,00
72240001	Moulin à sel tarif 2	15,00	2	3,00	18,00
72240012	Moulin à sel tarif 3	16,67	2	3,33	20,00
83130001	Salière tarif 0	5,83	2	1,17	7,00
83130004	Salière tarif 1	8,33	2	1,67	10,00
83120001 83120002 83130003 83120003 83120004	Salière tarif 2	11,67	2	2,33	14,00
83150002	Salière tarif 3	12,50	2	2,50	15,00
83150001	Salière tarif 4	13,33	2	2,67	16,00
83160002	Salière tarif 5	15,83	2	3,17	19,00
83130005	Salière tarif 6	16,67	2	3,33	20,00
83120005	Salière tarif 7	10,00	2	2,00	12,00
83160001	Coquetier en sel	13,75	2	2,75	16,50
72240004	Diamants de sel avec râpe	14,22	1	0,78	15,00
72230001 72220007 72240011	Sel de table tarif 1	3,79	1	0,21	4,00
72230003	Sel de table tarif 2	4,27	1	0,23	4,50
72240005 72230006 72240002 72220004 72230011	Sel de table tarif 3	4,74	1	0,26	5,00
72240007 72240003 72220005 72230010 72230005	Sel de table tarif 4	5,69	1	0,31	6,00
72230004 72240009	Sel de table tarif 5	6,64	1	0,36	7,00
72240008	Sel de table tarif 6	7,58	1	0,42	8,00
72240010	Sel de table tarif 7	8,53	1	0,47	9,00
72220003	Sel de table tarif 8	1,90	1	0,10	2,00
72220006 72220008 72230009 72230012 72230014 72220009 72220010	Sel de table tarif 9	2,84	1	0,16	3,00

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA		Prix de vente TTC en €
			1 5,50% 2 20,00% 3 10,00%		
			Code	Montant	
72240014	Sel de table tarif 10	18,96	1	1,04	20,00
83130002	Coupelle	5,83	2	1,17	7,00
83140001	Main à sel	14,58	2	2,92	17,50
83140002	Pot à sel petit format	19,17	2	3,83	23,00
83140003	Pot à sel grand format	25,00	2	5,00	30,00
83140004	Pot à sel tarif 1	3,33	2	0,67	4,00
83140005	Pot à sel tarif 2	5,42	2	1,08	6,50
83140006	Pot à sel tarif 3	8,33	2	1,67	10,00
73110002 73260003	Confiserie tarif 1	0,83	2	0,17	1,00
73280001	Confiserie tarif 2	1,00	2	0,20	1,20
73260001	Confiserie tarif 3	1,67	2	0,33	2,00
73260002	Confiserie tarif 4	3,33	2	0,67	4,00
73280005	Confiserie tarif 5	3,75	2	0,75	4,50
73110001	Confiserie tarif 7	7,58	2	1,52	9,10
73280002	Confiserie tarif 8	7,50	2	1,50	9,00
73280004	Confiserie tarif 9	8,33	2	1,67	10,00
73210001	Confiserie tarif 10	5,00	2	1,00	6,00
71140001	Jus de pommes	2,65	1	0,15	2,80
71610001	Sirop de mirabelles	9,00	1	0,50	9,50
73120002 73120001	Epicerie tarif 1	5,69	1	0,31	6,00
72250001 73120003 73280003	Epicerie tarif 2	6,64	1	0,36	7,00
71550001 72250003 73310001	Epicerie tarif 3	7,58	1	0,42	8,00
72250002 73310002	Epicerie tarif 4	8,53	1	0,47	9,00
76210001 76610001	Cosmétiques tarif 1	3,33	2	0,67	4,00
76210002	Cosmétiques tarif 2	5,00	2	1,00	6,00
76230001	Cosmétiques tarif 3	7,50	2	1,50	9,00
76210003 76210004	Cosmétiques tarif 4	2,50	2	0,50	3,00
76220001 76240002	Cosmétiques tarif 5	5,83	2	1,17	7,00
76240001	Cosmétiques tarif 6	12,50	2	2,50	15,00
76210005	Cosmétiques tarif 7	6,67	2	1,33	8,00
76210006	Cosmétiques tarif 8	5,42	2	1,08	6,50
76610002	Cosmétiques tarif 9	8,33	2	1,67	10,00
77310002	Linge de maison tarif 1	3,75	2	0,75	4,50
77320001 77310003	Linge de maison tarif 2	4,17	2	0,83	5,00
77310001 77320003	Linge de maison tarif 3	5,00	2	1,00	6,00

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA 1 5,50% 2 20,00% 3 10,00%		Prix de vente TTC en €
			Code	Montant	
77320002 77310004	Linge de maison tarif 4	4,58	2	0,92	5,50
73150001	Barre chocolatée (Mars, Bounty…)	1,25	2	0,25	1,50
72310001	Encas salé (chips ou bretzel)	1,14	1	0,06	1,20
71110001	Eau gazeuse ou plate 50 cl	1,42	1	0,08	1,50
71120001	Soda ou autres boissons, canette, 33 cl	2,37	1	0,13	2,50
71540001	Thé	1,90	1	0,10	2,00
71560001	Café	1,42	1	0,08	1,50
LIVRES					
62340001	VAUBAN (sa vie, son œuvre)	9,48	1	0,52	10,00
62340003	Vauban, militaire et économiste	18,48	1	1,02	19,50
62500006	Guide du musée	4,74	1	0,26	5,00
62500002	Revue culturelle "50 sept"	4,74	1	0,26	5,00
62110001	Monde Celtique par Patrick GALLIOU	4,74	1	0,26	5,00
63200003	Je visite un monument par Yves MONTRON et Christophe RENAULT	7,58	1	0,42	8,00
62500008	Les cahiers du Saulnois	4,74	1	0,26	5,00
62500010	57 Mosellans dans l'Histoire	5,69	1	0,31	6,00
61100001	A la cour du Roi Soleil	5,21	1	0,29	5,50
62320006	Louis XIV de vie en vie	10,43	1	0,57	11,00
62320007	Louis XIV Le Grand	8,53	1	0,47	9,00
61120001	Vercingétorix Héros de légende	5,31	1	0,29	5,60
69400002	Mythes celtiques, légendes, art…	7,58	1	0,42	8,00
61100004	Histoire de Rois	3,79	1	0,21	4,00
61100005	Contes du monde entier	9,95	1	0,55	10,50
61800010	Les Gaulois, Bonjour l'histoire	8,53	1	0,47	9,00
62120012	Regard sur la Gaule	23,22	1	1,28	24,50
	Autres ouvrages		1		Prix éditeur
DIVERS					
84200001	CD Rom Caroline COPPEY	266,67	2	53,33	320,00
84200002	CD Rom Benjamin KIFFEL	9,17	2	1,83	11,00
84410001	Film Marsal	12,50	2	2,50	15,00
84410002	Film Vases Yutz	12,50	2	2,50	15,00
74620001	Magnets tarif 1	2,08	2	0,42	2,50
74620002 74620005	Magnets tarif 2	3,75	2	0,75	4,50
74620003	Magnets tarif 3	6,67	2	1,33	8,00
74610001 74620004	Magnets tarif 4	2,50	2	0,50	3,00
77110001	Tee-shirt "ligne Conseil Général"	6,67	2	1,33	8,00
83230001 83230006	Mug	7,08	2	1,42	8,50

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA		Prix de vente TTC en €
			1 5,50% 2 20,00% 3 10,00%		
			Code	Montant	
78430002 78120003 78230005	Bijoux tarif 0	4,17	2	0,83	5,00
78430001 78530003 78120008	Bijoux tarif 1	8,33	2	1,67	10,00
78230001 78230003 78120006	Bijoux tarif 2	10,00	2	2,00	12,00
78110001 78220004 78220006 78230004 78120009	Bijoux tarif 3	12,50	2	2,50	15,00
78530001 78530002 78620001 78620002 78240001	Bijoux tarif 4	16,67	2	3,33	20,00
78220003 78710001 78120001	Bijoux tarif 5	20,83	2	4,17	25,00
78120002 78220002	Bijoux tarif 6	25,00	2	5,00	30,00
78220001	Bijoux tarif 7	33,33	2	6,67	40,00
78230002 78220005	Bijoux tarif 8	6,67	2	1,33	8,00
78120004 78120007	Bijoux tarif 9	5,83	2	1,17	7,00
78120005 78110002	Bijoux tarif 10	7,50	2	1,50	9,00
78320002	Montre	12,92	2	2,58	15,50
74710001	Badge petit format	0,92	2	0,18	1,10
74720001	Badge grand format	1,25	2	0,25	1,50
77110002	Tee-shirt du musée	6,67	2	1,33	8,00
77410001 77260002 85450001 81920004	Accessoires divers tarif 0	2,50	2	0,50	3,00
78910001	Accessoires divers tarif 1	1,67	2	0,33	2,00
77260001 74820002 74820003 74820004 81900001 81900002 81900003	Accessoires divers tarif 2	4,17	2	0,83	5,00

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA 1 5,50% 2 20,00% 3 10,00%		Prix de vente TTC en €
			Code	Montant	
83230002 85510001 85520001 85700001	Accessoires divers tarif 2	4,17	2	0,83	5,00
74960001 83230005 83260004	Accessoires divers tarif 3	5,83	2	1,17	7,00
83260002	Accessoires divers tarif 4	10,00	2	2,00	12,00
77440001 81910001 81900004 85430001 83260003	Accessoires divers tarif 5	8,33	2	1,67	10,00
83230003 83230004 83230007	Accessoires divers tarif 6	5,00	2	1,00	6,00
75670002 81920003	Accessoires divers tarif 7	16,67	2	3,33	20,00
75650001 75650002 75670001	Accessoires divers tarif 8	20,83	2	4,17	25,00
77430001	Accessoires divers tarif 9	4,92	2	0,98	5,90
74820005	Accessoires divers tarif 10	3,33	2	0,67	4,00
83230008	Accessoires divers tarif 11	5,42	2	1,08	6,50
81920001	Accessoires divers tarif 12	13,33	2	2,67	16,00
81920002	Accessoires divers tarif 13	15,83	2	3,17	19,00
85600001	Lithographie "Noëls de Moselle"	4,25	2	0,85	5,10
85220001	Coffret d'aquarelles	19,17	2	3,83	23,00
85420001	Médaille	12,58	2	2,52	15,10
75640001 75630001 75620001 75620002 74820001	Figurines tarif 1	5,83	2	1,17	7,00
85440001	Figurines tarif 2	8,33	2	1,67	10,00
75630002	Figurines tarif 3	10,83	2	2,17	13,00
75120001 75140001 75150001	Jeux tarif 1	5,00	2	1,00	6,00
75150002 75150003	Jeux tarif 2	7,50	2	1,50	9,00
75140002 75140003	Jeux tarif 3	6,67	2	1,33	8,00
75150004 75130001	Jeux tarif 5	10,83	2	2,17	13,00
75220003	Jeux tarif 6	12,50	2	2,50	15,00

Code article	Articles	Prix HT en €	Taux de TVA		Prix de vente TTC en €
			1	5,50%	
			2	20,00%	
			3	10,00%	
			Code	Montant	
75220001 75220002 75220004	Jeux tarif 7	16,67	2	3,33	20,00
75140004	Jeux tarif 8	6,16	1	0,34	6,50
75820001	Grayou	15,75	2	3,15	18,90
75820002	Grayou offert	0,00	2	0,00	0,00
85410001	Monnaie de Paris	2,50	2	0,50	3,00

Des réductions et/ou gratuités pourront être effectuées dans un cadre protocolaire ou promotionnel.

MUSEE DEPARTEMENTAL DU SEL

Tarifs des locations
(Annexe 3 à l'arrêté n° 2022-001707 en date du 10 novembre 2022)

Codes prestations	Prestations	Montant HT en €	Taux de TVA		Montant TTC en €
			2	20,00%	
			Code	Montant	
VOUTE SOUS PORTE DE FRANCE - 40 m²					
12120001	La journée (8 heures)	340,00	2	68,00	408,00
12120002	La 1/2 journée (4 heures)	170,00	2	34,00	204,00
12120003	La nuit (22h-00h)	140,00	2	28,00	168,00
DIVERS					
12600001	Heure supplémentaire (dépassement av. 22h)	41,67	2	8,33	50,00
12600002	Heure supplémentaire (dépassement ap. 22h)	83,33	2	16,67	100,00
12600003	Installation de matériel mis à disposition par un tiers (base horaire)	41,67	2	8,33	50,00
12600004	Mise à disposition d'un agent supplémentaire (base horaire)	41,67	2	8,33	50,00
12400001	Redevance d'occupation temporaire du domaine public pour service traiteur, pour évènement de catégorie 1 (> 501 spectateurs), par jour	416,67	2	83,33	500,00
12400002	Redevance d'occupation temporaire du domaine public pour service traiteur, pour évènement de catégorie 2 (≤ 500 spectateurs), par jour	208,33	2	41,67	250,00
12400003	Redevance d'occupation temporaire du domaine public pour restauration ambulante, par manifestation (emplacement intérieur ≤ 6 m^2 ou extérieur ≤ 25 m^2), par jour	83,33	2	16,67	100,00
14200004	Emplacement intérieur > à 6 m^2 ou extérieur > à 25 m^2 (surface supplémentaire par tranche de 2 m^2 intérieur ou 5 m^2 extérieur), par jour	3,33	2	0,67	4,00

Les tarifs incluent la présence d'un agent sur le site pour la durée de la location, les fluides, le nettoyage, la mise à disposition et l'installation du matériel audiovisuel et son, des tables et des chaises dans les configurations spatiales prévues par le site.
Une remise de 15 % est appliquée à partir de la 5ème location annuelle.
Une remise de 15 % est accordée aux apporteurs d'affaires (offices de tourisme, tour-opérateurs, autocaristes, agences de voyages...) sur les locations.

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Finances
Affaire suivie par : OSTERROTH Murielle
Tél. : 03 87 21 51 26
N/Réf : DFAJCG/DF/SEB/Archives-clôtSR/396

AR Préfecture : 057-225700012-20221110-lmc1X01000035e5-AR
Date AR Préfecture : 14-11-2022

A R R E T E

N° 2022-001728

en date du 10 novembre 2022

portant clôture de la sous-régie à la régie de recettes
auprès du Service Départemental d'Archives de la Moselle

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 ayant délégué au Président du Conseil Départemental le soin de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité ;

Vu l'arrêté 93 D.F.R.H./S.B.D. n° 6, modifié, en date du 22 juin 1993 portant institution d'une régie de recettes auprès du Service départemental d'Archives de la Moselle ;

Vu la décision n° 65 de la Commission Permanente du Département de la Moselle en date du 15 juillet 2013 créant une sous-régie à la régie de recettes auprès du Service départemental d'Archives de la Moselle ;

Vu l'arrêté n° 23727 en date du 7 août 2013 portant institution d'une sous-régie à la régie de recettes auprès du Service départemental d'Archives de la Moselle ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle, comptable public assignataire, en date du 4 novembre 2022 ;

ARRETE

Article 1er : La sous-régie instituée à la régie de recettes auprès du Service départemental d'Archives de la Moselle est clôturée à compter du 15 novembre 2022.

Article 2 : Monsieur le Directeur du Développement Culturel et Artistique et Monsieur le Payeur Départemental de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département,
Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général
des Services Départementaux

Marc HOUVER